



HAL
open science

L'argent de l'influence

Ludovic Tournès

► **To cite this version:**

Ludovic Tournès. L'argent de l'influence : Les fondations américaines et leurs réseaux européens. Autrement. Autrement, pp.208, 2010, Mémoires/culture. halshs-00651570

HAL Id: halshs-00651570

<https://shs.hal.science/halshs-00651570>

Submitted on 13 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'argent de l'influence

Les fondations américaines et leurs réseaux européens

Carnegie, Rockefeller, Ford, Soros :

Généalogie de la toile philanthropique

Depuis le début du XXe siècle, la scène des relations internationales a vu l'arrivée de nouveaux protagonistes : à côté des Etats et des chancelleries, de multiples organisations non gouvernementales ont fait leur apparition, et ont joué un rôle croissant dans les affaires mondiales, où leur place n'est plus discutée de nos jours. Parmi elles, les grandes fondations philanthropiques, en particulier américaines, occupent une place privilégiée, du fait de leur puissance financière, de la dimension planétaire de leur politique, mais aussi de leur projet universaliste visant à construire une mondialité fortement teintée de couleurs américaines. Pour ce faire, elles ont adopté dès le début du XXe siècle une stratégie consistant à favoriser l'émergence d'une élite internationale du savoir et du pouvoir afin de piloter rationnellement les sociétés contemporaines selon un triptyque que l'on pourrait résumer en trois mots : paix, démocratie, économie de marché. La réalisation de ce programme nécessitant la participation active des élites de l'ensemble des pays du monde, l'un des objectifs majeurs des fondations est d'assurer une libre circulation des hommes et des idées, afin de favoriser la synergie entre les producteurs de savoir et les décideurs politiques à l'échelle internationale. Mobiliser les élites pour construire une société démocratique, prospère, pacifique et en route vers le progrès, tel est l'objectif historique de la philanthropie américaine. C'est dans ce cadre que l'analyse de sa politique internationale, et particulièrement européenne, prend tout son sens. L'analyse de celle-ci amène à se pencher sur trois grands problèmes, que l'on verra se décliner tout au long des chapitres qui suivent. Le premier est celui de la nature du projet philanthropique, qui prend des formes différentes selon les fondations, mais dont l'unité est claire. Le deuxième est celui du *modus operandi* adopté par ces organisations, dont la puissance financière se double d'un activisme relationnel qui se traduit par la mise en place de réseaux, lesquels sont autant de

canaux destinés à contribuer à la réalisation de leurs projets. Enfin, le troisième est celui de l'inscription dans la durée de cette action et de ses effets.

Des fondations, un projet

La première question qui vient à l'esprit lorsque l'on examine la profusion des actions menées par les grandes fondations américaines hors des Etats-Unis est la suivante : quel est l'objectif de cette politique mondiale ? Quelques remarques sur les projets des grandes fondations permettront d'apporter des premiers éléments de réponse.

La première grande fondation qui déploie son action à l'échelle internationale est le Carnegie Endowment for International Peace (Dotation Carnegie pour la Paix Internationale), l'une des multiples organisations créées par le magnat de l'acier Andrew Carnegie. Inaugurée en décembre 1910, elle s'est rapidement doublée d'un Centre Européen qui a commencé à opérer quelques mois plus tard sur le Vieux continent. Fondé alors que les tensions internationales sont à leur comble, son objectif est de favoriser l'établissement d'une paix durable en promouvant le développement d'un droit international alors embryonnaire, et en favorisant la pratique de l'arbitrage entre les grandes puissances. Le symbole de ce projet est le financement, par Andrew Carnegie, de la construction du palais de la Paix de La Haye, ouvert en 1913, qui abritera à partir de 1921 la Cour Permanente de Justice Internationale créée au lendemain de la Première guerre mondiale dans le sillage de la Société des Nations. L'objectif du Carnegie Endowment est alors de développer une expertise intellectuelle sur les questions de droit international et de parvenir à mettre la guerre hors-la-loi ; pour ce faire, l'organisation s'attachera à mener des actions de *lobbying* auprès des gouvernants, mais aussi à participer à des actions de sensibilisation de l'opinion publique, à subventionner des institutions, principalement universitaires, ou encore à financer des publications d'ouvrages ayant trait à la régulation internationale des conflits.

Cette diplomatie philanthropique, assez timide avant 1914, va se développer dans l'entre-deux-guerres : elle prend sa vitesse de croisière avec l'action menée à partir des années 1920 par la fondation Rockefeller. Créée en 1913, celle-ci n'est que la principale composante d'un vaste ensemble d'organisations financées par la

famille Rockefeller, et notamment par John D. Rockefeller, fondateur de la compagnie pétrolière Standard Oil. L'action internationale qu'elle mène dans des domaines aussi variés que la santé publique, les sciences biomédicales ou encore les sciences sociales, suit, en dépit de son apparente dispersion, un fil conducteur bien précis : la mobilisation de l'ensemble des savoirs scientifiques (sciences de la nature et sciences sociales) pour élaborer une science totale de l'homme permettant de gérer les comportements individuels et collectifs. Autrement dit, créer non seulement un homme nouveau, mais également une société rationnelle gouvernée par la science. La mise en place de ce projet d'ampleur mondiale commence dès 1914, que ce soit aux Etats-Unis, en Extrême-Orient, en Amérique latine, et surtout en Europe : au cours de l'entre-deux-guerres, il se concrétise par la subvention à de nombreuses institutions (notamment des universités ou des laboratoires de recherche), mais aussi le soutien à la création d'administrations de la santé publique, ou encore la mise en place d'une politique systématique de bourses de voyages destinées aux scientifiques, et, plus généralement, aux futurs *leaders* du monde. Dans ce processus, la fondation Rockefeller n'est que l'arbre qui cache la forêt : entre 1919 et 1939, le total des investissements réalisés en Europe par de multiples organisations philanthropiques américaines atteint environ 1,3 milliard de dollars dans les domaines les plus divers¹.

Le projet philanthropique franchit une nouvelle étape après la Deuxième guerre mondiale, lorsque d'autres fondations aux objectifs ambitieux émergent aux Etats-Unis. Parmi elles, la plus puissante est la fondation Ford, créée en 1936 par le constructeur automobile Henry Ford, et qui se dote à partir de 1950 d'un programme international dont le fil conducteur principal est de mettre en place un plan Marshall intellectuel destiné à lutter contre le communisme en améliorant l'image des Etats-Unis à l'étranger, en développant partout où c'est possible les sciences sociales (supposées constituer un rempart contre l'influence du marxisme), et en favorisant les contacts entre les élites intellectuelles des différents pays, en Europe et ailleurs. Là encore, ce projet se concrétise par la subvention à des universités et des centres de recherche dans le domaine des sciences sociales, mais aussi à des organismes

¹ Emily S. Rosenberg, « Missions to the World. Philanthropy abroad », in Lawrence J. Friedman & Mark D. McGarvie (dir.), *Charity, Philanthropy, and Civility in American History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 249.

internationaux tels que le Congrès pour la Liberté de la Culture et son réseau international de revues et de colloques très actif pendant les années cinquante et soixante².

Plus près de nous, le réseau international de fondations créé à l'initiative du financier d'origine hongroise George Soros s'inscrit dans la généalogie de ce messianisme universaliste caractéristique de la grande philanthropie américaine. Le parcours de l'homme présente bien des similitudes avec ceux de ses devanciers Andrew Carnegie ou John D. Rockefeller : après avoir quitté la Hongrie communiste en 1947, il s'installe en Angleterre, décrochant son diplôme de la London School of Economics en 1952, avant de s'engager dans une carrière de financier au cours de laquelle il amasse rapidement une fortune considérable qu'il va investir dans les activités philanthropiques. A partir de 1984, il met sur pied des fondations destinées à favoriser la transition des différents pays d'Europe de l'Est vers la démocratie et l'économie de marché. Après 1991, elles essaient également dans les républiques issus de la décomposition de l'URSS, tandis qu'en 1993 Soros crée l'Open Society Institute destiné à coordonner et à soutenir leur actions. Partout où elles sont installées, elles accordent des financements à des individus ou des institutions dans le domaine de la recherche scientifique, de l'expertise ou des arts, afin de favoriser la reconstruction des intelligentsias en dehors de la sphère communiste. Elles favorisent également le développement d'organisations non gouvernementales locales et déploient une activité de conseil auprès des gouvernements, participant à la mise en œuvre de réformes. Ce faisant, elles agissent dans un esprit et avec des méthodes analogues à celles mises en œuvre après 1918 par la fondation Rockefeller dans les pays issus de la décomposition de l'Autriche-Hongrie. Par ces actions volontaristes, les fondations Soros entendent jouer un rôle « d'incubateur [des] société[s] civile[s]³ » en route vers la démocratie.

De Carnegie à Soros, toutes ces fondations possèdent, au-delà de leurs projets spécifiques, des points communs qui permettent de dessiner les contours de la diplomatie philanthropique qui a émergé au début du XXe siècle. Celle-ci n'est pas

² Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris*, Paris, Fayard, 1995.

³ Dostena Anguelova-Lavergne, *La main invisible de la transition. Think tanks et transition démocratique en Bulgarie après 1989*, thèse, EHESS, 2008, p. 242 ; Nicolas Guilhot, *The Democracy Makers : Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

toujours aisée à définir, les fondations cumulant à des degrés divers au moins trois fonctions : celle de laboratoire d'idées, celle d'agence opérative, celle de groupe de pression. Mais il se dégage malgré tout de l'examen de leur politique sur le long terme des permanences qui permettent de la qualifier de diplomatie intellectuelle transnationale. Les politiques des grandes fondations partagent en effet quatre points communs majeurs.

Le premier est la volonté d'assurer la promotion d'un modèle de société fondé sur la libre entreprise (qui a permis aux industriels devenus philanthropes de construire leur prospérité et de doter richement leurs fondations), la paix (condition *sine qua none* de la prospérité économique) et la démocratie telle qu'elle s'est constituée aux Etats-Unis depuis la fin du XVIIIe siècle. Les fondations apparaissent ainsi comme des lieux d'élaboration intellectuelle d'un triptyque paix-démocratiemarché, dont la théorisation remonte à Adam Smith, mais qui est devenu un axe structurant de la politique étrangère américaine à partir de la fin du XIXe siècle, lorsque les Etats-Unis ont accédé au rang de première puissance économique mondiale. La dimension souvent très sectorielle de l'activité des fondations s'inscrit donc dans un projet global bien plus vaste. C'est en grande partie à cette aune que leur politique internationale doit être analysée.

Le deuxième point commun entre ces organisations est leur stratégie opérationnelle, laquelle consiste à s'appuyer sur les élites du savoir, considérées comme le principal vecteur du changement et du progrès. C'est ce qui explique que les institutions de recherche et d'enseignement supérieur ou les *think tanks* soient des secteurs d'intervention privilégiés de la diplomatie philanthropique, qui consiste le plus souvent à financer des projets de recherche, à soutenir la création et le développement d'institutions de recherche et d'enseignement, ou encore à accorder des bourses d'études de longue durée à l'étranger (*fellowships*), afin de favoriser l'internationalisation des élites.

Le troisième point commun est leur volonté d'agir à l'échelle du monde en mettant en place des programmes hors des Etats-Unis et sur tous les continents. Dès l'entre-deux-guerres, les grandes fondations sont ainsi présentes, à des degrés divers, aux quatre coins du globe. Leur politique ne se limite pas à la mise en place d'actions dans des aires nationales isolées les unes des autres, mais tâche systématiquement d'organiser des passerelles entre ces aires, à l'aide, comme on le verra plus loin, de multiples réseaux. C'est ce qui fait le caractère fondamentalement

transnational de la diplomatie philanthropique, dont l'objectif historique, exemplifié par la politique de la fondation Rockefeller après 1918, est de favoriser la création d'un ensemble de points d'appuis dans des endroits-clés de la planète, et de s'y placer en position centrale pour jouer le rôle de coordinatrice.

Enfin, la quatrième constante de la diplomatie philanthropique est d'agir en complémentarité avec la diplomatie officielle de l'Etat américain. Dès le début du XXe siècle en effet, la philanthropie constitue un des pôles où s'élabore de la politique étrangère américaine, tout comme le Département d'Etat et le Congrès. Mais si les fondations agissent parfois en coordination avec l'administration fédérale, elles possèdent un degré d'autonomie non négligeable. D'abord parce qu'elles n'ont de compte à rendre à personne ; ensuite parce que leur souplesse de fonctionnement, leur budget et leur connaissance souvent fine des terrains locaux leur permet de précéder parfois la diplomatie officielle, agissant là où le gouvernement ne peut ou ne veut pas intervenir ; enfin parce qu'elles agissent dans un domaine (la production et l'application des connaissances) où elles possèdent un savoir-faire que ne peut leur disputer le Département d'Etat, même après la Deuxième guerre mondiale. Ni totalement indépendantes du gouvernement américain, ni auxiliaires dévouées de l'impérialisme *yankee*, elles jouissent d'une marge de manoeuvre qui varie selon les périodes, selon le contexte géopolitique, et selon les aires géographiques où elles interviennent. La ligne rouge qu'elles ne franchissent jamais est celle de l'intérêt national américain, dont elle se font une haute idée, malgré leur internationalisme affiché, mais dont elles ont une conception qui n'est pas forcément identique à celle de l'administration de Washington : leurs démêlés avec la Commission des Activités Antiaméricaines au moment du MacCarthyisme sont là pour en témoigner.

Les exemples de cette imbrication entre les activités de la philanthropie et celles du Département d'Etat sont multiples, et ce, dès le début du XXe siècle : ainsi l'action menée par le Carnegie Endowment for International Peace pour promouvoir la paix s'inscrit-elle dans la stratégie d'affirmation des Etats-Unis sur la scène internationale à ce moment. Le président Theodore Roosevelt oriente en effet sa diplomatie dans deux directions : la première est celle du *Big Stick* (gros bâton), maniée essentiellement en Amérique du Sud, et doublée d'un discours conquérant présentant l'américanisation du monde comme l'objectif ultime de la politique étrangère américaine. L'autre direction est la promotion de la paix par le droit, en

particulier en Europe, avec la participation aux conférences de La Haye en 1899 et 1907, ou encore la participation au règlement pacifique de la crise marocaine de 1905 entre la France et l'Allemagne, qui vaut au président américain le prix Nobel de la paix en 1906. L'action menée par le Carnegie Endowment à partir de 1911 se place explicitement dans la continuité de cette politique étrangère qui fait de la défense de la paix l'un de ses moyens d'affirmation sur la scène internationale. Dans un autre ordre d'idée, les campagnes sanitaires menées en Amérique du Sud par la fondation Rockefeller à partir des années 1910⁴ sont intimement liées à la stratégie d'expansion américaine dans cette région du monde, et sont autant destinées à sécuriser le terrain sanitaire pour éviter que les soldats américains stationnés dans ces régions ne soient décimés par les épidémies, qu'à assurer la bonne santé et le développement économique des populations locales. On peut en dire autant de la campagne antituberculeuse entreprise en France à partir de 1917, conçue au moment même où le président Wilson déclare la guerre à l'Allemagne et envoie des troupes en France⁵. La sécurisation sanitaire des zones où intervient l'armée est alors une préoccupation importante de la diplomatie américaine, instruite par l'expérience de la guerre menée à Cuba en 1898, au cours de laquelle la fièvre jaune avait fait bien plus de ravages chez les soldats que les combats contre l'armée espagnole. L'action de la fondation Ford après 1945 est un autre exemple du lien qui s'établit entre la diplomatie philanthropique et celle du Département d'Etat, l'organisation mettant en place une action à destination des élites européennes, afin d'améliorer l'image des Etats-Unis et de tisser des liens entre la superpuissance et ses alliés européens pour mieux contrer l'hégémonie intellectuelle et culturelle du communisme. Elle assume ainsi sa participation à la guerre froide, mais de manière moins agressive que le gouvernement américain, et incarne, à côté de la ligne dure adoptée par l'administration Eisenhower au début des années cinquante, une approche plus souple des relations avec le bloc de l'Est, en s'efforçant de promouvoir les relations avec l'Ouest afin de désamorcer les tensions et d'éviter le déclenchement d'un nouveau conflit.

⁴ Marcos Cueto (ed.), *Missionaries of Sciences : The Rockefeller Foundation and Latin America*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 2.

⁵ Suda Lorena Bane & Ralph Haswell Lutz (dir.), *Organization of American Relief in Europe, 1918-1919 : incl. negotiations leading up to the establishment of the Off. Director General of Relief at Paris by the Allied and Associated powers*, Stanford, Stanford University Press, 1943.

La création de réseaux

La puissance financière des grandes fondations, bien connue, a suscité depuis longtemps des polémiques. Leurs actions dans le domaine de la création d'institutions partout dans le monde, et en particulier en Europe, ont également donné lieu à de nombreuses études⁶. Mais il est un autre aspect de la politique philanthropique, tout aussi important, qui a moins retenu l'attention des chercheurs : c'est leur politique de réseaux, qui les conduit à s'insérer dans des tissus de relations existants, ou bien à en créer, et à tenter d'y occuper une position centrale pour tirer parti des synergies ainsi créées et favoriser la réalisation de leurs projets. La politique des réseaux des fondations a deux caractéristiques essentielles : elle est d'abord expansionniste, dans la mesure où la création et la connexion de réseaux entre eux vise à élargir toujours plus le cercle des relations et des synergies ; elle est ensuite mondiale, les réseaux créés se déclinant à l'échelle de la planète et traversant allègrement les frontières. S'intéresser à la politique philanthropique des réseaux, c'est tenter de déterminer la manière dont les fondations se créent des interlocuteurs dans les différentes aires où elles interviennent, mais aussi quelles relations elles établissent avec eux, et enfin comment elles agissent pour élargir toujours plus le cercle des réseaux possible pour maximiser la dynamique, réelle ou supposée, générée par chacun d'entre eux. Cette dimension relationnelle est au cœur de leur politique : au-delà de leur rôle de bailleuses de fonds, les fondations sont, fondamentalement, des *go-between*, des passeuses, ou, comme on voudra, des catalyseuses de projets. Leur politique de réseaux se manifeste à quatre niveaux : dans le monde philanthropique lui-même, au sein du territoire des Etats-Unis, au niveau international, et enfin au niveau transnational.

Si l'on se place d'abord au sein du monde philanthropique lui-même, on voit cette politique fonctionner en modèle réduit. En effet, les fondations deviennent à partir de l'entre-deux-guerres des organisations bureaucratiques qui mettent au point

⁶ Voir les nombreux travaux coordonnés par Giuliana Gemelli, entre autres : *The Ford Foundation and Europe (1950s-1970s) : Cross-Fertilization in Social Sciences and Management*, Bruxelles, European interuniversity press, 1998 ; *American Foundations and Large-Scale Research : Construction and Transfert of Knowledge*, Bologna, CLUEB, 2001.

des méthodes de production, de traitement et de circulation de l'information tirant parti de toutes les ressources de la technologie moderne. Le cas de la fondation Rockefeller est à cet égard emblématique : ses *officers* entretiennent une correspondance continue avec de multiples interlocuteurs répartis sur les cinq continents, et ne cessent de recevoir des demandes de financements, mais aussi des rapports d'activités qui leur donnent une connaissance parfois très fine des paysages intellectuels nationaux, d'autant plus qu'ils voyagent en permanence et rencontrent beaucoup de monde, consignants scrupuleusement le résultat des entretiens menés. La fondation se crée ainsi un vaste carnet d'adresses international ainsi qu'un important capital d'informations qui constituent la base de sa stratégie de création de réseaux à l'échelle mondiale. Les *officers* ne cessent de les faire fructifier en entretenant les contacts et en sollicitant en permanence leurs interlocuteurs locaux, ici pour obtenir un renseignement, là pour susciter un projet, ailleurs pour mettre en relations deux personnes que la fondation souhaiterait voir travailler ensemble. Cette stratégie se traduit par une production impressionnante de notes, rapports, memoranda et autres télégrammes, souvent dactylographiés en plusieurs exemplaires et envoyés aux divers services de la fondation, sans parler des échanges de correspondances entre les *officers*, lesquels se *forwardent* systématiquement les courriers et restent en contact avec leurs collègues même lorsqu'ils sont en voyage au fin fond de l'Europe centrale ou de la Chine. L'*officer* philanthropique est à la fois un *globe trotter* passant une partie importante de sa vie en train et en bateau, et un graphomane impénitent consignants scrupuleusement le résultat de ses rencontres avec les acteurs locaux et l'état d'avancement des projets à l'instant « T ».

Cette politique de réseaux, les philanthropes la mettent en œuvre à un deuxième niveau, celui de leurs actions aux Etats-Unis, en pratiquant le contact systématique avec des milieux divers formant autant de réseaux qu'elles s'attachent à faire communiquer entre eux, lorsque ce n'est pas déjà le cas. Parmi eux, il y a évidemment le monde universitaire américain, avec lequel la philanthropie établit des liens étroits dès le début du XXe siècle en finançant de nombreuses universités, en particulier les plus prestigieuses (Columbia, Princeton, Harvard, Yale, Chicago,

Stanford, ...). Cette imbrication de l'université et du monde philanthropique⁷ se traduit, entre autres, par la présence précoce des universitaires dans les *Board of Trustees* (conseils d'administration) des fondations : ainsi la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, créée en 1905, est-elle dirigée par Henry Pritchett, ex-président du Massachusetts Institute of Technology (MIT) ; elle compte en outre dans son *Board of Trustees* de nombreux présidents d'universités, parmi lesquels Nicholas Murray Butler de Columbia, William Rainey Harper de Chicago, ou encore Woodrow Wilson, qui n'a pas encore quitté la présidence de l'université de Princeton pour briguer celle des Etats-Unis. Quant au Carnegie Endowment for International Peace, son président à partir de 1925 est Nicholas Murray Butler. La fondation Rockefeller offre un exemple similaire, puisque George E. Vincent, qui en assure la présidence de 1917 à 1929, est l'un des pionniers de la sociologie américaine, et a auparavant présidé l'université du Minnesota ainsi que l'American Sociological Association ; par ailleurs, de nombreux *officers* rockefelleriens sont des universitaires passés à la philanthropie, comme l'économiste John Van Sickle ou le mathématicien Warren Weaver. A la fondation Ford, on note la présence à partir de 1946 du physicien Karl Compton, alors président du MIT, ou encore en 1951 de Robert Maynard Hutchins, ancien président de l'université de Chicago.

L'autre réseau avec lequel les fondations établissent une relations précoce est celui de l'administration fédérale américaine, comme en témoigne en 1911 la composition du *Board of Trustees* du Carnegie Endowment for International Peace, peuplé de barons du Parti républicain : son président est Elihu Root, ancien Secrétaire à la guerre puis Secrétaire d'Etat de Theodore Roosevelt, son vice-président Nicholas Murray Butler (qui succèdera à Root en 1925), et son président honoraire n'est rien moins que William Howard Taft, alors président des Etats-Unis. A la fondation Rockefeller, l'avocat d'affaires internationales John Foster Dulles entre au *Board* en 1935, puis en est promu *Chairman* en 1950, avant de devenir Secrétaire d'Etat du président Eisenhower, tout en siégeant également au Carnegie Endowment. Même phénomène à la fondation Ford, dont le président en 1951 est Paul Hoffman, ancien administrateur du plan Marshall en Europe ; et en 1966, c'est

⁷ Carole Maseys-Bertonèche, *Philanthropie et grandes universités privées américaines. Pouvoir et réseaux d'influence*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 138 sq.

l'ancien conseiller du président Kennedy pour les questions de sécurité nationale, McGeorge Bundy, qui en prend la direction.

Le troisième niveau de déploiement de la politique de réseau des fondations est le niveau international : les organisations philanthropiques adoptent dans les pays où elles interviennent la même stratégie qu'aux Etats-Unis. Parmi les réseaux avec lesquels elles établissent des liens, il faut évidemment mentionner les milieux gouvernementaux et administratifs, puisque dès leurs premiers pas en Europe, elles ont cherché d'emblée le soutien des décideurs pour mettre en œuvre leurs projets : le Carnegie Endowment a procédé ainsi dès avant 1914 avec les milieux pacifistes français et européens, parmi lesquels les parlementaires et les ministres ou anciens ministres sont nombreux. C'est également le cas de la fondation Rockefeller, dont toute l'action en France à partir de 1917 se fait en coordination étroite avec l'administration gouvernementale française, depuis la campagne antituberculeuse de 1917-1922 jusqu'au soutien à l'organisation de la recherche scientifique au cours des années trente. Ce sera aussi le cas de la Ford lorsqu'elle interviendra massivement dans plusieurs pays d'Europe. Les réseaux universitaires sont également sollicités : dès la première décennie du XXe siècle, le Carnegie Endowment établit ainsi des contacts avec les universitaires européens engagés dans la mouvance pacifiste. Dans l'entre-deux-guerres la fondation Rockefeller développera quant à elle une politique mondiale de subventions de laboratoires universitaires, tant dans les sciences sociales que dans les sciences exactes⁸, et la Fondation Ford fera de même après 1945. Pour mener à bien cette politique, les fondations peuvent être amenées à mobiliser d'autres types de réseaux qui traversent les frontières institutionnelles ou les disciplines universitaires, comme le montre le cas de l'Union Rationaliste en France, dont font partie des universitaires aussi différents que le mathématicien Emile Borel, le sociologue Célestin Bouglé, le physicien Jean Perrin ou encore le biologiste André Mayer, tous interlocuteurs de la fondation Rockefeller et acteurs de l'organisation de la recherche française. On peut enfin identifier un autre réseau non négligeable, celui des philanthropes européens, très souvent issus, comme leurs homologues américains, du monde industriel, et qui partagent les mêmes valeurs, les mêmes objectifs et les mêmes méthodes de travail. La

⁸ Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique Internationale*, 35, avril-juin 2007, p. 173-197.

collaboration avec eux permettra souvent de favoriser la mise en place de certains projets.

Le quatrième et dernier niveau sur lequel se déploie la politique de réseaux des fondations est le niveau transnational. L'action internationale des fondations ne consiste en effet pas seulement à soutenir des projets hors des Etats-Unis, mais également à connecter ces projets, par-delà les frontières, afin de mettre en place une politique intrinsèquement mondiale, voire mondialiste. Pour ce faire, les fondations s'appuient sur les différents réseaux nationaux entre lesquels elles s'attachent à établir des contacts lorsqu'ils n'existent pas, ou à les renforcer lorsqu'ils existent déjà. Les bourses d'études sont ici des vecteurs puissants, car elles permettent de stimuler les échanges scientifiques internationaux qui accentuent les contacts entre les chercheurs des différents pays. Le programme *Fellowships* de la fondation Rockefeller est à cet égard exemplaire : entre 1917 et le début des années 2000, il concernera environ 15 000 personnes de plus de 80 pays, triés sur le volet et envoyés pour des séjours d'étude et de recherche dans de multiples pays étrangers, en particulier les Etats-Unis, où ils iront parfaire leur formation professionnelle, étoffer leur carnet d'adresse (et, par voie de conséquence, celui de la fondation), mais aussi établir des contacts avec leurs homologues de différents pays, souvent eux-mêmes soutenus par la Rockefeller. Ces *fellows*, que l'on retrouvera tout au long des chapitres suivants, établissent souvent une relation de long terme avec la fondation, qui se poursuit parfois des années après leur séjour d'études. Dans le cadre de son programme *Fellowships*, la Rockefeller ne se contente pas de donner un financement, mais intervient aussi pour placer les *fellows* dans des laboratoires de son choix, souvent ceux d'institutions qu'elle finance à travers le monde, contribuant ainsi à renforcer les liens entre ces institutions. La fondation se crée ainsi un réseau de contacts locaux qu'elle peut ensuite mobiliser pour divers projets. Ce type de politique de bourses est également adopté à partir de l'entre-deux-guerres par de nombreuses autres fondations américaines comme la fondation Guggenheim.

Un autre élément de la stratégie des fondations au niveau transnational est de s'appuyer sur les organisations internationales, qui constituent par définition des carrefours. On en voit le cas dans le soutien massif et constant du Carnegie Endowment et de la fondation Rockefeller aux sections dites techniques de la Société des Nations (Section d'Hygiène, Organisation Economique et Financière, Institut International de Coopération Intellectuelle), qui permet aux fondations d'être

introduites au cœur de la politique européenne de la SDN, tant en matière d'organisation de la santé publique que de travail sur la régulation des flux économiques mondiaux ou encore sur la coopération intellectuelle⁹. C'est également vrai dans l'autre sens : si la SDN apporte son aide à la fondation Rockefeller lorsque celle-ci s'aventure en Europe de l'Est, terrain qu'elle connaît mal, l'organisation américaine apporte son soutien à la SDN lorsque celle-ci veut entreprendre des actions en Chine ou en Amérique latine, terrains où les *officers* américains ont de nombreux contacts. Cet intérêt pour les organisations internationales se poursuivra après 1945, les fondations finançant des projets lancées tant par l'ONU que par des organisations satellites telles que la FAO ou encore l'OMS.

On voit donc les grandes fondations s'installer dès le début du XXe siècle au centre d'une nébuleuse transnationale d'organisations et de circulations multilatérales qui leur permet, autant si ce n'est plus que leur puissance financière, de s'imposer comme des actrices nouvelles des relations internationales. Cette logique de contact tous azimuts est bien la marque de fabrique de la diplomatie philanthropique. L'analyse des réseaux permet également de mieux comprendre la logique de l'expansion internationale des Etats-Unis au XXe siècle et d'affiner les analyses souvent simplistes de l'américanisation entendue comme phénomène d'exportation brute et unilatérale d'un « modèle » américain. L'étude de la politique mondiale des fondations montre en effet qu'elles n'exportent rien en tant que tel, si ce n'est l'argent qui sert à financer leur projets sur place. En revanche, par leur politique de réseaux, elles s'insèrent le plus souvent dans des processus déjà engagés avant leur arrivée, et jouent un rôle parfois décisif dans la conception des projets dont elles sont devenues partenaires. Elles n'y sont pas tant en position d'exportatrices de pratiques américaines que d'actrices *in situ*, de productrices de synergies et de plaques tournantes dans la construction et la redistribution de savoirs et de pratiques à l'échelle internationale. Et si elles contribuent effectivement parfois à l'implantation de nouvelles pratiques, celles-ci viennent autant des Etats-Unis que des autres pays où elles interviennent au même moment. Enfin, symétriquement, elles jouent le même rôle aux Etats-Unis, où elles engagent aussi des projets et où

⁹ Ludovic Tournès, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, habilitation à diriger des recherches, université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2008, chapitres IX à XII.

elles réinvestissent les savoirs-faire observés dans le monde entier. En bref, elles sont autant des vecteurs d'eupéanisation ou même de mondialisation des Etats-Unis, que d'américanisation de l'Europe. On ajoutera qu'elles ne sont qu'un maillon de multiples réseaux qu'elles ne contrôlent pas nécessairement, de sorte que leur influence sur la conduite des projets doit être relativisée. De ce point de vue, une analyse en termes de réseaux permet à la fois de cerner au plus près la logique profonde de la politique philanthropique, et en même temps de tenir compte de la diversité des situations locales et d'éviter les généralisations caricaturales.

Des relations de long terme

Il faut insister sur un dernier point pour finir : l'historiographie de la philanthropie répète à l'envi que les fondations travaillent sur le court terme et que leur vocation est d'aider au démarrage de projets, après quoi leurs financements s'interrompent. Ce n'est que partiellement vrai en ce qui concerne les grandes fondations, ainsi qu'en ce qui concerne les actions à l'étranger : tout montre au contraire que la durée de leurs interventions s'étend souvent sur 20 ou 30 ans, voire plus quand les fondations se passent le relais pour poursuivre les projets engagés. L'analyse des réseaux philanthropiques confirme amplement cet aspect, les réseaux se développant sur l'ensemble du XXe siècle et se construisant à partir de l'héritage des fondations qui interviennent successivement dans une aire géographique et/ou dans un secteur donnés. Une des caractéristiques majeures des réseaux philanthropiques, outre leur expansionnisme et leur dimension transnationale déjà évoquées, est donc de se déployer sur la longue durée. On peut esquisser ici la généalogie de ces réseaux, dont on verra des exemples tout au long de l'ouvrage.

Elle commence dès le début du XXe siècle, lorsque la philanthropie Carnegie entre en contact avec les milieux pacifistes européens. Au moment où Andrew Carnegie crée le Carnegie Endowment for International Peace et son Centre Européen, il existe déjà en Europe un milieu actif de militants pacifistes cristallisé depuis les années 1880, notamment chez les juristes et les hommes politiques¹⁰.

¹⁰ Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez, « La 'guerre hors la loi, 1919-1939' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, mars 2004, p. 91-95.

Dès avant 1914, Le Carnegie Endowment occupe une place importante dans la mouvance pacifiste qui, par ses ramifications aux Etats-Unis et en Europe, et les nombreuses rencontres qu'elle organise, constitue de fait une nébuleuse transatlantique. On y trouve de nombreux personnages en pointe dans la réflexion sur la notion de régulation internationale qui débouchera sur la création de la Société des Nations en 1919. De ce point de vue, le soutien qui sera apporté par le Carnegie Endowment et la fondation Rockefeller à la Société des Nations dès sa création prend tout son sens, car il s'inscrit dans la continuité du projet internationaliste formulé avant 1914 par le Carnegie Endowment et poursuivi, sous d'autres formes, par la fondation Rockefeller après 1918, et par la fondation Ford, après 1945 : créer une société internationale régie par les règles du droit, garantir la paix, assurer l'essor économique fondé sur le libre échange, promouvoir l'universalisation de la démocratie.

L'histoire de l'expertise économique, entre autres exemples, peut servir à illustrer la continuité qui existe entre les projets des fondations, et la manière dont elles construisent leurs actions en Europe sur la base des réseaux antérieurement constitués par leurs fondateurs, réseaux qu'elles pérennisent et développent au service de leurs propres projets. En 1911, le Carnegie Endowment réunit un aréopage d'universitaires et d'experts pour réaliser une étude scientifique sur les causes des guerres et leur impact sur le commerce international. L'opération est interrompue par la guerre, mais après 1918, le projet est relancé sous la forme d'une énorme entreprise éditoriale : *l'Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*, coordonnée par l'universitaire américain James T. Shotwell, professeur d'histoire à l'université Columbia, qui réunit autour de lui des dizaines de collaborateurs¹¹ et met sur pied 14 comités éditoriaux nationaux (France, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, Autriche, Hongrie, Pays-Bas, Russie, Norvège, Suède, Danemark, Roumanie, Yougoslavie), dont certains membres étaient déjà partie prenante du projet bâti en 1911. Entre 1921 et 1937, l'entreprise donnera lieu à la publication de

¹¹ Alain Chatriot, « Comprendre la Guerre. L'histoire économique et sociale de la Guerre mondiale, les séries de la Dotation Carnegie pour la paix internationale », Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 33-44.

plus de 300 monographies¹². Le Carnegie Endowment a ainsi mobilisé un réseau international de collaborateurs dont on retrouvera une partie dans les multiples instituts d'expertise économique qui fleurissent en Europe au cours de l'entre-deux-guerres, et dont beaucoup seront abondamment financés par la fondation Rockefeller. On les retrouvera également à l'Organisation Economique et financière de la Société des Nations, qui met en place au cours des années vingt et trente, avec le concours financier de la fondation Rockefeller, des programmes de recherches coordonnés destinés à comprendre l'origine des crises économiques et à déterminer des solutions pour y remédier afin de garantir la stabilité de l'économie mondiale et le développement du commerce international. Lorsque la fondation Ford interviendra en Europe après 1945, elle puisera dans ces réseaux existants qu'elle développera à son tour par le biais de sa propre politique, que ce soit en finançant des organismes tels que l'Agence Européenne de Productivité, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), mais aussi le Congrès pour la Liberté de la Culture qui anime à partir de 1950 un vaste réseau européen de correspondants, de revues et de congrès.

Cette continuité et ce développement des réseaux philanthropiques par sédimentations successives se manifeste encore plus clairement lorsque l'on descend au niveau national : ainsi l'économiste français Charles Gide est-il l'un des membres fondateurs du Centre Européen du Carnegie Endowment et l'un des membres du comité d'experts mis en place en 1911. Après 1918, il reste impliqué dans les activités du Centre Européen, mais, l'âge avançant, passe le relais à son disciple et collaborateur Charles Rist, avec lequel il a coécrit une *Histoire des doctrines économiques* rapidement devenue un classique pour plusieurs générations d'étudiants. En 1923, il introduit Rist au Centre Européen, qui lui confiera une enquête sur la situation économique de l'Autriche depuis le traité de Versailles, afin d'analyser la manière dont l'ancienne puissance majeure de l'Europe centrale se redresse après le conflit et se réinsère dans les circuits économiques intra-européens. Deux ans plus tard, lorsque le Laura Spelman Rockefeller Memorial, satellite de la fondation Rockefeller, entreprend une politique européenne en matière de sciences sociales, c'est Charles Rist qu'il choisit pour être son conseiller en

¹² Harold Josephson, *James T. Shotwell and the Rise of Internationalism in America*, London, Associated University Press, 1975, p. 103-115.

France. L'économiste, qui crée en 1933 le premier institut d'études de la conjoncture de l'Hexagone, bénéficie également d'une importante subvention de la fondation Rockefeller¹³. Il restera jusqu'au lendemain de la Deuxième guerre mondiale un interlocuteur et un conseiller majeur de la fondation Rockefeller pour ses activités françaises, et, plus largement, européennes, du fait de sa stature reconnue d'expert financier international. En 1949, âgé de 71 ans, il passe la main à Jean-Marcel Jeanneney, qui devient directeur de l'institut, lequel continue de bénéficier au début des années cinquante du financement de la Rockefeller. Lorsque celle-ci quitte le terrain européen à la fin des années cinquante pour se consacrer à l'Asie, c'est la fondation Ford, qui inaugure au même moment un programme de soutien aux sciences sociales en Europe, qui prendra la suite et soutiendra l'institut de Jeanneney. De Gide à Jeanneney, c'est donc au moins sur trois générations que s'étend la collaboration entre les experts économistes et les fondations. Cet exemple témoigne de l'ancrage dans le long terme de l'activité philanthropique en Europe, et de la durabilité des réseaux créés, entretenus et revivifiés de part et d'autre.

La même démonstration pourrait être faite à l'échelle d'un individu, comme le montre, entre autres, le cas de Raymond Aron, dont la relation avec la philanthropie américaine se déploie à l'échelle de l'ensemble de sa carrière. D'une certaine façon, elle commence dès 1930, alors qu'il est assistant à l'université de Berlin, et y fait la connaissance d'un doctorant américain qui n'est autre que Shepard Stone, futur directeur de la division *International Affairs* de la Fondation Ford. Elle se poursuit lorsque la fondation Rockefeller, dans le cadre de sa politique de développement des sciences sociales en France, paye le salaire du poste d'assistant à l'Ecole normale supérieure qu'Aron occupe de 1934 à 1939. Au cours des années cinquante, Aron est l'un des animateurs du Congrès pour la Liberté de la Culture financé par la fondation Ford, et entretient à ce titre des relations suivies avec elle, jouant à l'occasion le rôle de conseiller scientifique, comme lorsque la Ford projette de financer un programme de développement des relations internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en 1956. Et lorsqu'il crée en 1960 le Centre de sociologie européenne à la VIe section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes où il

¹³ Ludovic Tournès, « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, 2006-4, n°65, p.49-70.

vient d'être élu, la fondation Ford lui accorde une importante subvention, qui sera renouvelée jusqu'à la fin des années soixante.

C'est donc bien sur l'ensemble du siècle qu'il faut considérer l'action des fondations en Europe, et l'on aura l'occasion de voir au cours des chapitres qui suivent l'élaboration progressive du projet philanthropique, la diversité des actions entreprises, la densité des réseaux construits et leur déploiement sur la longue durée. L'histoire européenne de la philanthropie s'ouvre dès avant 1914, avec les actions du Carnegie Endowment for International Peace ; elle se poursuit pendant la Première guerre mondiale, qui, loin de stopper l'engagement philanthropique, marque au contraire l'approfondissement de son investissement et contribue à l'installer dans la durée, comme le montrera l'étude de la Commission for the Relief in Belgium et ses développements ultérieurs. Pendant l'entre-deux-guerres, la fondation Rockefeller s'impose comme la principale fondation présente en Europe, avec une politique ambitieuse et diversifiée illustrée ici par deux exemples, celui de son action dans le domaine de la médecine en France, et celui de la recherche économique en Grande-Bretagne. La Deuxième guerre mondiale est un autre moment fort, marqué par les actions des fondations pour organiser l'émigration d'intellectuels et de scientifiques d'un continent désormais sous la coupe du nazisme. Après 1945, le contexte change et les fondations sont prises dans la logique de guerre froide qui domine le paysage géopolitique européen : on en verra les implications dans l'étude des cas allemand et italien, avant d'aborder avec la Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne le problème de la sortie de guerre froide, qui ouvre vers l'implication des fondations dans l'Europe d'après la chute du Mur de Berlin. Au final, tous ces exemples permettront de mieux comprendre la densité des relations que les fondations ont établi tout au long du XXe siècle avec le Vieux continent, s'imposant à la fois comme des actrices de l'histoire américaine mais aussi européenne.

1

**La Dotation Carnegie pour la Paix Internationale
et l'invention de la diplomatie philanthropique
(1880-1914)**

À partir de la dernière décennie du XIXe siècle, les États-Unis, dont l'unification territoriale vient de s'achever, se lancent dans une politique expansionniste dont la première grande manifestation est la guerre contre l'Espagne en 1898, qui se traduit par la conquête de ce qu'il faut bien appeler un empire colonial (annexion de Porto Rico, de Guam et des Philippines, protectorat sur Cuba), lequel fait entrer les États-Unis dans le club des puissances mondiales concurremment avec l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne. Au cours de la première décennie du XXe siècle, ce mouvement se confirme à travers l'intervention croissante du président américain Theodore Roosevelt dans le jeu diplomatique international, dont la stratégie repose sur deux piliers en apparence contradictoires, mais dont la complémentarité est en réalité une des clés de l'affirmation géopolitique des États-Unis au XXe siècle : d'une part la démonstration de la puissance états-unienne en Amérique latine à travers la politique dite du « gros bâton » (*big stick*) qui se traduit notamment par la répression de l'insurrection cubaine de 1906 ; d'autre part la prise de position en faveur de la paix mondiale, illustrée par le rôle de médiateur joué par Roosevelt dans le dénouement de la crise marocaine de 1905 qui oppose la France et l'Allemagne ainsi que dans la conclusion de la guerre russo-

japonaise à la fin de la même année, interventions qui vaudront à l'Américain le prix Nobel de la paix en 1906. Si le volet belliqueux de la diplomatie américaine relève exclusivement de la prérogative gouvernementale, sa dimension pacifiste en revanche est partagée avec des organisations privées qui, au nom d'un universalisme messianique¹ profondément enraciné dans la culture américaine, se sont données pour mission de contribuer à l'établissement d'une paix mondiale. Parmi elles, les grandes fondations philanthropiques occupent une place de premier plan, en particulier la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale (Carnegie Endowment for International Peace) créée en 1910, et dont l'action parallèle à celle du gouvernement américain illustre l'émergence sur la scène des relations internationales des organisations non gouvernementales qui ne vont pas cesser d'y tenir un rôle croissant tout au long du XXe siècle². Les initiatives qu'elle met en place dès avant 1914 constituent l'acte de naissance d'une diplomatie philanthropique qui va constituer tout au long du XXe siècle une spécificité de la politique étrangère américaine. L'objectif de la Dotation Carnegie est de coordonner au niveau mondial l'action en faveur de la paix et de fédérer les différentes organisations travaillant dans ce but. Son action, aux États-Unis et surtout en Europe, consiste donc à se placer au cœur des réseaux pacifistes en utilisant sa puissance financière, et à tenter d'y organiser une action coordonnée en faveur de la paix mondiale.

Le mouvement pacifiste international

Si la fin du XIXe siècle se caractérise par la montée des rivalités entre les grandes puissances européennes (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie), elle est aussi une période au cours de laquelle, symétriquement, se développe le pacifisme international. Cette notion recoupe alors des mouvements et des

¹ Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique Internationale*, 35, avril-juin 2007, p. 173-197.

² Voir notamment Akira Iriye, *Global Community : the Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*, Berkeley, University of California Press, 2002.

sensibilités extrêmement diverses³ : organisations religieuses, ligues de tempérance, mouvements ouvrier et socialiste, hommes d'affaires attachés au développement du commerce, diplomates à la recherche d'un ordre international, ou encore juristes travaillant sur la définition d'un droit international. Tous défendent la paix, pour des raisons différentes, et avec des méthodes différentes, de sorte qu'il n'y a pas un, mais des pacifismes. C'est à une fraction seulement de cette vaste nébuleuse que la philanthropie américaine appartient : celle des partisans de l'arbitrage international (*arbitration* en anglais), eux-mêmes divisés en deux tendances principales, l'une composée essentiellement de parlementaires qui privilégient l'idée de régulation par les traités internationaux, l'autre composée de juristes qui voient dans la création d'une Cour internationale d'arbitrage la principale voie pour établir un droit international, à une époque où aucune institution internationale destinée à régler les différends entre États n'existe.

En Europe, de nombreuses organisations ont été créées dès les années 1870 pour mettre en avant la nécessité d'une régulation internationale, quelle qu'en soit la forme. C'est le cas notamment de la Société Française pour l'Arbitrage entre les Nations créée en 1867 par Frédéric Passy, de l'International Arbitration and Peace Association (1881) de l'Anglais Hodgson Pratt, de La Paix par le Droit (1887) de Jules Prudhommeaux⁴, mais aussi de l'Union Interparlementaire fondée l'année suivante par Frédéric Passy et l'Anglais William Randall Cremer⁵. Cette dernière a tenu son premier congrès à Paris en 1889 et le deuxième à Londres l'année suivante. Lors du troisième qui a lieu à Rome en 1891, elle décide d'élargir son audience au-delà des milieux parlementaires en créant le Bureau International de la Paix, qui vote ses statuts l'année suivante lors du congrès de Berne, la ville suisse devenant alors le siège du mouvement. Au cours des années 1890, alors que les rivalités s'exacerbent entre les grandes puissances européennes, l'action du BIP

³ Maurice Vaïsse, *La paix au XXe siècle*, Paris, Belin, 2004, p. 18 sq ; David S. Patterson, *Toward a Warless World. The Travail of the American Peace Movement, 1887-1914*, Bloomington, Indiana University Press, 1976.

⁴ Rémi Fabre, « Un exemple de pacifisme juridique : Théodore Ruysen et le mouvement "La paix par le droit" (1884-1950) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 39, Juillet-septembre 1993, p. 38-54.

⁵ Nadine Lubelski-Bernard, « Les débuts de l'Union Interparlementaire et la Belgique (1888-1914) », Jacques Bariéty et Antoine Fleury (dir.), *Mouvements et initiatives de paix dans la politique internationale 1867-1928*, Berne, Peter Lang, 1987, p. 81 sq.

contribue à donner une audience élargie à la notion d'arbitrage international, comme en témoigne par exemple *l'Essai sur l'organisation de l'arbitrage international* écrit par le sénateur belge Descamps en 1895.

En 1903, est également créé au parlement français un Groupe de l'Arbitrage International par Paul-Henri-Benjamin Balluet, baron d'Estournelles de Constant de Rebecque⁶. Ce sénateur radical-socialiste de la Sarthe⁷ milite activement pour la paix, et son groupe comprend rapidement 200 parlementaires et établit des contacts avec un groupe similaire au parlement britannique. Dès 1905, pour élargir la base du mouvement, d'Estournelles crée le mouvement de la Conciliation Internationale, qui va permettre d'intégrer des personnalités extérieures au monde politique : écrivains, universitaires, publicistes ou représentants du monde des affaires ou de la réforme sociale⁸. Ce réseau très élitiste comprend près de 900 membres en 1914, dont 500 parlementaires. Outre son président d'Estournelles, ses présidents d'honneur sont l'ancien Président du Conseil Léon Bourgeois et le chimiste-sénateur Marcellin Berthelot, ancien ministre des Affaires étrangères de Bourgeois ; dans son comité exécutif, on trouve le mathématicien-député Paul Painlevé, le recteur de l'université de Paris Paul Appell, l'économiste Charles Gide ou encore le banquier philanthrope Albert Kahn. Sont également membres du groupe l'ancien président de la République Émile Loubet (1899-1906), les députés Ferdinand Buisson et Justin Godart, mais aussi le philosophe Henri Bergson, l'historien Ernest Lavisse, le sociologue Célestin Bouglé, le physicien Jean Perrin, le mathématicien Émile Borel, ou encore le géographe Paul Vidal de la Blache. Si le centre de gravité politique du groupe est le Parti Radical, pilier du régime républicain, il ne s'y limite probablement pas, comme le montre la présence chez Albert Kahn, lors d'un dîner de la Conciliation Internationale tenu en juin 1914, du socialiste Jean Jaurès, quelques semaines avant son assassinat⁹.

⁶ Paul-Henri-Benjamin d'Estournelles de Constant, *La conciliation internationale, Discours prononcé au Palais de Westminster, à Londres, le 22 juillet 1903*, La Flèche, 1904.

⁷ Laurent Barcelo, *Paul d'Estournelles de Constant (Prix Nobel de la paix 1909), l'expression d'une idée européenne*, Paris, l'Harmattan, 1995.

⁸ Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, éd de l'EHESS, 1999.

⁹ *Conciliation Internationale*, n°2, 1912 (p. 16 et 63-64), n°2, 1914, (p. 50), n°4, 1914 (p. 7 et 10), n°5, 1914 (p. 53).

Paul-Henri Benjamin d'Estournelles de Constant (1852-1924)

Sous des dehors d'aristocrate touche-à-tout et un rien dilettante (amateur d'escrime et de *yachting*, passionné de la première heure par l'automobile et l'aviation), l'homme cache une personnalité complexe. Pur produit de la noblesse terrienne de l'Ouest français, petit neveu de l'écrivain Benjamin Constant, il développe pourtant un *habitus* international qui va en faire une des figures majeures du mouvement pacifiste européen : après des études de droit, il passe un diplôme de l'École des langues orientales, puis entre dans la carrière diplomatique en 1876 et parcourt l'Europe et le monde colonial au cours des vingt années qui suivent (Monténégro, Turquie, Afrique du Nord, Hollande, Grande-Bretagne). Convaincu que l'action diplomatique classique est impuissante à endiguer la montée des tensions internationales, il quitte le Quai d'Orsay en 1895 pour se lancer en politique. Élu député puis sénateur, il fait partie de la délégation française à la conférence pour la paix de La Haye de 1899, avant de créer en 1905 le mouvement de la Conciliation Internationale qui regroupe l'élite des pacifistes français et établit des contacts avec les mouvements similaires en Europe et aux États-Unis. Marié à une Américaine, excellent connaisseur du monde anglo-saxon, d'Estournelles effectue de nombreux voyages aux États-Unis : en 1902, il y rencontre le président Theodore Roosevelt, qu'il contribue à sensibiliser à la cause de l'Arbitrage, mais également Andrew Carnegie. Commence alors une longue collaboration entre les deux hommes, qui se concrétise par le soutien financier du milliardaire à la Conciliation Internationale, puis par la nomination de d'Estournelles à la présidence du Centre Européen de la Dotation Carnegie créé en 1911, une fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort. En 1909, il obtient le prix Nobel de la paix. Il est également très tôt partisan d'une union européenne pour préserver la paix sur le continent.

Aux États-Unis, le mouvement pacifiste est également très divers : on y trouve de nombreuses associations qui condamnent la guerre pour des raisons morales ou

religieuses, mais aussi une forte mouvance arbitrationniste divisée comme en Europe entre partisans de la signature de traités internationaux et militants pour la création d'une cour internationale d'arbitrage ; mais il existe également des mouvements prônant la création d'une fédération internationale d'états souverains, ou encore des partisans de l'établissement d'un pouvoir mondial dont la souveraineté se substituerait aux États¹⁰. De nombreuses sociétés existent, dont l'une des plus anciennes est l'American Peace Society, fondée en 1828, mais aussi la Universal Peace Union de Philadelphie (1866), la Lake Monhonk Conference on International Arbitration (1895), ou encore la New York Peace Society (1906).

En bref, dès le début des années 1890 existent en Europe et aux États-Unis de nombreux mouvements pacifistes traversés par de multiples clivages, mais très actifs et parfois bien introduits dans le monde politique. Cette dimension est importante pour comprendre la tenue des conférences intergouvernementales pour la paix de La Haye en 1899 et 1907. Tenues à l'initiative de chefs d'État (le tsar Nicolas II en 1899, Nicolas II et Theodore Roosevelt en 1907), ces deux conférences réunissent 24 États en 1899 et 44 en 1907, soit pratiquement tous les États souverains de l'époque, et peuvent être considérées comme « le point de départ de la diplomatie dite 'multilatérale'¹¹ » qui va caractériser le XXe siècle. Mais elles sont également pour partie le fruit des initiatives de terrain et du travail de *lobbying* mené par les organisations non gouvernementales depuis le début des années 1890. À chacune des conférences sera organisée une commission de l'arbitrage, dirigée à chaque fois par Léon Bourgeois, chef des délégations françaises¹². Celui-ci fait adopter en 1899 le principe de l'arbitrage : désormais, lors d'un litige entre deux États, ceux-ci pourront désigner d'un commun accord une commission chargée de trancher le différend ; à cet effet est créée une Cour d'Arbitrage qui s'installera à La Haye. En 1907, Bourgeois tentera d'aller plus loin en rendant l'arbitrage obligatoire entre toutes les nations ; mais si ce principe est posé dans l'Acte final de la

¹⁰ Warren F. Kuehl, *Seeking World Order : the United States and International Organization to 1920*, Nashville, Vanderbilt University Press, 1969.

¹¹ Catherine Nicault, « Léon Bourgeois, militant de la paix », Alexandre Niess et Maurice Vaïsse (dir.), *Léon Bourgeois, du solidarisme à la Société des Nations*, Langres, Dominique Guéniot, 2006, p. 52.

¹² Ministère des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques, Conférence internationale de La Haye, 1899*, p. 52-53 ; Id., *Documents diplomatiques, Deuxième conférence internationale de la paix, 1907*, p. 20 et 25.

conférence en octobre 1907, il ne sera ratifié par aucun État. À ce moment, les tensions internationales vont croissant entre les grandes puissances européennes unies par des systèmes d'alliances, et l'influence immédiate des conférences de la paix, tout comme celle du mouvement pacifiste international, reste faible.

La Dotation Carnegie et ses objectifs

La création de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale en décembre 1910 intervient relativement tard dans une mouvance pacifiste où de nombreuses associations ont déjà plus de trente ans d'activisme derrière elles. Mais elle n'est pas le fait du hasard ou le résultat d'un caprice de milliardaire ne sachant que faire de son argent. Car en 1910, Andrew Carnegie a déjà également derrière lui un long passé de promoteur de la paix internationale, dans son pays comme à l'étranger.

Andrew Carnegie (1835-1919)

Né en Écosse dans un milieu modeste, il émigre aux États-Unis en 1848 et y exerce de nombreux métiers avant d'entrer en 1853 à la compagnie de chemin de fer Pennsylvania Railroad. La guerre de Sécession lui permet de faire de bonnes affaires en s'occupant de l'organisation des transports de troupes et de marchandises pour le compte du gouvernement fédéral. Puis il investit ses bénéfices dans une compagnie de chemin de fer, activité en pleine explosion avec la conquête des territoires de l'Ouest. En 1865, il fonde à Pittsburgh la Carnegie Steel Company, qui acquiert rapidement une position dominante sur le marché de l'acier. À partir des années 1890, Carnegie investit sa fortune considérable dans un ensemble d'institutions philanthropiques : en 1896, il crée le Carnegie Institute of Pittsburgh, qui regroupe une école d'ingénieurs, un musée, un music-hall et une bibliothèque. À partir de 1901, il vend sa compagnie au banquier John Pierpont Morgan et quitte les affaires pour se consacrer entièrement à son activité de mécène. Il crée alors la Carnegie Institution of Washington, dont le but est d'encourager la recherche scientifique, puis, en 1904, le Carnegie Hero Fund, destiné à accorder des pensions de retraite aux personnes ayant accompli des actions d'éclat. L'année suivante, la Carnegie Institution devient Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching. Mais c'est avec la création du Carnegie Endowment for International Peace en 1910

que Carnegie réalise son grand rêve : mener une action à l'échelle mondiale en faveur de la paix. En 1911, toutes ces organisations sont regroupées dans la Carnegie Corporation of New York qui, avec 125 millions de dollars de capital, est alors la fondation la plus riche du monde¹³. Lorsque Carnegie meurt, il aura dépensé 350 millions de dollars dans ses activités philanthropiques¹⁴ ; entre 1911 et 1936, la Carnegie Corporation en distribuera près de 176¹⁵ dans les différents domaines susmentionnés.

L'engagement de Carnegie pour la paix est pour partie lié à ses origines : Britannique de naissance et Américain d'adoption, il se voit comme un *go-between* qui peut jouer un rôle dans l'établissement de relations cordiales entre son ancienne et sa nouvelle patrie. Dès 1887, il a introduit auprès du président américain Cleveland une délégation du parlement britannique conduite par Sir Randall Cremer venue proposer la signature d'un traité général d'arbitrage entre les deux pays¹⁶. La démarche n'a pas eu de suite immédiate, semble-t-il en raison de la crainte du président américain de froisser la communauté irlandaise nombreuse aux États-Unis et hostile à l'Angleterre. Mais elle est la première d'une longue série d'actions de Carnegie dans ce domaine. En 1889, le président Harrison le désigne comme délégué états-unien à la conférence pan-américaine au cours de laquelle il défend, conjointement avec le Secrétaire d'État, le principe d'un traité d'arbitrage multilatéral entre les États-Unis et l'ensemble des pays d'Amérique latine. Enfin, en 1896, il soutient à nouveau l'idée d'un traité d'arbitrage américano-anglais : le traité est signé, mais sa ratification au Sénat échoue à trois voix près en 1897. Dans la dernière décennie du siècle, Carnegie continue à s'impliquer dans les débats relatifs à l'expansion américaine et au problème de la paix, prenant position contre l'annexion des Philippines au lendemain de la guerre hispano-américaine de 1898, et étant élu vice-président de l'Anti-imperialist League. Il caresse même un moment

¹³ Ellen Condliffe-Lagemann, *The politics of knowledge : The Carnegie Corporation, Philanthropy and Public policy*, Middletown, Wesleyan University Press, 1989, p. 3.

¹⁴ Robert Bremner, *American Philanthropy*, The University of Chicago Press, 1988 [1960], p. 115.

¹⁵ Robert Lester, *The Corporation, A digest of its financial records, 1911-1936*, CCNY, April 1936.

¹⁶ David S. Patterson, « Andrew Carnegie's Quest for World Peace », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 114-5, october 20, 1970, p. 371-383.

l'idée de se lancer en politique et de créer un parti pour soutenir la cause anti-impérialiste, avant de se rallier au républicain William McKinley, réélu en 1900¹⁷.

Si son militantisme pour la paix n'est pas exempt de contradictions, notamment en raison de ses convictions darwinistes-sociales, il constitue indéniablement un engagement sur la durée, de sorte qu'au tournant du siècle, Carnegie est une personnalité importante de la mouvance pacifiste américaine. Après 1901, il se consacre à plein-temps à ses activités philanthropiques avec une énergie dont témoigne son énorme correspondance, qui comprend plus de 67 000 lettres ! Mais si son nom est alors essentiellement connu des pacifistes américains, sa décision de financer la construction du bâtiment destiné à abriter la Cour d'Arbitrage prévue par la conférence de La Haye, va lui donner une audience internationale : en mars 1903, il donne en effet 1,5 million de dollars au gouvernement hollandais pour construire un « Temple de la Paix¹⁸ » qui sera achevé en 1913. Dans l'intervalle, le milliardaire voyage beaucoup pour diffuser la bonne parole : le 17 octobre 1905, il prononce devant les étudiants écossais de l'université St Andrews qu'il finance un discours « Pour l'arbitrage¹⁹ » au cours duquel il propose plusieurs choses : la création d'une *League of Peace* ; une procédure d'arbitrage international garantie par les grandes puissances (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Allemagne) et concrétisée par la création d'un tribunal international ; la mise en place d'un processus de désarmement. L'idée centrale consiste à soumettre les différends internationaux à une commission arbitrale siégeant à La Haye, et à prévoir des sanctions économiques pour les pays qui refuseraient d'appliquer ses décisions. Aucune de ces propositions n'est neuve : elles ont été formulées depuis longtemps par plusieurs mouvements, en particulier le Bureau International de la Paix lors de son congrès de Berne en 1892. Mais la personnalité de Carnegie leur donne un écho important, et le caractère bref de son discours un aspect programmatique. Grâce à sa fortune colossale, Carnegie en assure une large diffusion : le discours est rapidement publié sous forme de

¹⁷ Howard Kennedy Beale, *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power*, Baltimore, London, Johns Hopkins University Press, 1984, p. 18.

¹⁸ Andrew Carnegie à R.A. Franks, Président de la Home Trust Company, 22 avril 1903, Archives Andrew Carnegie, boîte 303, Library of Congress, Washington (ci-après AC-LOC/303).

¹⁹ Andrew Carnegie, *Pour l'arbitrage, Discours rectoral adressé aux étudiants de l'université écossaise de Saint André*, Paris, Conciliation Internationale, 1906.

brochures et traduit dans une douzaine de langues, y compris en japonais et en persan²⁰. En 1907, le gouvernement français décernera la Grande Croix de la Légion d'Honneur à Carnegie pour son combat en faveur de la paix. En janvier de cette année, il est par ailleurs élu président de la New York Peace Society : en avril, il préside également le National Arbitration and Peace Congress, et s'y fait le porte-voix du président Roosevelt, dont il lit en ouverture une lettre dans laquelle le président affirme sa détermination à agir en faveur de l'arbitrage²¹ ; il y lance également un appel à l'empereur allemand Guillaume II pour que celui-ci accepte le principe de l'arbitrage obligatoire lors de la conférence qui va s'ouvrir à La Haye juin. L'appel restera sans effet, puisque la convention adoptée à l'issue de la conférence ne sera ratifiée par aucun État.

Cet échec n'empêche pas Carnegie de poursuivre son action : non seulement il multiplie lettres, déplacements, déclarations et discours, mais il crée en décembre 1910 sa propre organisation, le Carnegie Endowment for International Peace (Dotation Carnegie pour la Paix Internationale), qu'il dote de 10 millions de dollars de capital, lui assurant ainsi un revenu annuel de 500 000 dollars. L'objectif de cette nouvelle fondation est de fédérer les différents acteurs de la mouvance pacifiste mondiale, et en particulier de mettre ensemble les légalistes, partisans de la création d'une cour internationale de justice, et les arbitrationnistes, qui militent pour la signature de traités internationaux. L'argument central de Carnegie est que le monde est désormais entré dans l'ère de l'interdépendance et que l'éclatement d'une guerre dans n'importe quelle partie du monde, menace, à terme, l'ensemble de la planète. Il faut donc faire progresser le règlement des conflits internationaux par des voies pacifiques, en vue d'arriver à une abolition, au sens juridique du terme, de la guerre (*abolition of international war*)²². À cette fin, la Dotation Carnegie entend développer son action dans plusieurs directions : le *lobbying* auprès des gouvernements afin de promouvoir l'élaboration d'un droit international alors inexistant, la mise en place d'études scientifiques sur les causes des guerres, la propagande auprès de l'opinion

²⁰ *Conciliation Internationale*, n°5, 1909, p. 41 ; Butler à Carnegie, 31 mars 1910, AC-LOC/175.

²¹ Roosevelt à Carnegie, 5 et 8 avril 1907 ; Carnegie à Roosevelt, 10 avril 1907, AC-LOC/141.

²² Carnegie Peace Fund. Board of Trustees Meeting, 4 décembre 1910, Archives Carnegie Endowment for International Peace, Box 1, Series 1, Box 12, folder 5, Columbia University, New York (ci-après CEIP/1/12/5).

publique, et enfin l'organisation d'échanges internationaux destinés à promouvoir la paix.

Diplomatie publique et diplomatie privée

Si Carnegie a été au cours des années 1890 l'un des représentants du mouvement anti-impérialiste, il s'est rallié à partir de 1900 au Parti Républicain et son action s'inscrit dans la lignée de la politique étrangère des présidents Theodore Roosevelt et William H. Taft, même si ses propositions vont parfois plus loin que les leurs, en particulier celle qui consiste à demander la création d'une « force de police internationale²³ » à laquelle participeraient tous les états au prorata de leur population et de leur richesse. Lors de sa création en 1910, le Carnegie Endowment apparaît comme une annexe du Parti Républicain, non seulement parce que la décision de créer l'organisation a fait l'objet de longues discussions avec le président Taft et avec son Secrétaire d'État Philander C. Knox, mais aussi parce que le *Board of Trustees* de la fondation est peuplé de barons du parti : Elihu Root, nommé président de l'organisation, vient de quitter son poste de Secrétaire d'État, et sera candidat à l'investiture républicaine pour les élections présidentielles de 1916 ; le poste de président honoraire a été offert à Taft ; quant à Nicholas Murray Butler, il sera candidat à la vice-présidence dans le ticket républicain conduit par Taft en 1912 pour sa réélection. Enfin, Knox a été également pressenti pour faire partie du *Board*, mais a décliné l'offre après en avoir discuté avec Root : bien que l'administration fédérale et la fondation agissent dans la même direction, elles doivent pouvoir préserver des approches différentes²⁴. Les deux personnages majeurs de la Dotation sont Elihu Root et Nicholas Murray Butler. Le premier, avocat de formation, s'est rapidement imposé comme l'un des ténors les plus réputés du barreau de New York dans les années 1870, avant d'embrasser la carrière politique et de devenir Secrétaire à la Guerre des présidents McKinley et Roosevelt entre 1899 et 1905, puis, de 1905 à 1909, Secrétaire d'État de Roosevelt. Il est également une personnalité en vue du mouvement pour l'arbitrage puisqu'il cumule les fonctions de

²³ Carnegie à Taft, 26 mars 1910, AC-LOC/175.

²⁴ Knox à Carnegie, 4 décembre 1910, AC-LOC/183.

Président de l'American Society of International Law, de Vice-président de la New York Peace Society et de membre du Conseil de Direction de la branche américaine de la Conciliation Internationale. En 1912, il obtiendra le prix Nobel de la Paix, et présidera la Dotation jusqu'en 1925, date à laquelle Butler lui succédera : de 17 ans le cadet de Root, celui-ci a étudié la philosophie à l'université Columbia puis à Paris et à Berlin. Il est ensuite devenu professeur à Columbia en 1890, puis président de l'université en 1901, un poste qu'il occupera jusqu'en 1945 également. Comme Root, il est membre de nombreuses associations pacifistes, et cumule à partir de 1907 la présidence de la branche américaine de la Conciliation Internationale et celle de la Lake Mohonk Conference on International Arbitration.

Après la diplomatie du « pacifisme armé²⁵ » conduite par Roosevelt de 1901 à 1909, l'arrivée de Taft à la présidence américaine s'est traduite par un inflexionnement de la politique étrangère : en affirmant que « la diplomatie moderne est commerciale », Taft renvoie au passé l'usage de la guerre comme instrument de la diplomatie ; désormais, « la coopération pacifique et l'expansion commerciale [sont] à l'ordre du jour²⁶ », et l'arbitrage entre les pays en est l'un des piliers, la résolution pacifique des conflits favorisant les échanges commerciaux. Cette nouvelle approche de la politique étrangère, rapidement désignée par l'expression de « diplomatie du dollar », tranche avec les méthodes diplomatiques classiques des grandes puissances européennes, le commerce étant pour les États-Unis un des moyens de s'imposer sur la scène internationale, à l'heure où l'économie américaine est devenue depuis 1900 la première du monde. Au-delà de l'expression elle-même de *dollar diplomacy* qui désigne spécifiquement la présidence Taft, l'idée d'une diplomatie commerciale va devenir un des fondements de la politique étrangère américaine au cours des années suivantes²⁷. La politique de la Dotation Carnegie s'inscrit totalement dans cette nouvelle perspective : dans sa lettre initiale aux

²⁵ Serge Ricard, *Theodore Roosevelt, principes et pratiques d'une politique étrangère*, Publications de l'université de Provence, 1991, p. 263-264.

²⁶ Frank A. Ninkovich, *The Wilsonian Century, US Foreign Policy since 1900*, London, University of Chicago Press, 1999, p. 27.

²⁷ Victoria De Grazia, *Irresistible Empire : America's Advance through Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 1-4 ; Emily S. Rosenberg, *Financial Missionaries to the World. The Politics and Culture of Dollar Diplomacy, 1900-1930*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 79-93.

trustees de la Dotation, Carnegie a tracé la voie en affirmant que la meilleure façon d'établir la paix internationale consistait à adopter le programme du président Taft, fondé sur la multiplication des traités d'arbitrage entre États, et sur la promotion de la Cour d'Arbitrage de La Haye, lesquels permettront de développer le commerce international en général, et le commerce américain en particulier.

La création du Carnegie Endowment for International Peace est ainsi à bien des égards la conséquence de l'entrée de la diplomatie américaine dans une nouvelle ère. Au sein de la nouvelle organisation, Carnegie, ci-devant anti-impérialiste, cohabite désormais avec Root et Butler, qui ont soutenu au cours de la décennie précédente l'expansion américaine dans les Caraïbes et le Pacifique. Cette coalition témoigne du fait que l'accession des États-Unis au rang de puissance mondiale au cours des années 1900 provoque la disparition progressive de l'opposition entre impérialistes et anti-impérialistes. Désormais, l'idée d'une expansion américaine par le commerce, prônée par Taft, fédère les anciens rivaux, tous persuadés que la mission des États-Unis est de maintenir la paix internationale et de promouvoir les échanges économiques : les anciennes méthodes de résolution des conflits par la force, caractéristique des puissances de la vieille Europe, sont obsolètes et doivent laisser la place à l'arbitrage, que la Dotation Carnegie entend promouvoir.

La connexion avec les réseaux pacifistes européens

Avant 1914, les actions de la fondation sur le territoire américain sont très limitées ; c'est avant tout sur le terrain européen qu'elle déploie sa diplomatie, dont le fil conducteur consiste à tenter de fédérer les mouvements pacifistes pour peser en faveur de l'élaboration d'une paix internationale. Les premiers contacts entre Andrew Carnegie et la mouvance pacifiste européenne remontent, on l'a vu, à la fin des années 1880, avec le voyage aux États-Unis de Sir Randall Cremer en 1887. Par ailleurs, en 1892, le Bureau International de la Paix lui demande, sans succès, son

concours financier pour l'organisation du quatrième congrès de Berne en 1892²⁸. Au cours des années 1890, des liens se tissent progressivement entre les mouvements pacifistes européens et américains, qui correspondent, voyagent et assistent aux congrès les uns des autres.

Rapidement, Carnegie va jouer un rôle prépondérant dans cette mise en contact : à partir de 1907, il finance plusieurs associations pacifistes anglaises, telles que l'International Arbitration League, ou les Peace Societies de Londres et de Glasgow. Mais c'est avec la composante française du mouvement pacifiste qu'il établit les liens les plus forts. Les premiers contacts sont intervenus en 1902, lorsque d'Estournelles de Constant est venu aux États-Unis plaider la cause de l'arbitrage international, voyage au cours duquel il a rencontré Carnegie. Les rencontres vont alors se multiplier : en 1907, d'Estournelles est invité à l'inauguration de l'Institut Carnegie de Pittsburgh²⁹, et en mai 1909, lorsque Carnegie vient à Paris, d'Estournelles organise pour lui une réception à la Sorbonne, en présence du recteur de l'université Paul Appell, du Vice-recteur de l'académie Louis Liard, et de représentants du corps professoral parmi lesquels l'historien « officiel » de la République Ernest Lavisse. Carnegie vient en effet d'étendre à la France le *Hero Fund*, dont le champ d'application était jusque-là limité aux États-Unis et aux pays du Commonwealth of Nations initié par la Grande-Bretagne à la fin des années 1880. Dotée d'un million de dollars³⁰, soit cinq millions de francs, la fondation est officiellement créée en juillet 1909, et pourvue d'un conseil d'administration dont la plupart des membres font également partie de la Conciliation Internationale, en particulier Léon Bourgeois et d'Estournelles, mais aussi Lavisse, Liard ou Émile Loubet. Mais c'est à l'été 1911 que la philanthropie Carnegie prend vraiment pied en Europe, avec la création du Centre Européen de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, dont l'objectif est de coordonner les activités de propagande de la Dotation en Europe. Inauguré en mars 1912, il intègre dans ses instances de

²⁸ Elie Ducommun à Carnegie, 7 mai 1892, Archives du Bureau International de la Paix, boîte 66, dossier 2, Palais des Nations, Genève (ci-après IPM/IBP/66/2) ; comptes définitifs du IV^e congrès universel de la Paix, 22-27 août 1892, IPM/IBP/66/3.

²⁹ Conciliation Internationale, *L'organisation de la paix, Discours prononcé le 14 avril 1907 par M. D'Estournelles de Constant, sénateur, à Pittsburgh*, Paris, 1914.

³⁰ Le gouverneur de la Banque de France Georges Pallain à Robert A. Franks, Président de la Home Trust Company, 10 mai 1909, AC-LOC/303.

direction les représentants de 9 pays parmi lesquels la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, mais aussi la Suède, le Luxembourg, ainsi que le Japon. Les Français y sont les mieux représentés, en particulier du fait de la présence de d'Estournelles, qui en est le président, mais aussi de Léon Bourgeois, alors reconnu comme l'un des représentants les plus éminents du mouvement pour la paix.

Bien que la direction new-yorkaise de la Dotation ait affiché sa volonté de ne pas adopter une attitude « missionnaire³¹ » dictant aux Européens la politique à suivre en matière de propagande pacifiste, c'est elle qui pilote depuis les États-Unis la politique du Centre Européen, dont l'autonomie n'est que théorique. La traduction la plus évidente de ce dirigisme feutré réside dans sa tentative de regroupement des mouvements pacifistes, qui va rapidement entraîner des tensions fortes entre la Dotation et ses interlocuteurs européens. Avec la création du Centre Européen, l'organisation américaine s'est en effet immédiatement installée en position centrale dans le mouvement pacifiste européen. Forte de sa richesse, de son projet bien arrêté et de sa localisation parisienne, elle tente immédiatement d'opérer un regroupement des organisations les plus importantes. Alors qu'Andrew Carnegie accordait des financements à de nombreuses associations, la Dotation souhaite rationaliser sa politique en réservant ses subventions à un petit nombre de bénéficiaires tout en augmentant leur dotation afin de favoriser la concentration du mouvement associatif autour de quelques grands pôles. Ainsi aux États-Unis, les *trustees* décident-ils d'accorder désormais la majorité de leurs subsides à l'American Peace Society, qui peut ensuite, si elle le juge utile, financer d'autres associations. La même stratégie est mise en place en Europe : en 1911, le *Board of Trustees* accorde une subvention de 120 000 francs suisses au Bureau International de la Paix de Berne, soit quinze fois le budget que le bureau avait à sa disposition l'année précédente ! Une partie de ces fonds est redistribuée par le BIP à des associations de 14 pays européens parmi lesquels l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, mais aussi la Hollande, l'Italie, la Norvège, le Portugal ou encore la Russie. Par ailleurs, la subvention permet au Bureau d'étendre considérablement ses activités : il peut engager un directeur permanent et un secrétaire général, deux secrétaires et un bibliothécaire archiviste. Le bulletin bimensuel qu'il édite depuis

³¹ Meeting of the trustees, 14 décembre 1911 et 12 décembre 1912, CEIP//12/5.

plusieurs années se transforme ainsi en une vraie revue, *Le mouvement pacifiste*, distribuée en 1912 à 20 000 exemplaires en trois langues aux mouvements pacifistes du monde entier, ainsi qu'aux pouvoirs publics, à la presse quotidienne, aux universités et aux institutions intellectuelles. Le Bureau peut également publier un annuaire du mouvement pacifiste et une compilation des actes de tous les congrès pour la paix depuis l'origine. Il développe enfin la collecte des actes officiels des gouvernements des grandes puissances et tente d'organiser « un service de pénétration de la propagande pacifiste dans les grands journaux³² » visant à y faire reproduire les articles saillants parus dans les revues pacifistes.

Venu en Europe à l'été 1911, Nicholas Murray Butler a également rencontré les principaux protagonistes du mouvement pacifiste, en particulier les membres de l'Union Interparlementaire, mais aussi l'Office Central des Associations Internationales, tous les deux situés à Bruxelles. Soulignant la parenté qui existe entre les objectifs de ces deux organisations et ceux du Bureau International de la Paix de Berne, Butler tenter de réaliser un rapprochement et une coordination entre les trois organisations. Il ne fait guère de doute qu'il souhaite, à terme, une fusion entre elles sous l'égide de la Dotation : c'est à cet effet qu'il tente de convaincre les Bernois de déménager leurs locaux à Bruxelles, laissant entendre que dans un tel cas de figure, les *trustees* augmenteraient leur subvention³³. Mais la proposition est fraîchement accueillie par les membres du Bureau qui ont saisi le but de la manœuvre et lui opposent une fin de non-recevoir³⁴.

Il n'en reste pas moins que leur *leadership* sur le mouvement pacifiste européen est sérieusement écorné par la création du Centre Européen, dont l'épine dorsale est la mouvance parisienne de la Conciliation Internationale, avec laquelle les Bernois ont les plus mauvais rapports. Dès ce moment, les rapports se tendent, Albert Gobat, secrétaire du Bureau, accusant Butler d'avoir créé « de toutes pièces un bureau à Paris qui se proclame lui-même notre concurrent³⁵ ». Le malentendu s'accroît lorsque Butler décide en 1913 de retirer au BIP la prérogative de distribuer une partie de la subvention Carnegie aux associations européennes, pour

³² Compte rendu de l'administration du BIP à Berne et de ses actes pendant l'année 1912, IPM/IBP/179/2.

³³ Butler à La Fontaine, septembre 1911, IPM/IBP/179/1.

³⁴ BIP, Procès verbal de la séance du 25 septembre 1911, Berne, IPM/IBP/179/1.

³⁵ Gobat à ?, non datée [1912], IPM/IBP/179/3.

transférer cette fonction au Centre Européen³⁶. Quelques mois plus tard, c'est l'ensemble de la subvention donnée au BIP dont la gestion est remise entre les mains du Centre Européen, plaçant ainsi Berne sous la coupe de Paris. Pour les Suisses, il est désormais clair que « Paris veut supplanter Berne au moyen de l'argent américain³⁷ ». Mais leurs protestations pour sauvegarder l'indépendance du BIP seront sans effet. Au moment où éclate la guerre, le centre de gravité du mouvement pacifiste européen s'est incontestablement déplacé à Paris³⁸ au détriment de Berne et de Bruxelles, et ce, largement du fait de l'action du Carnegie Endowment, qui a placé une partie non négligeable du mouvement pacifiste européen dans son orbite en profitant, volontairement ou non, des multiples tensions qui le traversaient. Mais on ne peut guère dire que la Dotation ait elle-même une stratégie cohérente : dès 1913, son *Board of Trustees* estime que le travail de ces sociétés qui perdent leur temps en querelles byzantines n'a pas grande utilité et dès 1913, la subvention au BIP est diminuée ; elle baisse encore en 1914³⁹ pour s'interrompre complètement en 1915. Au total, le principal résultat de l'action de la Dotation Carnegie en Europe au cours des années 1911-1914 en Europe est d'avoir contribué à l'éclatement du mouvement pacifiste, déjà fragilisé par la montée des tensions internationales et les réflexes nationalistes.

L'expertise scientifique au service de la paix

Le bilan n'est toutefois pas complètement inexistant. Car les manœuvres d'appareil de la Dotation Carnegie ont quand même un objectif : celui d'opérer ce que les Américains considèrent comme une rationalisation de l'action pacifiste à travers la concentration des ressources entre les mains de quelques grandes associations pilotées par New York *via* Paris, afin de mettre en œuvre un programme que Butler estime plus efficace que les actions menées en ordre dispersé par les multiples associations européennes. Les *trustees* estiment en effet que l'action en

³⁶ Butler à Bovet, 3 février 1913, IPM/IBP/179/3.

³⁷ Bovet à Butler, 30 novembre 1912, IPM/IBP/179/3.

³⁸ Jean-Michel Guieu, *Les apôtres de l'esprit de Genève. Les militants pour la Société des Nations dans la première moitié du XXe siècle*, Thèse de doctorat, Université de Paris-I, 2004, p. 63.

³⁹ Rapport d'activité pour l'année 1913-1914, IPM/IBP/179/4.

faveur de la paix doit se concentrer sur deux domaines essentiels : la propagande médiatique, et surtout les enquêtes scientifiques⁴⁰. C'est surtout dans le deuxième que la Dotation met en œuvre des actions avant 1914, mobilisant pour cela les réseaux européens à partir de la tête de pont parisienne.

Dès août 1911, l'un des représentants de la Dotation réunit à Berne un groupe de 18 universitaires, hommes politiques et publicistes issus de 11 pays, afin d'entreprendre une vaste enquête collective sur les causes des guerres depuis 1815. Il y a là, entre autres, Eugène de Boeh-Bawerk, ancien ministre des finances de l'Autriche-Hongrie et président de l'Académie Impériale des Sciences de Vienne ; Henri La Fontaine, sénateur de Belgique et membre du Bureau International de la Paix ; Harald Westergaard, professeur de sciences politiques à l'université de Copenhague ; les économistes français Paul Leroy-Beaulieu, professeur au Collège de France, et son disciple Charles Gide ; Theodore Schliemann, professeur d'histoire à l'université de Berlin ; Francis Hirst, éditeur du journal anglais *The Economist* ; ou encore Luigi Buzzatti, professeur à l'université de Rome et ancien ministre des finances. L'objectif affiché du groupe tranche avec les initiatives organisées jusque-là par les organisations pacifistes européennes, puisqu'il s'agit de réaliser une étude scientifique en dehors de toute considération militante. L'enquête commence au début de l'année suivante, mais l'éclatement de la guerre empêchera de la mener à son terme.

Dans le même esprit, la Dotation crée en 1913 une commission d'enquête sur les causes des deux guerres balkaniques de 1912-1913⁴¹. Elle est composée de 8 personnes appartenant à 6 pays (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Russie, Autriche, Allemagne), dont trois universitaires (Joseph Redlich, Walther Schucking, Samuel T. Dutton), trois hommes politiques (d'Estournelles de Constant, Justin Godart, Paul Milioukov) et deux publicistes (Henri Noël Brailsford et Francis W. Hirst). La feuille de route que leur a donnée Nicholas Murray Butler est de réaliser une « enquête impartiale [pour] renseigner l'opinion publique » afin de la faire réfléchir « aux horreurs terrifiantes que la guerre moderne comporte » et faire un « grand pas [...] vers la substitution de la conciliation et de la justice à la force dans

⁴⁰ Meeting of the trustees, 12 décembre 1912, CEIP/I/12/5.

⁴¹ Dzovinar Kevonian, « L'enquête, le délit, la preuve : les 'atrocités' balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit de la guerre », *Le mouvement social*, n°222, janvier-mars 2008, p. 13-40.

le règlement des différends internationaux⁴² ». Du début août à la fin septembre, la commission parcourt la péninsule des Balkans pour établir les responsabilités dans les « atrocités » qui s'y sont déroulées, consignait l'ensemble des informations recueillies dans un épais rapport de près de 500 pages dont la conclusion essentielle est que l'ensemble des belligérants a commis des crimes et qu'une intervention des puissances européennes aurait pu les éviter. Si le travail ambitionne de faire œuvre scientifique, il revêt aussi la forme d'un dossier d'instruction judiciaire présentant les témoignages contradictoires des différents acteurs, mais détaille aussi tous les types de violations constatées envers la convention internationale de La Haye de 1907. Mais sa principale fonction n'est pas tant de mettre telle ou telle population en accusation que de plaider pour la mise en place d'un véritable arbitrage international assuré par une Commission d'enquête permanente placée sous la responsabilité conjointe des grands États et habilitée à intervenir dès le déclenchement d'une guerre pour enquêter sur place ; elle serait le prolongement des conférences de La Haye et la Cour d'arbitrage créée en 1899, et pourrait « prév[enir] les violations » au lieu de les « condamner après coup⁴³ ». Cette proposition n'a cependant guère d'impact immédiat, la publication du rapport intervenant au mois de mai 1914, alors que les tensions internationales sont à leur comble et vont déboucher trois mois plus tard sur l'éclatement de la Première guerre mondiale.

Au total, le bilan de l'action Carnegie en Europe en 1914 doit être interprété de deux manières. À court terme, il est maigre : l'action de *lobbying* auprès des gouvernements a été faible, l'entreprise de fédération du mouvement pacifiste européen a échoué, les actions de propagande auprès de l'opinion publique sont restées pour l'essentiel au stade de projet, les enquêtes scientifiques impartiales

⁴² Carnegie Endowment for International Peace, *Enquête dans les Balkans : rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la commission d'enquête*, Paris, Centre Européen de la dotation Carnegie, 1914, p. v.

⁴³ *Id.*, p. 230.

destinées à établir les causes des conflits pour en faciliter la résolution n'ont pas fait le poids devant la réalité des affrontements entre les puissances. Les résultats sont donc loin de l'ambition initiale, à laquelle l'éclatement de la Grande guerre apporte un démenti cinglant. Il est vrai qu'en 1911, lors de la création du Centre Européen de la Dotation Carnegie, la situation est déjà très tendue en Europe et que les moyens, somme toute modestes, de l'organisation ne lui permettent pas d'influer sur le cours des événements. En bref, l'arbitrage ne s'est pas imposé comme pratique dans les relations internationales. Mais si l'on raisonne sur le long terme, c'est une autre interprétation qui se dégage de ces trois années de politique carnegienne en Europe, qui apparaissent comme un chapitre fondateur dans l'histoire de l'internationalisation de la philanthropie américaine, et plus particulièrement dans l'histoire de sa présence en Europe. La création de la Dotation Carnegie témoigne en effet de l'arrivée des fondations philanthropiques sur la scène des relations internationales ; nouvelles venues, elles constituent dès les années 1910 des laboratoires de la politique étrangère américaine et, loin de constituer de simples annexes du Département d'État, élaborent leur propre diplomatie, et surtout leurs propres méthodes d'intervention, fondées sur la puissance financière et sur le travail de terrain systématique en connexion avec les acteurs locaux. De ce point de vue, la Dotation Carnegie joue un rôle pionnier, créant au cours des années qui précèdent le premier conflit mondial des réseaux qui vont se développer dans les années suivantes et que d'autres fondations américaines feront fructifier.

Ludovic Tournès

2

De l'action humanitaire à la recherche scientifique : Belgique, 1914-1930

« Si les relations belgo-américaines sont demeurées stables dans un monde qui ne l'était pas, si la Belgique a constamment apporté son soutien aux objectifs de la politique étrangère américaine, si des problèmes délicats concernant des questions stratégiques ont pu être dénoués dans un climat amical, nous pouvons en attribuer les résultats, en partie du moins, à la connaissance qu'ont les dirigeants belges des Etats-Unis et à la confiance qu'ils nous portent à la suite de leur séjour de formation dans nos universités ».

Extrait du rapport « Programme international d'échanges éducatifs », ambassade des Etats-Unis à Bruxelles, 23 avril 1956.

L'histoire de l'américanisation de la Belgique pourrait passer pour anecdotique ; elle ne l'est pas à plus d'un titre. Signalons, tout d'abord, qu'il s'agit d'une histoire qui s'inscrit dans la durée. Si les premiers contacts entre les ressortissants des deux pays (relations diplomatiques et industrielles, sans compter les multiples vagues de migrations transatlantiques), ont lieu dans le courant du XIXe siècle, une autre dynamique s'engage à partir du déclenchement de la Première guerre mondiale. Cette nouvelle dynamique n'a pas seulement prolongé les liens antérieurs, elle a produit une *nébuleuse*¹ *américaine*, à savoir des réseaux

¹ J'emprunte ce terme à Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999.

interpersonnels souples et efficaces, impliquant des acteurs issus des milieux privés et publics, appartenant pour la plupart à l'« élite » des deux pays. D'autre part, les différentes activités mises en œuvre à partir d'initiatives philanthropiques, combinées ou non avec l'action des gouvernements successifs, ont eu des effets durables sur le paysage politique, culturel et scientifique belge. Elles ont généré des institutions et des pratiques qui, avec le temps, ont perdu leur étiquette « américaine » et se sont fondues dans le terreau de la Belgique contemporaine. Enfin, dès lors qu'on conçoit l'américanisation comme la résultante d'un processus dialectique et complexe, cette notion permet de dévoiler les matrices idéologiques à l'œuvre au sein de la société belge, ainsi que les rapports de force qui s'y déploient.

Envisagée ici sous l'angle de la nébuleuse américaine, l'américanisation ne se limite pas à l'exportation/importation des produits de masse estampillés « américains ». Elle concerne davantage la généralisation de « manières de faire » et de « prises sur le réel » qui sous-tendent la production et diffusion des objets de consommation qu'on associe traditionnellement avec le modèle « américain ». Pour ce qui est du cas belge, qui n'a rencontré qu'à la marge les tendances antiaméricaines manifestées en France, le concours des élites locales s'est avéré crucial. De ce point de vue, il n'est pas exagéré de dire que l'américanisation provoquée par la nébuleuse américaine constitue une référence équivoque de la Belgique, une référence à la fois présente et invisible, cohérente et contradictoire, belge et américaine. Les lignes qui vont suivre ont pour objectif de démêler quelques fils de cet écheveau dont l'essentiel reste encore à écrire.

Au chevet de la « poor little Belgium »

La violation de la neutralité du territoire belge par les troupes allemandes le 4 août 1914 provoque l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne et l'escalade militaire en Europe. Le même jour, le président Woodrow Wilson confirme que les Etats-Unis entendent poursuivre leur tradition de neutralité dans le règlement des différends ayant lieu en dehors de la sphère continentale américaine. L'isolationnisme officiel du gouvernement états-unien n'empêche toutefois pas la manifestation d'opinions individuelles, largement relayées par la presse, fustigeant l'attitude des « envahisseurs allemands » et leur mépris des règles élémentaires de la « civilisation » occidentale. De l'autre côté de l'Atlantique, les choses se précipitent :

après avoir freiné l'offensive allemande et permis aux armées alliées de s'organiser, l'armée belge ne peut empêcher l'occupation de la majorité de son territoire. La Belgique passe sans tarder du statut de héros à celui de victime. Cette image d'un pays dépossédé de sa souveraineté mais aussi meurtri par les « atrocités » commises par la « fureur teutonne » allait être finement exploitée par le gouvernement belge en exil à Sainte-Adresse, près du Havre, nous y reviendrons.

Dès les premiers jours de l'occupation, les réactions s'enchaînent pour venir en aide aux civils. Globalement, on peut regrouper les initiateurs du soutien ou du secours populaire en trois catégories : les Belges de l'« intérieur » restés sur le territoire contrôlé par les Allemands, les Belges en exil et les *outsiders*. Au sein du premier groupe, deux personnalités répondent à l'appel à l'aide lancé par le bourgmestre (maire) de Bruxelles, Adolphe Max. Le premier d'entre eux est Dannie Heineman, dirigeant de l'électroholding Sofina, dont les relais industriels en Allemagne sont très influents. L'autre est l'entrepreneur Ernest Solvay qui a bâti un véritable empire autour de son procédé de soude à l'ammoniaque². Grâce à leurs efforts parallèles, un collectif se met en place – le Comité Central de Secours et d'Alimentation – qui a pour objectif initial d'organiser le ravitaillement de la population française en vivres et produits de première nécessité à partir des administrations communales. Devant le « succès » de l'opération, le groupe étend son champ d'action à l'intégralité du territoire occupé ; il devient le Comité National de Secours et d'Alimentation (C.N.S.A.)³. L'improvisation des débuts cède vite le pas à une structure administrative complexe sous la houlette d'Emile Francqui⁴, l'un des directeurs de la Société Générale de Belgique, le puissant holding financier contrôlant une partie essentielle de l'industrie belge et des colonies⁵.

² Liane Ranieri, *Dannie Heineman. Un destin singulier, 1872-1962*, Bruxelles, Racine, 2005, p. 79-116 ; Andrée Despy-Meyer et Didier Devriese (éds.), *Ernest Solvay et son temps*, Bruxelles, Ed. Archives de l'Université Libre de Bruxelles, 1997 ; Ernest Sougnez, *Ernest Solvay. Industriel pendant la guerre 1914-1918*, s.l.n.d. [Bruxelles, octobre 1936].

³ Archives Générales du Royaume (AGR), CNSA, 3334, Rapport général, 1^{er} décembre 1914.

⁴ Ginette Kurgan-van Hentenryk, « Francqui », *Dictionnaire des patrons en Belgique*, Bruxelles, De Boeck, 1996, p. 291-293.

⁵ Ginette Kurgan-van Hentenryk, « La Société Générale, 1850-1934 », Herman Van der Wee (dir.), *La Générale de Banque, 1922-1997*, Bruxelles, Racine, 1997, p. 63-285.

Malgré leur énergie et leur bonne volonté, les membres du C.N.S.A. sont conscients qu'ils ne peuvent agir seuls. Le blocus britannique accentue la pression aussi bien sur l'Allemagne que sur les pays occupés ; la population belge est en proie à la famine. Une conclusion s'impose : il faut impérativement internationaliser le secours. Après avoir reçu l'accord conditionnel des occupants et s'être assuré du patronage diplomatique de deux pays neutres – l'Espagne et les Etats-Unis –, le C.N.S.A. cherche à obtenir les autorisations nécessaires du gouvernement britannique. Le 18 octobre 1914, une délégation emmenée par Francqui part en mission à Londres. Celui-ci y retrouve une vieille connaissance, un ingénieur américain avec lequel il était en désaccord dans la direction d'une entreprise d'exploitation minière au Kaiping en Chine en 1901, l'Américain Herbert Hoover⁶. Millionnaire à moins de 40 ans, Hoover est l'archétype du *self-made man*. Basé à Londres d'où il gère sa fortune et ses entreprises minières, il s'illustre lorsque la guerre éclate en organisant le rapatriement de ses compatriotes coincés sur le continent européen. Tout comme Francqui, avec lequel il partage des talents innés d'organisation et de leadership, ainsi qu'une incommensurable soif de pouvoir, l'industriel aspire à une carrière publique. La guerre va lui en donner l'occasion.

Emile Francqui (1863-1935)

Issu de la petite bourgeoisie bruxelloise, il s'engage à 15 ans dans l'armée et part au Congo, où ses talents d'organisateur sont remarqués au cours d'expéditions qu'il dirige. En 1896, il entame une carrière consulaire qui le mène en Chine, où il fait la rencontre de Herbert Hoover et de Paul Claudel. Fort de succès diplomatiques, il est pressenti pour devenir agent général de la Compagnie internationale d'Orient, filiale de la Banque d'Outremer belge dont il finit par assumer la direction en 1910. Son ascension dans les milieux d'affaires et financiers est fulgurante : il entre au conseil de direction de la Société Générale de Belgique, qui détient des participations croisées dans de nombreux secteurs industriels. On ne compte plus, après la guerre, le nombre de mandats d'administrateur de sociétés dont il dispose. D'un autre côté, son implication au sein du Comité national de secours et d'alimentation (C.N.S.A) durant la guerre le rapproche des questions politiques nationales et internationales.

⁶ Liane Ranieri, *Emile Francqui ou l'intelligence créatrice*, Paris-Bruxelles, Duculot, 1985, p. 98-102.

Bien qu'il n'ait jamais voulu s'affilier à un parti ni se voir conférer un mandat ministériel, il prend une part active dans la négociation des réparations imposées à l'Allemagne, propose un plan de stabilisation du franc belge en 1926 et préconise une politique déflationniste pour juguler la crise financière en 1934. Ce dernier échec ne l'empêche pas d'être perçu, par ses admirateurs comme ses détracteurs, comme l'un des hommes politiques belges les plus influents de la première moitié du XXe siècle.

Herbert Hoover (1874-1964)

Né dans une modeste famille de quakers de l'Iowa, orphelin à 11 ans, il est envoyé chez son oncle sur la côte ouest des Etats-Unis. En 1891, il s'inscrit à l'Université de Stanford qui vient d'ouvrir ses portes. Diplômé en géologie, il fait un détour par l'Australie et aboutit en Chine où il est engagé comme ingénieur par l'entreprise minière britannique Bewick, Moreing & Co, et y rencontre Emile Francqui. Hoover gravit les échelons de la firme anglaise et poursuit parallèlement d'autres projets miniers (zinc, mercure, etc.) toujours plus lucratifs. Tout comme pour Francqui, l'action humanitaire de Hoover, durant et après la Grande Guerre, lui servira de marchepied pour accéder à une carrière publique. Mais contrairement à son *alter ego* belge, Hoover n'éludera pas les postes ministériels et la visibilité qu'ils impliquent. Il s'inscrit au Parti Républicain et soutient la candidature présidentielle de Warren G. Harding en 1920, lequel, une fois élu, le nomme Secrétaire d'Etat au Commerce, un département qu'il rénove de fond en comble jusqu'à en faire le pivot d'une politique économique de type corporatiste associant industriels, syndicats et experts. La consécration viendra avec sa victoire aux élections présidentielles de novembre 1928. Mais l'euphorie est de courte durée : le krach financier crée la panique à Wall Street. On reproche à Hoover d'être demeuré indifférent à la détresse sociale qui atteint une ampleur jusque-là inédite aux Etats-Unis. Sa lourde défaite contre le démocrate Franklin D. Roosevelt aux élections présidentielles de 1932 sonne le glas d'une trajectoire politique météorique.

D'après les *Mémoires* de Hoover, Francqui se tourne vers le futur président des Etats-Unis (1929-1933) et pose le problème en ces termes :

« Nous avons besoin de leaders pour organiser et diriger cette entreprise. Ils doivent être dotés d'une grande expérience administrative et d'une connaissance du monde. Ils doivent être neutres et d'origine américaine. Ils doivent avoir la confiance des ambassadeurs américains. En Belgique et dans le nord de la France, nous sommes confrontés à la vie et la mort de millions de personnes. Vous seul avez le profil de l'emploi. Si vous l'acceptez, je serai à vos ordres ou j'abandonnerai ma participation⁷ ».

Le 22 octobre 1914, Hoover finit par tracer les contours de sa « machine de guerre humanitaire », la *Commission for Relief in Belgium* (C.R.B). Les objectifs qu'il lui assigne sont multiples : assurer la propagande aux Etats-Unis, recueillir les dons en tous genres, acheter les matières premières, assurer le transport et, *last but not least*, pourvoir au contrôle de la distribution effective des aliments sous l'égide du C.N.S.A. Cette dernière compétence n'ira pas sans susciter certaines frictions entre les deux organisations, une querelle de territoires qui sera elle-même attisée par le caractère autoritaire des deux principaux protagonistes. Quoi qu'il en soit, pour Hoover comme pour Francqui, il était évident que les intérêts particuliers étaient subordonnés à la réussite du programme d'intérêt général. Dans ces conditions, tous deux étaient déterminés à franchir les obstacles qui se dressaient sur leur chemin.

Pour Francqui, cela consistait à imposer ses vues non seulement à l'occupant mais aussi au gouvernement belge en exil, de plus en plus enclin à demander des comptes. De manière exceptionnelle, en effet, les ministres de la « Belgique de l'extérieur » avaient accepté de passer par l'entremise du C.N.S.A., un organisme privé, pour assurer le paiement des salaires des fonctionnaires, soit 25 millions de francs belges d'époque (quelque 120 millions d'euros) versés mensuellement. L'action du C.N.S.A. en avait fait un « second gouvernement », c'est-à-dire un rival direct vis-à-vis du gouvernement en exil, qui commençait à en prendre ombrage⁸.

⁷ Herbert Hoover, *The Memoirs of Herbert Hoover, volume one: The Years of Adventure, 1874-1920*, New York, MacMillan Company, 1955, p. 154.

⁸ Albert Henry, *L'œuvre du Comité National de secours et d'alimentation pendant la guerre*. Bruxelles, Office de publicité, 1920, p. 48 ; Fernand Van Langenhove, *L'action du gouvernement belge en matière économique pendant la Guerre*. Paris-New Haven, PUF-Yale University Press (Coll. Histoire Economique et Sociale de la Guerre Mondiale; Série Belge), 1927, p. 89.

Hoover, de son côté, devait composer avec les incessants rouages diplomatiques et administratifs états-uniens, britanniques et allemands. Mais il entendait également supprimer toute forme de compétition philanthropique venant des Etats-Unis, notamment celle de la Fondation Rockefeller qui s'était résolue à envoyer une cargaison de vivres par Rotterdam ainsi que celle, plus ciblée, du mécène new-yorkais Robert de Forest (président d'honneur de la Croix-Rouge américaine) qui s'était joint à l'homme d'affaires Thomas Fortune Ryan, qui avait de substantiels intérêts dans les concessions minières du Congo belge, pour créer le *Belgian Relief Committee*⁹. Ces opérations philanthropiques, on le voit, dépassaient le cadre strict du secours d'urgence. Elles réagissaient à la campagne de propagande victimaire de la « *poor little Belgium* » orchestrées depuis l'été et dont la mission gouvernementale entreprise à la Maison Blanche par le ministre de la Justice belge, Henri Carton de Wiart, le 15 septembre 1914 constituait, pour ainsi dire, le point d'orgue¹⁰.

Aussi louables furent-elles, ces initiatives parallèles n'étaient évidemment pas de nature à enthousiasmer Hoover. Selon lui, elles n'engendraient que « chaos et confusion » et, à terme, pourraient s'avérer contre-productives. C'est la raison pour laquelle, au nom de l'effort de coordination, Hoover mit en place une stratégie qui fit de la C.R.B. le bras armé exclusif des actions humanitaires en faveur de la Belgique – ainsi que, peu après, des territoires de la France occupée. D'une part, Hoover arracha du gouvernement américain un statut de reconnaissance officielle de la C.R.B. dans l'attribution des vivres aux zones occupées d'Europe de l'Ouest (qui lui permettait de phagocytter les actions de la Fondation Rockefeller). D'autre part, il organisa la structure à partir d'un maillage serré de bénévoles, et plus spécialement des jeunes « *Rhodes Scholars* », boursiers américains alors inscrits à l'Université d'Oxford et désireux d'assurer une aide logistique à l'entreprise humanitaire développée par Hoover. Certains d'entre ces « *Rhodes Scholars* » allaient être au cœur de la nébuleuse américaine après la guerre¹¹.

⁹ George H. Nash, *The Life of Herbert Hoover. The Humanitarian, 1914-1917*, New York-London, W.W. Norton & Company, 1988, p. 91-92.

¹⁰ Michaël Amara, « La propagande belge et l'image de la Belgique aux Etats-Unis pendant la Première Guerre mondiale », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 30 (1-2), 2000, p. 173-226.

¹¹ National Archives and Records Administration (NARA), College Park, Maryland, Record Group 84, American Embassy, London, vol. 47, 1914, File 848 (Belgium), Millard Shaler, « Development of the Relief Movement: Organisation of the Commission for Relief in Belgium », ca. 17 November 1916.

« *Nos amis américains* »

Les dons, les subsides et l'action commune de la C.R.B. et du C.N.S.A. ont permis aux populations demeurées dans les territoires occupés de Belgique et du Nord de la France de traverser la guerre sans connaître la famine. Au total, près de 2,5 millions de tonnes de vivres ont ainsi été fournies jusqu'à l'Armistice¹². En permettant l'importation massive des produits qui auraient été normalement confisqués sous l'effet du blocus britannique, l'action du C.R.B.-C.N.S.A. a également rendu possible la reprise d'activités industrielles dans les secteurs où les infrastructures et les équipements n'avaient pas été détruits ou démontés. Selon Francqui, cet accommodement économique se justifiait aussi bien par des motifs de stabilisation sociale que pour freiner, voire éviter dans la mesure du possible, la déportation d'ouvriers dans les usines allemandes. En palliant l'absence des pouvoirs publics légitimes, les deux organismes ont ainsi rempli une mission politique aussi bien que sociale et économique¹³. Ceci n'est pas sans paradoxe. Aux premiers jours de son installation au siège de la Société Générale, le C.N.S.A. s'était affiché en acteur neutre sur l'échiquier politique ; il lui importait, pour fonder sa légitimité, de jouer à fond la carte de l'union patriotique face aux conflits partisans. Un rapport rétrospectif émanant de l'organisation, daté du 1^{er} décembre 1914, rend compte de ce positionnement tout en le justifiant : « les préoccupations politiques devaient être bannies [du C.N.S.A.] et il fallait éviter, autant que faire se pouvait, l'intervention d'individualités remuantes, militantes et dont les préoccupations politiques étaient indéracinables¹⁴ ». Or, du fait de son utilisation habile des rouages administratifs, sa mobilisation d'importantes ressources financières et son interconnexion de réseaux transnationaux, le C.N.S.A. finit par s'imposer comme un acteur politique incontournable.

¹² Albert Henry, *Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*, Paris-New Haven, PUF-Yale University Press (Coll. Histoire Economique et Sociale de la Guerre Mondiale ; Série Belge), 1924, p. 61.

¹³ Sophie de Schaepdrijver, « A Civilian War Effort : the Comité National de Secours et d'Alimentation in Occupied Belgium, 1914-1918 », *Remembering Herbert Hoover and the Commission for Relief in Belgium*, Louvain, Peeters, 2007, p. 30-31.

¹⁴ AGR, CNSA, 3334, Rapport général, 1^{er} décembre 1914.

En quatre ans de guerre, le tandem Hoover-Francqui est parvenu à gérer, bon gré mal gré, une entreprise humanitaire dont le « chiffre d'affaires » était estimé à 3,4 milliards de francs belges d'époque (correspondant à environ 16 milliards d'euros en 2008). Cette manne financière était notamment alimentée par la vente des produits (nourriture et vêtements) qui n'avaient pas été gratuitement distribués aux plus démunis. A terme, il ne faisait aucun doute que ce dispositif générerait des surplus, lesquels seraient, après la guerre, l'objet de multiples convoitises. En financiers avisés, Francqui et Hoover en étaient bien conscients. Tous deux étaient peu enclins à voir le gouvernement s'approprier le solde – et le mérite – de leurs efforts. Qui plus est, les deux hommes nourrissaient d'autres projets. Dès 1915, Francqui avait fait part au parlementaire Henri Jaspar et, très certainement, à son collègue de la Banque d'Outre-Mer, le juriste Félicien Cattier, de l'opportunité d'explorer une série de pistes pour affecter le reliquat consolidé des fonds des organismes belge et états-unien. Parmi ses priorités figurait celle de relever le niveau scientifique des universités belges¹⁵. Hoover, de son côté, trouvait l'idée fort sympathique. Lui qui n'avait jamais fait mystère de son attachement pour son *alma mater*, la *Stanford University*, avançait une piste complémentaire – la création d'un programme d'échanges pour étudiants entre universités belges et états-uniennes¹⁶.

Le 11 février 1916, le recteur de l'Université catholique de Louvain, Paulin Ladeuze, note dans son journal de guerre que Félicien Cattier aurait évoqué l'existence d'une somme de 50 millions à répartir « partie pour des bourses d'études universitaires à des jeunes gens nécessiteux, partie pour des bourses de voyages après les études universitaires ». Un mois plus tard, à la demande de Francqui, Cattier finit par réunir à Bruxelles, en toute confidentialité, une petite délégation d'universitaires belges parmi lesquels Paul Héger et Jules Bordet (Université libre de Bruxelles), Henri Pirenne (Université de Gand) et Alfred Nérincx (Université catholique de Louvain). Le recteur Ladeuze parle alors de la mise en place d'un « Comité pour la fondation des 50 millions », où les quatre universités belges sont représentées. Il faut souligner qu'à ce moment précis des discussions aucun projet spécifique n'émerge avec distinction, même si le terme de « Fondation universitaire » est évoqué à plusieurs reprises. Cattier, par exemple, ne cacha pas ses préférences

¹⁵ Liane Ranieri, *Francoqui*, *op. cit.*, p. 292-294.

¹⁶ George Nash, *op. cit.*, p. 205-206.

pour la création d'un « Institut pour l'avancement des sciences appliquées » qui suscita, sans surprise, la désapprobation unanime des universitaires présents¹⁷. Au reste, l'irruption de nouvelles difficultés dans l'acheminement des vivres à l'été 1916 eut pour effet de suspendre les débats. Les rencontres s'étaient pourtant avérées intéressantes dans la mesure où elles confirmaient le souhait de Francqui de jouer un rôle après la guerre.

Absent des réunions, le recteur Ladeuze n'était pas dupe des motivations du directeur du C.N.S.A. Il éprouvait à l'égard de Francqui une méfiance quasi instinctive. Il lui reprochait surtout d'être bien plus proche des milieux libéraux, laïcs et francs-maçons de l'Université libre de Bruxelles que du souffle spirituel qui prévalait dans son institution :

« De quel droit M. Francqui et consorts disposent-ils de ce capital ? Le gouvernement belge achète aux Américains les vivres qui sont vendus en Belgique par le Comité National. Le gouvernement consacre à ces achats, paraît-il, 25 millions par mois. Si le Comité, après avoir distribué tous ses secours, a encore des réserves, il semble bien que celles-ci appartiennent au gouvernement. Et l'on ne voit pas de quel droit M. Francqui, M. Cattier, etc. veulent en régler eux-mêmes à l'avance l'usage. Et leur précipitation à vouloir préparer un projet de loi qui soit à emporter dès la rentrée des Chambres, n'est-elle pas suspecte ? L'Université de Bruxelles a beaucoup de chances d'être la première à profiter des avantages de la Fondation¹⁸ ».

L'allusion de Ladeuze n'est pas fortuite : elle correspond aux griefs formulés au même moment par le ministre (catholique) des Finances du gouvernement en exil, Aloys van de Vyvere. En des termes à peine voilés, celui suspectait Francqui et Hoover de vouloir s'arroger l'affectation de fonds censés revenir dans les caisses de l'Etat. Sans entrer dans le détail de la correspondance triangulaire qui s'ensuivit entre Le Havre, Londres et Bruxelles, retenons qu'elle avait pour objectif d'investir le terrain politique de l'après-guerre et de marquer les esprits. Le ministre devait

¹⁷ Kenneth Bertrams, *Universités et entreprises. Milieux académiques et industriels en Belgique*, Bruxelles, Ed. Le Cri, 2006, p. 183-187.

¹⁸ Archives de la Katholieke Universteit Leuven, Papiers Ladeuze, Journal du recteur, X4-15, ff. 82-82bis (25 avril 1916).

d'ailleurs se rendre compte, à cette occasion, de l'existence d'un front commun Hoover-Francqui sur ce point. Hoover n'hésitait pas à poser à maintes reprises la question de sa démission à la tête de la C.R.B. – un stratagème dont il abusait volontiers en cas de contestation. Mais surtout, en fin tacticien, il subordonnait la raison d'être générale du projet humanitaire à la possibilité de disposer librement du financement qui en résultait. Dans l'argumentaire qu'il adressait au ministre belge, Hoover prenait soin de récuser toute forme d'intrusion gouvernementale, belge ou états-unienne, dans des montants dont la nature était essentiellement privée étant donné qu'elle était due à la générosité des Américains. Francqui, à son tour, devait trouver le moyen d'aligner son raisonnement sur celui de son homologue, quand bien même la situation entre les deux organismes différait largement. Le défi avait des allures de paradoxe : il consistait à imposer aux membres du gouvernement en exil les *implications* de l'équation « C.R.B. = C.N.S.A. » sans pour autant en cautionner le *principe*¹⁹. En effet, le principe d'une équivalence des attributions entre les organismes belge et américain aurait eu pour effet de brouiller encore davantage la répartition des missions respectives. Au reste, l'essentiel des querelles qui éclataient entre Hoover et Francqui étaient précisément causées par un sentiment d'abus de pouvoir, chacune des parties reprochant à l'autre de déborder de son territoire.

Les moissons de l'après-guerre

L'entrée en guerre des Etats-Unis en avril 1917 allait mettre en sourdine le plan de réaffectation concocté par les deux hommes. Compte-tenu de son expérience, Hoover sera d'ailleurs nommé à la tête de la « U.S. Food Administration » mise en place par Woodrow Wilson afin de coordonner le transport de vivres pour les soldats états-uniens basés en Europe. Ce n'est qu'à l'Armistice que la question du solde budgétaire des deux organismes fut à nouveau posée. Le climat euphorique de la fin de la guerre et de victoire des Alliés semblait propice pour aller de l'avant et procéder à la liquidation du C.N.S.A. et de la C.R.B. Cependant, le retour du gouvernement contribua à replacer les querelles partisans au cœur de l'actualité. Francqui, qui avait ces débats politiques en horreur, en tira ses conclusions : ce qui n'avait pas pu être obtenu par le biais des négociations

¹⁹ Liane Ranieri, *Francoqui, op. cit.*, p. 300-302.

confidentielles en 1916 devait se résoudre par d'autres moyens – la comptabilité. Après tout, seuls Hoover et lui étaient à même, non pas tant d'évaluer le montant exact des fonds disponibles (ce dont un « conseiller à la Cour des Comptes » allait effectivement se charger), mais bien de déterminer à coup sûr leur *nature*.

Sollicité par les membres du gouvernement et du Parlement belges pour donner des détails sur le produit disponible du C.N.S.A., Francqui mit en avant la difficulté qu'il y avait à obtenir un aperçu consolidé des budgets des deux organismes respectifs. Ce faisant, il procéda à un subtil jeu d'écritures qui eut pour effet de créditer le compte de la C.R.B. au détriment de celui du C.N.S.A. Hoover prit le relais à ce stade et communiqua aux délégations belges qu'un montant minimum de 150 millions de francs belges pouvait être immédiatement libéré pour les universités et l'enseignement supérieur belges.²⁰ Une lettre adressée par Hoover au Premier ministre Léon Delacroix le 28 août 1919 précisait les motifs et les origines de cette « donation princière » comme la qualifia Francqui²¹. Il s'agissait de la « somme des montants non dépensés et des profits faits par la C.R.B. concernant ses activités en Belgique menées par le Comité National en tant qu'agent de la C.R.B. » Le comité belge « agent » du comité états-unien ? L'explication avait de quoi déconcerter Francqui lui-même si elle n'était, en vérité, la résultante de la tactique de diversion qu'il avait mise en œuvre avec l'appui de Hoover afin de contourner le reliquat du budget du C.N.S.A. de la mainmise des autorités. En faisant passer Hoover pour l'instigateur de ce geste philanthropique, Francqui rendait impossible l'intervention des pouvoirs publics belges dans l'orientation des sommes qui, en bonne logique, auraient dû revenir dans les caisses de l'Etat. Leurrés par le subterfuge, les parlementaires accueillirent les « intentions généreuses » de Hoover, entre-temps distingué « Ami de la Nation Belge » par le roi Albert I^{er}, sous de « vifs et unanimes applaudissements prolongés²² ».

Comment se sont réparties ces soi-disant « largesses américaines » ? Sur l'enveloppe des 150 millions, 37% était affecté à la création d'une fondation – la

²⁰ Kenneth Bertrams, « Beyond Academic Science: Hoover and Francqui's Legacy in Post-War Belgium », *Remembering Herbert Hoover*, *op. cit.*, p. 38-47.

²¹ AGR, CNSA, 209, H. Hoover à L. Delacroix, 28 août 1919 ; E. Francqui à H. Hoover, 13 septembre 1919.

²² *Annales parlementaires, Chambre des représentants*, Séance du 10 septembre 1919, p. 1517-1518.

Fondation Universitaire – permettant d’ouvrir les « institutions d’enseignement supérieur aux fils et aux filles de ceux qui n’ont pas les moyens de faire les dépenses de cet ordre » (Francqui préférait parler de « jeunes gens peu fortunés et bien doués »). Quant au solde de l’opération (94,5 millions), il était directement versé aux universités selon une clé de répartition favorisant les universités complètes, qu’elles soient privées (Bruxelles et Louvain) ou publiques (Gand et Liège). Le don de la C.R.B. eut d’ailleurs pour conséquence directe de modifier la législation relative aux universités publiques et de leur accorder, sans régler le problème dans son intégralité, l’équivalent de la personnalité civile pour qu’elles puissent gérer leur patrimoine à leur guise, ce qu’elles réclamaient depuis longue date. Dans un courrier adressé aux recteurs, Francqui fit savoir que la somme – et plus précisément « les revenus et non le capital » – était mise à la « libre disposition » de leur université, « mais uniquement pour accroître l’efficacité de votre établissement et sa capacité à rendre service à la communauté²³ ». Le recteur de l’Université de Louvain, Paulin Ladeuze, se garda bien cette fois-ci de protester. Paul Héger, son homologue de l’Université de Bruxelles, ne cachait pas son émotion en écrivant à Hoover : « Pendant la guerre vous avez assuré le pain à notre peuple. Vous lui procurez aujourd’hui l’aliment intellectuel. La dotation universitaire est un geste digne de la noble Amérique ». Dans la foulée, les universités décernèrent aux bienfaiteurs Francqui et Hoover le titre de *Docteur Honoris Causa*²⁴.

Il fallut attendre près d’un an pour que le statut de la Fondation Universitaire soit approuvé et deux années supplémentaires pour que l’établissement soit correctement installé. Parmi les membres de son conseil d’administration, on notait la présence de deux collaborateurs de Hoover actifs au sein de la C.R.B. : William Hallam Tuck et Millard Shaller, deux ingénieurs américains basés à Bruxelles dès avant la guerre. Ces deux hommes allaient également s’investir dans une autre fondation, effectivement financée celle-là par les profits de l’organisme états-unien, la *C.R.B. Educational Foundation*²⁵. Imaginée par Hoover avec, sans aucun doute, un œil rivé sur les *Rhodes Scholars*, cette fondation avait pour mission d’établir un programme d’échanges de niveau universitaire entre les Etats-Unis et la Belgique.

²³ AGR, CNSA, 209, E. Francqui à E. Hubert (recteur de l’Université de Liège), 9 septembre 1919.

²⁴ AGR, CNSA, 209, cablogramme de P. Héger à H. Hoover, 11 septembre 1919 (copie à Francqui).

²⁵ *Belgian and American CRB Fellows, Biographical Directory, 1920-1950*, New York, CRB, 1950.

Chaque année, la fondation sélectionnait une vingtaine d'étudiants de chaque pays et leur octroyait des bourses de formation complémentaires. Portée sur les fonds baptismaux en avril 1920 avec un capital de près de 8 millions de dollars, la *C.R.B. Educational Foundation* (qui deviendra, en 1938, la *Belgian American Educational Foundation* – B.A.E.F.) fonctionna en étroite interaction avec la Fondation Universitaire. Parmi les premiers bénéficiaires du programme d'échanges – les *C.R.B. Fellows* –, on comptabilise notamment, du côté belge, un futur Premier ministre (Paul van Zeeland), un futur ministre de l'Intérieur et de la Justice (Charles du Bus de Warnaffe) et un futur recteur (Edouard Bigwood). La réussite du programme est telle qu'au moment de la signature de l'accord d'échanges éducatifs Fulbright entre les deux pays, le 8 octobre 1948, pas moins de 570 étudiants, chercheurs ou professeurs se sont déjà rendus dans les universités états-uniennes par l'intermédiaire de la B.A.E.F. Il y aura plus d'un millier de *fellows* entre 1950 et 2000, le succès ne se démentant jamais. En d'autres termes, l'impact de la B.A.E.F. dans la (re)production de l'élite sociale belge est incontestable²⁶.

Des effets bénéfiques pour la recherche scientifique

Les fondations suscitées par Francqui et Hoover dans l'immédiat après-guerre avaient une visée aussi bien sociale que scientifique ou, plutôt, académique. L'architecture de la Fondation Universitaire illustre parfaitement cette double mission avec son côté *club* oxbridgien. Une des conditions *sine qua non* pour que ces initiatives deviennent réalité a consisté à respecter les lignes de fracture idéologique de la société belge. Les universités cristallisaient justement ces tensions et c'est bien par leur truchement qu'eurent lieu l'essentiel des transactions. Mais la geste philanthropique fournissait aussi l'occasion de braquer les projecteurs sur les établissements privés, moins bien lotis financièrement : les universités de Bruxelles et Louvain. Pour ces deux institutions, l'intérêt que portaient à leur égard les « amis américains », bien plus encore que leur concours financier, représentait un filon qu'il

²⁶ Kenneth Bertrams, « From Exchange Programs to the Legitimation of University-based Management Education : The Case of Belgium, 1920-1970 », Matthias Kipping & Nick Tiratsoo (éds.), *Americanisation in 20th Century Europe : Business, Culture, Politics*, Lille, Centre d'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest, 2002, vol. 2, p. 225-241.

importait d'exploiter. Pour elles, le don C.R.B./C.N.S.A. ouvrait la voie à d'autres subsides. Le « Comité Bruxelles-Louvain », par exemple, qui s'était constitué en vue d'adapter les Ecoles spéciales d'ingénieurs des deux universités libres aux conditions scientifiques et matérielles d'après-guerre, récoltait pour plus de 10 millions de francs belges de dons de grandes industries et banques du pays. Mais les Etats-Unis n'étaient pas en reste. A ce titre, l'Université catholique de Louvain joua à fond la carte symbolique quand, à l'initiative du président de l'Université Columbia (et rival malheureux de Hoover aux primaires républicaines de 1928), Nicholas Murray Butler, une levée de fonds fut organisée pour financer la reconstruction de la bibliothèque de l'Université, incendiée par les Allemands en août 1914. La C.R.B. contribua également au projet.

L'Université libre de Bruxelles (U.L.B.) alla plus loin encore. La vie scientifique y était peu pratique et peu pratiquée dans les locaux étroits et vétustes qu'elle occupait au centre de la capitale. Une campagne de sensibilisation fut menée tambour battant avec, en première ligne, le recteur Paul Héger, les ingénieurs Shaller et Tuck de la *C.R.B. Educational Foundation* et le secrétaire de l'Université Princeton, Alexander Smith, qui avait collaboré à l'œuvre de la C.R.B. et allait être le co-instigateur de la loi Smith-Mundt (1948) élargissant les cibles du programme Fulbright d'échanges culturels dans le contexte de la guerre froide. Ce petit monde s'accorda pour jeter les grandes lignes d'un transfert partiel, puis général, des bâtiments de l'U.L.B. en vue de créer rien de moins qu'un « campus à l'américaine ». Le projet fut véritablement conçu en partenariat, avec l'implication d'architectes délégués par la *C.R.B. Educational Foundation* et le déplacement régulier aux Etats-Unis d'administrateurs de l'U.L.B. pour se rendre compte des conditions matérielles des grandes universités de la côte Est des Etats-Unis²⁷.

Après de nombreux palabres, les nouvelles installations furent finalement inaugurées en juin 1930. Le plus grand bâtiment de l'ensemble, d'architecture néo-renaissance, symbolise la générosité des Etats-Unis et porte le nom de « Bâtiment C.R.B. ». Précisément à la même date avait lieu une autre inauguration en grandes pompes. Elle concernait la nouvelle Ecole de Médecine de l'U.L.B. dont le financement avait été pris en charge par d'autres « amis américains », ceux de la

²⁷ Christian Brouwer, *ULB-USA : passé, présent et futur d'une fructueuse collaboration*, Bruxelles, ULB, 1996.

Fondation Rockefeller. Au lendemain de la guerre, son Conseil d'administration avait proposé de financer deux hôpitaux universitaires européens : celui de la University College London et l'hôpital Saint-Pierre de l'U.L.B. Ici aussi, l'intermédiation du recteur Paul Héger, médecin de formation, s'avéra déterminante. Il organisa à plusieurs reprises les visites des administrateurs de la Rockefeller (Abraham Flexner, Richard Pearce et Alan Gregg) et parvint à établir avec eux le climat de confiance nécessaire pour aplanir les luttes qui s'étaient manifestées dans le giron de la Faculté de Médecine de l'U.L.B. Il faut dire que, par-delà la construction d'un nouvel hôpital, l'enjeu avait été d'inoculer le bacille de la recherche scientifique dans les pratiques médicales bruxelloises. D'après les experts de la Fondation, trop peu de place était accordée aux chercheurs au détriment des cliniciens. La Fondation Rockefeller entendait y remédier²⁸.

Toujours est-il que la plus grande initiative en matière de recherche scientifique fut la création, en 1928, du Fonds National de la Recherche Scientifique (F.N.R.S.). L'initiative n'était pas que concomitante aux largesses américaines, elle en était, en quelque sorte, un effet collatéral. On fait fréquemment remonter l'origine du F.N.R.S. au discours que prononce Albert I^{er} à Seraing, le 1^{er} octobre 1927, à l'occasion du 110^{ème} anniversaire des Etablissements Cockerill, fleuron de l'industrie métallurgique belge. Devant un parterre d'industriels et de financiers, le roi souligne la « véritable crise des institutions scientifiques et des laboratoires » en Belgique²⁹. Or ce discours n'aurait pas reçu une telle publicité s'il n'avait, en creux, été préparé par le climat propice pour la recherche scientifique. En quelques années, sous l'action de la *nébuleuse américaine*, la « science » est passée d'un statut d'adjuvant du progrès à un phénomène central, quasiment à la mode. La « recherche » et les différentes pratiques que ce terme inclut s'institutionnalisent dans les entreprises. Les géants industriels de la chimie et de l'électricité en Allemagne ou aux Etats-Unis (General Electric, AT&T, Siemens, AEG, Philips, IG Farben, ICI, Du Pont, Kodak) développent des stratégies de recherche captive³⁰. En Belgique, à la demande de

²⁸ Archives fondation Rockefeller, Record Group 1.1, Series 707, box 3, Folder 19-20 (Hospital Saint-Pierre, Brussels).

²⁹ Robert Halleux et Geneviève Xhayet, *La liberté de chercher : histoire du Fonds national belge de la recherche scientifique*, Liège, Editions de l'Université de Liège, 2007, p. 11-16.

³⁰ François Caron, *Les deux révolutions industrielles du 20^{ème} siècle*, Paris, Albin Michel, 1997 ; Paul Erker, « Die Verwissenschaftlichung der Industrie. Zur Geschichte der Industrieforschung in den

l'ingénieur Alexandre Galopin, futur gouverneur de la Société Générale, la Fabrique Nationale d'armes située à Herstal consacre une part de son budget à l'érection de laboratoires d'essais et de contrôles.

Mais le vent du changement souffle avant tout sur les universités. Celles-ci deviennent des environnements institutionnels incontournables pour la pratique de la recherche scientifique. Grâce aux dons et subsides « américains », l'heure est à l'expansion et à l'émancipation scientifiques. Dans une brochure percutante, Eugène François, professeur des constructions du génie civil à l'U.L.B. et maître d'œuvre du « campus à l'américaine », définit avec enthousiasme ce programme d'innovation : « L'essentiel n'est pas de trouver ce que l'on cherche mais de trouver du nouveau : il arrive que ce que l'on trouve est plus intéressant que ce l'on cherchait³¹ ». Les industriels participent à cet engouement. Le fils de l'industriel Ernest Solvay apporte son concours au chimiste de l'U.L.B., Henry Wuyts, pour élaborer un « Règlement fixant les conditions de la collaboration entre les laboratoires universitaires et les industriels » qui fut déterminant pour revaloriser l'image des universités dans les milieux industriels.

C'est le moment que choisit Francqui, encore lui, pour capitaliser les énergies et proposer, à l'issue du discours royal, le lancement d'une souscription visant la création d'un fonds de la recherche scientifique. Quelques jours plus tard, Albert I^{er} tient lui-même à définir la portée de son discours : « On a cru, dans la presse notamment, qu'il s'agissait de créer des laboratoires nouveaux ou des œuvres pratiques de nature industrielle ou professionnelle alors que ce sont les recherches de science pure qu'il faut encourager et cela dans l'intérêt de l'industrie elle-même, comme le prouvent les exemples des pays les plus avancés³² ». Il s'agit donc bel et bien d'utiliser préalablement l'infrastructure de recherches existantes, c'est-à-dire les laboratoires universitaires. La mécanique est désormais lancée. La famille Solvay contribue pour 25 millions de francs belges et toute l'élite financière et industrielle lui emboîte le pas. Le conseil d'administration du F.N.R.S. n'est d'ailleurs guère différent de celui du C.N.S.A. : Francqui, Cattier et Solvay y figurent en bonne place.

Europaïschen und Amerikanischen Elektrokonzernen, 1890-1930 », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, 35 (2), 1990, p. 73-94.

³¹ Eugène François, *Les laboratoires de recherches dans leurs rapports avec l'avenir économique de la Belgique*, Bruxelles, s.n., 1927.

³² Cité dans Liane Ranieri, *Francqui, op. cit.*, p. 313.

Les modèles institutionnels étrangers ont également joué. Et là encore, en matière d'inspiration, c'est davantage vers les Etats-Unis qu'il convient de porter son regard. L'ossature du F.N.R.S. fait en effet étrangement penser à l'organisation « privée » du *National Research Fund* mis en place en 1925 pour le développement de programmes similaires et dont le président et cheville ouvrière n'est autre que le Secrétaire d'Etat au Commerce, Herbert Hoover³³. Que des contacts informels entre Francqui et Hoover, ou par l'entremise de la nébuleuse américaine en général, aient pu influencer sur le cours des discussions relatives au projet belge, voire sur la forme même du F.N.R.S., est une hypothèse qui peut être avancée sans trop de risques.

En une quinzaine d'années, de la Première Guerre mondiale au *krach* de 1929, une série d'acteurs ont mis en place un nouveau dispositif institutionnel pour la pratique de la science en Belgique. Exposées en vrac, les caractéristiques de ce dispositif sont les suivantes : initiative privée, pari sur l'université, construction par relais interpersonnels, rejet vigoureux du gouvernement, proximité avec la monarchie, gestion en comité restreint, ambiance bourgeoise à consonance libérale, esprit bruxellois, francophone et...américain. Ces quelques attributs, qui rappellent aussi le mode de gestion du C.N.S.A., trahissent surtout le fonctionnement tactique de leurs deux principaux protagonistes, Emile Francqui et Herbert Hoover. Certes, les considérations personnelles n'étaient pas étrangères à ces réalisations. Il n'en demeure pas moins qu'au nom de l'assistance américaine et du « modèle américain », tous deux sont parvenus à bouleverser le paysage scientifique d'un pays sclérosé par les dissensions idéologiques.

Curieusement, le sceau de l'américanité a conféré aux changements opérés une légitimité immédiate qu'il aurait été difficile d'obtenir en recourant aux moyens traditionnels. L'ironie de l'histoire veut pourtant que la plupart des réalisations ont été, depuis lors, refinancées par les pouvoirs publics. Ce constat n'est pas

³³ Herbert Hoover, « The Vital Need for Greater Financial Support to Pure-Science Research », *Mechanical Engineering*, 48, January 1926, pp. 6-8 ; Lance E. Davis et Daniel J. Kevles, « The National Research Fund : A Case Study in the Industrial Support of Academic Science », *Minerva*, 12, 1974, p. 207-220.

contradictoire avec le désir des fondateurs ; il rend compte de l'extension du rôle de l'Etat dans la mise en œuvre d'une politique scientifique et universitaire à partir des années 1960. Aujourd'hui, la marque des fondations philanthropiques américaines s'est fondue dans le paysage académique et scientifique belge. Sans doute est-ce là l'objectif ultime de tout mécénat.

Kenneth Bertrams

3

Rockefeller, Gillet, Lépine and Co. : une *joint venture* transatlantique à Lyon (1918-1940)

A Lyon, l'école d'infirmières et la faculté de médecine, situées respectivement au 4 et au 8 de l'avenue Rockefeller, jouxtent l'hôpital Edouard Herriot et s'insèrent dans un ensemble de recherche biomédicale dénommé « Pôle santé Rockefeller ». Cette présence du magnat américain du pétrole dans la toponymie locale ne doit rien au hasard : elle trouve son origine dans les investissements que la Fondation Rockefeller réalisa à Lyon entre 1922 et 1940, puisqu'elle finança la construction de l'école d'infirmières à hauteur de 50 % (160 000 \$ de l'époque) et celle de la Faculté à 70% (800 000 \$). Ces réalisations sont le fruit d'une coopération active entre la fondation Rockefeller et les acteurs lyonnais, un processus qu'il est tentant, à première vue, d'interpréter en termes d'américanisation, d'impérialisme et de diffusion unilatérale d'un modèle, en suggérant que la fondation, placée en position de force par l'importance de ses moyens financiers, accompagna son soutien d'une mainmise technique et idéologique sur le projet ; il serait également tentant de supposer les récipiendaires lyonnais en situation de faiblesse du fait de leur position de demandeur, et par là enclins à opposer une « résistance » à l'introduction de principes, de catégories et d'outils venus d'outre-Atlantique, en cherchant à les détourner de leur objectif. Si les rapports de domination ne sont pas absents, loin s'en faut, de cette histoire, une analyse au plus près du terrain permet de mettre en

lumière la constitution et l'évolution d'un réseau philanthropique franco-américain qui témoigne de la densité des circulations transatlantiques, de la fréquence des contacts et de la longueur des négociations qui aboutissent à la concrétisation des projets évoqués plus haut. En suivant ce tissu complexe de circulations et de connexions, on constate non seulement que les philanthropes américains tâtonnent longtemps avant de formaliser leurs projets, mais aussi que leurs interlocuteurs français participent pleinement à cette formalisation et à sa mise en œuvre. En bref, bien plus qu'à l'exportation par les Américains d'un projet entièrement conçu dans le huis clos des bureaux de la fondation Rockefeller à New York, on assiste à une coproduction qui se cristallise dans ce tissu complexe de circulations, de contacts et de négociations transatlantiques amorcé au cours de la Première guerre mondiale et se poursuivi pendant l'entre-deux-guerres. Il aboutit à ce qui constitue sans doute la première ébauche en France d'un pôle biomédical et sanitaire dont le Pôle Santé Rockefeller est à bien des égards l'héritier¹.

Rencontre transatlantique

Lorsque la guerre éclate en août 1914, le gouvernement américain reste à l'écart d'un conflit qui est à ses yeux purement européen. Pourtant, la dureté de l'affrontement et les énormes pertes humaines qui en résultent déclenchent rapidement un élan de sympathie dans la population américaine. Il se traduit par la mobilisation logistique et financière de la philanthropie sous toutes ses formes, depuis les initiatives individuelles jusqu'à celles de grandes organisations comme la Croix Rouge Américaine, la Fondation Rockefeller ou l'Armée du Salut, en passant par la création de structures *ad hoc* qui coordonnent la levée de fonds ou l'acheminement de denrées alimentaires et de vêtements, comme la Commission for Relief in Belgium. Dès le printemps 1915, au moins 75 œuvres caritatives en faveur

¹ Pour une analyse plus développée, voir Pierre-Yves Saunier et Ludovic Tournès, « Philanthropies croisées : A joint venture in Public Health at Lyon (1918-1940) », *French History*, juin 2009, p. 216-240.

des seuls Français ont vu le jour sur le territoire américain². La plupart de ces organisations se préoccupent de secours d'urgence, mais certaines souhaitent aussi s'attaquer de manière préventive et structurelle aux problèmes sanitaires. C'est le cas notamment de la Croix Rouge Américaine ou de la Fondation Rockefeller. Cette dernière a mis sur pied une War Relief Commission dès la fin de 1914 et, trois ans plus tard, crée une Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France qui débarque en juillet 1917 pour mener une grande campagne prophylactique afin d'endiguer cette maladie alors endémique en France et aggravée par le conflit. De telles initiatives se conjuguent avec celles du mouvement hygiéniste français, qui mène depuis la fin du XIXe siècle une action importante en matière de lutte contre la tuberculose ou de protection de l'enfance au niveau local³.

A Lyon, c'est une nébuleuse en pleine activité que rencontrent les émissaires des organisations américaines. L'activité caritative, depuis longtemps une des valeurs identitaires de la bourgeoisie locale⁴, se manifeste en particulier dans deux domaines ouverts ou réactivés par la guerre : le secours aux blessés et réfugiés, et la lutte contre la tuberculose. La grande bourgeoisie industrielle et bancaire lyonnaise est très impliquée dans ces deux secteurs. C'est le cas, entre autres, de la famille Gillet, grande dynastie locale de l'industrie textile, qui patronne depuis la fin du XIXe siècle de nombreuses initiatives en matière de lutte contre la tuberculose, comme celles du professeur Jules Courmont, créateur en 1905 du premier dispensaire de la région. Deux ans auparavant, Edmond Gillet, qui codirige avec son père Joseph les établissements du même nom, a épousé Léonie Motte, issue d'une des grandes familles de l'industrie textile du Nord de la France. Léonie va approfondir l'implication des Gillet dans l'action sanitaire et sociale, en particulier lorsque la guerre éclate : elle participe à la direction de la Société de Secours aux

² Evelyne Diebolt et Jean-Pierre Laurent, *Ann Morgan. Une Américaine en Soissonnais (1917-1952). De l'Aisne dévastée à l'action sociale*, Soissons : ARSAM, 1990.

³ Lion Murard et Patrick Zylberman, *L'hygiène dans la République La santé publique en France, ou l'utopie contrariée 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996 ; Catherine Rollet-Echalier, *La politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*, Paris : INED-PUF, 1990 ; Dominique Dessertine et Olivier Faure, *Combattre la tuberculose*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1988.

⁴ Pierre-Yves Saunier, *L'esprit lyonnais XIXe-XXe siècle. Genèse d'une représentation sociale*, Paris, CNRS Editions, 1995, ch. 1 et 2.

Blessés Militaires, une des sociétés françaises de la Croix Rouge, organise à Lyon la logistique des hôpitaux auxiliaires ; en 1917, elle fonde le Secours aux Rapatriés.

Outre la présence d'un patronat réceptif aux problèmes sociaux et sanitaires, on notera à Lyon l'existence d'un milieu médical bien au fait des activités de la philanthropie américaine : plusieurs médecins connaissent les largesses de la famille Rockefeller au bénéfice de la recherche médicale. Notamment ceux qui sont restés en contact avec leur condisciple et ami Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1912, et qui depuis 1906 travaille au Rockefeller Institute for Medical Research de New York. Son camarade d'internat Jean Lépine, professeur à la faculté de médecine de Lyon, le revoit chaque été ; ses collègues René Leriche et Georges Mourriquand lui ont rendu visite aux Etats-Unis en 1913, et le professeur Paul Courmont –frère de Jules– a visité l'Institut en 1908 lors du Congrès de Tuberculose de Washington. Quant aux Gillet, ils connaissent bien le continent nord-américain : comme de nombreux rejetons des dynasties industrielles⁵, Edmond a passé un an à New York en 1894-1895, y est retourné avec son épouse en 1907 et 1908 ; tous deux parlent anglais et entretiennent de nombreuses relations avec des Américains.

Enfin, si la rencontre s'opère entre le milieu lyonnais et la philanthropie américaine, c'est aussi parce qu'il existe dès avant la guerre un langage commun aux milieux hygiénistes français et américains. Leurs membres poursuivent des projets similaires et échangent, au fil des congrès, des voyages d'études ou des correspondances, des points de vue, des méthodes et des idées⁶. Ainsi le grand projet de créer une médecine sociale et préventive est familier à nombre de médecins lyonnais parmi lesquels Lépine et Courmont, et se trouve au centre des préoccupations des grandes organisations que sont la Croix Rouge Américaine ou la Fondation Rockefeller. Education sanitaire de la population, création de dispensaires, suivi à domicile des malades, création d'un corps d'infirmières

⁵ Bernadette Angleraud et Catherine Pellissier, *Les dynasties lyonnaises : des Morin-Pons aux Mérieux du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 2003, p. 269-273.

⁶ Anne Rasmussen, « L'hygiène en congrès (1852-1912) : circulations et configurations internationales », Patrice Bourdelais (dir.) *Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, Belin, 2001, p. 213-239.

professionnelles⁷, enregistrement statistique des patients, sont autant d'éléments d'une grammaire transatlantique de l'action sanitaire bien avant 1914. Notons également que les Gillet et la famille Rockefeller partagent des principes d'action sociale reposant sur des intérêts bien compris, les initiatives dans le domaine sanitaire étant à la fois un aspect du devoir social et religieux, un outil de paix sociale et un instrument de gestion de la main d'œuvre industrielle. Ces horizons communs aux différents acteurs vont largement contribuer à faciliter leur rencontre.

La Croix Rouge américaine et la protection de l'enfance

La première organisation américaine à nouer des contacts avec les Lyonnais est l'American Red Cross. Arrivé en France à l'été 1917, le responsable de son *Infant Welfare Unit*, le professeur de pédiatrie William P. Lucas, entreprend un tour du pays pour identifier des lieux où pourrait se déployer son programme de soins et de prévention destiné aux enfants⁸. En septembre il est à Lyon, à la recherche d'un hôpital pour installer les enfants rapatriés convalescents qui, après un transit par la Suisse, affluent à Evian à raison de deux trains par jour. Jean Lépine, professeur à la Faculté de Médecine et administrateur des Hospices Civils de Lyon, lui fournit le local espéré, et le met en relation avec Léonie Gillet qui de son côté a commencé à organiser l'accueil des rapatriés. A la suite de cette première opération réussie, Lucas lance une campagne contre la mortalité infantile au cours de l'hiver 1917-1918. A Lyon, elle comporte trois volets : une grande exposition éducative tenue en avril 1918 sur la principale place de la ville, la création d'un corps d'infirmières visiteuses de l'enfance pour suivre les mères et les nourrissons à domicile sous la direction d'une infirmière américaine, et la coordination des diverses œuvres lyonnaises de la protection de l'enfance. Jean Lépine contribue à mobiliser les personnels et institutions médicales autour de ces thèmes, en relayant les

⁷ Susan Reverby, *Ordered to care : the dilemma of American nursing 1850-1945*, Cambridge University Press, 1987 ; Katrin Schultheiss, *Bodies and souls. Politics and the professionalization of nursing in France 1880-1922*, Harvard University Press, 2001.

⁸ June Richardson Lucas, *The Children of France and The Red Cross*, New York, Frederick A. Stokes Company Publishers, 1918.

propositions du Dr Lucas auprès des Hospices et en organisant le soutien des spécialistes médicaux de l'enfant à ces initiatives. Il obtient le patronage des Hospices pour l'ensemble du projet, qui inclut la mise à disposition de professeurs pour la formation des visiteuses, dont Lépine lui-même, mais aussi les docteurs Mourriquand et Chatin, ancien professeur de l'Ecole d'Infirmières des Hospices et cousin par alliance de Léonie Gillet. Cette dernière met son réseau d'oeuvres personnelles et familiales au service du projet, notamment pour convaincre les œuvres privées de coordonner leur activité.

C'est donc autour de la protection de l'enfance que se noue un lien fort entre la Croix Rouge américaine et ses partenaires lyonnais, lien qui se solidifie à l'automne 1918. Alors que le conflit se termine, les Américains préparent leur retrait du terrain français et tentent de favoriser la pérennité de leurs entreprises, tant en matière de formation des infirmières que de renforcement du travail des dispensaires, de coordination des oeuvres privées et publiques ou encore de création d'hôpitaux pour enfants⁹. Après s'être entretenu avec Jean Lépine et Léonie Gillet, Lucas promet un don minimum de 200 000 francs, et jusqu'à un million de francs en fonction des fonds recueillis par l'initiative locale. L'affaire est rondement menée : en décembre 1918 est constitué un comité d'organisation où voisinent la banque protestante et l'industrie catholique, les médecins et les hommes d'affaires ; la souscription lyonnaise est close le 11 février 1919 au montant de 820 000 francs; le 28 février a lieu à la Chambre de Commerce de Lyon une grande réunion publique où sont exposés le bilan de l'oeuvre de guerre et les bases pour une « Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance à Lyon » dont le Conseil d'Administration tient sa première réunion le 16 avril. Lors de toutes ces étapes, Lépine et la famille Gillet ont mobilisé leurs ressources sociales et financières : les Gillet sont présents dans le comité d'organisation et ont donné une part importante des fonds de la souscription, les docteurs Chatin et Lépine ont animé les réunions publiques et les séances de travail, Léonie Gillet a travaillé avec les œuvres privées. Tous trois jouent les premiers rôles dans la nouvelle Fondation : Lépine en est le

⁹ Auguste Croze et David Cigalier, *Les Hospices Civils de Lyon de 1900 à 1925*, Lyon, Editions du Fleuve, 1927.

président effectif, Chatin le directeur médical et Léonie Gillet dirige le Comité des Dames qui coordonne l'action de terrain¹⁰.

Jean Lépine (1876-1967)

Homme de réseaux par excellence, Jean Lépine vient au monde doté d'un capital social à la fois fort et diversifié : sa mère est issue de la famille Dolfuss-Mieg, l'une des grandes dynasties de l'industrie textile lyonnaise ; son père, professeur à la faculté de médecine, est également une figure du milieu républicain local (ami de Gambetta, conseiller municipal, président de la section lyonnaise de la Ligue des Droits de l'Homme, dreyfusard). Jean Lépine embrasse également la carrière médicale : en 1913, il est nommé professeur de clinique des maladies mentales et nerveuses et succède à son père au poste d'administrateur des Hospices Civils de Lyon, où il révèle ses qualités d'organisateur. En 1920, il est élu doyen de la faculté de médecine, poste qu'il occupera jusqu'en 1943. Au cours de l'entre-deux-guerres, il joue un rôle déterminant dans la restructuration du paysage médical lyonnais, jouant de ses réseaux locaux, nationaux et internationaux (Croix rouge américaine, fondation Rockefeller) pour créer la Fondation franco-américaine pour l'enfance, accélérer la désaffectation des vieux hôpitaux du centre-ville, restructurer le cursus des études médicales, organiser un hôpital pour enfants, construire une nouvelle faculté de médecine, créer une école d'infirmières et contribuer à la mise en route du nouvel hôpital de Grange Blanche (aujourd'hui hôpital Edouard Herriot). Il siège aussi au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, ainsi qu'au Comité Consultatif de l'Enseignement Supérieur Public, et est présent dans les sociétés savantes nationales (Académie de Médecine, Académie des Sciences Morales et Politiques). Retiré à Nice en 1946, il devient le premier adjoint au maire Jean Médecin, en charge de l'enseignement, jusqu'en 1965.

¹⁰ Archives des Hospices Civils de Lyon, L 168, « Associations-Fondation Franco-Américaine ».

Une école d'infirmière modèle pour la France et l'Europe

C'est dans ce contexte favorable que se développe l'activité de la fondation Rockefeller, deuxième organisation américaine à intervenir sur le terrain lyonnais. Sa Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France a débarqué en juillet 1917, peu après les premiers contingents de soldats américains (les Etats-Unis ont déclaré la guerre à l'Allemagne en avril), et a lancé une campagne de prophylaxie antituberculeuse qui s'étend rapidement à l'ensemble du territoire. Alors que l'opération est prévue pour s'achever en 1922, la fondation Rockefeller réfléchit aux moyens de poursuivre sa politique en France et en Europe dans le domaine de la santé publique, notamment dans le domaine de la formation des infirmières. Comme la Croix Rouge Américaine, elle cherche des lieux pour mettre en place des expérimentations pilotes destinées à être généralisées en cas de résultats satisfaisants. Lyon va progressivement devenir une plaque tournante du programme infirmier européen de la fondation, en raison des effets conjugués de l'activisme de ses *officers* et des sollicitations répétées du milieu local lyonnais. Dans ce processus, le travail de réseau sur le terrain local joue un rôle fondamental.

Les initiatives d'Elisabeth Crowell sont ici particulièrement importantes. Cette infirmière recrutée par la fondation Rockefeller pour participer à la Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France, organise dans plusieurs villes des cours de formation pour infirmières « visiteuses d'hygiène », puis, élargissant ses objectifs, envisage dès 1919¹¹ la mise en place d'un programme de formation des infirmières françaises. La direction de la Rockefeller, pour l'heure soucieuse de clore son programme antituberculeux en France, ne donne d'abord pas suite, avant de céder aux sollicitations du milieu infirmier américain dont les chefs de file insistent sur la nécessité de développer une politique de formation des infirmières, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Le caractère dramatique de la situation sanitaire en Europe précipite sa décision, dans un contexte où le typhus et la grippe espagnole, pour ne citer qu'eux, font rage sur une partie du continent et soulignent la pénurie de personnel sanitaire. En juin 1920, le *Board of Trustees* de la fondation envoie donc en Europe son secrétaire général Edwin Embree, et entérine quelques

¹¹ Embree à Williams, 23 Septembre 1919, Rockefeller Foundation Archives, Pocantico Hills, Record Group 1.1, Series 500C, Box 9, Folder 97 (ci-après RF 1.1/500C/9/97) ; Memorandum on training schools for public health visitors in France, 1920, RF 1.1/500C/10/108.

mois plus tard le memorandum¹² dans lequel il préconise de soutenir le développement d'un corps d'infirmières professionnelles formées dans des écoles spécialisées selon les standards de la médecine moderne. C'est Elisabeth Crowell, présente depuis 1917 sur le territoire français, qui est chargée de mettre en musique le volet européen du projet¹³.

Lors de l'étape lyonnaise de son tour de France, celle-ci entre en contact avec Jean Lépine et Léonie Gillet. La dynamique nationale est favorable puisqu'en juin 1922 a été créé un diplôme d'Etat d'infirmière, au terme d'un processus auquel ont participé les représentants de la Croix Rouge Américaine et ceux de la Fondation Rockefeller ; les signaux locaux sont également au vert puisque la municipalité de Lyon veut profiter de la création de ce diplôme pour regrouper tous les acteurs impliqués dans la formation des infirmières dans une seule école généraliste, alors que la ville de Lyon compte trois écoles spécialisées. Les projets de Crowell rencontrent ainsi ceux de Lépine et de Gillet, tous deux impliqués dans la formation des infirmières depuis les années 1900. Lépine, devenu en 1920 Doyen de la faculté de médecine, est un personnage incontournable, lui seul pouvant permettre à la nouvelle école d'obtenir à la fois le patronage des Hospices et l'association à l'Université, éléments indispensables à sa logistique et à sa légitimité¹⁴. Crowell va donc s'appuyer sur lui pour réaliser ses projets : elle lui promet d'emblée un don de 100 000 francs pour financer l'équipement et la prise en charge des salaires des enseignants de la nouvelle école, ainsi que le soutien ultérieur de la Fondation. Immédiatement après avoir reçu le chèque et la lettre qui précise les conditions de l'aide américaine, Lépine convoque une réunion début décembre 1922 et obtient la fusion des écoles existantes malgré de nombreuses réticences. Fort du soutien rockefellerien, il est choisi pour présider le bureau provisoire qui travaille à l'élaboration des statuts, puis à la mise en route de l'école¹⁵.

La coopération entre Crowell, Lépine et Gillet tourne alors à plein régime, le *triumvirat* multipliant les rencontres et les consultations pour mettre au point

¹² Executive Committee meeting, 26 Octobre 1920, RF 1.1/700/19/137.

¹³ Elizabeth D. Vickers « Frances Elizabeth Crowell & the Politics of Nursing in Czekoslovakia after the First World War », *Nursing History Review*, 1999, 7, p. 67-96.

¹⁴ Memorandum Crowell, 20 novembre 1922, Gunn à Rose 20 novembre 1922, RF 5.2/145/1915.

¹⁵ Archives de l'Ecole d'infirmières Rockefeller de Lyon, dossier « reconnaissance d'utilité publique. Création de l'Ecole ».

l'organisation administrative et didactique de l'école. Processus que vient couronner en juillet 1923 la nomination d'une directrice, Hélène Mugnier, ancienne infirmière dans un dispensaire de la Commission pour la Prévention de la Tuberculose et *fellow* de la Fondation Rockefeller au University College London Hospital depuis l'été 1922. Cette logique de réseau transatlantique permet au projet de bénéficier d'un soutien logistique croisé : les premiers financements de l'Ecole viennent de la Fondation et des milieux philanthropiques lyonnais (Caisse d'Epargne, Fondation Franco-Américaine, dons personnels de Léonie Gillet). A l'automne 1923, l'ouverture de l'école coïncide avec le lancement par la Fondation Rockefeller d'un programme ambitieux de développement de l'enseignement infirmier dans toute l'Europe. Dans cette perspective, l'école de Lyon est appelée à devenir un des centres stratégiques à partir duquel la Fondation envisage de promouvoir une nouvelle conception de la formation et du travail de l'infirmière.

De fait, entre 1922 et 1938, la Fondation soutient financièrement l'école : elle participe à la construction de son bâtiment (achevé en 1933) à hauteur de 50% des coûts de construction, accorde des *fellowships*¹⁶ à l'étranger pour 17 infirmières membres du personnel d'encadrement, finance la mise en place d'équipements (cuisine diététique, internat, salles de démonstration, dispensaire), prend en charge les salaires de la direction de l'école, et accorde des aides d'urgence pour résorber les déficits budgétaires. Ce soutien est capital puisque entre 1922 et 1934, la Fondation contribue pour chaque année à une part équivalente à 40% au moins des recettes de l'école¹⁷, un apport indispensable étant donné l'absence de soutien régulier des pouvoirs publics locaux et nationaux. Mais la participation rockefellerienne ne se limite pas au domaine financier : les liens tissés entre Elisabeth Crowell et ses assistantes d'une part, et leurs interlocuteurs lyonnais d'autre part, se poursuivent jusque dans l'administration quotidienne de l'école. Si les Américaines sont l'œil de la Fondation au sein de l'école et veillent à ce que l'argent versé soit utilisé conformément aux objectifs définis, elles sont aussi des infirmières de profession qui partagent les préoccupations de leurs consœurs françaises. Leur

¹⁶ Ludovic Tournès, « Les élites françaises et l'américanisation : le réseau des boursiers de la fondation Rockefeller (1917-1970) », *Relations internationales*, n° 116, novembre-décembre 2003, p. 501-513.

¹⁷ RF Minutes, 23 février 1927 ; formulaire d'attribution de bourse, 19 juin 1934, RF 1.1/500C/10/105.

rôle est à la fois technique et humain : elles visitent les *fellows* lyonnaises sur leurs lieux d'études, envoient aux directrices et monitrices lyonnaises de la documentation sur les écoles américaines, hongroises, polonaises, bulgares ou brésiliennes, leur écrivent pour prendre des nouvelles, les reçoivent régulièrement dans leur bureau et domicile parisiens, et viennent régulièrement à Lyon pour rencontrer Lépine et Gillet aussi bien que pour travailler avec le personnel de direction et d'enseignement. Leur activité touche à tous les aspects de la vie de l'école, et témoigne de la profondeur de l'implication rockefellerienne dans l'établissement : Crowell se préoccupe aussi bien des emplacements des brûleurs sur le nouvel équipement de la cuisine que des plans du nouveau bâtiment qu'elle étudie régulièrement avec Lépine, le comité d'administration de l'Ecole et l'architecte. Sa collaboratrice Hazel Goff passe plusieurs semaines à l'Ecole en 1929 pour remplacer la directrice malade et réorganiser l'enseignement théorique en souffrance. Une autre adjointe de Crowell, Mary Tennant, demeure des semaines entières sur place pour mettre en place le dispensaire de l'Ecole. Toutes sont régulièrement présentes pour les sessions d'examen du diplôme d'Etat d'infirmière, et échangent sans cesse avec étudiantes, monitrices, directrices et membres du conseil d'administration de l'école de Lyon.

Cette collusion entre *officers* rockefelleriens et bénéficiaires, unis dans la mise en œuvre d'un programme dont ils souhaitent tous, pour des raisons différentes, démontrer l'efficacité aux *trustees* de la Fondation (les uns pour prouver à leurs supérieurs hiérarchiques le bien-fondé de leurs initiatives, les autres pour voir leur subvention reconduite), n'empêche pas pour autant décalages et conflits. La solidarité qui s'est établie entre Lépine et Crowell a en effet ses limites, en particulier lorsqu'il s'agit de savoir qui, de la directrice de l'école ou du Doyen de la Faculté de Médecine et président du conseil d'administration de l'école, détient le véritable pouvoir. Si Lépine partage les principes de formation professionnelle portés par la Fondation Rockefeller, il n'endosse pas pour autant le corollaire féministe introduit par Crowell, celui qui pose la profession infirmière comme un des terrains professionnels où les femmes pourraient trouver les ressources de l'émancipation sociale. Après la création de l'école, Crowell et ses collaboratrices ne cesseront de faire en sorte que la direction et la directrice puissent piloter l'école de manière autonome, mais cette tentative butera systématiquement contre la réalité des rapports sociaux de sexe, et contre les hiérarchies sociales et universitaires. Mugnier est bridée par le conseil d'administration, et d'abord par son Comité des Dames où

domine la figure de Léonie Gillet, mais aussi et surtout par Lépine, qui intervient dans tous les domaines, manifestement persuadé qu'une femme ne peut tenir un rôle de direction dans le contexte masculin du monde hospitalier et médical, où l'infirmière est unanimement considérée par les professeurs comme devant se cantonner au rôle d'auxiliaire dévouée. Ses agissements aboutiront à la brouille définitive avec Crowell en 1938¹⁸. L'école a alors atteint un rythme de croisière, mais n'est sans doute pas devenue cette école modèle à l'échelle européenne dont rêvait la Rockefeller ; ce relatif échec au regard des ambitions initiales de la fondation n'est cependant pas la conséquence, comme on pourrait être tenté de le croire, d'un « refus » des acteurs locaux devant l'importation d'un modèle « américain » dont ils ne voulaient pas, mais plutôt le résultat de l'état des rapports sociaux de sexe dans la société française, et plus particulièrement le monde médical, de l'entre-deux-guerres.

Elisabeth Crowell (1874-1950)

Après des études secondaires dans une pension catholique de l'Ohio (où elle a appris le français, l'allemand et l'italien), Elisabeth Crowell se forme au métier d'infirmière à partir de 1893 à l'hôpital du grand ordre hospitalier catholique des Sœurs de la Charité, à Chicago. Elle est ensuite Superintendante des infirmières dans un hôpital privé de Floride dont elle est co-proprétaire avec des médecins. En 1905, on la retrouve dans les milieux de la réforme urbaine à New York (notamment le *Henry Street Settlement*) où elle travaille à l'installation de dispensaires antituberculeux et à la formation des infirmières. Lorsque la fondation Rockefeller met sur pied la Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France (1917-1922), elle l'engage pour superviser le volet infirmier de la campagne sanitaire (recrutement d'infirmières visiteuses d'hygiène, créations d'écoles). Puis en 1924, elle devient responsable de l'ensemble du programme européen de formation des infirmières monté par la Rockefeller, fonction qu'elle occupe jusqu'en 1940. A ce titre, elle voyage dans toute l'Europe (France, Grande-Bretagne, Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Allemagne, Italie...) et joue un rôle important dans la

¹⁸ Crowell à Lépine, 3 janvier 1938, RF 1.1/24/272.

structuration de la profession d'infirmière ainsi que dans la mise en contact des milieux infirmiers européens et Américains. Installée en Italie à sa retraite, elle reprend du service pour l'United Nations Relief and Rehabilitation Agency à la fin de la Deuxième guerre mondiale, puis reste en Italie jusqu'à son décès.

Le premier centre hospitalo-universitaire ?

L'autre butte-témoin de notre *joint venture* transatlantique est la faculté de médecine, édifiée avec l'argent américain entre 1928 et 1930. Au lendemain de la Première guerre mondiale, la Rockefeller a voulu promouvoir en Europe une refonte de l'enseignement et de la recherche en médecine, en favorisant la mise en place de pôles médicaux intégrant faculté de médecine, hôpitaux et laboratoires de recherche médicale, et en poussant médecins et professeurs à couper avec la pratique libérale de la médecine au bénéfice d'une activité de recherche. Un tel programme a commencé à être mis en œuvre aux Etats-Unis dès 1915 par des aides sélectives à certaines universités de la côte Est¹⁹. C'est pour étendre ce programme encore fragile hors du continent nord-américain que la fondation crée en 1919 une *Division of Medical Education*. Nombre de professeurs et médecins Lyonnais se reconnaissent des affinités avec ce modèle d'organisation, largement inspiré de l'organisation allemande ; c'est le cas de Lépine, tout acquis à la posture de la médecine expérimentale et dont le père, plus assidu à la paillasse qu'au cabinet, avait étudié la médecine en Allemagne. Ces références partagées vont grandement faciliter l'élaboration d'un projet lyonnais.

Lyon semble être apparue dès 1921 sur l'écran radar de la Fondation, alors que celle-ci tentait d'identifier des terrains européens propices à son action en matière d'enseignement médical. Le chirurgien lyonnais René Leriche raconte avoir été invité à la Fondation au printemps de 1921, durant un voyage aux Etats-Unis, pour savoir s'il accepterait de prendre la tête de la création d'une Ecole de Médecine

¹⁹ Thomas N. Bonner, *Becoming a physician : Medical Education in Britain, France, Germany and the United States, 1750-1945*, New York, Oxford University Press, 1995 ; Steven Wheatley, *The politics of philanthropy : Abraham Flexner and medical education*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988.

à Lyon²⁰. Tout en expliquant à ses interlocuteurs que l'on ne pouvait créer de toutes pièces une faculté privée en France, il pointa l'opportunité ouverte à Lyon par la construction d'un nouvel hôpital et la présence d'un « Doyen actif et novateur ». Au début de l'année 1922, un nouvel émissaire rockefellerien, Abraham Flexner, est en Europe pour étudier les possibilités d'aide à la recherche médicale en Europe²¹ ; il fait le crochet par Lyon, où Leriche lui fait visiter le chantier de l'hôpital qui vient de commencer dans le quartier de Grange Blanche, et le présente au « Doyen actif et novateur » qui n'est autre que Jean Lépine.

Lépine, qui lui-même est à la recherche de moyens pour développer la faculté de médecine, comprend immédiatement le potentiel de ce premier contact. La construction de l'hôpital annonce en effet une réorganisation de fond et de forme dans l'enseignement médical lyonnais (l'hôpital doit concentrer les cliniques universitaires). Lépine sait aussi que la Fondation Rockefeller a les moyens financiers pour soutenir des projets de grande ampleur, dont certains sont déjà engagés aux Etats-Unis, à Londres ou à Bruxelles. Il a également compris, instruit par l'expérience de la Fondation Franco-Américaine, que le soutien américain est conditionné par la capacité des acteurs locaux à mobiliser des ressources sur place. Ces anticipations sont clairement exprimées dans le courrier qu'il écrit, immédiatement après la visite de Flexner, à la Fondation Scientifique du Sud-Est, une institution fondée dès 1917 (donc avant l'intervention rockefellerienne) par un *pool* d'industriels lyonnais emmenés par Joseph Gillet et son fils Edmond pour financer des initiatives dans le domaine de l'enseignement et la recherche scientifique. Lépine demande à cette dernière de soutenir son entreprise, mais également de jouer le rôle d'intermédiaire entre la Rockefeller et le ministère de l'Instruction Publique, dans l'hypothèse où viendrait à se concrétiser un financement américain à la faculté de médecine²².

La connexion entre le projet infirmier et celui de la faculté de médecine s'avère alors cruciale. Les *trustees* de la fondation Rockefeller considèrent en effet que la synergie entre faculté de médecine, hôpital et école d'infirmières doit constituer le fil

²⁰ René Leriche, *Souvenirs de ma vie morte*, Paris, Le Seuil, 1956, p.195.

²¹ Abraham Flexner, *Medical education ; a comparative study*, New York, The Macmillan Co., 1925.

²² Archives de la Faculté de Médecine, Lyon, Lépine à la Fondation Scientifique du Sud-Est, 14 janvier 1922.

conducteur de leurs actions de soutien à l'enseignement médical²³, comme cela a été le cas en Chine, où le Peking Medical Union College, construit grâce à l'argent rockefellerien, a été inauguré en septembre 1921. Cet élément fait partie de la feuille de route donnée par le *Board of Trustees* à Edwin Embree et Elisabeth Crowell qui poursuivent alors leurs investigations européennes. Le terrain lyonnais, qui offre un potentiel important dans ces trois domaines, en est indirectement valorisé, et les *officers*, tout comme Lépine et Gillet, comprennent que les chances de réussite du projet d'école d'infirmières sont liées au projet de faculté de médecine, et inversement. Mais il faut pour cela convaincre la hiérarchie de la fondation (*trustees* et directeurs de divisions) que Lyon est un terrain favorable pour réaliser un complexe médical correspondant à ses critères.

La complicité des quatre personnages se matérialise à l'automne 1923 lors d'un voyage d'Embree et Crowell à Lyon, à l'occasion de l'inauguration de l'école d'infirmières. Ils abordent alors avec Lépine la question de l'enseignement médical (bien que celui-ci ne fasse pas partie de leurs attributions dans l'organigramme de la fondation) et lui demandent des informations détaillées sur la situation de la Faculté, afin de mettre en valeur le terrain lyonnais auprès du directeur de la *Division of Medical Education*, Richard Pearce, qui va bientôt entreprendre une grande enquête en France. Lépine s'exécute et fournit trois memoranda où il décrit, suivant leurs conseils, la situation lyonnaise en des termes habilement choisis : il présente sa propre trajectoire et la fidélité familiale à la médecine expérimentale, fournit des données chiffrées sur la Faculté et décrit le contexte lyonnais en mettant en avant l'importante infrastructure hospitalière lyonnaise, l'ouverture internationale de son corps universitaire et enfin et surtout le dynamisme de la philanthropie locale. Il évoque pour finir la possibilité de créer à Lyon « un centre médical complet », souscrivant ainsi aux critères des *trustees*... qu'il est censé ignorer²⁴ ! Crowell et Embree acheminent le rapport à Pearce, en promettant par ailleurs d'attirer l'attention des *trustees* sur l'opportunité lyonnaise. La connivence est assez patente pour que Crowell conclue ainsi l'épisode : « et maintenant il faut que je disparaisse

²³ Vincent à Williams, 2 août 1921, RF 1.1/500/9/97.

²⁴ Lépine à Crowell, 16 septembre 1923, RF 1.1/500/3/27.

de cette affaire même, et que personne qui puisse venir plus tard de la part de la Fondation ne sache jamais le rôle infime que j'y ai joué²⁵ ».

Lorsque Pearce commence en 1924 son exploration des possibilités de financement d'un pôle médical en France, Lyon est donc déjà dans son viseur. Il rencontre Lépine à plusieurs reprises entre décembre 1924 et mars 1925²⁶, et son rapport final aux *trustees* reprend les arguments présentés par Lépine dans les documents transmis l'année précédente. Les pourparlers effectifs en vue du financement d'un nouveau bâtiment pour la faculté de médecine commencent peu après, Lépine s'imposant *de facto* comme l'interlocuteur majeur de la Fondation. Le projet de cette dernière va bien au-delà de la construction d'un nouveau bâtiment : il s'agit de profiter de cette construction pour promouvoir une réorganisation de l'enseignement médical à Lyon, en systématisant la relation des enseignants et des étudiants avec le travail de recherche en laboratoire d'une part et avec l'hôpital d'autre part²⁷. Un tel projet immobilier et universitaire met en branle tous les rouages de l'Université de Lyon, des Hospices Civils, du Parlement, du ministère de l'Instruction Publique et de l'Etat français, qui doit financer le reste des travaux de la nouvelle Faculté. Lépine, de par ses relations sociales personnelles et familiales et du fait de ses positions institutionnelles, peut activer toutes les connexions nécessaires : Doyen de la faculté, il siège également au Conseil Général d'Administration des Hospices Civils et au Comité Supérieur de l'Education du Ministère de l'Instruction Publique. Il connaît aussi de longue date, du fait de leur collaboration dans les réseaux républicains et dreyfusards, le maire de Lyon Edouard Herriot, ou encore des parlementaires lyonnais comme Justin Godart, mais aussi le recteur de l'université de Lyon Jacques Cavalier, qui devient en 1926 directeur de l'Enseignement Supérieur au Ministère de l'Instruction Publique alors dirigé par Herriot. Enfin, par l'intermédiaire de son oncle, l'ancien Préfet de Police de Paris Louis Lépine, il dispose d'un réseau de relations au plus haut niveau de l'Etat français.

On se tromperait pourtant là encore en pensant que la négociation s'est déroulée sous la forme d'un face à face américano-français. L'assistant de Pearce, le

²⁵ Crowell à Lépine, 9 octobre 1923, RF 1.1/500/3/27.

²⁶ Pearce diary, 20 janvier 1925, RF 12.1.

²⁷ Pearce à Gregg, 28 juillet 1925, RF 1.1/500/3/27.

docteur Alan Gregg, est, à partir de septembre 1925, l'interlocuteur privilégié de Lépine dans la réalisation du projet, et à ce titre chargé de faire respecter les objectifs de la Fondation²⁸. Mais son rôle est nettement plus ambivalent, comme le montre l'épisode suivant. Pearce, qui se fait une conception quasi-messianique de sa mission de réorganisation de l'enseignement médical, souhaite que les universitaires lyonnais effectuent un voyage aux Etats-Unis afin d'y observer ce qu'on appellerait aujourd'hui les « bonnes pratiques » en vigueur dans les universités américaines²⁹. Il est clair pour lui que l'aide rockefellerienne ne doit être attribuée que lorsque les universitaires français auront effectué le pèlerinage outre-Atlantique qui leur permettra de « voir la lumière » (*see the light*)³⁰, c'est à dire de comprendre vraiment ce qu'est un complexe médical ayant réalisé l'intégration de l'enseignement, du laboratoire et de l'hôpital, afin de lancer un processus de « changement radical » (*radical change*)³¹ de l'enseignement médical français. Lépine, dont la santé est fragile, rechigne pourtant à visiter la Terre Promise et veut aller au plus vite. C'est Gregg, véritable agent double, qui va dénouer la situation : le 8 septembre 1925, il rend visite à Lépine à Lyon et lui explique que sans voyage, il est inutile d'espérer une subvention. Dès le lendemain, le Doyen fait part de cette conversation à Jacques Cavalier, qui s'apprêtait justement à effectuer une demande officielle de financement à la Fondation Rockefeller pour effectuer des études préliminaires. Lépine lui explique alors que si les *officers* tels que Gregg souhaitent, comme les acteurs lyonnais, aller de l'avant dans la réalisation du projet, le *Board of Trustees* de la Fondation, en revanche, est moins pressé et qu'il « ne comprendrait pas que nous fissions une demande avant que j'aie accompli ce premier rite et reçu en quelque sorte les instructions et démonstrations que l'on se propose de me faire là-bas sur l'excellence de leur méthode. Il faudrait donc que je sois en quelque sorte touché de la grâce par ce voyage et que nos propositions en soient inspirées³² ». Lépine effectue donc en mai 1926 un périple aux Etats-Unis, à l'issue duquel il fait part à Pearce de sa conversion définitive, pour la plus grande satisfaction de ce dernier, qui

²⁸ William H. Schneider, « The model American Foundation Officer : Alan Gregg and the Rockefeller Foundation Medical Divisions », *Minerva*, 41, 2003, p. 155-166.

²⁹ Pearce à Carter, 20 Janvier 1925, RF 1.1/500/3/27.

³⁰ Pearce à Gregg, 25 mai 1925, *Id.*

³¹ Pearce à Gregg, 28 Juillet 1925, *Ibid.*

³² Archives Départementales du Rhône, Lépine à Cavalier, 9 Septembre 1925.

note dans son journal : « L[épine] très satisfait de son travail dans ce pays. A rassemblé une quantité importante d'informations profitables. Voit maintenant clairement comment unifier faculté et hôpital et introduire l'enseignement moderne des techniques de laboratoire dans les sciences médicales³³ ». La complicité Gregg-Lépine étant identifiée, il devient difficile de faire la part de ce qui, dans les usages ultérieurs de la référence états-unienne par Lépine dans ses propos publics et de ses correspondances avec la Fondation Rockefeller, relève d'une stratégie d'exhibition de sa « conversion », et ce qui traduit une appropriation effective de méthodes d'enseignement, de formes d'organisations observés aux Etats-Unis.

Pendant ses négociations avec l'Etat français et avec la Fondation Rockefeller, Lépine peut de nouveau compter sur la famille Gillet. Le soutien d'Edmond Gillet au projet prend de multiples formes : interventions au sein des nombreuses instances où il siège (Conseil de l'Université, Conseil d'Administration des Hospices Civils, Fondation Scientifique du Sud-Est), usage de ses relations parisiennes (notamment avec le ministre Louis Loucheur, industriel du Nord et parrain de la fille de Léonie et d'Edmond), et surtout engagement personnel à superviser techniquement et financièrement l'exécution du chantier. Ce dernier point, finalisé durant l'été 1927 lors d'une série de réunions avec Gregg et Lépine, est particulièrement apprécié par la Fondation. Edmond Gillet porte d'ailleurs témoignage de ce soutien jusqu'au cœur du dispositif rockefellerien lors du voyage qu'il accomplit à New York à l'automne 1927. Là, au moment où le *Board of Trustees* prend sa décision finale, il s'engage auprès des dirigeants de la Fondation Rockefeller à ce que la Fondation Scientifique du Sud-Est gère la dotation destinée à soutenir les recherches scientifiques de la nouvelle Faculté³⁴.

La rapidité des travaux de construction de celle-ci doit par ailleurs beaucoup à l'implication de Gillet, qui soutient le travail de la commission de construction. Ennemond Bizot, ingénieur polytechnicien et gendre d'Edmond et Léonie, négocie avec les entrepreneurs et suit le chantier au jour le jour, notamment en ce qui concerne le contrôle du délicat coulage du ciment armé. Un géomètre vérificateur des usines Gillet épluche mémoires et factures, et les services de comptabilité des

³³ Pearce Diary, 13 mai 1926, RF 12.1.

³⁴ Archives de la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est, procès verbal de la séance du 10 décembre 1931.

usines Gillet assurent leur règlement. Avec une telle logistique, l'affaire est vite menée à son terme : les premiers coups de pioche sont donnés en janvier 1928, et la nouvelle Faculté ouvre ses portes à la rentrée 1930, sans que les crédits de construction aient été épuisés. Par ailleurs, la Fondation Scientifique du Sud-Est reçoit bientôt la dotation en capital affectée au développement de la recherche scientifique à la Faculté de médecine, selon l'accord passé entre Gillet et la Fondation en 1927. La levée des fonds locaux s'ébauche en 1931 sous le patronage direct d'Edmond Gillet. A son décès quelques mois plus tard, 100 000 francs provenant de sa succession sont affectés à la dotation. La Fondation désormais dirigée par le frère d'Edmond continue de gérer ce fond de recherche qui sera jalousement contrôlé par Lépine jusqu'aux années 1940.

Au total, il est clair que l'évolution de l'enseignement médical à Lyon au cours de l'entre-deux-guerres doit beaucoup à la présence de la fondation Rockefeller. Cette réalisation n'est pas sans importance au plan national, car l'ensemble hôpital de Grange Blanche-faculté de médecine-école d'infirmières est, avec Strasbourg, l'un des premiers cas français d'intégration entre hôpital, éducation médicale, éducation infirmière et laboratoires de recherches. Par bien des aspects, il est l'ancêtre de ce qui deviendra la norme après la réforme de 1958, lorsque seront créés les Centre Hospitalo-universitaires, même s'il serait hasardeux de faire de ceux-ci des décalques du « modèle » inauguré à Lyon. Mais l'action rockefellerienne ne prend en aucun cas la forme d'une importation brute de méthodes de travail, de savoirs scientifiques ou de formes organisationnelles « nord-américaines » ; plus subtilement, on assiste à une coproduction qui prend forme au sein de l'espace de contact créé par les multiples voyages, rencontres, discussions et négociations entre les partenaires du projet. Et si ce processus est l'occasion pour la Fondation Rockefeller d'apposer sa patte identifiée comme « américaine » dans le paysage médical français, ce n'est peut-être pas là où l'on s'y attendrait. Le plus grand apport « américain » est surtout d'avoir contribué à accentuer le branchement du milieu lyonnais de la santé sur les circuits internationaux de circulation des savoirs pratiques et scientifiques. C'est le cas des médecins, dont les liens avec la

philanthropie Rockefeller ne vont pas cesser de se développer au cours de l'entre-deux-guerres³⁵, mais c'est également le cas des infirmières. Les jeunes diplômées de l'Ecole d'infirmières qui bénéficient d'une *fellowship* de la Rockefeller vont visiter les hôpitaux, les écoles et les dispensaires de Pologne, de Hongrie ou des Etats-Unis, tandis qu'en sens inverse, l'élite mondiale de la profession infirmière défile à Lyon, aux frais de la Fondation, pour des stages d'observation qui durent parfois plusieurs semaines. La symétrie n'est certes pas totale dans ces situations d'interactions, provoquées à dessein par Elisabeth Crowell pour accélérer la « modernisation » de la formation professionnelle des infirmières françaises et l'aligner sur des standards internationaux que la fondation Rockefeller travaille à établir à travers ses actions en Asie, en Europe et dans les Amériques (Etats-Unis inclus). Mais même lorsque les infirmières qui viennent à Lyon sont américaines, leur visite n'a pas seulement pour but d'attribuer des bons et des mauvais points aux élèves lyonnaises, mais aussi de tirer parti de leur expérience européenne : ainsi lorsque les infirmières du East Harlem Settlement de New York visitent le dispensaire d'hygiène de l'Ecole en juillet 1933, elles en louent l'intégration totale au cursus d'enseignement, fait inconnu dans les structures new-yorkaises. Et lorsqu'en 1938 le New York City Department of Health tente d'imaginer un fichier de santé familial dans le cadre de la mise sur pied d'un programme généralisé de santé publique à New York, c'est au dispensaire de Lyon qu'on demande des échantillons de ses fiches³⁶. De ce point de vue, l'action de la Fondation Rockefeller n'a pas seulement contribué à « américaniser » le monde médical lyonnais, mais aussi à l'insérer dans une configuration circulatoire transnationale qui a également, de manière plus discrète, continué à « européeniser » le monde infirmier américain.

Pierre-Yves Saunier et Ludovic Tournès

³⁵ Ludovic Tournès, « Le réseau des boursiers Rockefeller et la recomposition des savoirs biomédicaux en France (1920-1970) », *French Historical Studies*, 29-1, 2006, p. 77-107.

³⁶ Tennant à Crowell, 10 octobre 1938, RF 1.1/700/24/272.

4

‘Rockefeller’s Baby’ : la London School of Economics et la recherche économique dans l’Angleterre de l’entre-deux-guerres

La fondation Rockefeller a fortement contribué au remodelage de la recherche anglaise en économie. De 1923 à 1937, la *London School of Economics (LSE)* a été, après les universités de Chicago et de Columbia aux États-Unis, l’institution universitaire la plus largement financée par la Rockefeller : un quart environ de ses revenus annuels et la quasi-totalité de son budget de recherche ont été assurés par la fondation. Bien que fondée en 1895, la *LSE* se vit ainsi attribuer le surnom de *Rockefeller’s Baby* et nombreux furent ceux qui louèrent comme une seconde naissance cette « nouvelle alliance » entre la fondation américaine et l’école londonienne. D’autres fleurons de la recherche anglaise en sciences sociales ont également été subventionnés, voire portés sur les fonds baptismaux, par la Rockefeller : le *Royal Institute of International Affairs (Chatham House)*, le *Nuffield College*, premier centre de recherche en sciences sociales fondé à Oxford en 1935, et le *National Institute of Economic and Social Research*, centre indépendant de recherche économique institué en 1938. Néanmoins, la *LSE* a entretenu dans l’entre-deux-guerres une relation privilégiée avec la fondation dont elle reçut 62 % des dollars distribués en Angleterre.

La *London School* est donc l’observatoire incontournable pour apprécier les thèses des historiens spécialistes des fondations américaines : leurs modèles d’interprétation de l’action des fondations américaines à l’étranger ont été construits à partir de l’analyse des rapports entre la Rockefeller et le monde universitaire

britannique. Une célèbre controverse¹ a opposé au cours des années 1980 les dénonciateurs de l'inféodation des universitaires anglais soumis aux diktats de l'impérialisme américain et les défenseurs (anglais !) de la thèse de l'autonomie scientifique des chercheurs britanniques en dépit des financements étrangers.

Omnipotence du bienfaiteur américain, *deus ex-machina* de la scène universitaire anglaise ? Résistance des chercheurs britanniques défendant leurs traditions nationales scientifiques ? L'étude des relations bilatérales entre la Rockefeller et ses partenaires, l'analyse concrète en toile de fond des contextes institutionnels, scientifiques et politiques anglais, ainsi que le décryptage des circulations des savoirs en économie politique sont indispensables pour interpréter sans manichéisme les interventions de la fondation américaine dans le champ de la recherche scientifique au Royaume-Uni. La Rockefeller n'est pas intervenue sur une terre vierge qu'elle aurait façonnée à sa guise. Elle s'est, au contraire, empêtrée dans les fils emmêlés des réseaux universitaires et politiques locaux et dans des querelles et des rivalités anglo-anglaises. Les mésaventures tragi-comiques de son interlocuteur privilégié, William Beveridge, le directeur de la *LSE*, piégé par la stratégie qu'il a pourtant initiée, témoignent certes des tentatives d'arbitrage de la fondation Rockefeller sur le terrain de jeu anglais, mais aussi de son instrumentalisation par des lobbies locaux.

La 'Special Relationship' Rockefeller-London School of Economics

Au début des années 1920, la nébuleuse Rockefeller est à une période charnière de son histoire. La Première Guerre mondiale transforme radicalement ses activités et élargit son rayon d'action. Projetée sur la scène internationale, implantée en Europe par des opérations de secours aux victimes de guerre et des campagnes d'intervention sanitaires, elle est transformée en organisation transnationale, animée

¹ Donald Fisher, *The Impact of American Foundations on the Development of British University Education 1906-1939*, Thèse de l'université de Berkeley, 1977 ; Joan & Martin Bulmer, « Philanthropy and Social Science in the 1920s: Beardsley Rulm and the Laura Spelman Rockefeller Memorial 1922-1929 », *Minerva*, 19-3, 1980, p. 347-407 ; voir également la discussion entre Fisher et Bulmer dans *Sociology*, 18-4, 1984, p. 572-587 ; Salma Ahmad, « American Foundations and the Development of Social Sciences between the Wars: Comment on the Debate between Martin Bulmer and Donald Fisher », *Sociology*, 25-3, 1991, p. 511-520.

par un idéal universaliste et porteuse d'un projet messianique². Spécialisée à l'origine dans les questions de santé publique et de formation médicale, elle élargit son champ d'action aux activités sociales avec la fondation en 1918 du *Laura Spelman Rockefeller Memorial (LSRM)*. Dès 1922, son nouveau directeur Beardley Ruml donne une toute autre dimension au projet du *Memorial*. Les sciences sociales sont, à ses yeux, les clés de la résolution des graves problèmes de l'après-guerre. Elles doivent être développées sur le modèle des sciences exactes afin de permettre un contrôle social et une gestion scientifique des sociétés. Le *LSRM* prend dès lors ses distances avec l'action humanitaire pour se tourner vers la recherche universitaire en sciences sociales. Recherche universitaire certes, mais basée sur des études empiriques de terrain à vocation appliquée et prescriptive ! Le *social scientist* doit avoir un rôle comparable à celui de l'ingénieur ou du médecin : sa fonction doit être celle d'un expert. La stratégie du *LSRM* est de sélectionner et de financer des « centres d'excellence », des institutions universitaires pionnières, pour en faire des points d'appui et des relais favorisant la diffusion dans le monde des nouvelles sciences sociales qu'elle promeut. Le *Memorial* se lance dès 1922 à la recherche d'institutions partenaires, notamment en Europe, pour construire des réseaux mondiaux.

A l'aube des années 1920, le monde universitaire anglais est traversé par des lignes de fractures institutionnelles et scientifiques. Les *Ancient Universities* de Cambridge et d'Oxford détiennent le monopole de la formation de l'*Establishment* et concentrent l'essentiel de la légitimité universitaire. Si des *Redbrick Universities*³ se multiplient dans les villes de province et proposent des formations professionnelles pour répondre aux besoins locaux, seule l'Université de Londres semble être en mesure de rivaliser avec *Oxbridge*. Elle a intégré depuis 1901 la *London School of Economics and Political Science*, fondée en 1895 par Sidney Webb grâce à un don à la société fabienne qui propose un modèle alternatif d'université⁴. Les jeunes

² Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique Internationale*, 35, 2007, pp. 173-197.

³ On a surnommé « Universités de briques rouges » les universités provinciales de Birmingham, Manchester, Liverpool, Bristol, etc. fondées à la fin du XIX^e siècle.

⁴ Marie Scot, *La London School of Economics entre national et transnational. Internationalisation d'une université et circulation des savoirs en sciences sociales 1895-1995*, Thèse de l'université de Bourgogne, 2008.

sciences sociales qui y sont enseignées (science politique, sociologie, anthropologie, économie appliquée, histoire économique, statistique) contrastent avec les disciplines consacrées à *Oxbridge* (théologie, philosophie, histoire, *Classics*, littérature). A l'opposé de la mission classique de l'université anglaise (former le *gentleman* anglais et transmettre la Tradition), la *London School* est conçue comme une université de recherche dotée d'un troisième cycle. Ses enseignements et ses centres de recherche entendent être aux prises avec les « faits concrets de la vie industrielle et le fonctionnement réel et contemporain des relations politiques et économiques telles qu'elles existent ou ont existé au Royaume-Uni et dans les pays étrangers⁵ ». A la vision conservatrice du savoir basé sur les leçons de l'histoire et les *exempla* tirés du passé, le programme de la *LSE* oppose l'étude de la réalité contemporaine. A une approche étroitement anglo-centrée, il substitue le dépaysement des réalités étrangères. Partageant les critiques formulées sur l'inutilité de la *liberal education* dispensée par les *Ancient Universities*, la *London School* promeut une formation scientifique et professionnelle et produit une recherche appliquée et prescriptive. Ses débuts, au service de la Ville de Londres, de la *City* et de compagnies privées, sont difficiles. Lorsqu'en 1919, William Beveridge, un ancien haut fonctionnaire au sein du *Civil Service* à la solide réputation d'expert en économie sociale, est appelé à la direction de la *London School*, celle-ci est encore une institution fragile et marginale sur la scène universitaire anglaise. Pionnière mais peu reconnue, elle est en quête de moyens financiers et de légitimité. Pour gagner la « bataille d'Houghton Street » qui passe par l'acquisition de terrains et de bâtiments nécessaires à l'expansion de l'École, et pour s'imposer comme université nationale en gagnant la bataille de la légitimité scientifique, Beveridge recherche activement un allié. Ce sera la fondation Rockefeller.

William Beveridge (1879-1963)

Réformiste libéral ou bureaucrate planificateur ? William Beveridge est un personnage complexe. Né au Bengale, étudiant en lettres classiques et en droit à Oxford, il découvre la question sociale au *Toynbee Hall*, un foyer universitaire de *Whitechapel* dédié à l'éducation populaire, et s'intègre parmi les réformateurs

⁵ Calendar LSE, Session 1895-1896, p. 2.

sociaux animés par les époux Webb. Il publie en 1904 une étude sur le marché du travail, pionnière par la production de données empiriques et par l'interprétation conjoncturelle du chômage (*Unemployment: A problem of Industry*). Haut fonctionnaire à partir de 1908, Beveridge participe à la mise en place des premières réformes sociales. Déçu par l'action gouvernementale et hostile à la planification, il démissionne en 1919. Nommé directeur de la *London School of Economics* jusqu'en 1937, il soutient une thèse d'économie dirigée par Lionel Robbins et poursuit parallèlement une activité publique, conseillant le Parti libéral et participant comme expert à de nombreux comités ministériels. Partenaire privilégié de la fondation Rockefeller, il fait appel à elle pour financer le développement de la *LSE* et pour soutenir l'*Academic Assistance Council* créé en 1933 afin d'accueillir en Angleterre des scientifiques allemands fuyant le nazisme, et devenu en 1936 la *Society for the Protection of Science and Learning*. Appelé en 1940 par le gouvernement d'union nationale, il préconise un vaste programme de protection sociale (*Social Insurance and Allied Services* 1942), ainsi qu'une politique de plein emploi (*Full Employment in a Free Society* 1944) : le *Plan Beveridge* inspire la mise en place du Welfare State par le gouvernement travailliste à partir de 1945.

Dans un ouvrage publié pour justifier *a posteriori* sa longue mais tumultueuse gestion de la *London School*, Beveridge décrit ainsi sa rencontre avec Ruml et la Rockefeller :

« En septembre 1923, alors que je me rendais à Liverpool en tant que président de la Section Économie de la *British Association* [...], Beardsley Ruml, représentant du *Laura Spelman Rockefeller Memorial*, est arrivé de Londres. Il recherchait des projets valables à financer et souhaitait me rencontrer à Liverpool. Au retour à Londres, nous avons organisé un dîner avec Sidney Webb et moi-même [...] Ruml devait partir pour New York fin septembre, mais dans ses bagages il emportait un mémorandum écrit de ma main sur deux sujets urgents. A la fin de l'année, nous obtenions deux bourses, l'une pour la construction de bâtiments et l'autre pour la recherche en Économie⁶ ».

Ce témoignage renseigne sur le mode opératoire de la fondation. A la recherche de portes d'entrée dans le monde universitaire anglais, le *LSRM* utilise les réseaux préexistants de sociabilité scientifique et Ruml s'invite à la réunion annuelle

⁶ William Beveridge, *The LSE and Its Problems 1919-1937*, Londres, 1960, pp. 84-85.

de la *British Association*. Il cible ses interlocuteurs selon le pouvoir qu'ils exercent dans le champ scientifique et son appréciation des rapports de forces au sein du monde universitaire. Beveridge présente un profil très attractif pour le *LSRM* car il est à la charnière entre science et expertise. Il est très influent au plan scientifique en tant que président de la section Économie de la *British Association* et de directeur de la *LSE* et, au plan politique, en raison de son statut d'expert gouvernemental et de ses contacts avec des hommes politiques libéraux et travaillistes. La *London School* correspond également à la définition des « centres d'excellence » ciblés par le *LSRM*. Elle est une institution pionnière dans le domaine des sciences sociales, mais encore marginale dans le champ universitaire : elle peut donc être plus malléable que des institutions à forte tradition académique ; elle est néanmoins dotée d'atouts fort appréciés par Ruml : ses professeurs peuplent les *Boards* de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Londres et y jouissent d'un pouvoir décisif dans la définition des programmes en sciences sociales, qui servent de standards à de nombreuses universités provinciales (Hull, Leicester, Nottingham, Southampton) et impériales (*Dominions* et colonies).

Le récit de Beveridge passe cependant sous silence les affinités qui ont rendu la coopération possible et fructueuse. L'alliance qui se noue entre la Rockefeller et la *LSE* n'est pas le fruit d'une rencontre aussi heureuse qu'inattendue à Liverpool. Des liens nombreux et anciens relient la Société fabienne, fondatrice de l'École, à la nébuleuse américaine du réformisme social urbain⁷. Le théoricien du gouvernement local qu'est Sidney Webb a fréquenté, lors de deux années passées aux États-Unis en 1888 et 1898, les sociologues américains de l'École de Chicago (Jane Addams, Edith Abbott) et de la Columbia (Franklin H. Giddings). Son ami Graham Wallas, professeur à la *LSE* dès 1895, y introduisit la science politique américaine : membre du cercle très fermé des éditorialistes de *The New Republic*, un magazine américain progressiste, il multiplie les voyages outre-Atlantique entre 1890 et 1928.

Après 1919, William Beveridge, second père de l'École, et Harold Laski, second professeur de science politique de la *LSE*, endossent à leur tour ce rôle de

⁷ Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossing : Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998 ; Jennifer Platt, « Anglo-American Contacts in the Development of Research Methods before 1945 », Martin Bulmer (ed.), *The Social Survey in Historical Perspective 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

passeurs. Le premier devient l'interlocuteur prioritaire de la fondation Rockefeller ; le second assure la liaison entre Londres et les États-Unis⁸. Les universitaires de la *LSE* qui sollicitent l'aide de la fondation Rockefeller sont bien au fait des évolutions de la scène universitaire américaine, dont ils ont été des témoins et parfois même des acteurs. Au-delà des réseaux d'amitiés et de relations, des accointances politico-scientifiques rapprochent les deux réseaux. Webb et Beveridge en Grande-Bretagne et les réformateurs sociaux qui peuplent les fondations américaines partagent un credo commun : les problèmes sociaux doivent être étudiés scientifiquement : une gestion technocratique de la société par des experts est la garantie du contrôle politique et de la paix sociale. La position institutionnelle de l'École, des réseaux interpersonnels communs et des programmes partagés expliquent l'importance de la manne financière accordée sans interruption de 1923 à 1939 à la *LSE*.

Harold Laski (1893-1950)

Universitaire et militant politique, Harold Laski est considéré comme l'un des pères de la science politique anglaise et le « gourou » du parti travailliste. Après des études d'histoire à Oxford, il débute sa carrière outre-Atlantique, à l'université Mc Gill (Canada, 1914), puis à Harvard (1916) où il noue des relations étroites avec les juristes Abbott Lawrence Lowell, Oliver Wendell Holmes, Louis Dembitz Brandeis et Felix Frankfurter, futurs juges à la Cour Suprême, et collabore à la *Harvard Law Review*. Ses amis le mettent en relation avec Franklin Roosevelt dont il sera un fervent admirateur. Renvoyé de Harvard en 1919, Laski est recruté à la *LSE* en 1920 et y enseigne jusqu'à sa mort en 1950. Il s'impose comme spécialiste des institutions américaines, comme passeur entre sciences sociales américaines et anglaises et interlocuteur privilégié des intellectuels américains. Éditorialiste engagé, vulgarisateur du marxisme et conférencier provocateur, il plaide en faveur de la Russie bolchévique et milite pour l'indépendance indienne. Ses positions politiques lui valent de sérieuses inimitiés au sein du monde universitaire, des procès et des demandes de renvois ou de mises à pied. Considéré comme l'éminence grise du parti travailliste en raison de son influence sur le *National Executive Committee* et de

⁸ Gary Best, *Harold Laski and American Liberalism*, Transaction Publishers, 2004.

son poste de *Chairman* du parti en 1945-46, il est marginalisé par Clement Atlee, en dépit de son anti-stalinisme d'après guerre. Malgré ses nombreux contacts aux États-Unis, Laski fut un critique véhément de l'intervention des fondations philanthropiques dans le monde académique (*The Dangers of Obedience and Other Essays*, 1930).

De 1919 à 1940, les fondations philanthropiques américaines ont versé 690 000 £ aux centres de recherche britanniques en sciences sociales : 95 % proviennent de la Rockefeller⁹. La *LSE* reçoit quant à elle 430 000 £, soit plus de 2 millions de \$ entre 1923 et 1937, sous forme d'investissements en bâtiments (*brick & mortar grants*), de donations en capital destinées au financement de chaires (*endowments*), ou de dotations directes à la recherche (*research grants*).

De 1923 à 1931, l'argent coule à flot. La première utilisation de ces fonds est immobilière : l'*Institutional Building* permet à la *LSE* de faire passer la superficie de ses locaux de 51 000 m² en 1924 à 132 000 m² en 1937. Entre 1924 et 1931, la Rockefeller verse 750 000 \$, soit 40 % du total des investissements immobiliers de l'École. La seconde utilisation des fonds prend la forme de donations en capital dont les intérêts annuels financent des chaires d'enseignement : en 1926, 150 000 \$ permettent la mise en place d'une chaire d'économie politique ; en 1926, un *General Endowment* de 500 000 \$ permet le financement de deux chaires d'anthropologie et de droit international, de postes d'enseignants-chercheurs en anthropologie, ethnologie et psychologie sociale, ainsi que la création d'un département de relations internationales ; en 1927, un autre *Endowment* de 144 000 \$ permet de lancer le

⁹ Donald Fisher, « American philanthropy and the Social Sciences in Britain 1919-1939. The reproduction of a conservative ideology », *Sociological Review*, 28-2, 1980, pp. 277-315.

programme « biologie sociale¹⁰ ». Le troisième poste de financement concerne la bibliothèque : la Rockefeller permet d'abord la construction d'un vaste bâtiment neuf puis couvre les frais de fonctionnement et la création des catalogues spécialisés de la *LSE Library*.

Le quatrième poste financé est la recherche : dès 1923, les *Research Grants* du *LSRM* et de la Rockefeller permettent, pour la première fois dans l'histoire de la *London School*, de financer exclusivement la recherche, conçue comme une activité à part entière, distincte de l'enseignement. La première bourse, la *LSRM Grant in Aid for Research*, met à la disposition de la *LSE* pour quatre ans de 1923 à 1927, une somme annuelle de 4 000 £ à 5 000 £, destinée à l'emploi de huit à dix assistants de recherche afin de seconder les travaux des professeurs. Renouvelée tous les quatre ans, cette bourse finance les travaux des enseignants-chercheurs jusqu'en 1940. En 1931, une nouvelle bourse, la *Grant for Postgraduate Teaching and Research* met à la disposition de la *LSE* pour une période de sept ans (1931-1938), 210 000 \$ représentant 5 000 £ à 7 000 £ de financement annuel. Cette bourse d'un style nouveau a pour objectif d'encourager la formation d'une dizaine de jeunes chercheurs par la création d'une École doctorale et de postes spécifiquement dédiés à la recherche (*Research Professorship*). Elle permet à la *LSE* de doubler son budget de recherche au cours des années trente.

La manne de la Rockefeller a été déterminante pour le développement de la *London School* et en particulier pour le financement de la recherche qu'elle a assuré presque intégralement. La Rockefeller a ainsi contribué à la rationalisation des activités de recherche avec l'instauration novatrice des assistants de recherche, des postes détachés de chercheurs, des années sabbatiques pour travaux ou publications. Autant d'innovations qui facilitent la mobilité internationale des chercheurs financés par le *Fellowship Program* : entre 1924 et 1940, le *LSRM* a alloué 108 bourses de mobilité aux chercheurs britanniques en sciences sociales dont 42 en économie ; la *London School* en obtint 19, Oxford 15 et Cambridge 7. De nombreux jeunes économistes de la *LSE* promis à un brillant avenir en ont bénéficié tels Nicholas Kaldor, Abba Lerner et Henry Phelps-Brown en économie et Roy Allen

¹⁰ Ce projet conçu par Beveridge dès 1923, fut institué par le biologiste Lancelot Hogben. Mais la *Social Biology* se heurta à l'hostilité des enseignants de la *LSE* et la Rockefeller mit fin à son financement en 1936.

en statistique sans oublier Beveridge dont les nombreux voyages aux États-Unis ont été pris en charge par la Rockefeller.

La Rockefeller et les recherches économiques à la LSE

En matière de recherche économique, la fondation Rockefeller n'intervient pas sur un continent vierge. L'économie politique, à l'inverse de la science politique et de la sociologie, est depuis longtemps la discipline reine des sciences sociales anglaises¹¹. Brillamment illustrée par les œuvres théoriques d'Adam Smith, de David Ricardo, de Thomas Malthus, de Jeremy Bentham et de John Stuart Mill, sa légitimité est incontestée car elle s'est inscrite dès le XVIII^e siècle au centre du débat public, pénétrant les milieux industriels, financiers et gouvernementaux, obtenant ainsi le statut de science savante et de science publique.

L'université de Cambridge concentre la légitimité institutionnelle en économie depuis la fin du XIX^e siècle. Alfred Marshall, fondateur de l'École de Cambridge, y a donné corps aux théories néo-classiques. L'économie politique (*Political Economy*) a pu accéder au statut de science autonome (*Economics*) par le recours à la méthode rationnelle, hypothétique et déductive et à l'usage de la modélisation mathématique. La création en 1903 d'une licence totalement dédiée à l'économie, l'*Economic Tripos*, confirme l'autonomie de la discipline. L'économiste se doit d'être, selon Marshall, un savant spéculateur testant la validité des lois de l'équilibre général du marché et de l'optimum des prix par des formules mathématiques et s'abstenant de toute intervention prescriptive. Une tradition scientifique aussi forte rend difficile le dialogue entre la fondation américaine et les autorités de Cambridge¹². Lorsqu'en 1925 Ruml propose de doter l'université d'une chaire de science politique et d'une chaire de sociologie, il se heurte à une incroyable résistance. Si la chaire de science politique fut finalement créée en 1927, elle échoit au philosophe Ernest Baker, un théoricien des idées hermétique aux concepts et méthodes de la science politique moderne promue par la Rockefeller. Quant à l'offre d'une chaire de sociologie, elle se heurte à une fin de non-recevoir au motif du statut non universitaire de la

¹¹ Stephan Collini, *That Noble Science of Politics. A Study in the 19th century Intellectual History*, Cambridge University Press, 1983.

¹² Martin & Joan Bulmer, « Philanthropy and Social Science in the 1920s », *op.cit.*

discipline. Cette expérience malheureuse rend difficile toute tentative ultérieure de coopération en économie.

L'université d'Oxford¹³ se distingue de sa rivale en matière d'enseignement de l'économie. Elle servit de refuge aux *Economic Historians* rejetés par Cambridge au tournant du siècle¹⁴. Inspirés par l'École allemande de statistiques, les économistes d'Oxford proposaient une approche inductive et positiviste de l'économie en s'appuyant sur l'étude historique des faits économiques. Critiquant les dogmes libéraux de l'École de Marshall, ils s'étaient attachés à en démontrer le caractère irréaliste. Cette école historique ne réussit pourtant pas à proposer une alternative crédible à l'économie théorique. Ainsi l'enseignement de l'économie à Oxford a-t-il tardé à s'autonomiser de la tutelle de l'histoire et de la philosophie politique. En 1920, la grande réforme pédagogique créant la prestigieuse filière des *Modern Greats*, dénommée *PPE (Philosophy, Politics & Economics)*, entérine la position subordonnée de l'économie. Paradoxalement, l'absence de forte tradition scientifique en économie à Oxford va favoriser la prise de contact avec la Rockefeller. En 1932, une faculté de sciences sociales, dotée d'une école d'économie, y est créée. Elle sollicite l'aide de la fondation Rockefeller tardivement, en 1935.

Voilà pourquoi la *London School of Economics* a été longtemps le partenaire exclusif de la Rockefeller en matière de recherche économique. Depuis sa fondation, elle offre quatre types d'enseignement économique. En réponse à la demande locale et privée, elle a institué une formation en hautes études commerciales (*Business Studies*) inspirée des écoles de commerce allemandes et américaines. Elle a également développé très tôt un dynamique département d'histoire économique en attirant des historiens économistes d'Oxford. La *LSE* a surtout élaboré dès 1901 la première licence d'économie générale d'Angleterre : sous la direction d'Edwin Cannan, l'orientation du département d'économie reste néo-classique tout en rejetant l'approche inductive et mathématique prônée par Marshall. Enfin, pour se conformer au programme empirique et positiviste de Sidney Webb, le département de statistique dirigé par Arthur Bowley occupe une place centrale dans la géographie scientifique de la *London School*. Dès 1919, Beveridge appuie fortement ces partis

¹³ Norman Chester, *Economics, Politics and Social Studies in Oxford 1900-1985*, Macmillan, 1986.

¹⁴ Alon Kadish, *The Oxford Economists in the late 19th century*, Oxford, Clarendon Press, 1982 ; *Historians, Economists, and Economic History*, London, Routledge, 1989.

pris positivistes, empiriques et statistiques qui sont partagés par les dirigeants de la Rockefeller.

Au cours des années 1920, ces diverses approches de l'économie sont largement subventionnées par la fondation. Les premiers projets qui bénéficient de son aide sont assez hétéroclites : recherches individuelles et recherches collectives s'y côtoient ; l'économiste monétariste Theodore Gregory dresse une histoire des fluctuations financières et monétaires ; les historiens économistes Richard Tawney et Eileen Power dirigent *The Economic and Social History of London XIII^e-XIX^e siècles* ; le statisticien Bowley cherche à mesurer les niveaux de vie, les revenus familiaux, le seuil de pauvreté et esquisse un premier calcul du revenu national (*The National Income 1924*). En 1928, le sociologue Hubert Llewellyn-Smith entreprend de revisiter la grande enquête de Charles Booth sur la répartition de la richesse et de la pauvreté des habitants de Londres grâce à une dotation annuelle de 2000 £ fournie par la Rockefeller et des organisations philanthropiques anglaises.

Trois programmes témoignent de la vigueur des recherches collectives et statistiques initiées par la *LSE* et le *LSRM*. En 1923 est institué le *London & Cambridge Economic Service* : grâce à la Rockefeller et aux efforts conjugués de Keynes à Cambridge et de Beveridge et de Bowley à Londres, est créé un service commun de collectes de données statistiques sur l'économie britannique afin de mettre à la disposition des hommes d'affaires et des gouvernants des informations concernant les fluctuations de la production, de la monnaie et de l'emploi. Ce service, qui édite un bulletin et des rapports spéciaux, réunit un moment autour du berceau des études de conjoncture les chercheurs de Cambridge et de la *LSE*. Grâce à la Rockefeller fut également réalisée la grande enquête sur l'histoire des prix et des salaires¹⁵ (*International History of Prices and Wages XIII^e-XIX^e siècles*). Ce grand chantier international et pluridisciplinaire fut initié par Beveridge qui dirigea l'enquête en Grande-Bretagne en collaboration avec le statisticien Robert Kuczynski pour l'Allemagne : celui-ci trouvera refuge à la *LSE* après avoir dû s'exiler en 1933. Les vingt-et-une séries établies de prix, de salaires, de productions, d'échanges comparables de pays à pays permirent de notables progrès dans l'analyse des fluctuations économiques. L'enquête collective, *Land Utilisation Survey*, conduite par le géographe de la *LSE* Dudley Stamp, fut plus spectaculaire encore. En 1934,

¹⁵ Olivier Dumoulin, « Aux origines de l'histoire des prix », *Annales ESC*, 2, 1990, p. 507-522

22 000 volontaires cartographièrent les usages des sols du Royaume-Uni afin de fournir un outil de planification efficace pour les politiques agricoles et d'aménagement rural et urbain. Impressionnante par son ampleur, cette gigantesque opération de *mapping* et de *zoning* intéressa les Américains en proie à une très grave crise agricole. La Rockefeller et le *Department of Agricultural Economy* invitèrent Stamp à prononcer plus de cent conférences aux États-Unis et le gouvernement américain décida d'opérer des études comparables. Bel exemple du cercle vertueux de la circulation des savoirs : une enquête britannique financée par une fondation américaine définit un modèle d'analyse scientifique repris aux États-Unis. La Rockefeller a incontestablement facilité les recherches en économie appliquée, mais les scientifiques britanniques, bien que dépendants des financements américains, ont défini leurs propres programmes et leurs méthodologies.

Rupture de la « grande alliance »

Au cours des années 1930, la crise économique mondiale met la recherche de solutions au cœur des préoccupations de la fondation Rockefeller. Pourtant, à la surprise générale, sa coopération économique avec la *London School* est brutalement interrompue en 1935. La rupture paraît bien mystérieuse mais s'explique par la complexité des jeux de réseaux et le contexte des rivalités anglo-anglaises dans lequel intervient la fondation.

En novembre 1934, les économistes de la *LSE* proposent à la Rockefeller de soutenir la création d'un Institut de Statistiques économiques pour initier dans l'École de vastes programmes de recherche. La coordination des informations statistiques, disent-ils, est très en retard en Angleterre par rapport aux institutions étrangères comme le *Berlin Institut für Konjunkturforschung* (1925) et surtout le *National Bureau of Economic Research*, fondé en 1919 aux États-Unis par Wesley Clair Mitchell et financé depuis à 70 % par des dotations Rockefeller. Cependant ce projet institutionnel ne reçoit pas de réponse favorable de la fondation qui vient pourtant en

1933 de financer la création de l'Institut Scientifique de Recherches Économiques et Sociales par Charles Rist à Paris¹⁶.

En dépit de demandes répétées, la fondation Rockefeller rejette systématiquement les projets de recherche économique de la *LSE*. Par contre, en 1936, la Rockefeller décide de financer le tout jeune institut d'économie statistique d'Oxford :

« Le financement à hauteur de 17 000 £ proposé à Oxford n'est pas en accord avec notre politique générale. Mais notre soutien au travail réalisé par Oxford est si récent, les résultats sont si encourageants, l'enthousiasme des économistes si authentique et leur changement d'approche, tournant résolument le dos à un travail théorique abstrait pour entreprendre des analyses inductives est si désirable, qu'il nous a semblé souhaitable d'encourager cette nouvelle ligne¹⁷ ».

Comment expliquer ce refus de la Rockefeller de soutenir plus longtemps la recherche économique à la *LSE*, sa partenaire quasi exclusive depuis dix ans ? Deux hypothèses sont à vérifier. La rupture serait-elle le fruit d'une décision unilatérale de la fondation motivée par un désaccord scientifique, démontrant ainsi le contrôle exercé par le financier sur le contenu des recherches ? Ou bien la fondation est-elle devenue prisonnière des rivalités anglo-anglaises ?

Les dissensions internes sur l'orientation de la recherche économique rendent peu lisible la politique scientifique de la *LSE*. L'arrivée à la tête du département d'économie de Lionel Robbins en 1929 et de Friedrich von Hayek en 1931 transforme radicalement l'économie pratiquée à la *London School*. Ces deux théoriciens y imposent la méthode déductive néo-classique et le marginalisme de l'École de Vienne pour porter le fer contre l'École de Cambridge dominée par Keynes dont ils refusent les propositions novatrices pour sortir de la crise. La vigueur scientifique du département attire de nombreux jeunes économistes prometteurs¹⁸ et se lit dans le foisonnement de programmes de recherche. A deux reprises, en 1931 et 1934, Robbins et Hayek, professeurs d'économie théorique, et Arnold Plant et Beveridge, professeurs d'économie appliquée, proposent de créer, au sein de la

¹⁶ Ludovic Tournès , « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, 2006-4, n°65, p. 49-70.

¹⁷ *LSE History*, Box 48, Fondation Rockefeller, Memorandum 1/19/1937, Economic Research Division *LSE*.

¹⁸ Parmi ces derniers, John Hicks, Nicholas Kaldor, Brindley Thomas, George Schackle, Abba Lerner, A.W. Coats, Richard Coase.

LSE, un institut à vocation nationale dédié aux recherches statistiques. Un tel objectif s'inscrit dans la tradition empirique héritée de Sidney Webb et prolongée par Beveridge, dérogeant aux préoccupations théoriques de Robbins et de Hayek, hostiles à toute intervention scientifique dans la vie économique et politique. Il trouve cependant une caution scientifique en Hayek lui-même, car celui-ci a été formé lors d'un séjour aux États-Unis en 1923-24 par W. C. Mitchell, le directeur du *National Bureau of Economic Research*, et a été nommé en 1927 directeur de l'Institut de recherche sur les cycles économiques de Vienne. Les économistes de la *LSE* présentent, bon gré mal gré, des projets calqués sur ceux financés par la Rockefeller aux États-Unis et en Europe¹⁹. Avec le succès que l'on sait ...

La révolution paradigmatique intervenue au sein du département d'économie déplait fortement à Beveridge, qui, sans être keynésien, se méfie de ces économistes théoriques. Le sabotage de l'Institut de Statistiques économiques est, ô surprise !, le fait du directeur de la *LSE* lui-même. Le 13 novembre 1934, le lendemain de la présentation du projet officiel d'Institut de la *LSE*, Beveridge adresse à la Rockefeller un contre-projet personnel proposant la création « d'un laboratoire de *Social Economics* semblable aux laboratoires de sciences naturelles²⁰ ». Cette trahison est motivée autant par des arrière-pensées opportunistes que par des préoccupations scientifiques. Beveridge, contesté à la tête de l'École par ses propres collègues, cherche à relancer sa carrière. Les responsables de la Rockefeller en Europe ne sont d'ailleurs pas dupes et y voient une issue à la crise qui couve à la *London School* :

« Je suis très favorablement disposé à soutenir la proposition de Beveridge [...] en dehors de l'intérêt intrinsèque du programme de recherche proposé, je pense que ce serait l'occasion rêvée de lui offrir une porte de sortie gracieuse²¹ ».

Mais Beveridge est également hostile à l'orientation libérale et théorique du département d'Économie. Obsédé par l'objectivité des sciences sociales, il prône une macro-économie appliquée et prescriptive et voit d'un très mauvais œil les

¹⁹ L'Institut Scientifique de Recherches Économiques et Sociales de Charles Rist, premier institut d'études conjoncturelles en France, avait l'ambition de réunir des « archives économiques » dans une logique de documentation accumulative, programme très proche de celui des *Archives of Economic Statistics* proposé en 1934 par la *LSE*. Cf. Ludovic Tournès, *op.cit.*

²⁰ *LSE History*, Box 48, Rockefeller, Beveridge to Dr. Mason, Project A, 13/11/1934.

²¹ *Id.*, T.B. Kittredge to E. Day 12/11/1934.

essais théoriques de Hayek. « Je laisse à d'autres, écrit-il, l'élaboration de la théorie en économie, science politique ou sociologie, ainsi que l'histoire des doctrines²² ». De plus, Beveridge ne conçoit pas le rôle des économistes comme limité à une activité purement académique : membre de plusieurs commissions royales, il incarne le type naissant de l'expert. Il conçoit ce qu'il nomme *Applied Economics* ou *Social Economics* comme un adjuvant de l'action politique, en particulier pour répondre aux questions du chômage et des revenus. Il s'inspire avec bien plus de conviction que Robbins ou Hayek des modèles que sont à ses yeux le *National Bureau of Economic Research* de New York et la *Brooking Institution* de Washington, des institutions dont le statut oscille entre centre de recherche et bureau d'étude. Aussi s'inquiète-t-il haut et fort qu'il n'y ait « aucun membre de poids dans le personnel enseignant [de la LSE] dont l'intérêt et les préoccupations soient orientés vers l'*Applied Economics* en général ». Kittredge, le représentant de la Rockefeller en Europe, confirme qu'il est « très préoccupé du fait que la LSE soit aujourd'hui si faible dans le type d'études empiriques et descriptives qui avait fait à ses débuts l'originalité de l'École²³ ».

Ces dissensions à l'intérieur de la LSE déstabilisent la fondation. Mais là n'est pas la seule raison de son refus. La Rockefeller, paralysée par les conflits internes de l'École et par des propositions contradictoires, interroge des consultants externes, mais fort intéressés.

Les responsables de la Rockefeller se tournent en premier lieu vers les bailleurs de fonds privés prêts à investir dans la recherche économique. Ils contactent des fondations philanthropiques anglaises, tels le *Sir Halley Steward Trust* et le *Lewerhulme Trust*, et sondent les représentants de la *City* au sein même du Conseil d'Administration de la LSE. Deux de ses gouverneurs, occupant des positions clés entre les mondes universitaire, politique et économique, vont jouer un rôle discret mais crucial : Sir Arthur Steel-Maitland, haut fonctionnaire, proche du parti conservateur et Sir Josiah Stamp, économiste formé à la LSE, président de compagnies de chemin de fer, directeur de la Banque d'Angleterre, membre de l'*Economic Advisory Committee* auprès du gouvernement. Après avoir commencé par soutenir le projet d'Institut rattaché à l'École, ils finissent par s'en désolidariser, tant les tensions internes et Beveridge paraissent ingérables.

²² *Ibid.*, Beveridge to Dr. Mason, Project A, 13/11/1934, ainsi que la citation suivante.

²³ *Ibid.*, Kittredge to E. Day, 12/11/1934.

Surtout, le monde des affaires est plus que réservé à l'égard de la recherche universitaire en général, et de la *Social Economics* en particulier. L'économie est une matière bien trop sensible aux yeux de l'*Establishment* pour être confiée aux universitaires : la méfiance envers les sciences sociales et leur prétention à informer la prise de décision politique est exemplaire. Si l'économie avait bénéficié d'une reconnaissance rapide, c'était parce que Marshall à Cambridge avait récusé toute prétention à l'action politique et cantonné l'économie scientifique aux hautes sphères spéculatives, faisant de l'économiste un universitaire enfermé dans sa tour d'ivoire. En 1930, les risques de l'irruption sur le devant de la scène d'une économie d'expertise effraient tout autant que les thèses de Keynes. Les responsables de la fondation Rockefeller en sont parfaitement conscients :

« Il semble qu'il y ait une mauvaise volonté de la part des hommes d'affaires, patrons d'industrie, banquiers, etc. pour soutenir un institut économique ou un programme de recherche si ces derniers sont intégrés dans une institution universitaire²⁴ ».

Ils comprennent également que la réputation de la *LSE*, refuge d'universitaires réformateurs et travaillistes, ne joue pas en sa faveur en dépit de la présence de nombre de libéraux :

« Vous êtes évidemment au courant de l'accusation de radicalisme portée à l'encontre de l'École. Si ce procès est probablement infondé, il n'en reste pas moins qu'en ce qui concerne le travail économique de l'École, l'existence d'une suspicion de la part du monde industriel et financier est avérée²⁵ ».

Ni les états de services de Beveridge, ni la conviction libérale de Hayek et de Robbins, ni la présence de gouverneurs issus du monde des affaires à la tête de l'École, ne sont parvenus à dissiper l'hostilité latente du monde des affaires envers la *LSE*. Cette situation inquiète la Rockefeller qui compte sur des philanthropes locaux pour prendre progressivement sa relève. Aussi est-elle particulièrement sensible à l'argument que lui servent obligeamment les adversaires de la *London School* :

« Tout le monde, y compris Stamp s'accorde sur le fait qu'un Institut [indépendant] est plus souhaitable qu'un Institut dans l'École, car ni le *Leverhume* ni le *Halley Steward Trust*

²⁴ *Ibid.*, Kittredge to Day, Proposed Development of Center for Research In Applied Economics, London, 12/11/1934.

²⁵ *Ibid.*, Kittredge to Day, 22/11/1934.

ne sont disposés à soutenir un institut interne à la *LSE*, alors qu'ils le sont pour un Institut autonome²⁶ ».

La Rockefeller arbitre des rivalités anglo-anglaises

Empêtrée dans les rivalités internes à la *LSE* et dans les réseaux des groupes de pression, la fondation reçoit le 13 décembre 1934, un long mémorandum rédigé par Noël Hall, un économiste de l'*University College of London*, membre de la *Royal Statistical Society*. Il a été sollicité par Henry Clay, un conseiller de la Banque d'Angleterre, et Henry Henderson, le secrétaire du *Economic Advisory Panel*, ainsi que par des fondations philanthropiques anglaises pour faire échec au projet de la *LSE*.

A défaut de pouvoir empêcher la mise en place d'un Institut de statistiques, hauts fonctionnaires et hommes d'affaires sollicitent des universitaires, concurrents de la *LSE*, pour contrer le projet de l'École. Noël Hall dresse un tableau très sombre de sa crise interne et rappelle les difficultés de financement auxquelles s'expose tout programme hébergé par elle. Il conclut en donnant son opinion « bien qu'avec une grande réserve » : « Dans ces circonstances, je recommande de ne pas aller plus loin dans les complications avec la *School of Economics* ». Il propose d'accorder un soutien minimal au département d'économie de la *LSE*, mais appelle à la création d'un institut de recherche indépendant qu'il dirigerait :

« Dans ses conversations avec Henry Clay, Henry Henderson, Sir Josiah Stamp et d'autres, Hall préconise l'établissement d'un Institut de recherche économique indépendant qui serait dirigé conjointement par des universitaires et des représentants de la communauté des affaires. Un premier pas dans cette direction a été fait grâce à une petite bourse pourvue par le *Halley Steward Trust*. Hall estime qu'après une période de deux ou trois ans d'autres sources anglaises de financement viendraient s'ajouter²⁷ ».

Beveridge, qui vient de quitter la *LSE*, finit par se rallier au projet de Hall. En mars 1937, il adresse un énième mémorandum à la Rockefeller préconisant la création d'un *National Institute for Economic and Social Research*, cette fois extérieur à la *London School* :

²⁶ *Ibid.*, Letter from N. Hall about a Proposed Institute of Social Economic Research at the LSE, 13/12/1934, ainsi que la citation suivante.

²⁷ *Ibid.*, Kittredge to Day, Proposed Development of Center for Research In Applied Economics, London, 12/11/1934.

« En premier lieu, l'Institut doit être indépendant de tout autre institution. L'indépendance vis-à-vis des universités est recommandée afin de permettre une meilleure coopération de chacune [...]. Deuxièmement, l'Institut doit [...] inspirer la confiance des institutions académiques [...]. Troisièmement le travail de l'Institut doit être tel, dans son champ comme dans son caractère, qu'il inspire la confiance et le soutien constant des hommes d'affaires. Pour assurer ces conditions, [...] il doit dans sa méthodologie être irréprochable et dégagé de tout soupçon d'association politique et de propagande²⁸ ».

Beveridge tire les conclusions de cinq années de batailles perdues. Pour faire de la recherche en économie, il faut savoir sortir du champ universitaire et de ses luttes de pouvoir sans fin ; il faut s'assurer le soutien du monde des affaires par l'impartialité politique du centre de recherche, ce qu'il n'avait jamais réussi à faire à la *LSE* ; enfin et surtout, il faut imposer un postulat méthodologique assurant l'objectivité scientifique et le détachement politique.

Le 2 juin 1938 est créé le *National Institute of Economic and Social Research*²⁹, porté sur les fonds baptismaux par Josiaph Stamp, Henry Clay, Hubert Henderson, par les représentants du *Leverhulme*, du *Pilgrim* et du *Halley Stewart Trust* (Sir Percy Alden) et par les économistes Noël Hall et William Beveridge. Le poste de directeur est attribué à Hall, au grand dam de Beveridge obtenant en compensation la présidence du conseil scientifique. La fondation Rockefeller accepte de doubler le montant consenti par les fondations anglaises et finance ainsi à hauteur de 50 % l'Institut durant ses sept premières années.

C'est donc une alliance de hauts fonctionnaires et d'experts économiques, d'hommes d'affaires et de financiers à la tête de fondations philanthropiques et d'universitaires en conflit avec la *London School* qui se noue pour la discréditer auprès de son principal bailleur de fonds. Ces jeux de pouvoir masquent des désaccords profonds quant à la mission et aux objets d'études du nouvel institut. Les dirigeants de la Rockefeller, au regard des archives, sont peu intervenus dans les débats anglo-anglais. Ils ont été les témoins des luttes de pouvoir au sein de la *LSE* et dans le champ universitaire anglais. Sans intervenir sur le fond, ils ont néanmoins exercé leur arbitrage : coupant les financements de la *LSE*, ils ont poussé son directeur, Beveridge, au départ, tout en affaiblissant le département d'économie jugé

²⁸ *Ibid.*, Beveridge, A National Institute for Economic and Social Research, 14/03/1937.

²⁹ Kit Jones, « Fifty Years of Economic Research: A Brief History of the National institution of Economic and Social Research, 1938-1988 », *NIE Review*, 124-1,1988, p. 36-62.

trop théorique. En soutenant le *National Institute*, ils ont de fait encouragé la montée en puissance de la macro-économie prescriptive et des instances d'expertises.

Pourtant la crise ne brise pas totalement l'alliance entre la *LSE* et la fondation Rockefeller. Le départ de Beveridge permet à l'École et à la fondation de renouer leurs anciennes relations, encore renforcées par la guerre mondiale. Quant à Beveridge lui-même, il reste un interlocuteur incontournable pour la fondation, au sein du *National Institute of Economic and Social Research*. Le réseau ploie, mais ne rompt pas !

La réorganisation de la recherche économique en Angleterre permet de saisir la complexité du processus d'insertion de la fondation Rockefeller dans le champ de forces des réseaux nationaux et locaux du monde scientifique. Certes la fondation est un acteur informé qui s'appuie sur des réseaux binationaux et sur ses propres agents pour recueillir le plus d'informations possible lui permettant d'intervenir efficacement sur la scène locale ; certes la Rockefeller est un pourvoyeur de fonds et, à ce titre, elle joue un rôle scientifique important car elle peut refuser le financement d'un programme, d'une chaire, d'un institut ; certes son intervention permet d'infléchir les rapports de force locaux et nationaux. Mais, malgré la proximité culturelle, elle ne maîtrise pas tous les codes ni ne détient pas toutes les clés lui permettant de contrôler le champ qu'elle entend transformer. Elle se retrouve souvent simple arbitre de situations locales sur lesquelles elle n'a qu'une prise relative. Sans minimiser l'impact que son intervention a pu provoquer dans le champ universitaire anglais et à la *LSE* en particulier, force est de constater qu'elle n'a pas été l'acteur omniscient et tout puissant du processus de transformation du monde de la recherche anglaise en sciences sociales dans l'entre-deux-guerres.

Marie Scot

5

La Seconde guerre mondiale et l'exil des scientifiques aux Etats-Unis

Le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier du Reich. Dès le 7 avril suivant, la loi dite de « purification » de la fonction publique permet au régime nazi de priver de son poste tout opposant, ou jugé tel. C'est le signal du départ pour de très nombreux Allemands, en particulier la majorité des universitaires désormais en quête d'un emploi. Ce véritable « exode des cerveaux » va se poursuivre jusqu'à la veille de la guerre, au rythme de la législation raciale - les « lois de Nuremberg » promulguées en 1935 font des Juifs des citoyens de deuxième classe - et répressive - confiscations des biens, couvre-feu. Au flux de réfugiés allemands et autrichiens (l'Anschluss est proclamé en mars 1938), s'ajoutent ceux qui fuient le régime autoritaire instauré en 1933 par Salazar au Portugal, ou la guerre civile qui fait rage en Espagne depuis juillet 1936 entre nationalistes et républicains, ou bien encore l'Italie, pays qui subit la dictature de Mussolini et adopte les premières mesures anti-juives en 1938, sous la pression nazie. Après le déchaînement de violence meurtrière du pogrom organisé lors de la « Nuit de Cristal » du 7 au 8 novembre 1938, la survie passe désormais, pour beaucoup, par l'exil. En mars 1939, l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée du Reich provoque un nouveau flot de déracinés.

A partir du 3 septembre 1939, jour où la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne, tous les visas des natifs du Reich cessent d'être

valides. Aux mesures de police prises en France dès 1938 par le gouvernement Daladier à l'encontre des réfugiés politiques, viennent s'ajouter de nouvelles mesures coercitives. Les ressortissants allemands et autrichiens qui étaient encore en liberté sont internés. A la fin du mois de novembre 1939, les réfugiés ont été répartis à travers un réseau de camps d'internement disséminés sur le tout territoire français. Puis, en mai 1940, survient la percée allemande sur la Meuse, suivie de la débâcle. C'est le début de l'exode, avec des milliers de personnes fuyant sur les routes l'ennemi qui approche. Les exilés sont également touchés de plein fouet. Qu'une grande partie d'entre eux soient des antifascistes ou des antinazis ayant fui contraints et forcés leur pays, ne change rien à leur situation. L'armistice franco-allemand signé le 22 juin 1940 entre en vigueur trois jours plus tard. Dorénavant, la vie même des réfugiés est menacée : l'article 19 oblige le gouvernement français à « livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich ». La France, qu'ils avaient choisi pour leur exil - parfois déjà le second – se révèle n'avoir été qu'un pays de transit. Les émigrés antinazis et antifascistes doivent fuir une nouvelle fois, dans la précipitation.

De Londres à New York

La Grande-Bretagne apparaît alors comme une destination naturelle pour les scientifiques français qui n'acceptent pas de prendre le risque de travailler sous le joug nazi. A Londres depuis janvier 1940 où il travaille pour la Mission française d'achat des Charbons, le biochimiste Louis Rapkine tente parallèlement d'organiser la participation française à l'effort de guerre anglais. Un projet d'*Anglo-french society of sciences* est en discussion des deux côtés de la Manche depuis février, tandis que sur le plan politique, un projet d'union franco-britannique est envisagé. Mais la destruction de la flotte française par la marine britannique à Mers el-Kébir le 3 juillet 1940 entraîne la rupture diplomatique entre la France et la Grande-Bretagne et met un terme aux efforts de Rapkine et d'Henri Laugier, le directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), qui avait également rejoint Londres

en bateau le 22 juin 1940, avec son adjoint Henri Longchambon¹. Désormais, les scientifiques vont devoir se tourner vers la lointaine Amérique. C'est l'action conjointe du tandem Laugier/Rapkine et de la fondation Rockefeller qui va permettre à certains d'entre eux de traverser l'Atlantique.

Professeur de Physiologie à la Faculté des sciences de Paris, Laugier est non seulement un universitaire reconnu, mais également un habitué des allées du pouvoir puisqu'il a été à six reprises, entre 1925 et 1940, directeur de cabinet du ministre radical Yvon Delbos, un poste où il a contribué à la mise en place d'une politique coordonnée de la recherche scientifique, et qui lui a permis de nouer des contacts étroits avec les agents de la fondation Rockefeller en poste à Paris. Rapkine, de 16 ans son cadet, connaît également bien les philanthropes américains puisqu'il a été *fellow* (1925-1927) de l'*International Education Board*, organisme fondé par John D. Rockefeller, Jr. en 1923, consacré aux sciences exactes, aux sciences humaines et à l'agriculture en Europe, en Amérique du nord et en Asie². Né en Russie³, émigré au Canada avec sa famille en 1913 après deux années passées à Paris, il est revenu en 1924 étudier la biologie à la Sorbonne puis a poursuivi ses recherches à l'Institut de Biologie Physico-Chimique créé à l'aide d'un financement d'Edmond de Rothschild. Il y a fondé en 1936, à la faveur de la victoire électorale du Front populaire, le « Comité français pour l'accueil et l'organisation du travail des savants étrangers » en étroite collaboration avec la *Society for the Protection of Science and Learning* constituée trois ans plus tôt (elle portait alors le nom d'Academic Assistance Council) à l'initiative du directeur de la *London School of Economics*, William Beveridge, pour aider les scientifiques chassés d'Allemagne par le régime nazi.

Le 9 juillet 1940, au lendemain de la rupture des relations franco-britanniques, Laugier envoie une lettre en forme d'appel au secours « à ses chers amis » de la fondation Rockefeller : « Il y a actuellement en France, écrit-il, un grand nombre d'hommes de science qui vont être persécutés, et dont l'activité intellectuelle sera

¹ Diane Dosso, « Henri Longchambon (1896-1969), secrétaire d'Etat de Pierre Mendès France », p. 62-74, *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La Découverte, 2006.

² Ludovic Tournès, « Le réseau des boursiers Rockefeller et la recomposition des savoirs biomédicaux en France (1920-1970) », *French Historical Studies*, 29-1, 2006, p.77-107.

³ Rapkine obtiendra sa naturalisation française le 28 septembre 1939.

réduite à zéro. Si les meilleurs d'entre eux, les Joliot, les Auger, les Langevin, les Moricard, et d'autres pouvaient retrouver en Amérique un milieu de travail, ce serait un capital intellectuel d'une valeur inestimable qui serait sauvegardé⁴. » De leur côté, à Londres, W.H. Bragg et A.V. Hill, tous les deux membres éminents de la *Royal Society*, envoient à la fin du mois de juillet 1940 à la fondation Rockefeller, un message les pressant de recevoir Laugier et Rapkine pour discuter d'importants projets⁵.

Lorsque les courriers en provenance de Londres parviennent au siège de l'organisation à New York, les responsables de la fondation Rockefeller sont en vacances. Leur première réaction n'est pas défavorable, au contraire : ils voient rapidement quels avantages tirer d'une telle visite. Le président Raymond B. Fosdick y décèle immédiatement une « occasion unique⁶ » de recueillir, sans se déplacer, des informations de première main sur la situation des scientifiques et des réfugiés universitaires, non seulement en France, mais également en Angleterre. Techniquement, la Fondation a besoin de ces données récentes. Précieux gain de temps pour ses agents, cela limite leur risque d'erreur dans le choix toujours délicat des bénéficiaires de ses subventions. Par ailleurs, les deux Français connaissent de longue date la fondation et sont chaudement recommandés par leurs distingués collègues anglais, ce qui rendrait inopportun un refus de la part de la Rockefeller. Enfin, Rapkine, totalement bilingue, pourra servir d'interprète à Laugier qui ne parle pas anglais.

Le 31 juillet 1940, la fondation Rockefeller invite donc officiellement Laugier et Rapkine pour trois mois, frais de voyage et de séjour offerts, en échange d'un rapport sur la situation des scientifiques réfugiés en Angleterre. Ils atterrissent à New York le 26 août 1940. Dès leurs premiers entretiens avec différents responsables de la Fondation, Laugier et Rapkine exposent leur plan : ils veulent poursuivre le combat contre le nazisme en dehors du territoire occupé en organisant l'exfiltration des scientifiques français restés en France pour les faire participer à l'effort de guerre

⁴ Lettre du 9 juillet 1940, archives fondation Rockefeller, Record Group 1.1, Series 200, Box 51, Folder 604 (ci après RF 1.1/200/51/64).

⁵ Télégramme du 26 juillet 1940, RF 1.1/200/51/604.

⁶ Radiogramme du 27 juillet 1940, RF 1.1/200/51/604.

allié. Pour mettre en œuvre ce plan⁷, ils sollicitent le soutien actif de la fondation. Mais son président souligne le caractère inhabituel d'une telle demande. Le rôle de la Fondation serait plus important qu'il n'a jamais été. Au-delà de la question financière, il lui faudrait également accepter une responsabilité importante dans la préparation et la négociation de ce projet, en particulier au niveau des deux gouvernements concernés, la France de Pétain et les Etats-Unis. Or, elle affiche depuis sa création en 1913 une neutralité totale du point de vue politique. Le 13 septembre 1940, R.B. Fosdick annonce à Laugier et à Rapkine son refus de se lancer dans ce projet⁸.

La fondation Rockefeller et l'aide aux scientifiques réfugiés

Pour comprendre cette décision qui ne sera que temporaire, il faut revenir sur la politique de la fondation Rockefeller vis-à-vis des réfugiés. Contrairement aux autres organisations qui sont apparues en Europe au début de l'été 1933 pour aider les exilés chassés par la montée des totalitarismes, la fondation Rockefeller ne fait que prolonger l'action de programmes mis en place dès les années vingt, pour tenter d'apporter des solutions à l'émigration des scientifiques consécutive à la Révolution russe. Envisagée dès l'origine sur le long terme, son action se prolonge par l'attribution de bourses (*grants, grants-in-aid, fellowships*⁹). Depuis 1924, le bureau parisien de la fondation est devenu une véritable plaque tournante de la circulation des scientifiques en Europe, au centre de tous les échanges internationaux de jeunes biologistes, chimistes, mathématiciens, physiciens et autres chercheurs en sciences exactes. La Fondation s'impose dorénavant comme un acteur à part entière de la vie scientifique européenne. Sur le plan financier, elle est la mieux dotée des fondations philanthropiques américaines présentes sur le Vieux Continent.

A partir de 1933, sa politique de soutien à la recherche scientifique européenne connaît un infléchissement en raison de l'escalade des périls. En mai 1933, la fondation établit en effet un Fonds spécial d'aide à la recherche pour les

⁷ Diane Dosso, « Le plan de sauvetage des scientifiques français - New York, 1940-1942 », *Revue de synthèse*, 2/2006, p. 429-451.

⁸ Rapport du 13 septembre 1940, RF 1.1/200/51/604.

⁹ Ludovic Tournès, « Les élites françaises et l'américanisation : le réseau des boursiers de la Fondation Rockefeller (1917-1970) », *Relations Internationales*, n°116, Hiver 2003, p.501-513.

savants révoqués, le *Special Research Aid Fund for Deposed Scholars*, qui fonctionnera jusqu'en 1939. Il œuvre en coordination avec l'*Emergency Committee in Aid of Displaced German Scholars* fondé également en 1933 à New York par l'*Institute of International Education*, et qui bénéficie, après l'invasion de l'Autriche en 1938 par l'Allemagne, aussi aux Autrichiens. Les universitaires aidés voient la moitié de leur salaire versée par l'*Emergency Committee*, l'autre par des fondations, notamment la Rockefeller, dans la limite de deux ans. Ce système permet à diverses institutions d'employer des savants réfugiés sans peser sur le budget des universités. Les deux tiers de cette aide sont destinés à des savants réfugiés aux Etats-Unis : 122 personnes en bénéficient, dont 99 trouveront des postes permanents avant 1939¹⁰. L'autre tiers finance des programmes d'aide aux savants séjournant en Grande-Bretagne et en Amérique du sud par l'intermédiaire d'organisations européennes, en particulier la *Notgemeinschaft Deutscher Wissenschaftler im Ausland* (Société d'urgence pour les savants allemands en exil) fondé en avril 1933 à Zürich (Suisse), le Comité français pour l'accueil et l'organisation du travail des savants étrangers de Rapkine et l'*Academic Assistance Council* anglais. La fondation Rockefeller, qui connaît bien William Beveridge et la *London School of Economics* qu'elle finance abondamment, a soutenu le *Council* dès sa création, et le fera jusqu'à la guerre. Au total, tous pays confondus, le *Special Research Aid Fund for Deposed Scholars* vient en aide à 186 personnes, de sept nationalités différentes. Majoritairement, il s'agit d'Allemands (83%) et d'Autrichiens (9%), suivis de cinq Italiens, quatre Tchèques, trois Hongrois, un Polonais et un Espagnol. En 1940, la fondation Rockefeller est donc déjà impliquée depuis longtemps dans la politique de soutien aux scientifiques exilés, et est en contact avec les principales organisations européennes qui travaillent dans ce domaine. L'évolution rapide de la situation politique européenne l'amène poursuivre l'infléchissement amorcé en 1933 : désormais, il ne s'agit plus seulement de favoriser les circulations de scientifiques en Europe et dans le monde, mais de tenter de « faire venir en Amérique certains scientifiques européens¹¹ ».

¹⁰ « *The Foundation's experience with refugee scholars* », Rapport de Thomas B. Applegate du 5 mars 1946, RF 1.1/200/47/545a.

¹¹ Archives nationales, Centre des archives contemporaines, Fonds CNRS 800284-60, Dossier *Anglo-french society of sciences*.

Tandis que la dégradation de la situation en Europe rend les actions de plus en plus urgentes, la fondation commence en juin 1940 à élaborer la politique qu'elle va appliquer durant toute la Seconde guerre mondiale, en accord avec le *State Department*. Pour la première fois, elle doit à cette date se résoudre à accepter une responsabilité initiale dans le choix des boursiers. De 1933 à 1939, les savants réfugiés étaient déjà parvenus en Amérique lorsque les demandes d'aide en leur nom, émanant de quelque institution américaine ou européenne, arrivaient sur son bureau. Désormais, c'est pour fuir leur pays ou émigrer à nouveau que son aide est sollicitée. « Les hommes doivent être tirés d'affaire immédiatement si on veut les sauver pour la science¹². » Etre coupé de la vie de laboratoire trop longtemps risque de les en détourner définitivement. Pour les sciences médicales et les sciences exactes, les savants européens exceptionnels sont si connus en Amérique que la Fondation estime qu'elle pourra seule, directement et sans délai, leur assurer un emploi dans une université. Par contre, dans les domaines des sciences sociales et des lettres où il est impossible d'obtenir immédiatement des postes universitaires, la Fondation souhaite continuer à agir par l'intermédiaire de la *New School for Social Research*¹³ (fondée en 1919 à New York par Alvin Johnson¹⁴) ou de l'*Emergency Committee*. Ce processus évite qu'une demande satisfaite pour un savant exceptionnel augmente le nombre de demandes de la part de personnes de moindre valeur, la *New School* comme l'*Emergency Committee* n'ayant pas la réputation d'avoir des ressources illimitées, à la différence de la fondation Rockefeller.

Constatant que les réfugiés allemands auxquels elle est venue en aide grâce au *Special Research Aid Fund for Deposed Scholars* n'ont guère enrichi les universités américaines, car « beaucoup n'étaient pas réellement de premier rang¹⁵ », la Fondation décide d'organiser différemment son action de secours. Son

¹² « *Refugee Scholars, Foundation Policy* », Rapport de Thomas B. Appleget du 8 août 1940, RF 1.1/200/46/531.

¹³ Peter M. Rutkoff & William B. Scott, *New School. A History of the New School for Social Research*, New York, Free Press, 1986 ; Claus-Dieter Krohn, *Intellectuals in exile. Refugee scholars and the New School for Social Research*, Amherst (MA), University of Massachusetts Press, 1993.

¹⁴ Alvin Johnson, *Pioneer's progress, an autobiography*, New York (NY), The Viking Press, 1952 ; Anne-Marie Duranton-Crabol, *Alvin Johnson et Varian Fry. Au secours des savants et artistes européens, 1933-1945*, Paris, Michel Houdiard, 2002.

¹⁵ Rapport de J.H. Willits du 3 juin 1940, « Si Hitler gagne », RF 1.1/200/46/530.

président en précise avec clarté l'enjeu : « la Fondation n'essaye pas de faire face à l'ensemble du problème que l'Europe présente ; elle tente simplement de sauver une petite partie de ce qu'elle considère comme le secteur le plus productif et potentiellement le plus utile de la population¹⁶. » C'est donc bien des cerveaux qu'il s'agit de préserver, non des vies humaines. Le but est l'enrichissement durable de la vie intellectuelle américaine et non l'action humanitaire.

Le 3 juin 1940, le directeur du Département des sciences sociales de la fondation, J.H. Willits, remet à son président un document interne intitulé « Si Hitler gagne ». Il y propose de faire venir aux Etats-Unis 100 des meilleurs cerveaux de Grande-Bretagne, 75 de France et de plus petits nombres d'autres pays afin d'être prêt « si la tragédie finale avait lieu. » Le 17 juillet 1940, l'objectif a été revu à la baisse : il n'est plus question désormais que de sauver 100 savants, tous pays confondus¹⁷. Une semaine auparavant, John Marshall, le directeur-adjoint de la Fondation, expliquait à son président que les savants seraient choisis en fonction de leur capacité à fournir des rapports concernant leur pays de provenance¹⁸. C'est précisément ce qui justifie l'invitation de Laugier et de Rapkine à New York. La formation de groupes nationaux ou régionaux qui pourraient se transformer en centres d'informations ou de conseils, serait encouragée. Dès le 21 juin 1940, une liste comportant 27 noms a été adressée au *State Department*¹⁹. Elle a été établie par l'un des chefs de l'*American Council on Foreign Relations* (centre américain des relations étrangères), H.F. Armstrong, avec l'aide de J.H. Willits qui a ajouté quelques noms. Son existence est rapidement connue publiquement, sous le nom de « liste de la fondation Rockefeller », bien que R.B. Fosdick, son président, nie toute responsabilité dans son élaboration.

La « Liste de la fondation Rockefeller » du 21 juin 1940

Outre le comte Carlo Sforza (ancien ministre italien antifasciste, exilé en France, qui sera finalement exfiltré par les Britanniques), elle contient 26 noms d'« intellectuels

¹⁶ Rapport de R.B. Fosdick du 25 juillet 1940, RF 1.1/200/46/530.

¹⁷ R.B. Fosdick à John D. Rockefeller 3rd, 17 juillet 1940, RF 1.1/200/46/530.

¹⁸ Rapport de John Marshall du 9 juillet 1940, RF 1.1/200/46/530.

¹⁹ Télégramme du 21 juin 1940, RF 1.1/200/46/530.

français exceptionnels ». On y trouve les écrivains Julien Benda, Georges Duhamel, Jean Giraudoux, Joseph Kessel, François Mauriac, Jules Romains et Antoine de Saint-Exupéry ; les philosophes Henri Bergson et Etienne Gilson ; Marcel Mauss, professeur de sociologie au Collège de France ; Paul Rivet, directeur de l'Institut d'ethnologie et du Musée de l'Homme ; Henri Bonnet, directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle ; Sébastien Charléty, recteur honoraire de l'université de Paris ; André Siegfried, professeur de Sciences politiques au Collège de France ; deux journalistes antimunichois : Emile Buré et André Géraud ; Etienne Denney, professeur à l'Ecole Libre des Sciences Politiques ; Jacques Lambert, professeur à la faculté de droit de Lyon ; Henri Laufenburger, professeur la faculté de droit de Strasbourg ; Roger Lévy, professeur à l'Ecole coloniale de Paris ; Henri-Léon Lévy-Ullmann, directeur de l'Institut de Droit comparé et professeur à la faculté de Droit de Paris ; René Maunier, Professeur à la faculté de droit de Paris ; l'avocat Vincent de Moro-Giafferi ; Léon Rollin, ministre des Colonies du gouvernement Reynaud, opposant à l'armistice ; Lucien Romier, directeur et rédacteur en chef du *Figaro* ; Georges Scelle, professeur à la faculté de droit de Paris.

Au début de l'automne, le projet de la fondation s'est formalisé, avec la mise sur pied de deux programmes de secours. Le premier, l'*Aid for Deposed Scholars* (aide pour les savants révoqués), poursuit sur une échelle plus réduite l'œuvre du *Special Research Aid Fund for Deposed Scholars* adopté en 1933. Le deuxième programme, l'*Emergency Program for European Scholars* (Programme d'urgence pour les savants européens), veut répondre au caractère nouveau de la situation européenne. Il fonctionnera au cas par cas et au jour le jour. La fondation envisage de délivrer des bourses pour une durée de deux ans, en accord avec la législation des ministères des Affaires étrangères des pays concernés. A l'issue des deux ans, deux cas de figure sont prévus : soit les réfugiés auront trouvé un emploi permanent aux Etats-Unis, soit ils retourneront dans leur patrie d'origine. Présenté au Comité exécutif en août 1940, ce programme est officiellement lancé le 27 septembre 1940, soit deux semaines après le premier refus opposé par la fondation au projet de Laugier et Rapkine. Alors que les Etats-Unis ne sont en guerre ni contre la France, ni

contre l'Allemagne, le nouveau processus administratif adopté par la fondation pour l'octroi des bourses, en accord avec les autorités des pays concernés, permet de sauvegarder, au moins en apparence, sa politique de neutralité affichée.

L'activisme de Laugier et Rapkine

Informés de la mise en place du nouveau programme, Laugier et Rapkine soumettent le 7 octobre à la fondation Rockefeller et à Alvin Johnson, le directeur de la *New School*, une liste de scientifiques français à accueillir en Amérique. Ils sont répartis en six disciplines appartenant aux sciences exactes : mathématiques, physique, biochimie et biophysique, biologie, physiologie, chimie. Pour chaque discipline, deux catégories sont distinguées : les savants de « qualité exceptionnelle » (34 au total), à faire sortir en priorité de France ; ceux de « moindre qualité » ou ayant dépassé l'âge de grande productivité intellectuelle (60 noms) ; cette deuxième catégorie est destinée à fournir une réserve dans le cas où certains scientifiques de la première catégorie ne pourraient ou ne voudraient pas quitter la France. Lors d'une réunion avec les agents de la fondation Rockefeller le 9 octobre, Laugier et Rapkine discutent, expliquent et justifient leurs critères : la neutralité revendiquée de la Fondation, qui prétend ne prendre en considération que les seules demandes envoyées spontanément à ses services ou par l'intermédiaire de la *New School* et/ou de l'*Emergency Committee*, ne correspond donc pas à la réalité. Le critère principal retenu est sans conteste la valeur scientifique pour laquelle la renommée internationale, en particulier aux Etats-Unis, est déterminante. Ce plan ne peut donc concerner que des scientifiques de très haut niveau, déjà mondialement reconnus dans leur spécialité. Est ensuite pris en compte le fait que la personne soit juive ou non, en danger politique particulier, d'un certain âge. Dernier critère : l'intéressé sera-t-il ou non désireux de quitter la France ?

La fondation Rockefeller demeure d'une extrême circonspection sur le choix des scientifiques à exfiltrer de France en priorité. Elle refuse de s'engager ouvertement et d'endosser une part de responsabilité dans le processus. Elle laisse Laugier et Rapkine agir seuls, se bornant à financer leurs déplacements, et leur recommande même de ne pas évoquer leurs liens lorsqu'ils voyagent à travers les Etats-Unis afin de négocier directement auprès des présidents d'universités des

postes pour leurs protégés. Elle rappelle qu'elle ne peut pas soutenir une initiative spécifique dans un seul pays, qu'elle travaille dans un cadre flexible, ce qui l'empêche de fixer un nombre défini de personnes à secourir²⁰. Elle persiste à penser – à tort – que les scientifiques français, en particulier juifs, préféreront rester définitivement en Amérique après la guerre. Le projet finalement retenu consiste à aider 30 scientifiques, dont 20 par la fondation Rockefeller (souvent d'anciens *fellows*), et 10 par la *New School* sur ses fonds propres, à partir des listes établies par Laugier et Rapkine.

Outre l'aide de la Rockefeller, Laugier et Rapkine mobilisent leurs réseaux pour s'assurer le concours d'autres fondations philanthropiques américaines. Rapkine possède déjà une solide expérience de la collecte de fonds et des négociations avec les comités d'urgences et autres organisations charitables américaines qui, comme en 1914, éclosent comme des champignons à partir de l'automne 1939. Dès son arrivée aux Etats-Unis, il sollicite en particulier son ancien condisciple Harry Plotz (1890-1947) : ce bactériologiste américain, spécialiste du typhus, était venu en Europe pendant la Première guerre mondiale, dans le cadre d'une mission sanitaire américaine en Serbie. Pendant tout l'entre-deux guerres, il était resté à Paris, travaillant à l'Institut Pasteur et dirigeant un laboratoire à l'Institut de Biologie Physico-Chimique où il avait rencontré Rapkine, à qui il avait à deux reprises accordé une bourse de recherche²¹. Lorsque la Seconde guerre mondiale éclate, il est en vacances aux Etats-Unis ; resté sur place, il va participer à l'aide aux scientifiques réfugiés, mobilisant pour cela les ressources financières de l'*Ella Sachs Plotz Foundation*, organisation qu'il a créée en 1924 en mémoire de sa femme décédée prématurément. Rapkine, de son côté, a également recours à la *Josiah Macy Foundation* créée en 1930 par Kate Macy Ladd pour améliorer la formation des professionnels de la santé, particulièrement les médecins : au mois de novembre 1940, Rapkine finit par apprendre qu'une aide financière pour une douzaine de scientifiques français, après leur arrivée en Amérique, est envisageable²².

Laugier et Rapkine contactent également de leur propre initiative plusieurs organisations internationales de secours qui vont aider de diverses manières les

²⁰ Rapports des 2 et 7 octobre 1940, RF 1.1/200/51/604.

²¹ Archives de l'Institut Pasteur, Fonds Rapkine, RAP 3, Correspondance amicale et scientifique.

²² Rapport du 6 novembre 1940, RF 1.1/200/51/604.

scientifiques à quitter l'Europe. L'*American Jewish Joint Distribution Committee* peut couvrir les frais de voyage des scientifiques de France à Lisbonne²³. Le *Jewish Labor Committee* a la possibilité d'obtenir des visas « carte blanche » à utiliser pour des réfugiés politiques. Le *World Jewish Congress* (congrès juif mondial) va également réussir à obtenir des visas du gouvernement américain, dont neuf profiteront à des scientifiques²⁴. Les deux Français sollicitent également l'*American Committee to Save Refugees*²⁵ (Comité américain pour sauver les réfugiés), mais aussi de nombreuses personnalités actives au sein de comités d'aide, personnalités politiques ou appartenant au monde de la diplomatie, telles George Warren, secrétaire du *President's Advisory Committee on Political Refugees*, Vannevar Bush, directeur de l'Institut Carnegie depuis 1939, Moulton, de l'*American Association of Arts and Sciences* (AAAS, association américaine des arts et des sciences), ou bien encore des amis personnels de Laugier comme William Bullitt, ancien ambassadeur américain à Paris, ou Henri Bonnet²⁶ ; ce dernier, directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle à Paris depuis 1931, connaît de longue date les hommes de la fondation Rockefeller avec qui il a collaboré pendant toutes les années trente. La fondation ayant accepté de financer son recrutement par l'*American Council of Learned Societies* (centre américain des sociétés savantes) pour une durée de deux ans, il parvient à New York quelques jours avant Laugier. Des discussions sont également entamées par Laugier et Rapkine avec Jean Monnet, membre du Conseil anglo-américain de production d'armement aux États-Unis, envoyé par Churchill à Washington en août 1940. Le projet – inabouti – est d'exfiltrer de France des techniciens spécialisés pour aider à l'effort d'armement des États-Unis. Chaque démarche compte dans le sauvetage d'urgence, véritable course contre la montre.

²³ H.M. Miller's diary, 11 octobre 1940, RF 1.1/200/51/604.

²⁴ RAP 7, Bureau Scientifique.

²⁵ Rapport du 16 octobre 1940, RF 1.1/200/51/604.

²⁶ Directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle à Paris de 1931 à la défaite de juin 1940, Bonnet obtient fin novembre une bourse de deux ans de la fondation Rockefeller qui permet à l'*American Council of Learned Societies* de s'assurer ses services.

Le parcours d'obstacles des candidats à l'exil

Si la fondation Rockefeller surpasse toutes les autres organisations sur le plan financier, son rôle ne se limite pas à l'octroi de fonds. Ses agents ont également un rôle clé dans le déroulement du sauvetage. Ils se chargent d'expliquer le détail de la procédure à suivre aux présidents des universités américaines intéressées par la venue d'un scientifique. Ils leur signalent les erreurs à éviter, comme d'évoquer l'intervention de la Fondation dans ce programme, de laisser penser dans leur correspondance qu'il s'agit d'un plan d'ensemble, qu'il existe une liste des scientifiques à aider, etc. Enfin, le bureau de la fondation Rockefeller à Lisbonne est une pièce centrale du dispositif. Jusqu'en 1940, ce bureau était uniquement celui du Département international de la santé (*International Health Division*) de la Fondation, logé dans les locaux du ministère portugais de la Santé. Il constituait le quartier général du programme mené en coopération avec les ministres de la santé du Portugal et d'Espagne, et s'occupait principalement des études sur la malaria, des projets pour le contrôle des moustiques, et des bourses pour la formation des infirmières. Au cours de l'été 1940, la capitulation française ayant entraîné la fermeture du bureau parisien de la Fondation, celui de Lisbonne devient le « centre nerveux du secours d'urgence²⁷ », point de ralliement des universitaires, des scientifiques, des savants dont le travail a été soutenu par la fondation Rockefeller dans les années précédentes, et qui cherchent à présent à fuir l'Europe. « Ils télégraphiaient, téléphonaient, envoyaient des messagers, ou venaient en personne, implorant des avis, un ordre, une information, des fonds²⁸ », témoigne un des agents américains alors sur place. Le 24 juin 1940, Alexander Makinsky (1900-1988), secrétaire du bureau de la Fondation à Paris depuis 1926, après avoir évacué à La Baule le bureau parisien, rejoint Lisbonne. Réfugié de la Révolution russe, ce prince géorgien né en Iran, fils d'un ancien général de l'armée du tsar, occupe une place centrale dans l'organisation de l'exfiltration des scientifiques européens. C'est à lui qu'incombe de résoudre les innombrables problèmes posés par le sauvetage d'urgence. Il a un atout : depuis Lisbonne, la correspondance avec le bureau de New York est libre de toute censure. Il diffuse les informations sur les scientifiques encore

²⁷ Excerpt from Trustees' Confidential Monthly Report, « Lisbon, bottle-neck to freedom », avril 1941, RF 1.1/200/47/542.

²⁸ *Id.*

en France, ceux qui attendent à Lisbonne le départ d'un bateau vers l'Amérique, etc. Il se charge de leur obtenir le visa portugais, leur réserve des places de bateau et doit trouver une solution quand, en mars 1941, la compagnie maritime *Export Lines* déclare ne plus faire de réservations pour les étrangers²⁹. La fondation Rockefeller possède également un deuxième bureau, dirigé par George K. Strode, à Marseille qui dispense une aide administrative et des informations à ceux qui cherchent à fuir par ce port. C'est également à Marseille que *l'Emergency Rescue Committee*, petite organisation américaine récemment créée, dépêche son envoyé Varian Fry³⁰, qui y dirige entre août 1940 et août 1941 un centre rebaptisé pour plus de discrétion « Centre américain de secours » (CAS) qui mettra sur pied une filière de départ dont bénéficieront plusieurs milliers de personnes, parmi lesquels plusieurs scientifiques français et allemands, tels le mathématicien André Weil ainsi qu'Otto Meyerhof (prix Nobel de physiologie en 1922) et son fils Walter. Certains cherchent à rejoindre Lisbonne, d'autres font étape au Maroc, à la Martinique, puis à Porto Rico, Trinidad ou Saint-Domingue. Tous, ou presque, espèrent de toutes leurs forces atteindre New York à l'issue de leur périple maritime.

Les candidats à l'exil doivent obtenir successivement – et dans cet ordre – l'invitation d'une institution américaine, le permis de sortie du territoire français (d'une validité limitée à deux mois), deux affidavits (moral et financier), le visa américain, les visas de transit, un billet de bateau et enfin l'autorisation du contrôle des changes d'exporter des devises. Dans la mesure du possible, ils doivent emmener avec eux leur famille proche, afin de ne donner prise à aucun chantage de la part des nazis, une fois en Amérique. Cependant, il faut souligner le relatif confort des scientifiques français, non contraints à la clandestinité. C'est justement l'originalité du plan imaginé par Laugier et Rapkine : il se déroule en toute légalité puisque le permis de sortie de France ne peut être obtenu qu'en cas de mission officielle hors du territoire métropolitain. Aucune autorité française ne s'oppose au départ des scientifiques français, qu'ils soient ou non juifs. Retenir ces derniers en France n'est nullement le but recherché. Au contraire, leur émigration est plutôt encouragée, libérant l'État français de ceux qu'il considère comme une charge. S'ils sont invités à l'étranger ou

²⁹ Makinsky à T.B. Kittredge du 28 avril 1941, RF 1.1/200/47/536.

³⁰ Laurent Jeanpierre, « Varian Fry et le sauvetage des réfugiés aux États-Unis », in *Varian Fry, Actes du colloque du 19 mars 1999*, Marseille, Actes Sud, 1999, p. 58-73.

y bénéficient d'une bourse, leur sortie de France est même facilitée par leurs autorités de tutelle (ministère de l'Education nationale, Service des Œuvres du ministère des Affaires étrangères). Produire une invitation d'une université américaine pour enseigner ou donner des conférences est le sésame. En raison des circonstances, il arrive fréquemment qu'un scientifique sollicite lui-même cette invitation. La *New School* envoie même des invitations de complaisance pour des spécialistes de sciences exactes, alors que cette institution est dédiée aux sciences sociales. Malgré cela, le procédé fonctionne avec efficacité, en raison des distances et de la lenteur des communications postales. L'autre subterfuge utilisé porte sur la durée des séjours. L'invitation américaine transmise aux autorités françaises indique une durée d'un an, conformément aux critères de délivrance du permis de sortie de France par le gouvernement de Vichy, tandis qu'une période de deux ans est inscrite sur les documents remis aux consulats en vue de l'obtention du visa américain. Même si les autorités de Vichy ne restent pas longtemps dupes de ces différentes manœuvres, elles laissent faire, ou réagissent trop tard.

De tous les pays où s'établissent les réfugiés, les Etats-Unis sont les seuls à disposer d'une exception aux lois d'immigration en faveur des universitaires et des intellectuels. L'*Immigration Act* de 1924, redéfini en 1929, offre la possibilité d'accorder aux professeurs d'université et à leurs familles des visas échappant aux quotas d'immigration très stricts. Différents types de visas existent. Le quota régulier concerne les réfugiés ordinaires ; les savants et universitaires bénéficient de visas hors quota (*non-quota visas*). Un troisième type de visa voit le jour en 1940 : le visa d'urgence (*emergency visa*). A la différence du visa hors quota, il ne nécessite pas la promesse d'un contrat de deux ans avec un salaire minimum garanti de 2500 \$. Il est destiné aux réfugiés politiques, particulièrement en danger après l'entrée en vigueur de l'armistice franco-allemand. Sur l'initiative de Roosevelt, un Programme de visas du visiteur d'urgence est établi avec l'aide des organisations privées de secours, et un Comité consultatif pour les réfugiés politiques (*President's Advisory Committee on Political Refugees*), directement responsable devant le président, est chargé de le conduire... avec parcimonie.

Si les étapes qui jalonnent le parcours vers l'exil américain sont immuables, les règlements appliqués se renforcent au fil du temps. De nouvelles lois, plus restrictives, font leur apparition aussi bien côté français qu'aux Etats-Unis. Par exemple, tandis qu'à partir d'avril 1941, le ministère de l'Intérieur interdit la sortie de

France aux citoyens français âgés de 18 à 40 ans, les consulats américains ne sont plus autorisés à délivrer de visas, sauf autorisation spéciale du Département d'État, à partir du 1^{er} juillet 1941 (« *Russell Act* »). En outre, à la même période, quiconque a un proche parent en Italie, en Allemagne ou dans un pays occupé ne peut plus obtenir de visa américain (la zone occupée de la France est concernée, exceptés les Français nés français). Alors que le nombre de victimes augmente chaque jour en Europe, la porte de l'Amérique se fait de plus en plus étroite³¹.

Le succès de l'exfiltration

Le départ des scientifiques français s'échelonne de l'automne 1940 au tout début de l'année 1942. Au final, le programme *Aid for Deposed Scholars* comptera 59 subventions pour des savants de 35 disciplines différentes ; 40 d'entre eux seront placés aux Etats-Unis, 6 en Grande-Bretagne, 4 en Suède, 4 en Argentine, 2 au Canada, 2 en Suisse et 1 au Brésil. 8 Français en bénéficient, tous pour des séjours américains. Quant à l'*Emergency Program for European Scholars*, il concernera 89 savants, mais 31 d'entre eux seront dans l'incapacité de quitter l'Europe ; seuls 52 parviendront donc aux Etats-Unis, parmi lesquels 26 Français, 14 Allemands, 4 Polonais 3 Autrichiens, 2 Espagnols, un Hollandais, un Italien, un Belge, un Hongrois et un Tchèque. Au total³², ce sont donc 34 Français qui auront bénéficié de l'aide Rockefeller pour sortir du territoire : ce nombre élevé résulte indubitablement de l'action de Laugier et de Rapkine, dont les interventions quotidiennes en faveur de leurs compatriotes et collègues ont finalement eu raison de la neutralité initialement affirmée par les agents de la fondation Rockefeller : parmi les 26 bénéficiaires de l'*Emergency Program for European Scholars*, on compte notamment 11 chercheurs en sciences exactes, dont 9 se trouvaient sur les listes préparées par Laugier et Rapkine. Enfin, 17 autres sont venus en Amérique avec la seule aide de Rapkine et de son propre réseau, en majorité des personnes considérées par la fondation Rockefeller comme trop âgées pour être secourues : c'est le cas notamment du

³¹ Catherine Collomp, « La porte étroite. Immigration et refuge politique aux États-Unis, années 1930-1945 », Catherine Collomp et M. Menendez (dir.), *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis, 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003, p. 75-94.

³² RF 1.1/200/47/545a.

mathématicien Jacques Hadamard ou du physicien Jean Perrin (respectivement âgés de 76 et 71 ans en 1941).

Les bénéficiaires français des programmes de la fondation Rockefeller

-Programme Aid for Deposed Scholars :

le physiologiste Henri Laugier, le politologue Étienne Dennerly, le compositeur Darius Milhaud, l'historien Paul Vignaux. Il faut y ajouter 4 savants nés en Russie puis naturalisés français : le géographe Jean Gottmann, le mathématicien Ervand Kogbetliantz, le juriste Eugène Kulischer et le physiologiste Wladimir Theodore Liberson.

-Emergency Program for European Scholars :

Pierre Auger (domaine : physique ; affecté à l'université de Chicago), Jean Benoît-Levy (films documentaires ; *New School for Social Research, New York ; ci-après NSSR*), Henri Bonnet (diplomatie ; *American Council on Learned Societies*), Léon Brillouin (physique ; université du Wisconsin), Raymond Cahen (pharmacologie ; *Yale University*), Théophile Cahn (biochimie ; *New York University*), Gustave Cohen (théâtre médiéval ; *Yale*), Raymond de Saussure (psychiatrie ; *NSSR*), Boris Ephrussi (génétique ; *NSSR*), Emil Gumbel (mathématiques ; *NSSR*), Alexandre Koyré (histoire de la philosophie ; *NSSR*), Charles-Philippe Leblond (endocrinologie ; *NSSR*), Claude Lévi-Strauss (anthropologie ; *NSSR*), Boris Mirkine-Guetzévitch (théorie politique ; *NSSR*), Robert Mossé (sociologie ; *NSSR*), Charles Oberling (pathologie ; *Tulane University*), Francis Perrin (physique ; *Columbia University*), André Philip (économie politique ; *NSSR*), Roger Picard (économie politique ; *NSSR*), Salomon Rosenblum (physique ; *NSSR*), Louis Rosenstock-Franck (économie politique ; *Brooking Institution*), Louis Rougier (philosophie ; *NSSR*), Paul Vaucher (histoire économique ; *NSSR*), Jean Wahl (philosophie ; *NSSR*), André Weil (mathématiques ; *NSSR*), René Wurmser (physiologie ; université du Brésil).

On ne peut que constater l'ampleur et la réussite de l'entreprise de Rapkine. Signalons qu'à partir de février 1941, Laugier a rejoint l'université de Montréal pour y enseigner la physiologie, laissant Rapkine seul à New York poursuivre le

sauvetage³³. Outre les scientifiques eux-mêmes, Rapkine prit également en charge leur famille, contribuant à sortir de France 47 personnes supplémentaires. Le nombre de vies sauvées est finalement beaucoup plus élevé que les estimations de départ de la fondation Rockefeller. Le succès du plan de sauvetage est éclatant. Il serait intéressant de savoir s'il existe d'autres cas de collaboration aussi étroite entre des réfugiés et la Fondation, à l'opposé de la politique de neutralité au niveau mondial qu'elle affiche avec constance. Parmi les Français, seuls un physicien, Léon Brillouin, et deux mathématiciens, Emil Gumbel et André Weil, resteront définitivement en Amérique. Gumbel et Brillouin adopteront la nationalité américaine, respectivement en 1946 et 1949. Tous les autres reviendront en France : contrairement à ce que pensait la fondation Rockefeller, les Français n'auront été que des exilés pour la durée du conflit, et non des réfugiés comme les autres. La « greffe de civilisation européenne³⁴ » dont elle rêvait n'a pas pris.

Le 11 décembre 1941, suite à l'attaque américaine sur Pearl Harbor, l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux Etats-Unis qui rejoignent ainsi la Grande-Bretagne dans son combat contre l'oppression nazie. Le même jour, le général de Gaulle nomme Rapkine chef du Bureau scientifique au sein de la Délégation de la France libre aux Etats-Unis. Son travail en faveur des scientifiques est enfin reconnu. C'est une première étape importante dans le long processus conduisant à la reconnaissance politique des Français libres par les autorités américaines. On aurait pu penser que l'évolution de la situation internationale ajoutée à ce regroupement officiel - indispensable pour des questions de sécurité - faciliteraient les démarches en vue de leur participation à l'effort de guerre allié. Il n'en est rien. Les Américains persistent à considérer les Français engagés au sein du Bureau scientifique comme des « *enemy aliens* » (ressortissants étrangers de pays ennemi). Seule une minorité obtient sa mise en affectation spéciale³⁵. Les Américains persistent dans leur refus d'ouvrir plus largement leurs laboratoires pour

³³ Au printemps 1942, Laugier reprend en mains l'association *France Forever*. En juillet 1943, il est nommé recteur de l'Académie d'Alger libérée, puis, en novembre, réintégré dans ses fonctions de directeur du CNRS. Il en avait été révoqué par le décret du 23 juillet 1940 (J.O. de l'Etat français du 25 juillet 1940).

³⁴ Emmanuelle Loyer, « La débâcle, les universitaires et la Fondation Rockefeller : France/Etats-Unis, 1940-1941 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 48-1, février-mars 2001, p. 138-159.

³⁵ Quinze membres sur trente-cinq, de mai 1942 à juillet 1943.

des recherches de guerre. Ce refus reflète non seulement les choix de Roosevelt en matière de politique internationale, mais également son hostilité personnelle à l'égard du général de Gaulle. Si aucun Français n'est autorisé à collaborer au projet Manhattan aux Etats-Unis, six membres du Bureau scientifique participent en revanche au projet atomique anglo-canadien³⁶. La seconde étape vers la reconnaissance de la France libre par l'Amérique est la création d'une « université France libre ». L'Ecole libre des hautes études est inaugurée à New York le 14 février 1942, véritable Collège de France en exil, où enseigne la majorité des membres du Bureau scientifique. Cependant, Rapkine ne renonce pas à la mission de mobilisation qu'il s'est fixée par pur idéal républicain. Avec ses collègues dont les travaux peuvent encore être utiles à l'effort de guerre, il décide de retourner à Londres, étape vers la France libérée. La Mission scientifique française en Grande-Bretagne parvient à Londres seulement après le débarquement allié du 6 juin 1944, au terme de négociations complexes. De la fin août 1944 à la fin décembre 1945, elle réunit à Londres, sous la direction de Rapkine, les scientifiques exilés pendant le conflit aux Etats-Unis, au Brésil, au Pérou, au Canada, au Portugal et en Grande-Bretagne, ainsi que certains de ceux qui sont restés en France durant la guerre. Une intense activité de recherches se développe, les Anglais accueillant chaleureusement leurs collègues au sein de leurs laboratoires.

Début août 1945, cinq mois à peine après le retour de la paix, Rapkine rejoint New York pour négocier une nouvelle aide de la fondation Rockefeller avec Warren Weaver, directeur du Département des sciences exactes, et son adjoint H.M. Miller. Il s'agit cette fois d'accélérer le redémarrage du CNRS affaibli par cinq années d'occupation ennemie. Rapkine obtient deux subventions, l'une destinée à l'équipement des laboratoires (250 000 dollars) et l'autre à l'organisation de colloques internationaux (100 000 dollars)³⁷. La recherche scientifique française peut ainsi renouer avec l'ensemble de ses disciplines et tenter de regagner au plus vite sa place éminente au niveau international. La collaboration entre la fondation Rockefeller et la France, envisagée dès l'origine sur le long terme, n'a pas connu

³⁶ Pierre Auger, Bertrand Goldschmidt, Jules Guéron, Hans Halban, Aniuta et Stanislas Winter.

³⁷ Avril 1946, vote pour 2 allocations à destination du CNRS, valables jusqu'au 30 juin 1949. Le 6 septembre 1946, *Le Figaro* titre : « Les 42 millions de francs du don Rockefeller vont puissamment aider nos laboratoires. »

d'interruption pendant la Seconde guerre mondiale. Elle se poursuit activement une fois la paix retrouvée, apportant une aide décisive à la reconstruction rapide de la science française³⁸.

Diane Dosso

³⁸ L'action de Rapkine durant le conflit est pérennisée en 1947 par la création, à New York et à Londres, de bureaux du CNRS et du Commissariat à l'Energie atomique (CEA). Il meurt le 13 décembre 1948 à Paris d'un cancer du poumon, à 44 ans.

6

‘Allemagne, année zéro’ ?

Dénazifier et démocratiser (1945-1955)

Lorsque les fondations américaines reprennent pied en Europe en 1945, la situation est très différente de 1918 : l’ancien monde est détruit et les rapports de force internationaux ont radicalement changé, les Etats-Unis s’installant en position dominante dans ce qu’on appelle désormais l’hémisphère occidental, face à la puissance soviétique, et ayant vocation à incarner un modèle à suivre pour les pays dévastés d’Europe occidentale, alors que le rideau de fer s’abat entre les deux parties du continent et que la guerre froide va bientôt faire sentir ses effets. C’est en Allemagne que la situation est la plus dramatique, le pays se trouvant dans un état de complète faillite militaire, politique, économique et morale : la défaite et les destructions consécutives aux bombardements systématiques sont venus s’ajouter à la barbarie nazie, que la libération des camps de concentration au printemps 1945 a révélée à l’opinion publique mondiale. De sorte que l’Allemagne, au sortir de la guerre, est non seulement un pays à reconstruire, mais, plus profondément, un régime politique à refonder et une société à reconstituer ; les Etats-Unis, forts de leur position géopolitique dominante, du prestige dû à leur rôle majeur dans la victoire et de leur confiance dans la vertu du modèle de société qu’ils incarnent aux yeux d’une partie du monde, entendent bien y jouer un rôle démiurgique. Il s’agit pour eux de dénazifier l’Allemagne, à la fois du point de vue politique en y installant la démocratie, mais aussi du point de vue scientifique en favorisant l’émergence de nouvelles élites universitaires, de nouveaux domaines d’études et de nouvelles

méthodes de travail¹. Les fondations vont apporter leur contribution à ce processus. La rencontre qui s'opère au lendemain de la guerre entre Américains et Allemands, et particulièrement entre philanthropes et universitaires, a lieu dans le cadre d'un rapport de force géopolitique et intellectuel totalement déséquilibré. Pourtant, en dépit de l'état catastrophique du pays, les fondations ne trouvent pas sur place un paysage intellectuel vierge ou une « heure zéro » (*stunde null*) à partir desquels il auraient pu mettre en place un transfert pur et simple de savoirs. Au contraire, elles sont confrontées à une situation complexe, et doivent tâtonner pour établir des contacts et adapter leur stratégie générale en fonction des contraintes du terrain local mais aussi de ses potentialités. Bien que le nouveau rapport de force géopolitique ait ouvert à l'action des fondations en Allemagne des potentialités sans commune mesure avec les possibilités qu'offrent alors les autres pays européens, les philanthropes ne pourront pas plus qu'ailleurs y agir de manière unilatérale.

L'héritage de l'entre-deux-guerres

Dès le lendemain de la Première guerre mondiale, la Fondation Rockefeller a établi des échanges intenses avec l'Allemagne². En effet, entre 1914 et 1918, les échanges entre les scientifiques allemands et le reste du monde avaient considérablement diminué par rapport aux années d'avant-guerre³ ; par ailleurs, une rhétorique politisée et belliciste dominait les discours des scientifiques, que ce soit du côté allemand ou européen et américain. Se faisant l'écho de la propagande nationaliste, les scientifiques allemands appelaient à une « guerre des esprits⁴ » contre leurs collègues des États ennemis. Ils favorisèrent ainsi une mobilisation

¹ Frank Kelleter (dir.), *Amerika und Deutschland: Ambivalente Begegnungen*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2006.

² Helke Rausch, *US-amerikanische „Scientific Philanthropy“ in Frankreich, Deutschland und Großbritannien zwischen den Weltkriegen, Geschichte und Gesellschaft*, n° 22, 2007, p. 73-98.

³ Claude Tapia & Jacques Taieb, « Conférences et congrès internationaux de 1815 à 1913 », in *Relations internationales*, n° 5, 1976, p. 11-35.

⁴ Hermann Kellermann (dir.), *Der Krieg der Geister*, Dresde, 1915.

inverse des scientifiques européens et américains⁵. Après 1918, les scientifiques allemands se voient ainsi coupés de la science internationale pendant plusieurs années : ils sont exclus de 60 % des quelque 275 congrès internationaux qui ont lieu entre 1919 et 1925⁶. À vrai dire, il s'agit en partie d'une auto-exclusion, les chercheurs des anciens empires centraux déclarant faire du « contre boycott » (*Gegenboykott*) à l'encontre des scientifiques des anciens pays ennemis⁷.

Toutefois, à partir du milieu des années 1920, l'ostracisme des scientifiques allemands, largement dû à la volonté des Français et des Belges, diminue. Cette évolution est en partie la conséquence du rapprochement politique officiel de la république de Weimar avec la communauté internationale dans le cadre des accords de Locarno en 1925, qui se traduit par une reprise des relations scientifiques intraeuropéennes, particulièrement franco-allemandes⁸, matérialisée par une augmentation du nombre de congrès. Mais cette évolution est aussi le résultat de la politique étrangère américaine, dont l'objectif est de réintégrer les Allemands dans la communauté internationale. Elle se traduit, dans le domaine scientifique, par une réinsertion des Allemands dans les échanges scientifiques et les collaborations dont ils avaient été exclus au lendemain de la Grande guerre. Dans cette réinsertion, les fondations jouent dès 1918 un rôle important, les philanthropes considérant les scientifiques allemands non seulement comme ayant besoin d'être soutenus, mais aussi comme dignes de l'être⁹. Par ailleurs, la montée en puissance des États-Unis a pu constituer un autre facteur de croissance de la coopération intraeuropéenne, les populations du Vieux continent étant à partir des années 1920 de plus en plus critiques à l'égard d'une Amérique qui semble devenir trop puissante

⁵ Christophe Prochasson, « La langue du feu. Science et expérience linguistiques pendant la Première Guerre mondiale », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n 53, vol. 3, 2006, p. 122-141.

⁶ Hans-Manfred Bock, Reinhart Meyer-Kalkus et Michel Trebitsch (dir.), *Entre Locarno et Vichy. Les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, Paris, CNRS éditions, 1993.

⁷ Voir entre autres « International Scientific Organizations », in *Science*, N.S. 1372, 1921, p. 364-367.

⁸ George H. Danton, « Franco-German Cultural Relations since the War », in *The German Quarterly*, n° 5, 1932, p. 1-16.

⁹ Voir entre autres George Vincent an den Präsidenten der University of Minnesota, L.D. Coffman, 23.01.1924, Rockefeller Archive Center, Tarrytown/New York, LSRM Series III subseries 6 Box 52 Folder 588.

économiquement et culturellement et qui menace de submerger l'Europe sous les flots de produits culturels de consommation de masse¹⁰.

Ceci posé, le renouveau de l'internationalisme scientifique intraeuropéen, tout comme les rapprochements établis entre les différentes sociétés civiles des anciens ennemis, ne sont pas dénués d'ambiguïté : dans l'ombre des tensions continues entre la France et l'Allemagne, les scientifiques ont, malgré tout, davantage comme objectif d'assurer de l'avance à leur propre recherche et à celle de leur pays, que celui de communiquer réellement de manière transnationale. Les relations des scientifiques européens restent souvent dominées par le calcul politique et les rivalités nationales.

A partir du début des années 1930, l'internationalisme scientifique se dirige massivement vers les États-Unis, et ce pour des raisons politiques évidentes : la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne en 1933 pousse 15 à 20 % de l'ensemble des quelque 6 000 professeurs d'université à l'exil ; en 1938, un tiers du corps universitaire allemand a émigré. Les universitaires qui restent en Allemagne, réceptifs à la propagande antisémite, se nazifient la plupart du temps d'eux-mêmes, spéculant sur les postes désormais vacants et cautionnant, parfois expressément, du moins sans s'y opposer, l'éviction de leurs collègues juifs¹¹. Au sein des premières vagues de migrations, on compte environ 2 500 scientifiques poursuivis pour des raisons racistes, religieuses ou politiques et qui quittent l'Allemagne et l'Autriche pour la France ou l'Angleterre, puis pour les États-Unis. Après la débâcle française de mai-juin 1940, une centaine de scientifiques français les suivent, avec l'aide, nous l'avons vu au chapitre précédent, de la fondation Rockefeller. La grande majorité des scientifiques germanophones, particulièrement en sciences sociales, poursuivent leurs activités de recherche aux États-Unis grâce au soutien financier des fondations¹².

¹⁰ Thomas Raithel, « "Amerika" als Herausforderung in Deutschland und Frankreich in den 1920er Jahren », in Chantal Metzger et Hartmut Kaelble (dir.), *Deutschland – Frankreich – Nordamerika: Transfers, Imaginationen, Beziehungen*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2006, p. 82-97.

¹¹ Voir entre autres Reinhard Rürup, avec la collaboration de Michael Schüring, *Schicksale und Karrieren: Gedenkbuch für die von den Nationalsozialisten aus der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft vertriebenen Forscherinnen und Forscher*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2008.

¹² Stephen Duggan/Betty Drury, *The Rescue of Science and Learning. The Story of the Emergency Committee in Aid of Displaced Foreign Scholars*, New York, MacMillan, 1948.

Les sciences sociales au service de la reconstruction

Si la science allemande jouissait jusqu'aux années trente d'un prestige considérable aux Etats où elle faisait figure de modèle dans bien des domaines de la recherche, la défaite militaire, le génocide des juifs, l'état de destruction avancée du pays en 1945 et le nouveau statut de superpuissance des Etats-Unis changent complètement la donne et le rapport de force. Les Américains entendent dénazifier l'Allemagne et la reconstruire sur de nouvelles bases¹³ en y implantant la démocratie. Dans l'immédiat, au lendemain de la capitulation, un régime d'administration militaire est imposé. Dans la zone sous contrôle américain (qui comprend la Bavière, le Hesse, le Bade-Wurtemberg et une partie de Berlin) est établie en 1946 l'OMGUS (Office of Military Government, United States) ; les Américains y ont la haute main sur la conduite des affaires économiques et politiques du pays ainsi que sur le processus de dénazification. Lorsque le Haut Commissariat en Allemagne succède à l'OMGUS en 1949 après la création de la République Fédérale allemande (RFA), la tutelle américaine s'adoucit progressivement, mais restera très présente jusqu'en 1955, date de la dissolution du Haut Commissariat. Dans le même temps, la Bundesrepublik naissante bénéficie, comme aucun autre État, d'un énorme afflux de capitaux, 13 milliards de dollars au total, qui va vers l'Europe dans le cadre du plan Marshall¹⁴.

C'est dans le contexte particulier de l'administration militaire que les philanthropes et les universitaires allemands reprennent contact. Mais si l'Allemagne est alors en position de faiblesse et si les zones apparaissent comme une sorte de protectorat où les Américains entendent mener une politique de rééducation, les représentants des fondations adoptent une attitude plus subtile que celle du gouvernement militaire, se gardant bien de se présenter en modèle à suivre. Mais elles entendent poursuivre un processus qu'elles ont déjà engagé dans l'entre-deux-

¹³ Arnd Bauerkämper, Konrad Jarausch et Markus Payk (dir.), *Demokratiewunder. Transatlantische Mittler und die kulturelle Öffnung Westdeutschlands 1945-1970*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005.

¹⁴ Michael Cox et Caroline Kennedy-Pipe, « The Tragedy of American Diplomacy? Rethinking the Marshall Plan », in *Journal of Cold War Studies*, n° 7, 2005, p. 97-134.

guerre : la fondation Rockefeller avait alors tenté, en Allemagne, comme dans le reste de l'Europe, de promouvoir une conception des sciences sociales empiriques et appliquées. En 1945, le directeur de la Social Science Division de la Rockefeller, Joseph H. Willits, voit plus que jamais celles-ci comme des moyens d'acquérir une connaissance scientifique sur la société afin de résoudre ses problèmes¹⁵. A partir de 1950, elle n'est plus seule dans cette entreprise, puisque la Fondation Ford va également mettre en place une ambitieuse politique en matière de sciences sociales en Europe, sous la houlette de son président Paul Hoffmann, qui vient de quitter son poste d'administrateur du Plan Marshall et ambitionne de poursuivre sur le plan intellectuel l'action engagée sur le plan économique. La Fondation Ford inscrit ainsi son action dans les pratiques déjà existantes de l'échange académique transatlantique mis en place par la Rockefeller, mais avec des disponibilités financières bien plus importantes.

La différence avec le contexte d'avant 1945 est que les fondations agissent désormais dans le cadre des nouvelles relations de pouvoir générées par la défaite allemande, mais aussi par la guerre froide. Les philanthropes américains estiment donc l'ensemble de l'Europe, et en particulier l'Allemagne – du fait de sa proximité géostratégique avec le « bloc de l'Est » -, comme le cœur de la zone d'influence occidentale. La sociologue et démographe Frederick F. Stephan, *assistant director* de la Social Science Division de la fondation Rockefeller en 1946¹⁶, l'exprime très clairement dans un rapport interne consacré aux sciences sociales en Europe : dans ce nouveau contexte politique, les fondations se considèrent dorénavant comme des diplomates de la culture et voient dans le soutien à la recherche scientifique un instrument permettant de construire une relation de confiance entre les Etats-Unis et l'Europe. Le projet philanthropique des fondations Rockefeller et Ford en Allemagne s'insère donc totalement dans le cadre de la politique européenne des Etats-Unis, et les sciences sociales vont en constituer un axe privilégié.

¹⁵ Margit Szöllösi-Janze, « Wissensgesellschaft in Deutschland: Überlegungen zur Neubestimmung der deutschen Zeitgeschichte über Verwissenschaftlichungsprozesse », in *Geschichte und Gesellschaft*, n° 30, 2004, p. 277-313.

¹⁶ Frederick F. Stephan, « Some thoughts on RF Policy for the Social Sciences in Europe », 16 septembre 1946, RAC, RF RG 1.1 700 S Box 23 Folder 168 ; N.S. Buchanan, « Random Thoughts of Improvement of Social Sciences in Europe », 14 mars 1947, RF 1.1/700S/23/167.

Les fondations poursuivent alors deux objectifs : non seulement elles souhaitent aligner les sciences sociales allemandes sur le modèle de la pratique scientifique américaine, bien plus sûre d'elle-même qu'après 1918 ; mais ils espèrent également que, dans la phase de transformation politique et sociale engagée au lendemain de la défaite, les chercheurs en sciences sociales puissent nourrir de leurs idées le débat public et contribuer à résoudre les problèmes politiques et sociaux de la nouvelle Allemagne. Au-delà de la recherche proprement dite, les sciences sociales constituent dans leur esprit un instrument majeur de la compréhension des problèmes actuels¹⁷ et doivent contribuer à la démocratisation de la société allemande.

La réouverture des universités

Dans ce contexte, la question de la dénazification de l'université est un problème crucial posé à l'administration militaire. L'objectif des Américains est de rompre avec la politisation de la science allemande et de se débarrasser de ses représentants compromis avec le nazisme, et ce, pas seulement dans la zone d'occupation américaine. L'université allemande entre alors dans une phase de transition¹⁸ au cours de laquelle les fondations vont jouer un rôle important.

Dans un premier temps, la fondation Rockefeller, qui a repris pied en Europe dès la fin de l'année 1944, a quelque difficulté à se faire une idée claire de la situation allemande : elle se fonde sur les sondages d'opinion élaborés par l'*Information Control Division* de l'OMGUS¹⁹, qui semblent attester de la persistance

¹⁷ Voir entre autres Pendleton Herring, « Toward an Understanding of Man: Some Introductory Remarks about the Objectives and Methods of the Social Sciences », in *Proceedings of the American Philosophical Society*, n° 99, vol. 2, 1955, p. 39-45.

¹⁸ Mitchell G. Ash, « Wissenschaft und Politik als Ressourcen füreinander », in Rüdiger vom Bruch, Brigitte Kaderas (dir.), *Wissenschaften und Wissenschaftspolitik. Bestandsaufnahmen zu Formationen, Brüchen und Kontinuitäten im Deutschland des 20. Jahrhunderts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2002, p. 32-51, ici p. 44.

¹⁹ Hans Braun, « Sozialwissenschaftliche Forschung als Selbstvergegenwärtigung und Evaluation der amerikanischen Besatzungsherrschaft », in Hans Braun, Uta Gerhardt et Everhard Holtmann (dir.), *Die lange Stunde Null. Gelenkter sozialer Wandel in Westdeutschland nach 1945*, Baden-Baden, Nomos, 2007, p. 205-225.

de la culture de l'autoritarisme dans la société allemande et de la défiance de la population vis-à-vis de la démocratie. Les observateurs américains en tirent la conclusion que la société allemande n'est pas prête pour la démocratie, et ces résultats ne sont pas de nature à convaincre la fondation Rockefeller de s'engager intensivement en Allemagne, comme elle a pu le faire après 1918.

Mais le processus de reconstruction intellectuelle et scientifique va rapidement s'enclencher, grâce à l'action de quelques personnages clés parmi lesquels il faut faire une place particulière au sociologue de l'université de Harvard Edward Y. Hartshorne (1912-1946). Celui-ci est un bon connaisseur de l'Allemagne, où il a séjourné en 1935 pour rédiger sa thèse sur les universités allemandes sous le national-socialisme ; il a par ailleurs entretenu des contacts avec les milieux de l'émigration intellectuelle allemande aux Etats-Unis pendant la guerre. Après avoir participé à la campagne d'Italie, il est devenu responsable du service *Education and religious affairs* de l'OMGUS et a entrepris dès juillet 1945 une inspection générale des universités allemandes afin d'étudier la faisabilité du processus de dénazification et de démocratisation dans ce secteur. Quoique critique sur la capacité de l'université allemande à accepter la démocratie, il plaide toutefois pour une réouverture des établissements dès la fin de l'année 1945, estimant qu'il n'y a pas d'autre alternative que de collaborer avec le corps professoral²⁰, même si une partie de celui-ci n'est pas au-dessus de tout soupçon. Hartshorne trouve rapidement dans les envoyés de la fondation Rockefeller des interlocuteurs convaincus comme lui de cette nécessité, et lorsqu'il prend la parole en juin 1946, en tant qu'organisateur du colloque universitaire inter-zones de Marburg, il ne se présente pas seulement comme le représentant de l'administration militaire américaine, mais aussi comme celui des philanthropes, tel un « passeur de culture²¹ ». Sa position correspond aux ambitions de la fondation Rockefeller de revivifier le système universitaire allemand par le mécénat scientifique et d'y implanter la culture démocratique. Assassiné en août 1946 lors d'un de ses déplacements, il n'aura pas le temps de mener le processus à son terme.

²⁰ James F. Trent (dir.), *Academic Proconsul. Harvard Sociologist Edward Y. Hartshorne and the Reopening of German Universities 1945-1946*, Trier, WVT Verlag, 1998.

²¹ Marburger Hochschulgespräche, « 12.-15. Juni 1946. Referate und Diskussionen », Francfort-sur-le-Main, 1947, p. 7.

De son côté, la Rockefeller entreprend entre l'été 1946 et l'automne 1947 trois enquêtes approfondies sur la situation universitaire. La troisième, menée par Robert J. Havighurst, spécialiste des questions éducatives et professeur à l'université de Chicago, est menée en coopération avec le Département d'Etat et l'OMGUS. Au terme d'un périple qui l'a mené dans les zones d'occupation américaine, mais aussi française, anglaise et russe, il remet à la fondation un volumineux rapport où il conclut que les bases existent pour créer une société démocratique et relever intellectuellement le pays, et trace les perspectives pour une action rockefellerienne. La fondation va suivre ses recommandations et engager deux types d'initiatives : la première consiste à favoriser la réinsertion des universitaires allemands dans les flux internationaux de chercheurs ; la deuxième à aider les universités à former une nouvelle génération de *leaders* ouverts sur le monde extérieur et destinés à remplacer la vieille garde compromise avec le régime, tant dans le monde de la recherche que celui des syndicats, du journalisme, de l'industrie, ou encore du monde politique. C'est cette double stratégie qu'elle met en œuvre à partir de la fin des années quarante, rapidement imitée par la fondation Ford.

La stratégie philanthropique

Immédiatement après le rapport Havighurst, la Rockefeller met en place un programme de « reconstruction démocratique²² » en Europe doté de 500 000 dollars, dont une grande partie est destinée à l'Allemagne. Parmi les financements les plus importants figure une dotation de 120 000 dollars à l'université de Chicago pour mettre sur pied une faculté américaine à l'université de Francfort, comprenant un corps d'une dizaine de professeurs de Chicago envoyés en résidence à Francfort pour six mois par un système de roulement. Par ailleurs, 69 000 dollars sont accordés à la Germanistic society of America pour abonner quinze universités allemandes et trois autrichiennes à des revues étrangères en sciences sociales et médicales.

Dans la stratégie philanthropique, les émigrés allemands aux Etats-Unis jouent un rôle central. Les *officers* rockefelleriens voient en eux un moyen de

²² Rockefeller Foundation, *Annual report*, 1948, p. 45.

favoriser la greffe en Allemagne des sciences sociales américaines dont ils sont devenus familiers du fait de leur exil ; dès 1948, la fondation finance ainsi les séjours de certains d'entre eux en Allemagne. C'est le cas de l'économiste Eduard Heimann, chassé de l'université de Hambourg en 1933 et devenu professeur à la New School for Social Research de New York, comme de nombreux émigrés européens ; en 1948, il revient donner une série de conférences dans son université d'origine. C'est également le cas du spécialiste d'économie agricole Karl Brandt, lui aussi chassé en 1933 et engagé à la New School puis à l'université de Stanford ; en 1948, c'est à Heidelberg qu'il vient enseigner pour quelques semaines. En 1949, la Rockefeller donne un financement qui permet le démarrage de l'Institut d'études américaines de l'université de Munich, en lui fournissant les moyens d'inviter des professeurs étrangers et d'acheter des ouvrages. Cette année-là, ce sont pas moins de 24 projets que finance la fondation en Allemagne et en Autriche²³. Au tournant des années quarante et cinquante, la fondation Rockefeller est ainsi impliquée dans de très nombreuses universités : Francfort, Cologne, Munich, Dortmund, Kiel, Münster, Marbourg ou encore Heidelberg. A ce soutien va venir s'ajouter dès 1951 celui de la fondation Ford, qui accorde 90 000 dollars à la *joint venture* Chicago-Francfort et renouvelle son financement deux ans plus tard.

Mais c'est l'université libre de Berlin (*Freie Universität Berlin*) qui va constituer la cible majeure du financement philanthropique. Celle-ci est née de la révolte des étudiants de l'université de Berlin, alors située en zone soviétique, contre la tutelle des autorités russes, au printemps 1948. Dans un contexte international très tendu (le blocus de Berlin par les soviétiques commence en juin), la municipalité de Berlin, soutenue par les Etats-Unis, annonce alors la création d'une nouvelle université où la liberté d'expression sera pleinement respectée. L'université libre ouvre ses portes à la rentrée 1948 et devient rapidement non seulement un symbole de l'opposition entre les deux systèmes politiques qui se partagent l'Europe, mais également un poste avancé de la démocratisation de l'Allemagne : dès ses débuts, elle associe les étudiants à l'administration de l'université, une pratique totalement nouvelle à l'époque. Son succès est rapide, puisque dès 1950, elle compte plus de 5 000 étudiants, dont 2 000 viennent de la zone soviétique. Elle constitue alors le prototype

²³ *Id.*, 1949, p. 338-339.

d'une université d'un type nouveau avec des formes inédites d'auto-gestion étudiante et une empreinte disciplinaire propre²⁴.

Les fondations vont rapidement s'intéresser à la nouvelle université. Dès 1950, la Rockefeller lui accorde 20 000 dollars. Mais c'est surtout la Fondation Ford qui va mettre la main au portefeuille, puisqu'elle accorde 1,3 million de dollars en 1951 pour construire un bâtiment d'enseignement (achevé en 1954 et baptisé « Henry Ford »), mais aussi pour financer des échanges de professeurs. En accordant ce financement, elle entend faire d'une pierre deux coups : contribuer à la lutte contre le communisme en soutenant la liberté d'expression ; favoriser la dénazification de la société allemande en favorisant un établissement dont le mode de fonctionnement rompt avec la tradition autoritaire et hiérarchique de l'université traditionnelle allemande²⁵.

L'entreprise de soutien de la Ford à la Freie Universität est menée en étroite collaboration avec les autorités américaines d'occupation, qui ont elles-mêmes donné plus de 500 000 Deutschmarks en 1951 au nouvel établissement²⁶. Par ailleurs, l'engagement de la Ford est rendu possible par les relations de confiance tissés par le Haut Commissaire américain en Allemagne John McCloy et son directeur of public Affairs Shepard Stone²⁷ avec l'administration berlinoise, en particulier avec le maire de Berlin Willy Brandt, mais aussi avec le président de la République fédérale Theodor Heuss, ou encore le chancelier Konrad Adenauer. Sans ce travail de terrain qui permet la connexion entre les milieux académique et politique allemand, l'administration américaine et le monde des grandes fondations, le financement philanthropique ne se serait pas concrétisé.

²⁴ James F. Trent, « The Free University of Berlin: A German Experiment in Higher Education, 1948-1961 », in Jeffrey Diefendorf, Axel Frohn, Hermann-Josef Rupieper (dir.), *American Policy and the Reconstruction of West Germany, 1945–1955*, New York, Cambridge University Press, 1993, p. 237-256.

²⁵ Ford Foundation, *Annual report*, 1951, p. 15.

²⁶ Communiqué de presse de l'Office of the United States High Commissioner for Germany, Berlin, Public Relations Branch, 17. Juli 1951, Archiv der FU [FUA], Zentrale Universitätsverwaltung, Außenangelegenheiten. Universitäts-Außenamt. Ford-Spende.

²⁷ Volker Berghahn, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe. Shepard Stone between Philanthropy, Academy and Diplomacy*, Princeton, Princeton University Press, 2001, ch. 2 & 3.

John McCloy (1895-1989)

Issu d'une famille écossaise modeste émigrée aux Etats-Unis, il va réussir à intégrer, au terme d'une ascension sociale fulgurante, l'*establishment* de la Côte Est. Après avoir servi dans le corps expéditionnaire américain en France en 1918, il poursuit ses études à l'université de Harvard où il fait connaissance avec la famille Rockefeller, et entame une carrière d'avocat puis gravit les échelons de l'administration fédérale jusqu'à devenir Assistant Secretary of War de 1941 à 1945. De 1947 à 1949, il préside la Banque Mondiale qui assure des prêts aux pays européens en pleine reconstruction, et intègre le monde de la grande philanthropie en entrant au *Board of Trustees* de la fondation Rockefeller, poste qu'il occupe de 1946 à 1949. Cette année, il est appelé à présider le Haut Commissariat américain en Allemagne qui a remplacé L'OMGUS. Pour remplir cette mission, il s'adjoit les services de bons connaisseurs de l'Europe, en particulier Shepard Stone (voir encadré p. 170). Il soutient également activement le rapprochement franco-allemand qui mène à la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1951. La même année, il est l'un de ceux qui convainquent son ami Paul Hoffman, président de la fondation Ford, d'accorder le financement qui permettra la construction du bâtiment « Henry Ford » de la Freie Universität Berlin. En 1952, au terme de son mandat de Haut Commissaire, il entre à la Ford, où il apporte sa connaissance du terrain européen, et revient également au *Board of Trustees* de la fondation Rockefeller de 1953 à 1958, avant de prendre la direction du *Board of Trustees* de la Ford jusqu'en 1966, fonction qu'il cumule avec celle de *Chairman* de la Chase Manhattan Bank. Officiellement retiré des affaires en 1966, il continuera cependant à exercer des fonctions de conseiller auprès de plusieurs présidents des Etats-Unis (Kennedy, Johnson, Nixon).

Il faut enfin noter que les universitaires émigrés jouent également un rôle dans ce processus, comme en témoignent les premiers pas de l'Institut de science

politique (*Institut für Politische Wissenschaft*) créé à l'université libre²⁸ en 1950. Dès cette année, la fondation Rockefeller lui a accordé 3 000 dollars en plus de son soutien général à la Freie Universität, pour lui permettre de constituer un fonds d'ouvrages étrangers. L'année suivante, le politologue Ernst Fraenkel, parti d'Allemagne en 1938, revient en Allemagne, et obtient en 1953 un poste à la Freie Universität. Très introduit dans les réseaux américains, il va contribuer à la renaissance de la science politique allemande avec leur appui. Si l'histoire de la Freie Universität est trop complexe pour être traitée ici, on se bornera à signaler qu'entre 1948 et 1967, elle recevra près de 80 millions de Deutschmarks du Département d'Etat américain, et 16,6 millions de la part de la fondation Ford. Ce financement massif lui permet de développer rapidement ses activités et d'acquérir dès le début des années 1950 une forte visibilité internationale.

Ernst Fraenkel (1898-1975)

Issu d'une famille de négociants juifs, il entreprend des études de droit puis exerce comme juriste sous la république de Weimar et adhère au parti social démocrate (SPD) en 1921. En 1938, les persécutions nazies l'obligent à émigrer en Grande-Bretagne, puis l'année suivante, aux Etats-Unis, où il enseigne à la New School for Social Research. Il y poursuit son analyse du système politique allemand, publiant notamment en 1941 *The Dual State : a contribution to the Theory of Dictatorship*, et élabore avec ses collègues exilés (en particulier Arnold Brecht) une réflexion sur la reconstruction politique de l'Allemagne après la guerre sur des bases fédéralistes et pluralistes influencées par le système politique américain. En 1944, il devient conseiller juridique du gouvernement américain et part l'année suivante en Corée pour superviser l'organisation d'élections libres ; après l'échec du processus et le début de la guerre de Corée, il retourne en 1951 en Allemagne, où il obtient un poste de *Dozent* à l'institut Otto Suhr de la Deutsche Hochschule für Politik de Berlin, puis, en 1953, un poste de professeur de science politique à la Freie Universität. Il joue un

²⁸ Alföns Söllner, « "Fortgeschrittenste Beobachterposition"? Adornos Amerika », in Alföns Söllner, *Fluchtpunkte. Studien zur politischen Ideengeschichte des 20. Jahrhunderts*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 2006, p. 240.

rôle important dans la refonte intellectuelle et institutionnelle de la science politique allemande et continue à entretenir des liens avec les fondations américaines : en 1959, il est l'un des artisans de l'intégration de la Deutsche Hochschule für Politik au sein de la Freie Universität et en 1963, fonde l'Institut John F. Kennedy d'études nord américaines dont il est le premier directeur et qui reçoit d'emblée un financement de 300 000 dollars de la part de la fondation Ford. Il prend sa retraite à la fin des années 60.

Résistances et ajustements

La croissance rapide de la Freie Universität ne doit pas pour autant laisser penser que la refondation du paysage universitaire s'effectue uniquement selon les principes américains, et encore moins qu'elle va se traduire par une importation pure et simple des sciences sociales américaines. Malgré les bouleversements dûs au nazisme et à l'écrasement de 1945, et malgré la situation d'extrême dépendance dans laquelle se trouve l'université allemande vis-à-vis des Etats-Unis, la complexité du paysage intellectuel local va obliger les fondations à composer. Et si leur action joue un rôle fondamental dans le redémarrage des universités, leur influence intellectuelle se trouvera considérablement relativisée par la diversité des situations rencontrées sur le terrain.

En premier lieu, l'éradication des universitaires compromis avec le nazisme s'avère rapidement plus compliquée que prévue et difficile à mettre en œuvre, sauf à purger l'université d'une partie importante de son personnel. Or, bien qu'attachée à la dénazification de l'université, la fondation Rockefeller considère que la première urgence est d'assurer son redémarrage, ce qui interdit une épuration trop sévère. Les *officers* semblent donc se résigner rapidement à accepter une certaine continuité dans le personnel universitaire. Ce pragmatisme les conduit parfois à opérer en eaux troubles, ainsi lorsque la fondation finance en 1952 l'institut sociographique de Ludwig Neundörfer à l'université de Francfort, que ce dernier avait fondé en 1943, si

bien que la question de sa proximité avec le régime nazi se posait immédiatement²⁹. Neundörfer pratiquant une sociologie empirique et appliquée à la résolution de problèmes sociaux qui collait parfaitement avec les objectifs assignés par la Rockefeller aux sciences sociales, la fondation s'est sans doute peu interrogée sur son attitude pendant la période nazie, d'autant plus qu'elle considérait que les travaux menés par l'Institut sur les problèmes de l'Allemagne contemporaine pouvaient apporter leur contribution au processus de démocratisation de la société allemande et éloigner définitivement les sciences sociales allemandes de l'idéologie nazie. En tout état de cause, on était loin de la stratégie de dénazification radicale pronée au lendemain de la guerre par les autorités militaires³⁰.

Par ailleurs, la fondation Rockefeller est amenée à subventionner des universitaires dont le positionnement idéologique et les méthodes de travail sont aux antipodes de celles qu'elle veut promouvoir. C'est le cas de l'Institut de recherches sociales (*Institut für Sozialforschung, IFS*) de l'université de Francfort, dont l'ancrage conceptuel dans une interprétation marxiste de la société n'est guère propre à susciter l'adhésion des philanthropes, surtout en pleine guerre froide. Le financement de l'IFS apparaît d'autant plus improbable que la Rockefeller a déjà pu constater par le passé que les représentants de l'École de Francfort n'étaient pas pour elle des partenaires intellectuels naturels : en effet, lorsque le philosophe Theodor Adorno, chassé d'Allemagne par les nazis, est venu aux Etats-Unis en 1938 après un passage par l'Angleterre, il a été engagé par le sociologue Paul Lazarsfeld pour travailler sur le Princeton Radio Research Project, une enquête financée par la fondation Rockefeller et destinée à évaluer l'impact de ce nouveau média sur le public américain. En 1940, lorsqu'il rend son rapport, la Rockefeller y découvre non pas une enquête empirique sur le public de la radio, mais un réquisitoire théorique sur la culture de masse qui annonce la critique des industries culturelles à laquelle Adorno se livrera dans *La dialectique de la raison* qu'il publie en 1944 avec son condisciple de Francfort Max Horkheimer. Ce dernier, directeur de l'IFS depuis 1930, avait également émigré aux Etats-Unis après l'arrivée des nazis, et l'IFS avait trouvé

²⁹ Sur Neundörfer voir Carsten Klingemann, « Social-scientific experts – no ideologues: Sociology and Social Research in the Third Reich », in Stephen P. Turner et Dirk Käsler (dir.), *Sociology responds to fascism*, New York, Routledge, 1992, p. 127-154, ici p. 147-148.

³⁰ David J. Staley, « The Rockefeller Foundation and the patronage of German sociology 1946-1955 », *Minerva*, 33-3, 1995, 259-260.

asile à l'université Columbia. En 1949, les deux hommes reviennent à l'université de Francfort où l'IFS se réinstalle et a besoin d'un financement pour assurer son redémarrage. Mais l'Institut est dans la ligne de mire du FBI et ses membres sont soupçonnés d'être des « Communazis³¹ », ce qui va compliquer davantage leurs relations avec la fondation Rockefeller.

D'un côté, les membres de l'Institut souhaitent l'établissement de contacts scientifiques étroits avec les Etats-Unis, non seulement parce qu'ils ont besoin de financements, mais aussi parce qu'ils voient dans une collaboration transatlantique la possibilité de retrouver une audience scientifique internationale, alors que leurs voisins européens se montrent méfiants à l'égard de l'université allemande, tout comme après 1918. Mais ils ne sont nullement prêts à s'engager dans les sciences sociales empiriques telles que les défend la fondation Rockefeller. Les collègues d'Horkheimer et Adorno trouvent certes le programme de sciences sociales empiriques assez attractif, d'autant plus qu'il constitue à leurs yeux un moyen de rompre avec les sciences sociales pratiquées en Allemagne sous le nazisme. À cet égard, ils sont prêts à suivre la volonté des philanthropes et à pratiquer la recherche en s'appuyant dorénavant sur le travail de terrain et la collecte empirique de données qui, comme la Rockefeller le prétend, possèdent un potentiel démocratique et permettent de saisir de manière plus approfondie les rapports entre l'individu et la société. En revanche, les chercheurs allemands demeurent sceptiques à l'égard du cadre conceptuel des sciences sociales américaines. Adorno tient à ce que les recherches empiriques fondées sur les chiffres soient guidées par la théorie, afin d'obtenir une interprétation plus approfondie des phénomènes sociaux. Par ailleurs, il met l'accent sur le fait que la méthode de recherche quantitative, tout comme toute autre méthode, demeure liée à sa situation géographique d'origine et ne peut être que partiellement objective³², contrairement à ce que pensent les Américains. Ainsi les chercheurs de l'IFS entendent-ils pratiquer une sociologie très différente de celle

³¹ Andrew Rubin, « The Adorno Files », in Andrew Rubin et Nigel Gibson (dir.), *Adorno. A Critical Reader*, Malden, Mass., Wiley Blackwell, 2002, p. 172-190, ici p. 174-175.

³² Theodor W. Adorno, « Zur gegenwärtigen Stellung der empirischen Sozialforschung in Deutschland », in Institut zur Förderung öffentlicher Angelegenheiten e.V. (1952), 1962: *Empirische Sozialforschung*, Tübingen (1952), 1962, p. 27-39 et Theodor W. Adorno, « Soziologie und empirische Forschung », in Theodor W. Adorno, *Aufsätze zur Gesellschaftstheorie und Methodologie*, Francfort, Suhrkamp, 1957 (1973), p. 86-107.

de l'école de Chicago qui constitue alors l'horizon intellectuel de la Rockefeller. C'est ce qui explique l'accueil mitigé que rencontrent les Américains de la part des membres de l'IFS³³. De leur côté, les *officers* ne se font aucune illusion sur la distance qui les sépare de l'Ecole de Francfort. Mais précisément parce que les sciences sociales allemande leur semblent très loin de ce qui se fait alors aux Etats-Unis, ils vont prendre le parti de rétribuer immédiatement les signes, mêmes vagues, d'une réceptivité intellectuelle de la part des scientifiques allemands³⁴. C'est principalement cette raison qui explique le financement de l'IFS en 1951 par la Rockefeller, alors même que le maccarthysme et la chasse aux communistes font rage aux Etats-Unis.

Au total, il est clair qu'au cours de ces années de transition, les fondations ont joué un rôle important dans le redémarrage du système universitaire allemand, non seulement par leur soutien financier, mais aussi parce qu'elles ont contribué à réinsérer une partie des émigrés chassés par les nazis dans la vie intellectuelle nationale, et enfin à retisser des liens avec le monde académique international, particulièrement états-unien. Mais leur action ne constitue pas pour autant une reconstruction *ex nihilo*, ne serait-ce que parce que ni la Rockefeller ni la Ford n'ont à aucun moment mis en place un plan global de soutien à l'université allemande. Les contraintes du terrain et la diversité des situations interdisaient une telle démarche³⁵, de sorte qu'elles ont du en permanence faire preuve de pragmatisme. Le bilan de la politique philanthropique est donc plus contrasté que ne le suggère le rapport de

³³ Clemens Albrecht, « "Das Allerwichtigste ist, dass man die Jugend gewinnt". Die kultur- und bildungspolitischen Pläne des Horkheimer-Kreises bei der Remigration », in Clemens Albrecht, Günter C. Bermann/Harald Homann (dir.), *Die intellektuelle Gründung der Bundesrepublik. Eine Wirkungsgeschichte der Frankfurter Schule*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1999, p. 97-131.

³⁴ Interview DeVinney avec Louis Wirth, 13 avril 1952, RF 1.2/717S/15/155.

³⁵ Sylvia Paletschek, « Die deutsche Universität im und nach dem Krieg. Die Wiederentdeckung des Abendlandes », in Bernd Martin (dir.), *Der Zweite Weltkrieg und seine Folgen. Ergebnisse – Auswirkungen – Reflexionen*, Fribourg, Berlin, Rombach, 2006, p. 231-249 ; Corine Defrance, *Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, 1945-1949*, Paris, CNRS éditions, 2000.

force géopolitique : si l'action des fondations s'insère globalement dans l'entreprise américaine de reconstruction de l'Allemagne, elle se caractérise par une grande attention portée aux réalités du terrain et une prise en compte des contraintes locales qui conduit rapidement les philanthropes à rompre avec la stratégie punitive prônée par les autorités militaires et politiques américaines dans les mois qui suivent la capitulation. Et même si elles ont l'intention d'utiliser leurs ressources financières et intellectuelles pour s'immiscer dans le renouvellement des structures et des pratiques des sciences sociales allemandes, le cadre institutionnel et les projets spécifiques des chercheurs allemands ont d'emblée limité leurs possibilités d'action. Même dans le contexte de déséquilibre total qui est celui des relations germano-américaines après 1945, il est donc bien difficile de conclure à l'importation d'un modèle américain dans l'université allemande.

Helke Rausch

7

Reconstruire l'Europe intellectuelle : les sciences sociales en Italie (1945-1970)

Lorsque la fondation Rockefeller et la fondation Ford s'engagent en Italie comme dans le reste de l'Europe occidentale dans le domaine des humanités et des sciences sociales, elles obéissent à plusieurs intentions : créer des conditions favorables à la modernisation des champs disciplinaires considérés comme trop cloisonnés et encore trop étroitement fermés aux apports extérieurs dans le domaine des sciences de l'homme et de la société ; participer à la formation des élites administratives et politiques en Europe afin qu'elles se rapprochent de leurs homologues nord-américaines ; plus généralement, introduire en Europe des modèles intellectuels et culturels produits outre-Atlantique afin de dissiper une image négative de la civilisation américaine auprès d'intellectuels qui ne se rangent pas tous à gauche. La guerre froide et la lutte contre l'influence du marxisme rendent plus urgente encore la nécessité de réussir ces trois objectifs¹. Les envoyés des fondations américaines en Europe entrent en contact avec les universitaires et les intellectuels italiens essentiellement à la fin de la Seconde guerre mondiale. Ils portent alors un diagnostic sévère sur le monde académique et sont bien décidés non seulement à aider les meilleures institutions existantes, mais encore à influencer

¹ Voir Giuliana Gemelli (ed.), *American foundations and large-scale research : construction and transfer of knowledge*, Bologne, CLUEB, 2001 et *Id.* (dir.), *The Role of American Foundations in Europe : Grant-giving Policies, Cultural Diplomacy, and Trans-atlantic Relations, 1920-1980*, Bruxelles, Peter Lang, 2003.

leur évolution vers des domaines et méthodes de recherche qui ont fait leurs preuves outre-Atlantique. Avec quels résultats ?

Premiers contacts

Si les investissements de la fondation Ford dans le domaine des sciences sociales ne commencent que dans les années cinquante, la fondation Rockefeller a débuté son action dans le domaine des « humanités » (lettres, histoire, philosophie, bibliothèques) et dans celui des sciences sociales (dont l'économie) à la fin des années vingt. L'Italie, sous le joug du fascisme, bénéficie de quelques *fellowships* dans ces disciplines, en moins grand nombre cependant que dans le domaine médical ou dans celui de l'hygiène. Certains, comme Max Ascoli (1898), diplômé en droit et en philosophie, repéré comme antifasciste, dont la carrière est dès lors entravée en Italie, se voit accorder une *fellowship* de la fondation Rockefeller en 1931. Très apprécié, il est recruté par la *New School for Social Research* de New York financée par la fondation et destinée à accueillir l'élite intellectuelle alors en exil aux Etats-Unis². D'autres universitaires italiens sont dans la même situation d'expatriés. On y rencontre entre autres l'écrivain Giuseppe Antonio Borgese, aux Etats-Unis la même année qu'Ascoli et qui enseigne la critique littéraire à Chicago, Lionello Venturi (histoire de l'art, à la Johns Hopkins University de Baltimore depuis 1939) sans oublier le plus célèbre d'entre tous, l'historien Gaetano Salvemini, ancien professeur de l'université de Florence, recruté par Harvard et qui poursuit une lutte acharnée contre le régime honni qui l'a destitué en 1926. Ascoli et Salvemini rejoignent des politiques exilés dont le comte Sforza, ancien ministre des Affaires étrangères, pour fonder la *Mazzini society* qui soutient l'entrée en guerre des Etats-Unis contre les régimes fascistes coalisés. Leur origine universitaire constitue une précieuse source d'information pour ceux qui, après guerre, entendent renouer le lien rompu entre les Etats-Unis et l'Italie dans le champ universitaire.

² Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale, « Max Ascoli » ; Rosario J. Tosiello, « Max Ascoli : A Lifetime of Rockefeller Connections », Giuliana Gemelli (ed.), *The 'Unacceptable'. American Foundations and Refugee Scholars between the Two Wars and after*, P. I. E.-Peter Lang, 2000, p. 107-140.

Autre relais important, resté en Italie cette fois, l'économiste antifasciste Luigi Einaudi, qui rencontre des responsables de la Rockefeller à l'été 1926 lors d'une tournée de conférences sur les plus grands campus américains (Harvard, Princeton, Yale, Columbia, Berkeley...), et devient consultant de la fondation pour la sélection de *fellowships* en économie³. Ses précieux conseils obligent la fondation dont le représentant à Paris cherche à venir en aide à l'un des rares opposants au fascisme sur le sol italien. Einaudi est alors totalement marginalisé. Sa revue *La Riforma sociale* périclite, privée de soutiens officiels et d'un lectorat suffisamment étendu. En soutenant financièrement la revue par une *grant-in-aid* accordée le 9 mai 1933, la fondation saisit l'occasion de « favoriser le développement des recherches en sciences sociales en Italie », alors que rien n'a pu être fait jusque-là hormis l'attribution de *fellowships*. Si elle ne se fait pas d'illusion sur l'efficacité de son action, la fondation considère qu'elle travaille pour l'avenir, à savoir la formation de chercheurs en économie *in situ*, l'encouragement à la circulation d'idées et la diffusion, par l'intermédiaire d'Einaudi alors internationalement connu et qui se lance dans une politique de traduction d'économistes anglo-saxons⁴. En outre, le fils aîné de Luigi, Mario, est *fellow* de la fondation de 1927 à 1929, avant de s'installer définitivement aux Etats-Unis pour ne pas avoir à prêter serment au régime fasciste – il était professeur à l'université de Messine. Alors qu'il est enseignant à temps partiel à Harvard, il reçoit une aide supplémentaire de la fondation pour achever ses recherches sur la pensée d'Edmund Burke⁵. Luigi Einaudi qui, après la guerre, deviendra gouverneur de la Banque d'Italie puis ministre de l'Economie et enfin Président de la République italienne, est un oracle souvent consulté par les représentants des fondations en Europe lorsqu'il s'agit d'évaluer la valeur de telle ou telle institution travaillant dans le domaine des sciences de l'homme et de la société.

Sans que l'on puisse encore parler d'un réseau, les envoyés de la fondation Rockefeller en Europe après la guerre disposent déjà d'une somme d'informations sur le monde universitaire italien. L'une des toutes premières personnalités à être

³ Giuliana Gemelli, « Un imprenditore scientifico e le sue reti internazionali : Luigi Einaudi, la Fondazione Rockefeller e la professionalizzazione della ricerca economica in Italia », in *Le carte e la storia*, 2005, 1/2005, p. 189-202.

⁴ « Luigi Einaudi 1932, 1933-36 », archives fondation Rockefeller, Record Group 1.1, Series 751S, box 8, folder 93 (ci après RF 1.1/751S/8/93).

⁵ « Mario Einaudi », RF 1.1/751S/8/94.

approchées par la fondation après 1945 n'est pas un universitaire, mais l'intellectuel antifasciste italien le plus célèbre, Benedetto Croce. Il fonde en 1946 l'Institut italien pour les études historiques, une école privée qui recrute après la *laurea*, le diplôme alors le plus élevé en Italie. L'Institut se voit proposer par l'un de ses envoyés en Europe, Edward F. D'Arms, une aide (achats de livres et octroi de *fellowships*), officiellement accordée en 1949. D'Arms bénéficie des conseils avisés de Bruno Foa, ancien *fellow* à la London School of Economics en 1927, ancien collaborateur de *La Riforma sociale* de Luigi Einaudi et expatrié à Princeton en 1940⁶. Il consulte également le personnel de l'ambassade (l'attaché culturel Charles R. Morey, lui-même ancien professeur d'histoire de l'art chrétien médiéval italien à Princeton), le directeur de l'Académie américaine Laurence Roberts et l'ex-directeur de cabinet de Sforza, également ancien attaché culturel aux Etats-Unis après guerre, Vittorio Ivella, devenu depuis journaliste⁷.

Une fois les premiers contacts établis, les représentants des institutions financées après la guerre deviendront à leur tour de précieuses sources d'informations. Le rôle central est toutefois assumé par les envoyés des fondations, tous universitaires, dont les relations personnelles et parfois chaleureuses nouées avec leurs interlocuteurs italiens, par le lien de confiance qui se crée alors, semblent décisives dans la décision d'accorder une subvention. Si tous ont une part déterminante, Edward F. D'Arms (1904-1991), ancien de Princeton, professeur de littérature, major durant la Seconde guerre mondiale, est le plus important. Devenu directeur adjoint du département des sciences de l'homme et des arts à la fondation Rockefeller avant de passer en 1957 à la Fondation Ford, il exerce une influence déterminante dans la mesure où il a appris à très bien connaître le monde universitaire italien lors de ses fréquents séjours en Europe.

Edward F. D'Arms (1904-1991)

Né à Buffalo, il est à la fois un parfait représentant de l'élite libérale américaine et un très bon connaisseur de l'Europe et de sa culture : études dans la prestigieuse

⁶ « Bruno Foa », RF RG10-Fellowship/3/Fo-Fz.

⁷ Excerpt from EFD's diary, 26-27 avril 1948, RF 1.2/751R/12/146.

université de Princeton (l'une des huit de *Ivy League*), où il obtient son doctorat de lettres classiques ; membre de la non moins prestigieuse société bicentenaire « Phi Beta Kappa » réunissant les meilleurs étudiants (et d'où sont issus 17 présidents des Etats-Unis et 150 prix Nobel) ; boursier du programme *Rhodes* à l'université d'Oxford entre 1928 et 1931 ; enseignement des humanités classiques dans les universités de Princeton, du Minnesota et du Colorado, avant d'être appelé sous les drapeaux et de combattre en France et en Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale. En 1947, son pedigree universitaire et son expérience européenne en font le parfait candidat pour devenir Directeur adjoint de la *Division of Humanities* de la fondation Rockefeller, un poste qui l'amène à voyager à travers l'Europe et à rencontrer universitaires, administrateurs et hommes politiques pour négocier l'octroi de subventions de la fondation aux institutions d'enseignement et de recherche, mais aussi l'attribution de *fellowships* (bourses de voyage et d'étude) à de jeunes chercheurs prometteurs. Il occupe ce poste jusqu'en 1957, date à laquelle il passe à la fondation Ford, où il exercera les mêmes fonctions jusqu'à sa retraite à la fin des années soixante.

Analyse de la situation et stratégie d'action

Les liens étroits entre les fondations Rockefeller et Ford dûs notamment à la formation commune des dirigeants de leurs départements respectifs et les passages de ces derniers de l'un à l'autre, expliquent un regard sensiblement identique sur la situation de l'Université en Italie. Si les stratégies d'investissement peuvent différer, on retrouve les mêmes milieux académiques aidés et favorisés par les deux fondations.

Le regard porté sur l'Italie ne diffère guère des analyses de la situation des autres universités européennes, si ce n'est que, sortant de vingt ans de dictature qui s'ajoutent à un retard économique et à une structure sociale considérée comme arriérée, les problèmes sont plus aigus encore dans ce pays. Le diagnostic américain est pessimiste : un investissement insuffisant dans l'enseignement supérieur et la recherche ; aucune institution, hormis l'Ecole Normale Supérieure de Pise, capable

d'offrir une solide formation à ses étudiants après la *laurea* ; pas d'adéquation ni de lien un tant soit peu solide entre la recherche et ses applications pratiques, notamment dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, la connaissance approfondie des conditions économiques et sociales, comme des pratiques politiques du pays ; une incapacité à bien former la classe dirigeante ; sans oublier une méconnaissance des travaux les plus récents, et particulièrement de la production scientifique américaine

Les universités italiennes manquent en effet de moyens et elles sont éclatées en différents pôles d'envergure et de dynamisme très inégaux. C'est en partie la conséquence de la réforme de Giovanni Gentile en 1923, le philosophe du fascisme, qui a multiplié les facultés sans réellement les doter financièrement. Le cloisonnement des disciplines, qui caractérise également d'autres pays comme la France, existe au sein d'un même département, comme c'est le cas à Gênes en économie. Or le domaine de l'économie, l'un des plus sensibles compte tenu du retard du développement italien, intéresse particulièrement les fondations et concentre une partie de leurs critiques. Leur premier but est de promouvoir des enquêtes directement liées à la résolution des problèmes italiens, d'où un tropisme vers le Sud de l'Italie particulièrement en retard du point de vue économique. Il s'agit de pallier le manque de spécialistes dans l'économie du développement et de stimuler les études en économie dans les universités italiennes⁸.

Les fondations pointent également du doigt l'absence d'études empiriques et d'enquêtes scientifiques dans le domaine des sciences politiques. Le retard italien leur paraît plus profond qu'ailleurs, en raison – mais pas seulement – d'une tradition philosophique plus versée vers la spéculation que vers la compréhension de la société contemporaine. Ce sont leurs interlocuteurs italiens qui dénoncent eux-mêmes les déficiences dans ce domaine. Les animateurs de la revue *Il Mulino*, fondée en 1951 par des étudiants de l'université de Bologne désireux d'introduire la sociologie et les sciences politiques en Italie, tirent parti d'une analyse formulée par les Américains et qu'ils font leur, pour s'affirmer dans le champ éditorial aussi bien qu'académique et politique italien grâce à leurs enquêtes sociales, notamment sur le

⁸ Archives fondation Ford [ci-après FF], Grant 57-280, Section 1, Dockert Excerpt, Meeting of the Board of Trustees, 21-22 juin 1957, Association for the industrial development of Southern Italy (SVIMEZ). Center for training in economic research and administration, p. 1-2.

système éducatif. Lorsque leur chef de file, Fabio Luca Cavazza, dresse un constat sévère sur l'état des sciences sociales en Italie, il ne fait que reprendre à son compte des critiques américaines qu'il a eu loisir d'entendre lors de séjours de l'autre côté de l'Atlantique, quand bien même ces critiques rejoignent son propre point de vue⁹. C'est également le cas de Manlio Rossi Doria, professeur à la Faculté d'économie agricole de Portici où il a été lui-même étudiant avant de s'engager dans l'action antifasciste : à la suite d'un séjour d'un an comme *visiting professor* à Berkeley en 1957-58 avec une bourse Fulbright, il a l'idée de créer un centre de spécialisation en économie agricole. Selon lui, il existe en effet un fossé entre la recherche pratiquée aux Etats-Unis dans ce domaine – celui de la productivité agricole, de l'étude des échanges et du marché, de la sociologie du monde rural – et celle qui est menée en Italie¹⁰. Selon le principe de la « fertilisation croisée », le but est de convertir le système universitaire italien aux méthodes des sciences sociales alors en œuvre dans les grandes universités américaines, notamment à Chicago¹¹.

Il existe aussi des intentions plus stratégiques. La situation géopolitique de l'Italie, maillon faible de l'alliance atlantique en raison de sa proximité avec le bloc soviétique et surtout en raison d'un parti communiste influent qui peut compter jusqu'en 1956 sur son fidèle allié socialiste, exige de mieux comprendre le comportement politique des Italiens. Etudier le vote de l'électorat et lancer des enquêtes de terrain pour mettre en évidence l'influence communiste exige des moyens autant qu'une méthode d'analyse encore peu courante dans l'université italienne. Il est urgent de connaître les pratiques politiques des Italiens¹². Il en va de l'« avenir de l'Italie et de celui de l'Europe occidentale ». Le cas italien est d'autant plus urgent que le pays sort de vingt années de dictature fasciste¹³. Contrer

⁹ FF, Grant 58-213, section 4, Memorandum, Fabio Luca Cavazza, 18 octobre 1956.

¹⁰ Waldemar Nielsen au *Central Files*, July 22nd, 1958, in FF, Grant 59-502, Section 4, General Correspondance, p. 1.

¹¹ Giuliana Gemelli, « The origins of the Olivetti Foundation and the Development of Social and Political Sciences in Italy during the Sixties », Giuliana Gemelli (ed.), *The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's). Cross-fertilization of Learning in Social Science and Management*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 1998, p. 97-136.

¹² « University of Florence, Faculty of Social and Political Sciences », 21 février 1957, RF 1.2/751S/15/178.

¹³ « University of Turin, Institute of political science », 23 mai 1958, RF 1.2./ 751S/17/196.

l'influence du marxisme dans les sciences sociales est également l'une des raisons qui poussent la fondation Rockefeller à encourager le développement de l'Institut fondé par Croce. Pour D'Arms, il est nécessaire de « contre-balancer les écoles historiques plus déterministes¹⁴ ».

Vers des aides plus ciblées

Après la Seconde guerre mondiale, l'action de la fondation Rockefeller précède de quelques années celle de la Ford. La première doit gérer en quelque sorte l'urgence et finance des projets plus conventionnels : elle innove moins qu'elle n'encourage des institutions d'excellence à poursuivre leurs activités sans tenter de les changer radicalement. La seconde investit dans des projets plus choisis, suivant une stratégie de modification en profondeur du champ des sciences sociales en Italie.

Si l'on excepte le domaine particulier de l'économie où, comme on l'a vu, le rôle pionnier de Luigi Einaudi explique les subventions accordées dès la fin de la guerre à des centres de recherches dans cette discipline, la Division des humanités (*Humanities Division*) de la fondation Rockefeller est la première à se manifester, grâce notamment à D'Arms. Les *grants-in-aid* versées entre 1949 et 1960, s'inscrivent en partie dans la continuité des actions entreprises avant la guerre, à savoir l'approvisionnement de fonds de bibliothèque et le versement de bourses de recherches à de jeunes diplômés. Le financement d'achats d'ouvrages de langue anglaise traduit la volonté d'une politique d'acculturation massive des élites italiennes à la production d'outre-Atlantique et s'apparente presque aux accords bilatéraux permettant, entre autres exemples, au cinéma américain de s'établir de façon durable en Europe (on pense aux accords Blum-Byrnes de 1946 pour la France).

L'Institut Croce apparaît comme la seule institution de valeur dans le domaine des « humanités » avec l'Ecole Normale Supérieure de Pise. En outre, la Fondation apprécie l'intérêt prononcé de son directeur, Chabod, spécialiste de la Renaissance, pour l'histoire contemporaine. L'Institut est non seulement un centre de production historiographique appréciable, mais il est aussi un vivier de chercheurs qui se

¹⁴ Excerpt from EFD's diary, 27 avril 1948, p. 2, RF 1.2/751R/12/146.

connaissent, s'apprécient – la fondation encourage avant tout le travail en équipe – et surtout ne conçoivent pas leur rôle comme enfermé dans une tour d'ivoire exclusivement réservée à la science. Si la fondation aide ainsi les recherches du directeur adjoint de l'Institut et ancien *fellow* Vittorio De Caprariis, c'est parce que celui-ci entend bien travailler sur la période la plus contemporaine avec un lien manifeste avec la politique étrangère et notamment celle des Etats-Unis¹⁵. De Caprariis, correspondant de l'hebdomadaire libéral et atlantiste *Il Mondo* à Paris alors qu'il effectue ses recherches sur la pensée libérale en France, à partir de 1954, devient aussi l'un des animateurs de *Nord e Sud*, revue d'études sur le Mezzogiorno qui intéresse la fondation Ford.

Au-delà d'aspects plus politiques, la répartition des bourses accordées par la fondation Rockefeller montre toutefois un intérêt réel pour les études historiques, et ce, jusqu'à la fin des années cinquante. On apprécie par exemple le travail mené par l'équipe de Carlo Cipolla, historien moderniste de l'économie vénitienne, parce que précisément il s'attache à donner à la discipline économique un recul historique qui semble nécessaire¹⁶. Plusieurs historiens ont bénéficié de l'aide de la Fondation Rockefeller pour mener à bien leurs recherches, dont entre autres Roberto Vivarelli (1958-60) qui prépare un ouvrage sur les origines du fascisme¹⁷.

Les *fellowships* de la Rockefeller visent également à permettre la diffusion de la pensée américaine, à l'exemple de ce qui se passe en philosophie avec les subventions accordées, par l'intermédiaire de l'Ecole Normale Supérieure de Pise, à des universitaires de renom (Guido Calogero, ancien disciple de Gentile et l'un des inspirateurs du libéral-socialisme) ou à de jeunes chercheurs désireux de se spécialiser dans la philosophie américaine¹⁸.

La relation de confiance nouée entre les représentants de la Fondation et les historiens et philosophes italiens n'a toutefois pas de suite, les Américains recentrant rapidement leur action sur des disciplines à résultats plus tangibles et utiles pour la compréhension immédiate de l'Italie contemporaine. La Rockefeller subventionne les

¹⁵ « Vittorio De Caprariis », RF 1.2./751R/15/173, et RG 10-Fellowship/25/De Caprariis Vittorio.

¹⁶ « University of Venice, Istituto di Storia Economica e Istituto di Politica Economica », RF 1.2/751/17/199 ; Kenneth W. Thompson diary, 23 octobre 1956 (*id.*).

¹⁷ RF RG 10-Fellowship/92/Vivarelli Roberto.

¹⁸ « Scuola Normale Superiore. Guido Calogero », 1949-1950, RF 1.2./751R/ 13/156-157 (Scuola Normale Superiore. Philosophy 1956-1958).

deux Facultés de sciences politiques de Florence et de Turin en 1957-58, et, dans le domaine de l'économie, en 1954, le « Centre de recherches en économie et économétrie » de l'université de Gênes, qui bénéficie d'un jugement favorable d'Einaudi. Celui-ci, espère-t-on, permettrait de réunir des centres jusque-là épars et de faire travailler ensemble des professeurs repliés dans leur sphère d'études¹⁹.

La fondation Ford prend le relais dans ce domaine comme dans celui de l'économie du développement et des relations internationales. Sa politique s'articule autour de deux axes. Le premier concerne les enquêtes de terrain. Outre *Il Mulino* sur l'université et l'évaluation du système éducatif italien, le groupe *Nord e Sud*, du nom de la revue fondée par Francesco Compagna, se voit aidé, en 1957, dans ses projets de comprendre les déplacements de population dans le Mezzogiorno, en pleine expansion des migrations intérieures. La rapidité d'exécution de l'enquête et son sérieux persuadent la fondation de renouveler son aide deux ans plus tard, en finançant cette fois des travaux sur les problèmes posés par le sous-prolétariat napolitain et les conséquences de l'exode rural sur le tissu urbain²⁰. Ce qui attire la fondation Ford, c'est le caractère à la fois libéral, non marxiste des groupes financés et aussi leur indépendance à l'égard non seulement du pouvoir mais aussi de structures universitaires jugées inadéquates voire archaïques et bureaucratiques pour mener à bien ce genre de recherche²¹.

D'où le second axe, susciter et encourager la création de centres de recherche constitués d'universitaires qui se sentent trop à l'étroit ou non reconnus à leur juste valeur au sein de leurs institutions respectives. Comme pour la fondation Rockefeller, la Ford ne peut cependant se permettre de financer des *outsiders* trop en marge. La notoriété de l'institution ou celle de son directeur ou président est une condition de base. En outre, la logique d'un financement non pérenne, et même, dans le cas italien qui se présente le plus fréquemment, d'une aide à la création ou d'un soutien à court terme – les subventions renouvelées ou reconduites plus d'une fois ne sont pas la norme – suppose de trouver d'autres partenaires financiers, privés ou publiques, capables de prendre le relais de la subvention de démarrage.

¹⁹ « University of Genoa » RF 1. 2./751S/15/180.

²⁰ Frédéric Attal, *Les intellectuels napolitains (1943-1964). La formation d'une classe dirigeante dans l'Italie de l'après-guerre*, thèse de doctorat, IEP, 2000, p. 679-684.

²¹ *Id.*, p. 684. C'est aussi ce qui motive le choix de financer le centre de formation de la SVIMEZ : FF, Grant n°57-280, Section 1, Dockert Excerpt, Meeting of the Board of Trustees, 21-22 juin 1957, p. 1-3.

Le Centre de spécialisation et de recherches en économie agricole (Rossi Doria) et l'Institut des Affaires internationales fondé par Altiero Spinelli répondent à l'ensemble des critères que l'on vient d'indiquer et constituent deux cas intéressants.

L'économie agricole

Dans le cadre de l'action engagée pour encourager les études en économie du développement, la Fondation Ford a financé plusieurs structures : le « Centre de formation en recherches économiques » de l'Institut pour le développement du Midi italien (SVIMEZ), des études menées sur le Midi italien par une revue spécialisée sur la question (*Nord e Sud*), et surtout le Centre de spécialisation en économie agricole de Portici (Naples), qui, seul, sera analysé ici.

Celui-ci est issu de l'Institut supérieur d'agriculture créé en 1872, organisme universitaire alors rattaché au ministère de l'Agriculture. En 1935, il devient Faculté d'économie agricole de l'université de Naples et est alors placée sous la tutelle du ministère de l'Instruction publique. Bien que dirigée par un entomologiste de réputation mondiale, Filippo Silvestri, la faculté de Portici a le niveau scientifique de bons instituts universitaires sans plus, dont la qualité des leçons n'atteint pas vraiment des sommets²².

En 1948, devenu professeur à la faculté, Rossi Doria impulse un nouvel élan qui doit beaucoup, comme on l'a vu, à son expérience américaine. Celle-ci débute par un premier séjour aux Etats-Unis en au début des années cinquante quand des contacts sont pris avec l'université de Berkeley. Elle se renforce d'un séjour d'un an en 1957-1958, grâce à une bourse Fulbright. Le Centre de spécialisation qu'il met en place, pour lequel il sollicite le financement de la Fondation Ford, se donne pour but de former un personnel scientifique et administratif suffisamment compétent pour être à même de résoudre les problèmes récurrents propres à l'économie et à la société méridionales²³. Pour cela, il faut introduire un enseignement d'analyse

²² Manlio Rossi Doria, *La gioia tranquilla del ricordo, Memorie 1905-1934*, Bologne, Il Mulino, 1991, p. 122 sq.

²³ FF, Grant 59-502, Section 4, General Correspondance, Manlio Rossi Doria, « Creation of a Center of Specialization an Research in Agricultural Economics for the South at the University of Naples », 1958, p. 1.

économique moderne en plus de cours de perfectionnement concernant l'organisation des marchés, les entreprises agricoles, l'amélioration des sols et la question de la productivité. Le centre de spécialisation a pour vocation de former les techniciens et spécialistes dont les organisations gouvernementales, les entreprises privées ou publiques italiennes ont besoin. Deux sections sont prévues : l'une offre des cours de formation en économie agricole pour les futurs cadres des agences officielles de développement (25 à 30 étudiants), l'autre prévoit deux ans d'études pour former des chercheurs et spécialistes en économie agricole (pas plus de dix étudiants rigoureusement sélectionnés pour commencer). Ces derniers peuvent bénéficier d'une année d'études à l'étranger, si possible à Berkeley. Les cours sont assurés à la fois par une équipe d'enseignants permanents, des experts et des spécialistes invités, des économistes étrangers et notamment des universitaires californiens²⁴. Une troisième fonction du Centre tient à son activité de recherches sur la question de l'économie agricole dans le Mezzogiorno et l'ensemble du bassin méditerranéen.

Pour réaliser son projet, Rossi Doria obtient le financement de la Caisse pour le Midi (fonds gouvernementaux créés pour la première fois en 1950 afin de résoudre la question du sous-développement de l'Italie méridionale), du ministère de l'Agriculture, du Conseil National de Recherche et de la Fondation Ford. Confortée par le fait que l'institution est financée par l'Etat italien, la Fondation alloue trois aides importantes entre 1959 et 1967 pour un montant total de 400 000 dollars. Le Centre de Portici répond en effet parfaitement aux intentions de la Fondation dont nous avons vu précédemment les principes. Occasion est une nouvelle fois donnée d'élever le niveau de la pensée et de la recherche économiques en Italie et de développer l'enseignement des sciences sociales.

Lors du renouvellement de la subvention en 1967, le professeur Earl Heady de l'université de l'Iowa, consulté par la fondation pour l'occasion, émet un avis favorable en raison de ce que le Centre de Portici a su démontrer depuis 1959 et aussi parce que l'aide ultérieure est « destinée à vaincre le poids et l'influence des

²⁴ *Id.*, p. 2-3. Des employés de la Caisse pour le Midi sont de fait envoyés au Centre de spécialisation pour y suivre des cours : Slater à Stone et Mr Nielsen, May 19-24th, 1959 in FF, Grant 59-502, Section 4, General Correspondance.

vieilles écoles démodées de pensée en économie agricole en Italie²⁵ ». Il s'agit également d'aider à introduire systématiquement dans la formation de tout diplômé italien en sciences sociales un enseignement d'économie et de prouver au Conseil National de la Recherche italien, copartenaire financier du Centre, l'importance de la recherche en sciences sociales. Enfin, dernier argument qui n'est pas le moins important, il faut « montrer la voie pour les économies agricoles de la transformation d'une société agraire en une société industrielle dans les autres pays méditerranéens ». Condition nécessaire de l'aide de la Fondation, celle-ci doit être en partie destinée à faire venir et former au Centre de Portici de jeunes étudiants en économie agricole provenant de l'ensemble du bassin méditerranéen (Grecs, Espagnols, etc.). L'école de Rossi Doria entre ainsi dans le paradigme universaliste de l'organisme américain d'aide au Tiers-Monde et d'application systématique d'une idéologie du développement fondée sur des bases béhavioristes, et sur le principe selon lequel tout problème de modernisation peut être résolu conformément au modèle américain.

On retrouve aussi cette condition dans la justification apportée à l'aide accordée à la SVIMEZ, l'autre institution concernant le Mezzogiorno et subventionnée par la Fondation : il faut aider la coopération de l'organisme par-étatique italien avec des pays en voie de développement de l'arc méditerranéen (Chypre, Grèce, Espagne). En 1963, la SVIMEZ accueille 70 économistes « seniors » venant de partout en Europe, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Afrique. Les États-Unis, première nouvelle nation du monde doivent devenir un modèle pour les pays en voie de développement²⁶.

Les relations internationales

Le cas de l'Institut pour les Affaires Internationales (IAI) de Rome conçu par Altiero Spinelli, l'un des plus fervents et actifs partisans de l'unification européenne en Italie, offre des points communs avec le cas précédent. Le constat d'un retard

²⁵ FF, Grant 59-502, Section 1, « Request for Grant Action », F. Champion Ward to Mr. Mc George Bundy, *International Affairs. Approval of a grant of \$ 150,000 over a four-year period to the University of Naples to further development of its Center for Advanced Training and Research in Agricultural Economic*, October 31st, 1966, p. 5.

²⁶ FF, Grant 57-0280, Section 1, « Grant Resquest-International Affairs », January 17, 1963, p. 3.

intellectuel et culturel italien dans le domaine de la formation, en politique étrangère cette fois, est à nouveau dressé. Il est ainsi constaté que les sciences sociales italiennes sont encore trop « abstraites et formalistes » et par là même peu adaptées aux « réalités des affaires intérieures et internationales contemporaines²⁷ ». Les deux premiers objectifs présentés pour justifier la décision d'accorder une aide financière conséquente (renouvelée par deux fois) concernent la nécessité pour les élites italiennes d'acquérir un minimum de connaissances dans le domaine des questions internationales, et de constituer une sorte de *think tank* qui ne dit pas encore son nom pour élaborer ou aider à élaborer les grands principes de la politique étrangère italienne. Comme pour le Centre de Portici, le soutien accordé est conditionné à ses possibilités de développement par des subventions autres qu'américaines. Or le projet de Spinelli offre sur ce plan autant de garanties que celui de Rossi Doria. La notoriété nationale et internationale de l'infatigable européiste lui permet de bénéficier d'un entourage respectable. Il peut se vanter de l'appui et de la participation de larges secteurs du monde intellectuel, particulièrement des groupes aidés par la fondation Ford (*Il Mulino, Nord e Sud*), des universitaires, comme du monde économique et politique. La fondation Olivetti créée en 1962 – qui coopérait avec la Ford sur un projet de constitution d'un comité bilatéral sur les sciences politiques et sociales²⁸ – et Giovanni Agnelli en personne, le patron de FIAT, lui accordent un soutien financier auquel s'ajoutent d'autres subventions. C'est pour toutes ces raisons, et parce que Spinelli est considéré comme un organisateur hors pair et un homme intelligent, que la fondation le préfère à Fabio Cavazza, l'un des animateurs d'*Il Mulino*, qui a également proposé un projet²⁹. Les contacts noués par Spinelli aux Etats-Unis lors d'un voyage organisé en janvier 1965 avec une bourse du gouvernement américain réservée aux *leaders* étrangers, ont sans doute été également décisifs. Enfin, comme dans le cas du Centre de Portici, les dirigeants du programme international de la fondation Ford insistent sur le rôle original que peuvent jouer l'Institut et de façon plus générale la diplomatie italienne dans le monde. Bien qu'il ne faille pas s'attendre à un niveau comparable à celui de ses

²⁷ FF, Grant 66-0134, Section 1, Dockert excerpt, Board of trustees meeting, March 14, 1966, « Institute of International Affairs (Rome). Establishment and general support », p. 3.

²⁸ Giuliana Gemelli, *art. cit.*, p. 114-132.

²⁹ Piero S. Graglia, *Altiero Spinelli*, Bologne, Il Mulino, 2008, p. 445-470.

homologues européens ou américains comme l'Institut international des études stratégiques dont le siège est à Londres, l'IAI a son mot à dire dans tout ce qui concerne les relations de l'Italie et du monde occidental avec le Tiers-Monde, singulièrement l'arc méditerranéen et l'Afrique, ou même avec le bloc de l'Est (notamment mais pas seulement les relations avec la Yougoslavie)³⁰. De fait, un rapport rédigé en 1973 apprécie les études menées par l'IAI sur l'Afrique du Nord et le Proche-Orient autant que le dialogue mené avec des représentants de l'URSS et de la Yougoslavie³¹.

La comparaison s'arrête là. Les activités de l'IAI sont bien sûr très différentes de celles du Centre de Portici. L'Institut dirigé par Spinelli publie un bulletin, organise de très nombreux colloques, multiplie les séminaires et les contacts avec d'autres institutions italiennes ou étrangères du même genre, traduit des ouvrages anglais, américains allemands ou français. Le but demeure toutefois la formation des futurs cadres de la politique étrangère italienne.

D'autres éléments distinguent l'IAI des autres institutions subventionnées. L'aspect plus politique et stratégique de l'institut explique une plus grande intervention des envoyés de la Fondation Ford qui prodiguent des conseils à Spinelli, apparemment bien accueillis et suivis d'effets³². La Fondation voit en outre dans l'IAI le seul organisme de cette importance capable de réunir un vaste ensemble de décideurs sans que n'interfèrent d'aucune manière des questions de politique intérieure. Enfin, ultime point qui mérite d'être relevé, l'IAI, contrairement aux organismes très universitaires ou « techniques » et spécialisés que sont le Centre de Portici et la SVIMEZ, a pour vocation, selon ses fondateurs et ses donateurs, de sensibiliser efficacement l'opinion publique italienne aux affaires internationales et à la politique étrangère de leur pays afin, entre autres, de dissiper les malentendus savamment entretenus par les extrêmes politiques contre la politique pro-occidentale de l'Italie³³.

³⁰ FF, Grant 66-0134, Section 1, Docket excerpt, document cité p. 1.

³¹ FF, Grant 66-0134, Section 3, Inter-Office Memorandum from Alessandro Silj. « Institute of International Affairs. Evaluation Report » August 22, 1973, p. 6.

³² *Id.*, p. 3.

³³ Joseph La Palombara to Joseph Slater, « Draft Suggestions for Docket Item : Italian Institute of International Affairs » (FF, Grant 366-0134, Section 4, p. 1). La Palombara, diplômé de Princeton en

Altiero Spinelli (1907-1986)

Né à Rome et entré à 17 ans au Parti communiste, il est arrêté par la milice fasciste en 1927 et emprisonné sur l'île de Ventonene, où il rédige en 1941 avec Ernesto Rossi et Eugenio Colomi le *Manifeste pour une Europe libre et unie* qui deviendra le bréviaire des fédéralistes européens en Italie et sur le reste du continent. Deux ans plus tard, juste après l'arrestation de Mussolini, il lance à Milan le Mouvement fédéraliste européen, et en 1946, participe à la création de l'Union des fédéralistes européens avec Denis de Rougemont et Henri Frenay. Résolument constitutionnaliste, il s'oppose à la stratégie d'unification européenne par l'économie mise en oeuvre par Jean Monnet et Robert Schuman à travers la création en 1951 de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Quand, au début des années soixante, le glas des projets fédéralistes semble sonner, Spinelli mise sur la transformation des mentalités des élites dirigeantes afin de leur faire admettre le caractère inéluctable de l'intégration européenne. Ses liens avec Olivetti et le centre Johns Hopkin's de Bologne financé par la Fondation Ford et l'USIS de Rome l'incitent à se rendre par deux fois aux Etats-Unis pour mettre sur pied en 1965 un Institut des affaires internationales dont l'objectif est de rapprocher les futurs diplomates et les décideurs politiques de l'idée européenne. Appelé en 1970 à diriger la Commission européenne de Bruxelles, il quitte la direction de l'Institut mais poursuit son objectif de démocratiser l'Europe. En 1976, nouveau coup d'éclat avec sa candidature dans une liste communiste aux élections européennes. En 1984, après avoir vu se réaliser son souhait d'une élection de députés européens au suffrage universel direct, il rédige le premier projet de traité de l'Union européenne.

sciences politiques, a été boursier en Italie et est souvent consulté par la Ford pour tout ce qui concerne les sciences sociales dans ce pays.

Une importation du modèle américain ?

Pour finir, on s'attardera sur deux questions importantes soulevées par l'action des Fondations Rockefeller et Ford dans l'Italie de l'après-guerre.

La première concerne liens existants entre le rôle des Fondation et la stratégie globale de la diplomatie culturelle américaine telle qu'elle est définie par les gouvernements américains et notamment par le département d'Etat. L'existence même de relations ne fait aucun doute. Plusieurs faits le rappellent. D'une façon générale, il n'existe pas de différence marquée entre le personnel diplomatique chargé des affaires internationales, et le monde universitaire d'excellence d'où sont issus les « experts » envoyés par les Fondations. Recrutés dans les meilleures universités américaines, ils se connaissent, s'apprécient, voire passent du service de l'Etat à celui du privé, et vice-versa. Les exemples sont nombreux et il suffit de citer deux cas particulièrement éloquentes : Dean Rusk a été président de la Rockefeller de 1952 à 1961 avant de devenir secrétaire d'Etat sous la présidence de Kennedy, une trajectoire qui croise en quelque sorte celle de McGeorge Bundy, conseiller de Kennedy pour les affaires étrangères puis, à partir de 1966, président de la Fondation Ford. Des agents des services secrets américains (OSS et CIA) ont servi comme *officers* des Fondations qui utilisaient ainsi leur très bonne connaissance de l'Europe, à l'image de Childbourne Gilpatrick passé de la CIA à la Fondation Rockefeller et que l'on retrouve fréquemment comme référent sur l'Italie³⁴. L'United States Information Service (USIS), qui s'occupe des intérêts culturels américains en Europe, puise dans un vivier d'anciens boursiers américains en Europe pour nourrir son réseau d'agents dans les consulats et les ambassades américaines. James Mocerri, ancien élève de l'Institut italien pour les études historiques de Naples, devient ainsi dans les années cinquante l'attaché culturel du consulat américain de Florence.

Il est également clair que, parce que précisément ces hommes sont issus du même univers intellectuel, ils partagent une même vision du monde et, notamment, une même crainte de voir l'Europe submergée par le marxisme tandis qu'elle resterait dans une ignorance coupable et hostile de tout ce qui viendrait des Etats-

³⁴ Frances Stoner Saunders, *Who Paid the Piper ? The CIA and the Cultural Cold War*, Granta Books, 1999. Traduction française : *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, Paris, Denoël, 2003, ch. 9.

Unis, principalement leur production scientifique et culturelle. Il existe par exemple sur de nombreux points une identité de vues entre les agents du *National Security Council* qui définissent la stratégie des Etats-Unis en Italie et les envoyés des Fondations américaines : tous insistent sur la mauvaise image de l'Amérique auprès des élites, et plus particulièrement des intellectuels qui mépriseraient une civilisation, selon eux sans culture, et tous mettent l'accent sur l'importance de ces mêmes intellectuels, intercesseurs indispensables après de l'opinion publique dans des pays qui, comme l'Italie, portent la culture au pinacle.

Une même analyse conduit-elle nécessairement à une totale identité des fins recherchées, selon une stratégie qui serait définie dans les locaux de la CIA³⁵ ? Cette vision quelque peu conspirationniste ne nous semble pas pertinente. Elle est avant tout démentie par des faits. Ainsi, lorsque le maccarthysme saisit les Etats-Unis et que les fondations sont mises en accusation pour avoir financé des sympathisants communistes voire des communistes, celles-ci donnent certes des gages pour ne plus porter le flanc à la critique, et acceptent de prêter oreille aux conseils des services secrets comme du département d'Etat – faire attention à ne pas financer de sympathisants communistes en Europe – mais refusent de se livrer à une activité policière³⁶. Il n'y a pas non plus nécessairement de convergence de vue entre les services du Département d'Etat américain et les Fondations. Ainsi l'USIS de Florence contestait l'intérêt de la démarche du professeur Sartori, de la faculté de Sciences politiques, qui avait refusé l'offre américaine officielle d'une enquête à l'échelle nationale du comportement politique des Italiens, considérée non sans raison comme difficile à mener. James Mocerri avoue se défier de Sartori. Ce dernier a finalement l'aval et les subventions de la fondation Rockefeller, en ayant choisi une optique plus locale et plus réaliste qui sied aux représentants de l'institution new-yorkaise³⁷. Dans ce cas précis, la fondation passe outre l'avis de représentants du département d'Etat et poursuit ses propres objectifs, indépendants de ceux de la diplomatie. La réalité est donc complexe et il faudrait un travail approfondi pour

³⁵ *id.*

³⁶ Dean Rusk cité par Brigitte Mazon, *Aux origines de l'EHESS, le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Cerf, 1988, p. 126-127.

³⁷ Excerpt from EFD's diary, octobre 26 and 27, 1956, p. 3, RF 1. 2/751S/15/178.

évaluer de façon détaillée les relations entre ces deux mondes aux frontières poreuses.

La seconde question qui se pose est celle de l'efficacité de l'action des fondations. La réponse ne peut non plus être aisée. Il est vrai d'abord que cette question est au centre de l'action tant de la diplomatie que des fondations. Ainsi, les archives du département d'Etat témoignent d'une attention soutenue portée à l'image des Etats-Unis offerte dans la presse ou sur tout autre support par le *leader* européen – ce peut être un universitaire – qui a bénéficié d'une bourse. Les fondations qui ont investi dans un groupe ou une institution à vocation scientifique attendent bien sûr également un résultat positif auquel ils accordent beaucoup d'attentions. Ainsi, la subvention accordée au Centre d'économie et d'économétrie de l'université de Gênes se révèle un échec : loin d'avoir favorisé le travail en équipes dans le but de créer les outils statistiques nécessaires à l'analyse de l'économie italienne, les sommes versées ont été utilisées de façon individuelle par les mandarins concernés qui ont davantage financé leurs propres recherches qu'ils n'ont contribué à mettre en œuvre un travail collectif à ample respiration³⁸. C'est toutefois le seul cas d'espèce.

L'aune à laquelle peut se mesurer le succès du financement est bien sûr la réussite du projet mais aussi la diffusion facilitée des méthodes et thèses américaines dans les différents domaines. En un mot, une acculturation scientifique des universitaires et des groupes intellectuels italiens à la production venant des Etats-Unis. L'étude du résultat passerait par une étude approfondie de la production italienne. A titre de conclusion provisoire, on peut d'ores et déjà constater que plus l'objet « importé » est nouveau dans le champ universitaire italien, plus l'imprégnation des méthodes et travaux américains est forte. C'est par exemple le cas de la science et de la sociologie politiques italiennes empiristes qui, compte tenu de la faible tradition nationale, adaptent des outils et démarches venus d'outre-Atlantique. Les travaux menés par le groupe bolonais d'*Il Mulino* ou la Faculté de sciences politiques de Florence témoignent de ce phénomène. Dans le cas de la philosophie, il est également certain que la réussite est d'autant plus éclatante que les universitaires italiens concernés par les bourses accordées sont déjà des spécialistes intéressés et inspirés par des auteurs américains. Il faudrait savoir si

³⁸ Excerpt from Nicholas S. Buchanan's diary, 4-5 février 1958, RF 1. 2./751S/15/181.

cette aide financière a non seulement facilité leur intégration scientifique et leur carrière universitaire, mais leur a également permis de s'imposer dans leur champ disciplinaire plus efficacement que s'ils avaient été laissés à eux-mêmes. Là encore, on peut provisoirement conclure à une accélération de l'introduction en Italie des thèmes de recherches venus des Etats-Unis sans toutefois que l'on puisse parler de conquête hégémonique d'un champ.

Enfin, le premier cas étudié plus en détail, celui du Centre de spécialisation et de recherches en économie agricole de Portici, démontre une véritable imprégnation du modèle universitaire américain. L'organisation des deux années d'études en quatre semestres, l'accent mis sur l'économie (3 semestres), les mathématiques (1^{ère} année), les statistiques (*idem*), le marketing (deux semestres) et enfin l'anglais (quatre semestres) le démontrent autant que les échanges constants maintenus entre Portici et Berkeley³⁹. Entre 1959 et 1973, 15 enseignants et 10 étudiants ont bénéficié de bourses pour aller en Californie pour la plupart, mais également à Yale, à Harvard ou à la London School of Economics, sans oublier la venue d'universitaires et d'étudiants californiens à Portici.

Le second critère de réussite est, dans le domaine plus sensible encore des relations internationales, la « conversion » des groupes concernés à la politique américaine. Une fois encore, comme dans le cas des philosophes, il semble inutile de prêcher un interlocuteur déjà convaincu. C'est ainsi le cas de Vittorio De Caprariis, engagé depuis la fin de la guerre dans le Parti libéral italien et anticommuniste sans réserves. Cependant, les contacts avec Edward D'Arms et les aides accordées accélèrent son évolution et en font un défenseur zélé de la politique américaine, très actif en outre par ses publications telles que *Genesi del patto atlantico* publié en 1958, exemple même de propagande atlantiste particulièrement convaincue⁴⁰. Aucun des animateurs de l'Institut des Affaires Internationales n'est hostile – c'est un euphémisme – à l'alliance atlantique ou à la construction européenne. La question de savoir si les jeunes diplomates ou la classe dirigeante associés aux travaux de l'Institut auraient fait preuve de davantage de sympathies atlantistes demeure pour l'instant en suspens, en l'absence d'une étude détaillée de leur carrière, de leurs éventuelles prises de position et de leur politique. Bornons-

³⁹ Manlio Rossi Doria, « Report 1960-1961 », April 1961, p. 9 in FF, Grant 59-502, Section 3.

⁴⁰ Frédéric Attal, *Les intellectuels napolitains*, op. cit., p. 789-792.

nous pour l'instant à relever la politique active de traduction de publications anglaises et américaines que poursuit l'IAI, notamment ce qui paraît dans les revues de l'Institut international d'études stratégiques américain⁴¹. On peut sans trop se hasarder conclure provisoirement à une imprégnation, plus ou moins forte selon les animateurs de l'IAI, du vocabulaire, des concepts comme des grands principes de la diplomatie américaine. La politique du *soft power* porte ses fruits dans une partie de la classe dirigeante italienne, comme de ses *leaders* d'opinion.

Frédéric Attal

⁴¹ Inter-Office Memorandum from Alessandro Silj. « Institute of International Affairs. Evaluation Report », August 22, 1973, p. 7 in FF, Grant 66-0134, Section 3.

8

**‘Un réseau d’amitiés agissantes’ : les deux vies de la
Fondation pour une entraide intellectuelle européenne
(1957-1991)**

Si la diplomatie culturelle des fondations américaines en Europe pendant la guerre froide a fait l’objet de nombreuses études, particulièrement depuis la fin des années 1990¹, la plupart de celles-ci se sont concentrées sur les années 1950 à 1970. A l’inverse, les travaux sur le rôle de la philanthropie contemporaine manquent le plus souvent de perspective historique. Il est donc nécessaire de revisiter l’action des fondations en Europe depuis la chute du Mur de Berlin en l’inscrivant dans le long terme, et en particulier en se penchant sur la transition entre la guerre froide et l’après 1989. L’histoire de la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne (FEIE) apporte de ce point de vue un éclairage particulièrement intéressant. Fondée dans le but d’entretenir un dialogue culturel avec les intellectuels « non-conformistes » d’Europe de l’Est tout en donnant une visibilité à la dissidence intellectuelle dans le bloc soviétique, elle a d’abord été un comité informel (1957-1966) créé dans le cadre du Congrès pour la Liberté de la Culture (CLC), puis est devenue une structure soutenue par la Fondation Ford (1966-1975), avant de se changer en institution indépendante (1975-1991). Plus qu’une organisation

¹ Voir Volker R. Berghahn, *America and the Cultural Cold Wars in Europe: Shepard Stone between Philanthropy, Academy, and Diplomacy*, Princeton, Princeton University Press, 2001 ; Giuliana Gemelli et Roy MacLeod (dir.), *American Foundations in Europe: Grant-Giving Policies, Cultural Diplomacy and Trans-Atlantic Relations, 1920-1980*, Bruxelles, PIE – Peter Lang, 2003 ; et Inderjeet Parmar, « American Foundations and the Development of International Knowledge Networks », *Global Networks*, vol. 2, n° 1, 2002, p. 13-30. Voir aussi le numéro spécial de Minerva consacré aux cadres travaillant dans les fondations, vol. 41, n° 2, 2003.

bureaucratique, elle est avant tout un réseau qui s'est construit au gré de contacts interpersonnels, et dont les ramifications s'étendent très loin en Europe de l'est. Sa trajectoire, qui sera retracée ici, permet en outre de mieux comprendre l'évolution de la diplomatie culturelle américaine à l'échelle du continent européen jusqu'à l'effondrement du communisme et au-delà. Alors que le Congrès pour la Liberté de la Culture a promu dès sa création une stratégie de « dialogue Est-Ouest » postulant une supériorité intrinsèque du modèle occidental sur celui en vigueur à l'Est du rideau de fer, la FEIE a adopté une ligne de conduite plus subtile, fondée sur l'échange d'idées nourri par les contacts personnels avec les intellectuels d'Europe de l'Est. Cette ligne sera poursuivie au cours des années 70 et 80, alors que le Congrès pour la Liberté de la Culture s'effondre, et connaîtra une deuxième vie à partir des années 1990, lorsque la FEIE sera intégrée à l'empire du philanthrope George Soros, lequel met alors en œuvre une stratégie de remodelage de la société civile dans les ex-démocraties populaires. Le parcours de la FEIE montre ainsi que malgré la disparition de certains programmes ou institutions nés de la guerre froide, leurs protagonistes sont restés actifs et ont reformulé leurs objectifs, créant de nouvelles institutions et élaborant de nouveaux projets afin d'accompagner la transition démocratique dans les sociétés européennes de l'après-communisme².

Dans l'orbite du Congrès pour la Liberté de la Culture

Les origines de la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne remontent au Comité d'Ecrivains et d'Editeurs pour une Entraide Européenne créé en 1957 par le Congrès pour la Liberté de la Culture. Celui-ci, fondé en 1950 à Berlin par des intellectuels américains et européens, puis installé à Paris, s'est fixé pour but de contrer l'influence communiste au sein de l'intelligentsia européenne alors que le continent vient de plonger dans la guerre froide. Rassemblant libéraux, anti-communistes de gauche et conservateurs autour d'un programme antitotalitaire, il

² Pour une analyse plus développée sur la FEIE, voir Nicolas Guilhot, « A Network of Influential Friendship : The Fondation pour une entraide intellectuelle européenne and East-West Cultural Dialogue (1957-1991) », *Minerva*, 44, 2006, p. 379-409.

s'appuie sur un réseau européen de revues et organise de nombreux séminaires, colloques, expositions et concerts afin de diffuser et de défendre les idées libérales³ ; son financement est assuré par les grandes fondations américaines, Rockefeller puis Ford, mais aussi par la CIA, *via* un montage complexe de fondations-écrans. Au sein du Congrès, l'objectif du Comité d'Écrivains et d'Éditeurs consiste à « promouvoir l'échange libéral d'idées entre l'Est et l'Ouest⁴ » par l'entretien de contacts avec des écrivains et des artistes, l'envoi de livres, l'attribution de bourses de voyage à des intellectuels, l'organisation d'expositions et la médiation entre auteurs et éditeurs⁵.

Si l'on en croit Constantin « Kot » Jelenski, l'architecte intellectuel du Comité, l'idée a surgi en février 1956 au cours de la réunion à Zürich d'éditeurs de journaux d'Europe de l'Ouest et de l'Est ; plusieurs revues financées par le CLC (*Encounter* en Angleterre, *Tempo Presente* en Italie, *Preuves* en France) y sont représentées aux côtés de revues soviétiques, yougoslaves et polonaises. Le Congrès doit alors répondre à l'émergence d'une situation nouvelle, marquée par l'opposition aux régimes soviétisés soulevée par de jeunes communistes déçus, en particulier en Pologne et en Hongrie. Mais la nature de leur dissidence, qui reste en accord avec le canon marxiste, rend problématique toute intervention directe du Congrès. Il est donc décidé de créer un Comité informel qui commence à opérer dès le mois de mars, depuis le domicile de Jelenski à Paris. Il est composé d'intellectuels prestigieux : les Français Raymond Aron, André Chastel, Georges Friedmann, l'Allemand Heinrich Böll, les Italiens Nicola Chiaromonte et Livio Garzanti, l'Anglais Philip Toynbee (fils de l'historien Arnold Toynbee) ou encore l'Américain Lionel Trilling⁶. Le Comité a pour tâche de se poser en alternative indépendante du CLC : bien plus qu'une

³ Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy : The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York, The Free Press, 1989 ; Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Fayard, Paris, 1995 ; Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper ? The CIA and the Cultural Cold War*, Londres, Granta, 1999 ; et Giles Scott-Smith, *The Politics of Apolitical Culture : The Congress of Cultural Freedom, the CIA and Post-War American Hegemony*, Londres, Routledge, 2001.

⁴ Centre d'archives européennes (Coppet), Archives de la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne (par la suite AFEIE), boîte 19/1, dossier « 1977 », « Histoire », n° 1.

⁵ AFEIE, 29/4, « Assemblée du Conseil du vendredi 11 novembre 1966 », n° 3.

⁶ Beinecke Rare Book and Manuscript Library (Yale University, New Haven), Constantin Jelenski Papers, Uncat. MSS, Vault 579 (ci-après CJP), boîte 6/156, « The Writers' and Publishers' Committee for European Cooperation », février 1956.

organisation officielle, il est avant tout, selon la définition qu'en donne Jelenski, « un réseau d'amitiés agissantes⁷ » et une structure « moins politiquement engagée » que le Congrès. Ses activités non officielles en Europe de l'Est, délicates par nature, doivent être menées « sur une base de confiance interpersonnelle⁸ ».

Institutionnellement lié au Congrès, le Comité ne prendra son indépendance que dix ans plus tard, à la suite de la révélation par le *New York Times* du financement occulte du Congrès par la CIA. Les membres du Comité décident alors de se donner un statut d'organisation indépendante, afin d'éviter la souillure qu'entraînerait la collusion avec une organisation financée par les services secrets américains. La Fondation pour une entraide intellectuelle européenne (FEIE) dépose donc officiellement ses statuts à Genève le 7 juillet 1966, et supprime à partir de cette date toute référence à ses liens au CLC, lequel est, à la suite du scandale, rebaptisé Association internationale pour la liberté de la culture (AILC). Pour affirmer son image de neutralité politique et renforcer sa crédibilité auprès des européens de l'Est, la FEIE fait appel au syndicaliste Hans Oprecht, une grande figure du mouvement antifasciste en Suisse durant l'entre-deux-guerres. Celui-ci a accueilli la rencontre de 1956 à Zürich, où son frère Emil dirige également une maison d'édition connue pour sa solidarité à l'égard des réfugiés allemands et s'occupe depuis 1956 de l'envoi des livres du Comité derrière le rideau de fer⁹. Hans Oprecht prend la présidence de la FEIE, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1975.

Malgré cette façade suisse, le véritable centre névralgique de la FEIE est à Paris, où est installé son secrétariat, qui continue à travailler main dans la main avec le CLC. Les deux piliers de la Fondation, Constantin Jelenski et Pierre Emmanuel, sont également membres du Congrès, et le restent après 1966. Jelenski, émigré polonais installé en France en 1952, y est entré la même année comme « secrétaire-interprète-traducteur¹⁰ ». Son entregent et ses nombreux liens avec les milieux intellectuels et artistiques d'Europe de l'Est en font rapidement le personnage incontournable pour mettre en œuvre la stratégie d'échanges de la FEIE. L'autre

⁷ AFEIE, 29/4, « Assemblée du Conseil du vendredi 11 novembre 1966 », n° 5.

⁸ AFEIE, 29/1, dossier 1974-1975, « Rapport d'activité pour l'année 1975 », n° 5.

⁹ Peter Stahlberger, *Der Zürcher Verleger Emil Oprecht und die deutsche politische Emigration, 1933-1945*, Zürich, Europa, 1970.

¹⁰ AFEIE, 29/4, dossiers « Jelenski 52-70 » et « 1973-1974 ».

pilier de la Fondation, le poète Pierre Emmanuel (1916-1984), est arrivé plus tardivement : ce professeur de mathématiques s'était battu dans la Résistance avant d'entrer en 1947 à la Radiodiffusion-télévision française, dont il dirigea le service britannique, puis nord-américain, jusqu'en 1959, année où il entre au CLC, d'abord comme directeur littéraire permanent, puis comme secrétaire général adjoint¹¹. A partir de 1967, il sera à la fois Secrétaire général de la FEIE et directeur de l'AIRC. Jusqu'à la dissolution de l'AIRC en janvier 1979, les activités des deux organisations resteront étroitement imbriquées.

Constantin Jelenski (1922-1987)

Né à Varsovie, Jelenski grandit dans une atmosphère cosmopolite et intellectuelle. Son père, un diplomate d'origine aristocratique, occupe divers postes dans les ambassades polonaises en Europe, tandis que sa mère entretient des relations d'amitié avec nombre d'artistes et d'écrivains. Jelenski quitte la Pologne en 1939 pour se réfugier à Rome. En avril 1940, il passe en France, s'engage dans l'armée et après la défaite de mai-juin, est évacué en Angleterre où il bénéficie d'une bourse mise à disposition des soldats des armées alliées par le British Council. Il étudie l'économie et les sciences politiques à l'université St. Andrews jusqu'en 1943, puis participe aux campagnes de Normandie, de Belgique, de Hollande et d'Italie. Resté à Rome où il rencontre sa future compagne, la peintre Leonor Fini, il travaille pour l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), avant de revenir en France en 1952 à l'invitation de ses amis Jerzy Giedroyc et Józef Czapski, fondateurs de *Kultura*, la revue de l'émigration polonaise, installée à Paris. Il entre au secrétariat du Congrès pour la Liberté de la Culture où il assure notamment la programmation des séminaires. Homme de réseaux, il connaît de nombreux artistes et écrivains d'Europe de l'Est et organise de multiples manifestations en France et en Suisse dans le cadre de la FEIE jusqu'à la fin des années 1970. Il mène parallèlement une activité de critique d'art et de traducteur, réalisant notamment en 1953 les premières traductions en français de Witold Gombrowicz et éditant en 1965 une anthologie de la poésie polonaise.

¹¹ AFEIE, 29/3, « Notice biographique de Pierre Emmanuel », octobre 1974.

Afin de permettre aux intellectuels d'Europe de l'Est de se tenir au courant de débats culturels occidentaux, la FEIE met sur pied diverses initiatives : octroi de bourses de voyage pour écrivains et artistes (15 à 20 par an), organisation de conférences et surtout envoi de quelques 15 000 ouvrages de l'autre côté du rideau de fer jusqu'à la fin des années 80, leur nombre annuel variant de 300 en 1970 à près de 2000 en 1985. Tous ne passaient pas au travers des contrôles : ainsi, en 1976, le livre de Raymond Aron, *Trois essais sur l'âge industriel*, est renvoyé parce qu'il est « contraire aux prescriptions douanières », tandis que les romans d'Alain Robbe-Grillet sont considérés comme « pornographiques ». En 1978, *Le Plaidoyer pour l'Europe décadente* de Aron, *Le Paradigme Perdu* d'Edgar Morin ou encore *Vernunft und Revolution* d'Herbert Marcuse et *Über die Revolution* d'Hannah Arendt sont également renvoyés par les autorités douanières. Cependant, la même année, les livres des « nouveaux philosophes » français, sont transmis de la main à la main, par des contacts locaux. Les difficultés varient aussi selon les pays : la Tchécoslovaquie (surtout après les événements de 1968), la Roumanie et la Bulgarie demeurent d'un accès problématique, alors que les relations avec la Pologne et la Hongrie sont un peu plus faciles, sans doute grâce aux réseaux personnels de Jelenski. Dès 1957, celui-ci a fait circuler des bibliographies à l'intention de ses correspondants¹² : des individus comme des bibliothèques reçurent ainsi sa « bibliographie maîtresse », qui incluait les « ouvrages les plus importants publiés en Occident de 1939 à 1955 » (une centaine de titres environ par discipline des sciences sociales)¹³. Pour contourner la censure officielle et parvenir à inviter des intellectuels à des manifestations ayant lieu en Europe occidentale (essentiellement en France et en Suisse), les animateurs de la FEIE doivent également faire preuve d'imagination, comme le rappelle Pierre Emmanuel en 1970 à propos de l'organisation d'une conférence :

¹² AFEIE, 29/4, « Fondation pour une entraide intellectuelle européenne, Assemblée du Conseil du vendredi 11 novembre 1966 ».

¹³ AFEIE, 29/1, dossier « 1974-1975 », Jelenski, Memorandum to Emmanuel, Errera, Watson, and Chenu, 6 décembre 1974.

Le thème prévu [initialement] était : « la situation du créateur en Europe de l'Est et en Europe de l'Ouest ». Un certain nombre d'Européens de l'Est [...] ont souligné qu'un tel sujet ainsi délimité risquait d'éveiller les soupçons des autorités de leur pays [...] qui auraient vu, dans le titre même du colloque, une critique de la politique culturelle de l'Est. Nos amis de l'Est avaient proposé un titre beaucoup plus général et plus obscur, comme « la poésie orphique en Europe ». Il a donc semblé que le titre « L'Imagination créatrice » ne pouvait éveiller aucun soupçon particulier. En fait, tous nos invités d'Europe de l'Est ont pu venir, à l'exception d'un Roumain et de trois Tchécoslovaques¹⁴.

La fin des idéologies en Europe ?

Gardons-nous toutefois de réduire la Fondation à une agence purement logistique : son action s'inscrit dans une stratégie intellectuelle fondée sur les analyses du rôle des intellectuels dans les sociétés industrielles (capitalistes et communistes) développées par les tenants de la sociologie de la modernisation que sont Raymond Aron, Daniel Bell, Seymour Lipset et Edward Shils, tous étant par ailleurs des figures importantes du CLC. En 1956, ceux-ci voient dans la dissidence révisionniste des intellectuels polonais et hongrois une confirmation de leurs thèses sur l'émergence d'un âge post-idéologique : l'industrialisation accroît la diversité sociale (à travers notamment le développement des classes moyennes), qui elle-même aura pour conséquence une moindre dépendance envers les idéologies unificatrices. Les grandes figures du CLC sont ainsi convaincues que la dynamique du développement économique et de la différenciation sociologique finiront par contraindre les pays du bloc soviétique à remettre en cause les fondements du communisme et à abandonner les idéologies de classe¹⁵, ce qui permettra à un processus de démocratisation de se mettre en route¹⁶. C'est en particulier le cas de Bell et Lipset, tout deux anciens radicaux ayant abandonné les idéologies révolutionnaires pour se tourner vers l'anticommunisme libéral. Les événements de 1956 (rapport Krouchtchev, arrivée au pouvoir de Gomulka en Pologne, insurrection

¹⁴ AFEIE, 16/1, dossier « L'imagination créatrice. Poigny-la-Forêt, 8-13 octobre 1970 », Emmanuel à Stone, 21 octobre 1970. Les actes de cette conférence ont été publiés sous le titre *L'Imagination créatrice*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971.

¹⁵ Daniel Bell, *The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2000[1960], p. 398.

¹⁶ AFEIE, 1/1, Konstanty Jelenki, « The IACF and the East-West Dialogue », s.d.

hongroise) les confortent dans l'idée que les idéologies monolithiques doivent céder la place à des formes de gouvernance plus pragmatiques et que le processus de modernisation annonce un âge post-idéologique qui se caractérisera par une convergence générale entre les sociétés industrielles, qu'elles soient capitalistes ou communistes.

C'est cette convergence entre l'Est et l'Ouest dont la FEIE entend se faire l'instrument, en s'appuyant sur le corpus d'idées fourni par la sociologie de la modernisation. Outils d'analyse de la dé-stalinisation, les notions de « fin de l'idéologie » et de « convergence des sociétés industrielles » sont aussi destinées à servir de produits d'exportation idéologique en direction des intellectuels d'Europe de l'Est. Dès sa création, le Comité procure ainsi des livres aux instituts d'études sociales de Varsovie et Lodz, futurs berceaux de la révision du marxisme et centres pilotes de la recherche en sociologie. Le philosophe Leszek Kolakowski étudie et enseigne dans ces deux instituts, avant de devenir un contact de la Fondation. Dans l'autre sens, le Comité contribue à donner une légitimité intellectuelle au révisionnisme à l'Ouest : ainsi Leopold Labedz, rédacteur en chef de *Survey*, une revue londonienne financée par le Congrès, publie-t-il en 1962 aux Etats-Unis un ouvrage collectif qui fait du révisionnisme une étape légitime dans la longue généalogie du marxisme¹⁷.

Par cette action, la FEIE entend permettre aux intellectuels d'Europe de l'Est de jouer un rôle clé dans le processus de modernisation de leurs pays respectifs. En 1966, Jelenski dressera un premier bilan positif de son action :

Plusieurs conceptions du monde contemporain, adoptées et revendiquées par les révisionnistes en Europe de l'Est, ont clairement leur origine dans le milieu intellectuel du Congrès : celle de la « fin de l'âge idéologique » et celle de la « société industrielle », qui pénétrèrent l'Europe de l'Est à la suite de nos conférences à Milan et à Berlin et, en premier lieu, grâce aux travaux de Raymond Aron, Michael Polanyi, Edward Shils et Daniel Bell. [...] Les travaux d'Edward Shils et de Daniel Bell ont pénétré les milieux sociologiques polonais et - des discussions récentes le prouvent - l'opinion intellectuelle en général¹⁸.

¹⁷ Leopold Labedz (dir.), *Revisionism : Essays on the History of a Marxist Idea*, New York, Praeger, 1962.

¹⁸ CJP, 6/172, Jelenski à Emmanuel, 8 décembre 1966.

Tensions chez les atlantistes

A partir de la fin des années 60, l'activité de la FEIE va cependant pâtir des tensions qui montent au sein du CLC. Celles-ci prennent plusieurs formes.

La première est la rupture du consensus idéologique fondé sur l'anticommunisme qui a constitué à l'origine l'élément unificateur du Congrès. Au moment de sa création, celui-ci a attiré de nombreuses personnalités, de gauche comme de droite, « qui trouvaient peu sympathiques la plupart des plateformes anticommunistes de l'Ouest », et leur a permis de « s'opposer au danger stalinien sans pour autant pactiser avec les forces réactionnaires de l'Ouest¹⁹ ». C'est, entre autres, le cas de Pierre Emmanuel : issu de la gauche catholique, mais également proche des écrivains communistes Paul Éluard et Louis Aragon, il revient bouleversé d'un voyage en Europe de l'Est en 1947, où il a senti « le règne abject de la peur ». Son expérience ressemble d'assez près à celle d'autres progressistes qui ont « perdu leurs illusions » et trouvent alors dans la lutte contre le « totalitarisme » un exutoire à leur idéalisme politique. Le Congrès offre une plateforme idéologique parfaitement adaptée à ce type de parcours, et constitue pour Emmanuel un débouché presque naturel : originaire du Béarn, il craint pour la sécurité des intellectuels dans l'Espagne de Franco, et vient conforter « l'antitotalitarisme » que la FEIE aspire à incarner.

Mais la diversité des profils intellectuels et politiques des membres du Congrès rend ce type de consensus fragile, et celui-ci va s'effiloche au cours des années 60, en particulier du fait de l'évolution de la vieille garde des membres historiques. Celle-ci était elle-même très hétérogène, regroupant des héritiers de la gauche antistalinienne américaine des années 1930 convertis au libéralisme de guerre froide après 1945 (Melvin Lasky, Daniel Bell, Sidney Hook), mais aussi des figures plus conservatrices (Edward Shils et James Burnham), ou encore des anti-communistes radicaux (Arthur Koestler). La radicalisation des mouvements de jeunes, la critique de la politique étrangère américaine au Vietnam et la montée de la nouvelle gauche incitent les intellectuels du Congrès à opérer progressivement un virage à droite au détriment du dialogue avec les critiques de gauche. La FEIE

¹⁹ CJP, 6/164, « K.A. Jelenski's intervention at the IACF Board of Directors meeting », 3 octobre 1971.

adopte une stratégie différente : plutôt que d'adhérer à un conservatisme radical, elle tente de recréer un consensus libéral en suivant de nouvelles lignes et en révisant certaines des hypothèses intellectuelles qui avaient guidé le Congrès depuis ses débuts. De fait, à la fin des années soixante, les divergences sont devenues fortes entre les animateurs de la FEIE et les figures historiques de l'AILC.

A ces divergences s'ajoutent le désaccord de Jelenski et Emmanuel avec la stratégie générale de l'AILC, déterminée par Shepard Stone, directeur du programme *International Affairs* de la fondation Ford devenu en 1967 président de l'Association. Depuis le scandale de 1966, l'AILC est intégralement prise en charge financièrement par la fondation Ford.

Shepard Stone (1925-1990)

Né aux Etats-Unis dans une famille commerçante d'origine juive lituanienne, Stone réussit à intégrer le très sélect Dartmouth College (l'une des huit universités de l'*Ivy League*), avant de partir en 1929 à Berlin pour y préparer une thèse d'histoire sur les relations germano-polonaises. Il y rencontre une jeune allemande qui deviendra sa femme, mais aussi des étudiants européens comme Raymon Aron. Un mois après l'obtention de son doctorat, Hitler devient chancelier ; Stone rentre alors aux Etats-Unis, où il devient le spécialiste des questions européennes au *New York Times* puis, en 1941, s'engage dans les services de renseignements américains et repart en Europe. En 1945, il travaille pour le compte de l'administration militaire américaine en Allemagne (OMGUS), mais en désapprouve la stratégie punitive et repart aux Etats-Unis en janvier 1946. Trois ans plus tard, il revient en Allemagne pour assister le Haut Commissaire américain John McCloy (voir encadré p. 132) dans le processus de démocratisation du pays. En 1952, de retour aux Etats-Unis, Stone suit McCloy à la fondation Ford, dont il prend rapidement en main le programme européen. Opposé à la stratégie d'opposition frontale à l'URSS prônée par le président Eisenhower et son secrétaire d'Etat John Foster Dulles, Stone défend une approche de la lutte contre le communisme fondée sur le dialogue, et convainc en 1955 la direction de la fondation de lancer un programme de bourses de voyages accordées aux artistes et intellectuels d'Europe de l'Est. Il le dirigera jusqu'en 1967, date à laquelle il devient président de l'Association Internationale pour la Liberté de

la Culture (AILC). En 1974, il la quitte pour prendre la direction de l'Aspen Institute for Humanistic Studies de Berlin, à Berlin, poste qu'il occupe jusqu'en 1988.

« Avocat d'un atlantisme élitiste²⁰ », Stone prône une stratégie globale de « dialogue » Est-Ouest destinée à saper les régimes communistes, ou du moins les convaincre des bienfaits de la coexistence pacifique. Il compte pour cela sur des initiatives culturelles de grande ampleur (congrès, festivals, colloques) afin d'engager le débat sur l'avenir des sociétés industrielles et parvenir à une normalisation des relations Est-Ouest. « Négociateur d'idées » et fin diplomate plutôt qu'« intellectuel » au sens européen du terme, il entend aligner la FEIE, qu'il considérerait comme partie intégrante du programme global du CLC, sur cette stratégie. De leur côté, Jelenski et Emmanuel refusent toute subordination de l'AILC (et de la FEIE) à la politique américaine, et sont surtout très critiques vis-à-vis de la notion de « dialogue » : selon Jelenski, celle-ci

« implique que les intellectuels « de l'Est » représentent des valeurs « de l'Est » (socialisme, collectivisme, égalité, culture pour le peuple, justice sociale, etc.), tandis que les intellectuels « de l'Ouest » sont censés incarner les valeurs « de l'Ouest » (démocratie, liberté, individualisme, niveau élevé de culture, etc.)... On a rapidement découvert cependant que ce modèle abstrait ne s'applique pas²¹. »

L'équipe de la FEIE refuse en effet de postuler l'existence d'un fossé culturel Est-Ouest. Sa critique du système soviétique se fonde sur le postulat d'une « unité culturelle de l'Europe²² » et non d'une séparation entre deux Europes portant chacune des valeurs différentes. Aux « illusions du "dialogue"²³ » prôné par Stone, Jelenski oppose la réalité des contacts organisés par la FEIE selon la méthode du libre échange informel à huis clos et des relations interpersonnelles avec les intellectuels de l'Est. Très critiques à l'égard de la *détente* à l'ordre du jour depuis la

²⁰ Berghahn, *America and the Cultural Cold Wars in Europe*, op. cit., p. 184.

²¹ AFEIE, 1/1, « The IACF and the East-West Dialogue », 10.4

²² AFEIE, 22/1, Labedz à Stone, 7 février 1972.

²³ AFEIE, 1/1, K.A. Jelenski, « The IACF and the East-West Dialogue », p. 11.

mort de Staline, Jelenski et Emmanuel sont peu désireux de s'engager dans des relations officielles avec les représentants des autorités gouvernementales des pays communistes. Craignant que l'ouverture d'échanges avec le bloc soviétique ne profite qu'aux intellectuels « officiels », tout en permettant aux autorités de réprimer plus sévèrement la dissidence interne, ils voient dans la normalisation des relations avec l'Union soviétique un compromis contraire à tout ce que la Fondation symbolise. Ils sont donc déterminés à préserver l'autonomie de la Fondation comme source de soutien aux intellectuels et défendent leur ligne de conduite, affirmant que le dialogue entamé depuis vingt ans est possible uniquement parce que « nous ne sommes pas officiellement une organisation "de dialogue" ». Il y a là une divergence fondamentale de stratégie avec Stone. Cette opposition, qui ne dégénère jamais en conflit ouvert, ne se résoudra cependant qu'avec le départ de Stone de l'AILC en 1974, laissant le champ libre à la ligne et à la stratégie de la Fondation visant à travailler avant tout avec les intellectuels « non conformistes » d'Europe de l'Est²⁴, sauf lorsqu'une forme de coopération avec les autorités ou les intellectuels officiels était susceptible d'augmenter les chances d'inviter des intellectuels dissidents.

Cette stratégie spécifique illustre la position très particulière (et fragile) de la FEIE au sein de la constellation idéologique du Congrès pour la liberté de la culture. « Non conformiste » n'est en effet pas exactement synonyme d'« anticommuniste » ou de « dissident ». Alors que le Congrès travaille avec les cercles d'émigrés, en suivant fidèlement une ligne anticommuniste, la Fondation adopte une attitude pragmatique qui ne s'encombre pas de catégories rigides : dès la fin des années 1960, Jelenski s'était efforcé de convaincre l'AILC que « à l'intérieur même des pays communistes, les notions de "droite" et de "gauche", de "communisme" ou d'"anticommunisme", sont totalement brouillées²⁵ ». Ce pragmatisme situe la Fondation entre l'internationalisme libéral partisan de la *détente* prôné par Shepard Stone et la Fondation Ford d'une part, et certains intellectuels du Congrès d'autre part, qui apportent à partir des années 70 leur caution intellectuelle au mouvement néoconservateur américain par le biais d'organisations telles que le Committee on the Present Danger, qui mène une campagne de lobbying contre le processus de

²⁴ AFEIE, 27/4, dossier « 1976 », réunion du Conseil, 11 octobre 1976.

²⁵ Cité dans Marek Beylin, *Fondation pour une entraide intellectuelle européenne*, manuscrit non publié, p. 31, note 18.

désarmement engagé avec les accords SALT (1972) et contre le dégel Est-Ouest symbolisé par les accords d'Helsinki (1975). La FEIE évolue dans une direction différente, et si elle critique aussi la *détente*, c'est pour des raisons différentes, dictées par sa proximité avec le milieu qu'elle cherche à assister.

L'aggiornamento post-1968

La fin des années 60 voit s'élargir la fracture idéologique entre la FEIE et la vieille garde de l'AILC. Dès 1971, Jelenski fait remarquer, au cours de la préparation d'une conférence sur les « Perspectives de la culture européenne à la fin du xx^e siècle » organisée par la Fondation, que Shils et Bell, qui avaient chanté les vertus de la « culture de masse » dans les années 1950, font désormais figure d'ennemis des mouvements contestataires mettant en cause la société de consommation, et les qualifie, déjà, de « néoconservateurs²⁶ ». Dans un mémo adressé à Stone en 1972, il se distancie également de ce qu'il considère comme « l'attitude conservatrice » des revues *Encounter* et *Minerva*, de Shils et de Labedz²⁷. Ces divisions idéologiques ne cessent de s'amplifier au cours des années suivantes : alors qu'aux États-Unis la radicalisation néoconservatrice des figures historiques du Congrès replace la lutte contre le totalitarisme dans un contexte gouvernemental, avec le soutien de l'administration Reagan, la FEIE se tourne dans la direction inverse, vers les valeurs prônées par les nouveaux mouvements sociaux ayant émergé en Europe de l'Est et de l'Ouest au cours des années 70. Elle adopte la ligne stratégique d'une nouvelle génération d'intellectuels non-conformistes qui, à l'image d'Adam Michnik, représentent une dissidence libérale. En 1975, Jelenski approuve les accords d'Helsinki : la FEIE se démarque ainsi nettement des néoconservateurs, qui les considèrent comme un chèque en blanc accordé à l'URSS.

D'une manière générale, et contrairement à la vieille garde du Congrès, Jelenski fait preuve d'une ouverture d'esprit à l'égard des mutations de son époque. Il est persuadé que l'Europe de l'Est vit alors une nouvelle forme de dissidence assez proche des bouleversements culturels qui ont agité l'Ouest en 1967-1969 : le

²⁶ AFEIE, 16/2, Jelenski à Chenu, 5 juillet 1971.

²⁷ AFEIE, 29/4, dossier « 1973-1974 », Jelenski à Stone, 1^{er} septembre 1972.

même anti-autoritarisme, des notions similaires de communauté et d'autonomie et une importance accordée à l'individualisme qui rappellent les mouvements étudiants américains et européens. Jelenski est à la fois très critique à l'égard des événements de mai 68 et en même temps fasciné par ce mouvement et par ses figures, telles que Daniel Cohn-Bendit²⁸. Sa position est loin de celle adoptée par Shils²⁹, Bell ou Aron, qui, attachés à une conception traditionnelle de l'université et de l'autorité académique, les ont condamnés sans appel et souhaitent que l'AILC prenne position contre eux. Pour Jelenski, « l'un des traits communs à la "nouvelle gauche" occidentale [est] sa remise en cause d'un ensemble de présupposés communs à toutes les sociétés développées, ("capitalistes" et "communistes")³⁰ », et en dépit de divergences entre ces sociétés, il ne renonce pas à la possibilité de trouver un terrain d'entente – en particulier autour de la critique de la technocratie. Menant à Paris une vie sociale riche qui l'aide à sentir le pouls du changement, Jelenski multiplie alors les contacts au sein de la constellation idéologique de l'antitotalitarisme français, des « nouveaux philosophes » à l'historien révisionniste de la Révolution française François Furet. En 1977, il annonça ainsi dans une lettre à Francis Sutton, le directeur de la division *International Affairs* de la Fondation Ford, son intention de publier dans *Dialectiques* (la revue trimestrielle des Jeunes communistes français) un essai censuré en Pologne ; à défaut, il essaierait *Tel Quel* : « En dînant dernièrement avec Philippe Sollers [alors rédacteur en chef de *Tel Quel*], j'ai découvert que le vide idéologique créé par son récent désenchantement par rapport au maoïsme le rend très ouvert à la question des droits de l'homme³¹ ». Au-delà de l'anecdote, ce détail suggère que Jelenski n'était pas simplement à l'écoute des changements, mais prompt à sentir les possibilités latentes au sein de la nouvelle gauche française et, plus largement, européenne, alors que la vieille garde du Congrès réactivait une logique de guerre froide culturelle.

²⁸ « Polska to moje najlepsze wspomnienie z Paryża: Z Francois Bondym rozmawia Anna Bikont », *Gazeta wyborcza – Magazyn*, 1^{er} octobre 1993, p. 8.

²⁹ A. H. Halsey, « Edward Shils, Sociology, and Universities », *Minerva*, vol. 37, n° 4, 1999, p. 391-404.

³⁰ CJP, 6/169, « International Association for Cultural Freedom (Suggestion for a Program) », p. 3.

³¹ AFEIE, 29/4, Jelenski à Sutton, 2 septembre 1977.

Une transition difficile

Dès lors, les chemins des deux organisations divergent de plus en plus. Lors du départ de Shepard Stone en 1974, Emmanuel devient président de l'AILC, mais démissionne l'année suivante après avoir été nommé à la tête de l'Institut National de l'Audiovisuel. Il continuera à collaborer avec la FEIE jusqu'en 1980, mais sa tentative d'associer la fondation à la campagne présidentielle de Jacques Chirac afin de crédibiliser l'engagement sur les droits de l'homme du candidat suscitera l'opposition de ses collègues et précipitera son départ. Quelques années plus tôt, Michael Josselson, l'ex-agent de liaison de la CIA au Congrès, a également quitté le conseil de direction de la FEIE, dont il était membre depuis 1957³². Le seul lien entre les deux organisations est désormais Jelenski.

Par ailleurs, les deux organisations sont en grandes difficultés financières, depuis que la fondation Ford a pris la décision au début des années 70 de réduire son financement, puis, en 1977, de le cesser tout à fait, ce qui entraîne la liquidation de l'AILC en janvier 1979. La Ford continue cependant de financer la FEIE, la considérant comme un outil utile pour poursuivre les contacts avec le monde Est-européen, mais se fait plus vétilleuse dans l'attribution des financements : en 1978, après examen approfondi des activités de la FEIE, elle accorde une première allocation de 75 000 dollars pour l'année en cours³³, mais conditionne tout nouvel engagement financier à la démonstration par la FEIE de la valeur et de l'efficacité de ses programmes, mais aussi à sa capacité à mobiliser en Europe des ressources financières équivalentes.

Après la prodigalité de l'ère CLC-AILC, cette nouvelle donne est un véritable choc culturel. La FEIE, incapable de satisfaire de telles exigences dans un délai aussi court, en subit de plein fouet le contrecoup. La diminution de ses ressources compromet ses activités : ainsi, le nombre d'ouvrages expédiés en Europe par la Fondation décline régulièrement jusqu'en 1981 (582 en 1977, 521 en 1978, 454 en 1979 et 239 en 1980). Mais il y a pire : privée des moyens d'organiser ses propres conférences, la Fondation en est réduite à envoyer les bénéficiaires de ses bourses à des rencontres organisées par d'autres institutions universitaires ou culturelles. Elle réussit à mettre sur pied, en partenariat avec l'Europahaus de Vienne, une

³² AFEIE, 22/2, Chenu à Josselson, 15 mai 1975.

³³ AFEIE, 26/1, dossier « 1978 », Dressner à Reiniger, 25 janvier 1978.

conférence sur « La mémoire historique dans le roman contemporain » (26-28 mars 1979), mais au prix d'un renoncement à toute rencontre internationale pendant quatre ans. Du fait du déclin de ses ressources, elle joue désormais pour d'autres le simple rôle de facilitateur.

Le personnel de la FEIE consacre dès lors plus de temps à la collecte de fonds qu'au développement de ses activités. En 1978, la fondation décroche une petite bourse de l'International Foundation of New Jersey et touche quelques fonds résiduels de l'AILC déposés sur un compte en Suisse. C'est largement insuffisant, surtout aux yeux de la fondation Ford. Il faut prendre des mesures drastiques pour assurer la survie : appels aux donations, contacts avec d'autres fondations américaines, demandes de contribution aux maisons d'édition (le journal allemand *Die Zeit*, par exemple). En avril 1979, pour satisfaire aux exigences financières de la Ford, la FEIE organise une vente aux enchères de tableaux offerts par des amis de Jelenski : Józef Czapski, Leonor Fini, Jan Lebenstein, Stanislaw Lepri, Marek Rudnicki, Jean-Jacques Sempé, Paul Valet et d'autres apportent leur contribution avec leurs tableaux ou dessins³⁴.

Dès 1980, la FEIE est au bord de la faillite. L'élection de Ronald Reagan et le réveil de la guerre froide marquent cependant un répit : la fondation Ford, dont les administrateurs entretiennent des liens étroits avec *l'establishment* responsable de la politique étrangère américaine, fait machine arrière et accorde en 1981 une dotation de 325 000 dollars étalée sur trois ans. Mais en dépit des efforts entrepris, la FEIE n'arrive pas à trouver des financements en Europe³⁵. Au cours des années qui suivent, elle crée des organisations écrans destinées à canaliser les fonds d'autres pays vers sa base parisienne – ainsi la *Verein für Wissenschaftlichen Austausch Innerhalb Europas*, fondée en Allemagne en 1983 ; en 1985, elle décide d'établir aux États-Unis une fondation, l'American Foundation for Intellectual Cooperation with Europe (AFICE), qui voit le jour en 1988 après une longue gestation, mais se solde par un échec complet.

³⁴ AFEIE, 27/2, *Rapport annuel 1978*.

³⁵ AFEIE, 27/4, Laborey, Memorandum, 19 décembre 1985.

Le réseau FEIE au service de la philanthropie Soros

C'est alors qu'un sponsor providentiel vole au secours de la FEIE au moment où ses finances sont au plus bas. Annette Laborey, la nouvelle secrétaire générale de la FEIE, rencontre en septembre 1981, par l'entremise d'un boursier hongrois de la fondation, « un riche homme d'affaires américain d'origine hongroise » cherchant à organiser des échanges universitaires entre l'Europe de l'Est et l'université de New York. George Soros, un homme à la fortune considérable, n'était pas encore le célèbre philanthrope qu'on connaît aujourd'hui. Son activité dans ce domaine en était à ses débuts. Il s'intéressait au travail de la Fondation et accepta à la fois de la financer et de plaider sa cause auprès de la fondation Ford pour qu'elle maintienne sa dotation. L'accord auquel parvinrent Soros et Annette Laborey stipulait que la FEIE, qui disposait d'un réseau unique d'amis et d'anciens boursiers, recommanderait des candidats à son programme d'échanges ; l'Open Society Fund que Soros venait de créer lui garantirait en contrepartie le versement annuel d'un montant minimum de 75 000 dollars. Il incluait un projet d'augmentation du budget de roulement de la FEIE visant à le placer dans une fourchette située entre 200 000 et 250 000 dollars. Au-delà de cette somme, les aides aux intellectuels d'Europe de l'Est « seraient directement versées par l'Open Society Fund, sur avis de la Fondation [... mais] cette aide supplémentaire n'apparaîtrait pas dans les registres de la Fondation³⁶ » afin de préserver les subventions de la fondation Ford. Par ailleurs, dès 1982, Soros accepta de payer le loyer des bureaux parisiens de la FEIE, éliminant d'un coup l'une de ses charges financières les plus lourdes.

D'un point de vue financier, la FEIE était donc maintenant une coentreprise Soros-Fondation Ford. Mais l'Open Society Fund devint rapidement l'actionnaire majoritaire de la Fondation : son aide financière passa de 20 000 dollars en 1982 à 30 000 l'année suivante, pour atteindre 80 000 en 1986 – plus que la dotation annuelle de la Fondation Ford. En 1988, Soros couvrait plus de 80% du budget de la Fondation par le biais d'une fondation écran basée en Suisse, la Fondation Karl Popper³⁷, ainsi baptisée en hommage au philosophe libéral d'origine autrichienne que Soros eut comme professeur à la London School of Economics au début des

³⁶ AFEIE, 22/3, Laborey à Soros, 19 novembre 1981.

³⁷ AFEIE, 27/4, Budgets annuels de 1987 à 1990.

années cinquante, et qui fut à la fois l'un des théoriciens du concept d'« Open Society » et l'un des « maîtres à penser du néolibéralisme³⁸ ».

Du point de vue opérationnel, la FEIE est progressivement intégrée à l'empire naissant de l'Open Society et à ses projets. Cette évolution est accélérée par la chute du communisme, qui sonne la fin de la mission originelle de la FEIE – favoriser des échanges entre les deux côtés du rideau de fer. Mais si son équipe en prend acte et décide de cesser rapidement son activité, elle n'entend pas mettre purement et simplement la clé sous la porte³⁹ et dessine au printemps 1990 les contours d'un projet culturel et institutionnel qui assurerait une deuxième vie aux réseaux tissés depuis 1957 et garantirait la continuité du projet historique de la FEIE en l'adaptant au nouveau contexte né de la chute du Mur : estimant important de développer les échanges universitaires entre l'Europe de l'Est et les États-Unis, elle souhaite transmettre son capital de contact à des institutions susceptibles de prolonger son œuvre dans une ère de démocratisation.

Dès décembre 1989, Soros, qui monte alors un réseau de fondations en Europe de l'Est pour favoriser la transition démocratique, fait savoir que celles-ci sont prêtes à prendre le relais de la FEIE dans la région. Par son réseau de contacts tissé au fil de plus de vingt-cinq années de travail sur le terrain, celle-ci représente une ressource majeure en capital social et scientifique. Soros, en investisseur avisé, glisse ainsi une carte maîtresse dans son portefeuille philanthropique. Par ailleurs, son intervention contribue à confirmer un processus de « réorientation des réseaux culturels des nouvelles générations est-européennes vers les États-Unis d'Amérique » amorcé à la fin des années 70, et à confirmer « le déclin, pour ne pas dire la marginalisation, de la France dans cette restructuration⁴⁰ », alors qu'aux beaux jours du Congrès pour la liberté de la Culture, Paris avait constitué un pôle majeur dans les relations intellectuelles entre les deux Europes.

Lorsque la FEIE est officiellement dissoute en 1991, Soros embauche tout naturellement ses membres. Leur savoir-faire et leur carnet d'adresses se révèlent

³⁸ Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes : Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Raisons d'agir, 2004, p. 90.

³⁹ AFEIE, 27/4, minutes de la réunion du Conseil, 9 décembre 1989.

⁴⁰ Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, p. 626.

de précieux atouts pour mettre en œuvre son programme de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Europe de l'Est, dont l'Université d'Europe centrale (*Central European University*) créée en 1992 à Prague avant de se déplacer à Budapest, devient rapidement la pièce maîtresse⁴¹. Celle-ci n'aurait peut-être pas joui de la même légitimité auprès des communautés savantes Est-européennes sans la réputation établie de la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne. C'est à travers le réseau des fondations Soros que l'héritage de la FEIE est aujourd'hui le plus visible : son réseau opère désormais depuis les anciens bureaux de la FEIE à Paris, rebaptisés « Open Society Institute Paris ». Le dernier vestige du Congrès pour la liberté de la Culture n'a disparu que pour mieux renaître aux côtés du représentant le plus puissant de la « nouvelle philanthropie » américaine.

La Fondation pour une entraide intellectuelle européenne constitue le fil d'Ariane entre la guerre froide culturelle des années 50 et la transition démocratique à l'Est de l'Europe dans les années 90. Son histoire témoigne de la complexité de l'antitotalitarisme euro-atlantique dont le Congrès pour la Liberté de la Culture s'est voulu l'incarnation. Les différentes attitudes adoptées par les intellectuels de l'époque qui en ont été les animateurs ont eu, à ce titre, une importance cruciale dans son évolution idéologique. Lorsque les bouleversements de la fin des années 60 ont ébranlé le programme intellectuel du Congrès, certains de ses membres ont vu dans les mouvements sociaux émergents le signe d'une nouvelle menace totalitaire et radicalisé leur anticommunisme d'autant. Sur le front domestique américain, la réaction de ces « néoconservateurs » les a coupés de ces forces politiques émergentes. Sur le front international, ils se sont opposés à la fois au mouvement des droits de l'homme, jugé trop libéral, et aux accords d'Helsinki, supposés réactiver le danger soviétique ; pour eux, la clé de la fin de la guerre froide résidait dans la mise en place d'un programme de « promotion de la démocratie » et de changement de régime à l'Est soutenu par l'État américain. Leurs réflexions

⁴¹ Nicolas Guilhot, « Reforming the World: George Soros, Global Capitalism, and the Philanthropic Management of the Social Sciences », *Critical Sociology*, 33-3, 2007, p. 447-477.

devaient servir d'inspiration à l'administration Reagan et à des institutions telles que le National Endowment for Democracy⁴², mais aussi, plus tard, à la politique étrangère de George W. Bush. La FEIE, elle, est sortie de la guerre froide culturelle des années 50 par un autre chemin, certainement parce que Jelenski avait une vision plus nuancée de la nouvelle gauche européenne. Il a eu le mérite d'identifier le potentiel antiautoritaire des nouveaux mouvements sociaux et de reconnaître leurs revendications d'autonomie. Il a su voir dans leur affirmation de la liberté individuelle la possibilité d'un renouveau du libéralisme des années 1950 autour des notions de société civile et de droits de l'homme. La « longue marche à travers les institutions » et la trajectoire politique ultérieure de la génération de 1968 en Europe de l'Est comme de l'Ouest, allaient prouver la justesse de ses intuitions ; sa maturité politique et culturelle une fois atteinte, cette génération a accompagné la transition de l'ancien bloc soviétique vers l'économie de marché dans les années 1990. Si la FEIE a su accompagner cette transition, c'est parce que sa stratégie, plus subtile que celle du Congrès pour la liberté de la culture, lui a permis de survivre à la crise idéologique des années 60 et de maintenir les liens avec les intellectuels d'Europe de l'Est au moment du regain de la guerre froide dans les années 80. Tandis que la tendance néoconservatrice issue du Congrès se retranchait auprès de l'administration Reagan, la FEIE développait ses contacts avec les cercles libéraux du mouvement des droits de l'homme aux Etats-Unis (Fondation Ford, Aryeh Neier et Human Rights Watch, sans oublier Soros), contribuant à l'émergence des nouvelles élites politiques et culturelles en Europe de l'Est en leur conférant la légitimité et les contacts internationaux qui leur ont permis de s'engager de manière à la fois rapide et décisive dans l'ère postcommuniste.

Nicolas Guilhot

Traduit de l'anglais par Geneviève Brzustowski ; abrégé par Ludovic Tournès

⁴² Sur l'évolution des intellectuels du Congrès vers le néoconservatisme, voir Nicolas Guilhot, *The Democracy Makers : Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

Entre *soft power* et société civile :

un siècle de diplomatie philanthropique en Europe

Au terme de cette traversée longue d'un siècle, on peut esquisser une première synthèse relative à l'impact de la politique philanthropique en Europe. Celui-ci est significatif dans au moins trois domaines : la recherche scientifique, les rapports Est-Ouest et la construction d'un ordre international.

Circulations scientifiques

Le premier point est le plus évident. Les grandes fondations américaines ont été pleinement impliquées tout au long du siècle dans la restructuration des champs scientifiques européens, à la fois en ce qui concerne la circulation des savoirs, mais aussi la construction d'institutions. Tout autant que leur force de frappe financière, le caractère circulatoire des réseaux qu'elles contribuent à développer est un vecteur puissant de ces restructurations. Que ce soit dans l'enseignement de la médecine, la recherche médicale, l'hygiène sociale, ou encore les sciences de l'homme et de la société, les fondations ont établi depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à l'après 1989 un partenariat avec une fraction notable de l'enseignement supérieur européen, à travers le financement d'institutions et de programmes de recherche collectifs mais aussi l'octroi de bourses individuelles favorisant la mobilité des chercheurs. Au-delà de la structuration des champs scientifiques nationaux, la philanthropie américaine joue également un rôle significatif dans la construction d'un espace scientifique européen qui prend corps dès le début des années 1950, à travers en particulier la création en 1954 du CERN (Organisation Européenne de la Recherche Nucléaire), soutenu financièrement par les fondations Rockefeller et Ford¹. Dix plus tard,

¹ John Krige, *American Hegemony and the Postwar Reconstruction of Science in Europe*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2006, ch 3 et 6.

lorsqu'une structure similaire est créée pour la biologie moléculaire, l'EMBO (European Molecular Biology Organization), ce sont des fondations européennes qui la financent (notamment la fondation Volkswagen), avant que les Etats ne prennent le relais à partir de 1969².

Ceci étant, le rôle des fondations ne doit pas être surestimé, pour des raisons qu'on a déjà signalées : elles ne créent pas de toutes pièces des savoirs ou des institutions, mais sont seulement des actrices parmi d'autres de leur construction. Si elles sont incontestablement des organisations puissantes, elles maîtrisent rarement tous les éléments des processus dans lesquels elles sont impliquées. On a pu remarquer au cours des chapitres qui précèdent la présence de réseaux locaux préexistant à leurs initiatives, et sur lesquels elles viennent se greffer, qu'il s'agisse des administrateurs belges, des milieux réformateurs lyonnais, des universitaires de la London School of Economics ou de la nébuleuse intellectuelle du Congrès pour la Liberté de la Culture. Loin de créer une dynamique *ex nihilo*, elles ne font donc le plus souvent que surfer sur une vague ascendante et donner une impulsion à des projets déjà engagés, impulsion il est vrai souvent décisive. De ce point de vue, la densité des contacts entre les fondations et les réseaux locaux est à l'image de la densité préexistante de ceux-ci : le cas lyonnais est à cet égard exemplaire, la fondation Rockefeller intervenant dans un contexte local où les réseaux universitaires, hygiénistes et industrialo-philanthropiques sont déjà en contact.

Cette implication dans le champ scientifique européen a aussi ses effets retours aux Etats-Unis, du fait de la logique circulatoire des réseaux. C'est ici que le rôle de plaques tournantes joué par les fondations prend tout son sens. En effet, lorsque les envoyés de la fondation Rockefeller viennent en Europe dans l'entre-deux-guerres pour financer des projets, ils n'arrivent pas en tant qu'importateurs d'un système universitaire américain déjà constitué en « modèle » prêt-à-exporter, mais comme des agents de renseignements tirant profit des multiples expériences qu'ils observent sur le Vieux continent, et qui vont en retour nourrir les projets qu'ils financent aux Etats-Unis même. Le transfert de capital intellectuel se fait dans les deux sens, comme le montrent les conférences données par le géographe de la

² Voir *Studies in History and Philosophy of Science, Part C : Studies in History and Philosophy of Biological and Medical Sciences*, 33-3, 2002, numéro consacré à la biologie moléculaire en Europe, coordonné par Soraya de Chadarevian et Bruno Strasser.

London School of Economics Dudley Stamp aux Etats-Unis dans les années trente, ou la reprise en 1938 par le New York City Department of Health des méthodes lyonnaises dans son programme de santé publique. Il est également favorisé par les *fellows*, qui viennent travailler dans les laboratoires des universités américaines. De ce point de vue, les fondations jouent un rôle important dans l'établissement d'une hégémonie américaine dans le champ de la production scientifique, non seulement parce qu'elles financent à partir de l'entre-deux-guerres la croissance du système universitaire américain, mais aussi parce qu'elles contribuent à réorienter les flux mondiaux de chercheurs vers les Etats-Unis en y faisant venir nombre d'universitaires européens, un processus accéléré par le basculement d'une partie de l'Europe dans le totalitarisme, phénomène qui chasse des centaines de chercheurs dont beaucoup vont s'installer outre-Atlantique, parfois définitivement. Mais l'établissement de cette hégémonie doit aussi beaucoup aux savoir-faire que les *fellows* et autres *refugee scholars* apportent aux universités américaines, où ils contribuent à faire pénétrer les influences européennes. Au reste, le phénomène n'est pas nouveau, puisque dès la fin du XIXe siècle, les étudiants américains étaient venus nombreux étudier en Allemagne des disciplines telles que l'économie, avant de revenir faire carrière aux Etats-Unis dans l'université ou les milieux de la réforme urbaine³. Mais il a pris une tout autre ampleur du fait de l'organisation volontariste des échanges impulsée par les fondations.

On notera enfin que l'impact de la politique philanthropique réside aussi dans la stimulation des circulations scientifiques intraeuropéennes, comme le montre l'histoire du Congrès pour la Liberté de la Culture, qui contribue non seulement à mettre en place des interactions entre les milieux intellectuels américains et européens autour du *credo* atlantiste, mais également à développer les connexions entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Son action transnationale à l'échelle européenne vient en complémentarité des politiques mises en place au niveau national par les fondations, comme le montre l'action de la Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne, dont les *fellows* ont pour destination privilégiée

³ Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings : Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, ch. 3.

Paris, et en particulier la Maison des Sciences de l'Homme⁴. Les fondations Rockefeller et Ford ont été profondément impliquées dans la longue gestation de cette institution, et l'on comprend mieux leur insistance à favoriser sa mise sur pied, en dépit des difficultés multiples auxquelles elle s'est heurtée⁵, si on replace ce processus dans une perspective européenne. Cet exemple montre en outre que c'est bien la double déclinaison, à la fois nationale et européenne, de la politique philanthropique, qui constitue le vecteur essentiel de la stimulation des circulations intraeuropéennes.

Dialogue Est-Ouest ou unification européenne ?

Le deuxième domaine dans lequel l'impact de l'action des fondations apparaît évident est leur participation à la guerre froide culturelle menée par les Etats-Unis contre le communisme. La politique philanthropique illustre de ce point de vue la manière dont la superpuissance a combiné au cours de cette période *hard power* (la suprématie militaire et économique) et *soft power* (la politique de la persuasion)⁶, ce dernier s'étant concrétisé par la multiplication des contacts entre les élites de l'Europe et des Etats-Unis. Les fondations ont joué dans cette mise en œuvre du *soft power* un rôle clé, et même pionnier, alors qu'au début des années cinquante, l'administration Eisenhower campait plutôt sur une ligne dure, avant de s'adoucir progressivement. Bien qu'il soit difficile d'être affirmatif en l'absence d'études précises, il semble bien que cette stratégie du contact ait contribué à miner les régimes communistes de l'intérieur, les *fellows* des différents programmes d'échanges publics ou privés constituant à terme des « chevaux de Troie⁷ » du libéralisme à l'occidentale introduits au cœur des régimes communistes.

⁴ Pierre Grémion, *Intelligence de l'Anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris*, Paris, Fayard, 1995, p. 497 et 506.

⁵ Ludovic Tournès, *La philanthropie américaine en France (1914-1970). Une histoire transnationale des savoirs et des pratiques scientifiques*, Paris, éditions des Classiques Garnier, 2011, ch. 9.

⁶ Joseph Nye, « Soft Power », *Foreign Policy*, 80, fall 1990 p. 153-171 ; Id., *Soft Power, the Mean to Success in World Politics*, NY, Public Affairs, 2004.

⁷ Cité dans Joseph Nye, *op. cit.*, p. 46.

Pourtant, et en dépit du financement conjoint du Congrès pour la Liberté de la Culture par la CIA et la fondation Ford jusqu'en 1966, interpréter l'action philanthropique uniquement en termes de *soft power* serait réducteur⁸, et ce pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'elle reviendrait à l'assimiler à une simple extension de la politique du Département d'Etat. Or, on l'a déjà signalé, les fondations ont une relative autonomie par rapport à la politique officielle américaine, y compris au cœur de la guerre froide. D'autre part, cette interprétation mène tout droit à une vision univoque de la politique philanthropique en Europe, alors que celle-ci se traduit par des résultats complexes. Il serait en effet erroné de penser que la mise en œuvre par les fondations du *soft power*, même menée intelligemment, se traduit mécaniquement par l'amélioration de l'image des Etats-Unis et de l'attractivité de leur modèle. Ce serait négliger l'antiaméricanisme qui a accompagné systématiquement la politique étrangère américaine, partout dans le monde, et ce, depuis les lendemains de la Deuxième guerre mondiale⁹. Non seulement il n'est pas prouvé que le *soft power* contribue à faire reculer substantiellement l'antiaméricanisme, mais il n'est pas interdit de penser qu'il en génère autant que le *hard power*.

Le cas français est à cet égard significatif, la France ayant été au cours de la guerre froide l'un des pays européens où la politique de la persuasion menée par les Etats-Unis a été la plus importante mais aussi l'un de ceux où l'antiaméricanisme, structurel depuis la fin du XIXe siècle¹⁰, reste le plus fort, même s'il a diminué depuis les années soixante-dix. Si la politique menée dans les décennies 1950 et 1960 par les fondations dans l'Hexagone a abouti à des modifications substantielles du paysage intellectuel, elle a également généré son lot de manifestations antiaméricaines, comme le montrent les accusations de collusion avec l'impérialisme portées contre les universitaires engagés dans la mise sur pied de la VIe section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et de la Maison des Sciences de l'Homme, en particulier Lucien Febvre ou Fernand Braudel. Au même moment, alors que la

⁸ Charles-Philippe David, Louis Balthazar & Justin Vaïsse, *La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 447.

⁹ Bertrand Badie, *Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008, p. 193.

¹⁰ Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Le Seuil, 2002.

fondation Ford finance la publication en plusieurs langues d'une revue de haute tenue intellectuelle destinée à corriger l'image négative de la culture américaine auprès des élites européennes, son succès est mitigé, et sa version française ne rencontre pratiquement aucun écho¹¹.

La notion de *soft power* a donc incontestablement sa pertinence, mais elle ne doit pas conduire à une interprétation trop rapide de la sortie de guerre froide, selon laquelle celle-ci serait uniquement due à une politique américaine combinant habilement *hard power* (la course aux armements qui a épuisé l'Union Soviétique) et *soft power* (la conversion intellectuelle des élites de l'Est par les échanges). Cette version des faits, si elle a sa part de justesse, reviendrait à sous-estimer la dynamique proprement européenne dans ce processus. Or, précisément, l'action philanthropique, n'a sans doute pas eu seulement pour effet de renforcer la crédibilité du modèle politique américain face au modèle soviétique, mais également de stimuler chez les élites du Vieux continent une réflexion sur la crédibilité de leur propre modèle, autrement dit de contribuer à formaliser une réflexion sur la question de l'unité européenne. C'est bien ce processus qui semble à l'œuvre à la Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne, dont les animateurs pensent non pas en termes de « dialogue Est-Ouest » comme le voudraient les bailleurs de fonds américains du Congrès pour la Liberté de la Culture, mais bien de relations entre deux parties d'une Europe fondamentalement conçue comme un seul ensemble, bien que provisoirement divisé par le Rideau de fer. Si l'action du Congrès pour la Liberté de la Culture crée incontestablement des liens entre intellectuels européens et américains, il en crée aussi entre est-européens et ouest-européens, préparant ainsi le terrain pour une future réunification de l'Europe. A travers ces liens et ces réflexions, c'est le rôle de la philanthropie américaine dans la construction européenne qui doit être interrogé, non pas tant du point de vue de la construction des institutions, maintenant bien connue, que de celui des réseaux interpersonnels, qui l'est moins.

C'est ici que la perspective de long terme montre tout son intérêt, car, comme on a pu le constater tout au long de cet ouvrage, le projet des fondations prend forme bien avant la guerre froide ; si les réseaux philanthropiques sont très actifs après

¹¹ Ludovic Tournès, « La diplomatie culturelle de la fondation Ford. Les éditions Intercultural Publications (1952-1959) », *XXe siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2002, p. 65-77.

1945, c'est bien parce qu'ils se sont constitués avant 1939. Si tel n'avait pas été le cas, il est permis de douter que les fondations aient pu jouer un rôle aussi significatif pendant la guerre froide. Par ailleurs, s'agissant de la construction européenne, il est frappant de constater qu'une fraction non négligeable des interlocuteurs des fondations dès le début du XXe siècle soient aussi des partisans de l'unification de l'Europe : c'est le cas de Paul-Henri-Benjamin d'Estournelles de Constant avant 1914, mais aussi, après 1945, d'Altiero Spinelli, de Denis de Rougemont (président du Congrès pour la Liberté de la Culture de 1952 à 1966), de Robert Marjolin, ou encore de Willy Brandt.

Ordre international

La question du rôle des fondations dans la construction d'un espace européen amène, plus largement, à se demander quel est l'impact de leur action dans la structuration d'un ordre international, qui constitue un élément majeur du projet historique de la philanthropie. Dès leurs origines, les grandes fondations ne se sont pas contentées de financer des projets hors des Etats-Unis, mais ont tenté de promouvoir à travers leur activité diplomatique une certaine vision du monde, et en particulier une certaine conception de l'organisation du monde. Elles apparaissent sur la scène internationale à un moment où « le monde fini commence¹² », et où les tensions internationales connaissent leur paroxysme, dont les deux guerres mondiales sont la manifestation la plus tangible. Leur émergence s'inscrit également dans un processus caractéristique du XXe siècle, celui de l'arrivée des acteurs non gouvernementaux¹³, qui élaborent des idées et mettent en place des actions en matière de régulation internationale, alors que la diplomatie était jusqu'à la fin du XIXe siècle l'apanage des chancelleries et des diplomates professionnels¹⁴. A côté des gouvernements, les ONG s'imposent au cours du siècle comme les coproductrices de notions nouvelles telles que celle de « société des nations », puis, plus tard, de « communauté internationale », d'« ordre mondial » et, plus récemment, de « gouvernance mondiale » ou de « société civile internationale ». Les fondations

¹² Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Stock, 1931, p. 35.

¹³ John Boli & George M. Thomas (eds.), *Constructing World Culture. International Nongovernmental Organizations since 1875*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

¹⁴ Bertrand Badie, *op. cit.*

font partie de cette nébuleuse des diplomaties privées qui s'affirment en particulier dans l'aire transatlantique. Dans l'histoire – encore à écrire – de la construction d'un ordre international, elles jouent assurément leur propre partition.

Leur *modus operandi*, très différent de celui des diplomates professionnels, est avant tout technicien et rationalisateur, soucieux d'efficacité concrète à court terme, profondément pragmatique et ancré dans les réalités du terrain. Mais à mesure que les fondations approfondissent leur engagement international, elles le complètent par un corps de doctrine dont les trois piliers sont la paix, l'économie de marché et la démocratie, et qui émerge progressivement d'un discours philanthropique où le messianisme universaliste va de pair avec l'intérêt bien compris de nos capitaines d'industrie reconvertis en mécènes. Deux de ces piliers sont déjà présents avant 1914 chez un Andrew Carnegie, pour qui l'action en faveur de la paix repose sur l'idée que la guerre est néfaste au commerce international, et que, dans un monde devenu interdépendant, tout conflit risquerait de dégénérer en catastrophe pour l'humanité. Au même moment, lorsque la fondation Rockefeller développe à partir de 1914 une politique en Extrême-Orient, en particulier en Chine, c'est aussi avec la perspective, à terme, d'ouvrir le marché chinois aux produits américains. Après 1918, l'investissement fort du Carnegie Endowment for International Peace et surtout de la fondation Rockefeller en Europe témoignent de la structuration du projet philanthropique, non seulement à travers leurs actions dans les différents pays, mais aussi à l'échelle européenne, qui montrent leur souci de participer à la stabilisation du continent européen en intervenant dans leurs domaines de compétence, à savoir la construction d'administrations de la santé publique, l'enseignement supérieur et la recherche.

Mais c'est surtout après 1945 que la vision philanthropique d'un ordre mondial arrive à maturité, lorsque le déclenchement de la guerre froide donne à la politique des fondations un caractère de promotion de la démocratie qui n'était, jusqu'alors, guère présent dans son programme : la fondation Rockefeller met ainsi en place dès 1947 un programme de « reconstruction européenne » dont le principal bénéficiaire est l'Allemagne, où la fondation veut favoriser la mise en place d'une « peaceful and productive democratic society¹⁵ ». Mais plus généralement, c'est l'ensemble de la politique européenne des fondations qui peut se lire à l'aune de ce projet : le

¹⁵ Rockefeller Foundation, *Annual report*, 1947, p. 19-20.

Congrès pour la Liberté de la Culture, né précisément en Allemagne, et dont l'antitotalitarisme est le ciment, en est l'illustration la plus visible à l'échelle du continent. Désormais, paix, marché et démocratie sont indissociables dans la politique philanthropique, et le resteront dans les nouveaux programmes engagés après 1989 en Europe de l'Est. De 1918 à 1989 en passant par 1945, le projet philanthropique suit donc un même fil conducteur, qui se précise tout au long du siècle et s'adapte aux enjeux géopolitiques. Mais là encore, on se tromperait en pensant que ce projet est uniquement élaboré dans le huis clos des *boards of trustees* new-yorkais : il semble clair au contraire que les relations poussées avec les élites d'un continent européen dont l'histoire est jalonnée de déchirements successifs, aient contribué à en définir les contours, et à placer la paix en position centrale. On notera que ce triptyque est aussi celui sur lequel s'appuie après 1945 la construction européenne.

Les contacts constants qu'entretiennent les fondations avec les acteurs gouvernementaux et intergouvernementaux sont un autre signe de leur implication dans la construction d'un ordre mondial. Situées à mi-chemin entre les « deux mondes de la politique internationale¹⁶ », celui des relations interétatiques institutionnalisées et celui des réseaux informels non gouvernementaux à vocation transnationale, à la fois en liaison avec les centres de la décision politique et en contact permanent avec le terrain, elles jouent un rôle de *go-between* entre le monde des gouvernants et les idées qui émergent de ce qu'on va appeler progressivement la société civile. L'activisme d'un Andrew Carnegie avant 1914 est à cet égard révélateur, de même que les négociations suivies de la fondation Rockefeller dans l'entre-deux-guerres avec de nombreux gouvernements européens, mais aussi avec la Société des Nations, qu'elle aide à mettre sur pied une politique internationale de la santé publique ainsi que des travaux d'expertise sur l'organisation de l'économie mondiale ou le fonctionnement des relations internationales. A travers cette participation, les fondations sont *de facto* impliquées dans l'entreprise de la SDN visant à établir les fondements et les règles d'un futur ordre mondial. Après 1945, la coopération entre les fondations et le gouvernement américain, ainsi qu'avec les

¹⁶ James N. Rosenau, *Turbulence in World Politics : a Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 243 sq.

organisations internationales, s'approfondit¹⁷, et ne cesse pas après la chute du Mur de Berlin, au contraire : le réseau mondial des fondations Soros, d'abord limité aux pays ex-communistes puis étendu hors du continent européen, est emblématique de cette part prise par les fondations dans la vie internationale contemporaine. Pour mieux connaître celle-ci, l'étude de leur politique européenne devrait être complétée par des travaux sur d'autres régions du monde, en particulier le Moyen-Orient, l'Asie du Sud Est ou encore la Chine. Autant de pistes qui restent à explorer pour mieux comprendre la diplomatie philanthropique, et, de manière plus générale, une diplomatie non gouvernementale incontournable dans les relations internationales d'aujourd'hui.

Ludovic Tournès

¹⁷ Volker Berghahn, « Philanthropic foundations », in Akira Iriye & Pierre-Yves Saunier (eds.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, London, Palgrave MacMillan, 2009, p. 830.

Les auteurs

Frédéric Attal est maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Ecole normale supérieure de Cachan.

Kenneth Bertrams est chercheur qualifié au Fonds National de la Recherche Scientifique (F.R.S.-FNRS) et maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles

Diane Dosso est docteure en épistémologie et histoire des sciences (Université Paris VII-Denis Diderot)

Nicolas Guilhot est Research Fellow à l'Institute of Public Knowledge (New York University)

Helke Rausch est Junior Fellow au Freiburg Institute for Advanced Studies (université de Fribourg-en-Brisgau).

Pierre-Yves Saunier est chargé de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique

Marie Scot est docteure en histoire (université de Bourgogne)

Ludovic Tournès est professeur d'histoire des relations internationales à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense.

Table des encadrés

Paul-Henri Benjamin d'Estournelles de Constant (1852-1924)	25
Andrew Carnegie (1835-1919)	27
Emile Francqui (1863-1935)	44
Herbert Hoover (1874-1964)	45
Jean Lépine (1876-1967)	66
Elizabeth Crowell (1874-1950)	71
William Beveridge (1879-1963)	83
Harold Laski (1893-1950)	86
La liste de la fondation Rockefeller du 21 juin 1940	107
Les bénéficiaires français des programmes de la fondation Rockefeller	116
John McCloy (1895-1989)	132
Ernst Fraenkel (1898-1975)	133
Edward F. D'Arms (1904-1991)	143
Altiero Spinelli (1907-1986)	155
Constantin Jelenski (1922-1987)	165
Shepard Stone (1925-1990)	170

Table des matières

Introduction : Carnegie, Rockefeller, Ford, Soros : généalogie de la toile philanthropique	2
1. La dotation carnegie pour la paix internationale et l'invention de la diplomatie philanthropique (1880-1914)	21
2. De l'action humanitaire à la recherche scientifique : Belgique, 1914-1930.....	41
3. Rockefeller, Gillet, Lépine and co. : une <i>joint venture</i> transatlantique a lyon (1918-1940)	60
4. 'Rockefeller's baby' : la London school of economics et la recherche economique dans l'angleterre de l'entre-deux-guerres	80
5. La Seconde guerre mondiale et l'exil des scientifiques aux etats-unis	100
6. 'Allemagne, annee zero' ? dénazifier et démocratiser (1945-1955)	120
7. Reconstruire l'Europe intellectuelle : les sciences sociales en italie (1945-1970).....	139
8. 'Un réseau d'amities agissantes' : les deux vies de la Fondation pour une entraide intellectuelle europeenne (1957-1991)	160
Conclusion: entre <i>soft power</i> et societe civile : un siècle de diplomatie philanthropique en europe	181
Les auteurs	191
Table des encadres.....	192